104e ANNÉE
VOL. 104

N° 29
5895

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 22 juillet 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, July 22, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC
REÇU LE
26 JUIL 1972

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, *Québec Official Publisher*

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

Nouvelle présentation de la *Gazette officielle du Québec*

Comme il fut signalé dès le premier numéro du volume 104, 1972 de la *Gazette officielle du Québec*, la Gazette comporte désormais deux parties: la Partie I — AVIS JURIDIQUES — avec son index et la Partie II — LOIS ET RÈGLEMENTS — avec son propre index.

La Partie des LOIS ET RÈGLEMENTS comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édiction de normes générales et impersonnelles. On insérera également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Les utilisateurs qui désirent conserver uniquement la partie LOIS ET RÈGLEMENTS pourront le faire grâce à une pagination spéciale apparaissant au bas de chaque page dans la forme suivante: LR-1 etc.

Comme par les années passées, un index sera publié à la fin du premier semestre et un deuxième à la fin de décembre.

À la fin de 1972, les utilisateurs pourront faire relier cette deuxième partie sous le titre *Gazette officielle du Québec*, LOIS ET RÈGLEMENTS en joignant à cette Gazette reliée l'index de décembre qui comprendra tous les textes de nature législative publiés depuis le 1er janvier.

New format of the *Québec Official Gazette*

As pointed out in the first issue of Volume 104 of the *Québec Official Gazette* (1972), the Gazette will henceforth be divided into two sections: Part I, JURIDICAL NOTICES, with an index, and Part II, LAWS AND REGULATIONS, with a separate index.

The Part entitled LAWS AND REGULATIONS will contain all acts of a legislative nature, i.e. the statutes of the National Assembly and the texts of regulations made by order in council, decree, order or by ordinance, as well as other acts laying down general and impersonal rules of conduct. This Part will also contain proclamations putting into force all or part of any statute. Thus, all texts relating to legislation will be brought together into this second Part.

Readers who wish to keep only the LAWS AND REGULATIONS section may do so, a separate page-numbering, LR-1, etc., having been printed especially for this purpose, at the bottom of each page.

As has been done in past years, an index will be published at the end of the first half-year, and a second one at the end of December.

At the end of the year 1972, readers who wish to do so may have all of Part II bound under the title "*Québec Official Gazette*, LAWS AND REGULATIONS", together with the December index listing all the notices published since January 1st.

AVIS JURIDIQUES

Lettres patentes

A.B. Recreations Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Julien Delisle, 1046, Rivière, Pierre Boyer, 2020, Bach, tous deux de Laval, et André Boyer, 12100, Daigle, Montréal, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « A.B. Recreations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722537

A.J. Driving-Range Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1972, constituant en corporation: André Gingras, professionnel de golf, 128, chemin du Bout de l'Île, Jean Cantin, notaire, 99, chemin du Bout de l'Île, tous deux de Sainte-Pétronille, I.O., et Jean-Paul Picard, comptable, 1090, avenue Royale, Saint-Laurent, I.O., pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de rouler et de parcours de pratique, sous le nom de « A.J. Driving-Range Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721553

A & R Mobile Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jean Ménard, avocat, 2380, Desjardins, Denys-P. Godin, stagiaire, 669, des Ursulines, et Louise Legris, secrétaire, fille majeure, 536, Radisson, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « A & R Mobile Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

JURIDICAL NOTICES

Lettres Patent

A.B. Recreations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julien Delisle, 1046 Rivière, Pierre Boyer, 2020 Bach, both of Laval, and André Boyer, 12100 Daigle, Montreal, all three businessmen, for the following purposes:

To operate a business consisting in providing entertainment for the public, under the name of "A.B. Recreations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722537

A.J. Driving-Range Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André André Gingras, golf professional, 128 du Bout de l'Île Road, Jean Cantin, notary, 99 du Bout de l'Île Road, both of Ste. Pétronille, I.O., and Jean-Paul Picard, accountant, 1090 Royale Avenue, St. Laurent, I.O., for the following purposes:

To operate driving-ranges and practice greens, under the name of "A.J. Driving-Range Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721553

A & R Mobile Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Ménard, lawyer, 2380 Desjardins, Denys-P. Godin, articled student, 669 des Ursulines, and Louise Legris, secretary, spinster, 536 Radisson, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "A & R Mobile Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722070

A.S.E. Electric Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 149, St-Eustache, Françoise Théorêt, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « A.S.E. Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722121

Agence de parachutisme et de parachutage de La Mauricie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Lantagne, technicien, 1020, 37e avenue, Saint-Théophile, François Gagné, policier, 870, boulevard Pie XII, Sainte-Foy, et Pierre Bisson, étudiant, 1039, 7e rue, Grand-Mère, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent de parachutisme et de parachutage et fournir et exploiter les services, de sauvetage par parachutiste et par parachutage, sous le nom de « Agence de parachutisme et de parachutage de La Mauricie inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est 1020, 37e avenue, Saint-Théophile, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721940

Agence d'information civile de Montréal, inc. Montreal Civil Information Agency, Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1971, consti-

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial District of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722070

A.S.E. Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 149 St. Eustache, Françoise Théorêt, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332 Renaud, the latter two secretaries, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To carry on business as electricians and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "A.S.E. Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at St. Eustache, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722121

Agence de parachutisme et de parachutage de La Mauricie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvon Lantagne, technician, 1020–37th Avenue, St. Théophile, François Gagné, policeman, 870 Pie XII Boulevard, Ste. Foy, and Pierre Bisson, student, 1039 – 7th Street, Grand'Mère, for the following purposes:

To group those engaged in the field of parachuting and provide and operate rescue services involving the use of parachutes, under the name of "Agence de parachutisme et de parachutage de La Mauricie inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at 1020 – 37th Avenue, St. Théophile, judicial District of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721940

Agence d'information civile de Montréal, inc. Montreal Civil Information Agency, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tuant en corporation: Dominique Romagnino, Antonio Romagnino, tous deux industriels, et Rosa Cigana, commerçante, épouse de Luigi Romagnino, tous trois de 12188, Desaulniers, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

S'enquérir et faire rapport aux créanciers de la situation financière de personnes, marchands, firmes et corporations, sous le nom de « Agence d'information civile de Montréal, inc.— Montreal Civil Information Agency, Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 715338

Airco Service Inc.
Service Airco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1972, constituant en corporation: Dietmar Neumann, 67, chemin Lakeshore, Pointe Claire, Hans Rinner, 179, Blanche Herbe, Boucherville, et Steve Kurcival, 655, 49e avenue, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de climatisation, de chauffage, de réfrigération et d'épuration mécaniques et électriques de toutes sortes, sous le nom de « Airco Service Inc. — Service Airco inc. », avec un capital total de $99,000 divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 7,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 393, Norman, Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722522

Aireautec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Roger Asselin, ingénieur, Louise Guillemette, infirmière, épouse dudit Roger Asselin, tous deux de 3365, Jean Cabot, Saint-Foy, et Maurice Asselin, technicien, 931, Painchaud, Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des usines de pompage, de traitement d'eau, d'épuration et toutes autres usines utilisées dans la protection de l'environnement, sous le nom de « Aireautec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3365, Jean Cabot, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721917

incorporating: Dominique Romagnino, Antonio Romagnino, both industrialists, and Rosa Cigana, merchant, wife of Luigi Romagnino, all three of 12188 Desaulniers, Montreal North, for the following purposes:

To make inquiries and submit reports to creditors on the financial situation of individuals, merchants, companies and corporations, under the name of "Agence d'information civile de Montréal, inc.— Montreal Civil Information Agency, Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 715338

Airco Service Inc.
Service Airco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Dietmar Neumann, 67 Lakeshore Road, Pointe Claire, Hans Rinner, 179 Blanche Herbe, Boucherville, and Steve Kurcival, 655 – 49th Avenue, Lachine, all three executives, for the following purposes:

To deal in mechanical, electrical air conditioning, heating, refrigeration and anti-pollution equipment of all kinds, under the name of "Airco Service Inc. — Service Airco inc.", with a total capital stock of $99,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 7,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 393 Norman, Saint-Pierre, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722522

Aireautec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies, Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Asselin, engineer, Louise Guillemette nurse, wife of the said Roger Asselin, both of 3365 Jean-Cabot, Ste. Foy, and Maurice Asselin, technician, 931 Painchaud, Québec, for the following purposes:

To operate pumping, water treatment, and purification plants, and any other plants used in the protection of the environment, under the name of "Aireautec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares with a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 3365 Jean-Cabot, Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721917

Allen & fils ltée
Allen & Sons Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Julien Allen, commerçant, Germaine Breton, épouse dudit Julien Allen, et Donald Allen, ces deux derniers instituteurs, tous trois de Saint-Zacharie, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Allen & fils ltée — Allen & Sons Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Zacharie, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722804

Allen & fils ltée
Allen & Sons Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julien Allen, merchant, Germaine Breton, wife of the said Julien Allen, and Donald Allen, the latter two teachers, all three of St. Zacharie, for the following purposes:

To deal in the sale and manufacture of timber, under the name of "Allen & fils ltée — Allen & Sons Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Zacharie, judicial District of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722804

Allied Pollution Control Systems Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Harvey Frumkin, 5618, Randall, Côte-Saint-Luc, Allen Feldman, 6405, Lennox, Montréal, tous deux avocats, and Zeana Kovshoff, secrétaire, épouse divorcée de Barry Kovshoff, 2300, Gold, app. 406, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer des dispositifs, systèmes, appareils de toutes sortes et descriptions devant servir à diminuer, contrôler, éliminer tout genre de pollution, en faire le commerce, sous le nom de « Allied Pollution Control Systems Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722506

Allied Pollution Control Systems Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harvey Frumkin, 5618, Randall Côte Saint-Luc, Allen Feldman, 6405 Lennox, Montreal, both advocates, and Zeana Kovshoff, secretary, wife divorcee of Barry Kovshoff, 2300 Gold, Apt. 406, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in devices, systems, apparatus of any kind and description for the reduction, control, elimination of pollution of any kind, under the name of "Allied Pollution Control Systems Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722506

Ambulance Thériault inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Guy-H. Thériault, administrateur, Jocelyne Belhumeur, ménagère, épouse dudit Guy-H. Thériault, tous deux de 8575, Choquette, Montréal, et G.-André Primeau, avocat, 95, Chartwell, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Exercer une entreprise de transport par ambulances, sous le nom de « Ambulances Thériault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Ambulance Thériault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-H. Thériault, administrator, Jocelyne Belhumeur, housewife, wife of the said Guy-H. Thériault, both of 8575 Choquette, Montreal, and G.-André Primeau, lawyer, 95 Chartwell, Beaconsfield, for the following purposes:

To operate an ambulance transportation business, under the name of "Ambulances Thériault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721787

Les Arpents Verts de Ste Julie inc.
Ste Julie Green Acres Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Routhier, marchand, 110, Union, Beloeil, Adonia Lapointe, administrateur, 6760, Chatelais, Montréal, et Ubald Nerbonne, menuisier, 760, Principale, Sainte-Julie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les Arpents Verts de Ste Julie inc.— Ste Julie Green Acres Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,940 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 760, rue Principale, Sainte-Julie, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722469

Association des Centres de Bénévolat du Québec
Association of Volunteer Bureaus of Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Ann Hutton-Balfour, épouse de Stanley Crowther, 2015, Drummond, app. 900, Montréal, Solange Dupuis, épouse de Jean-Jacques Lamothe, 1284, Royale, Trois-Rivières, et Rachel Payment, fille majeure, 179, Principale, Granby, toutes trois administratrices, pour les objets suivants:

Réunir et grouper en un organisme les Centres de Bénévolat de la province de Québec, sous le nom de « Association des Centres de Bénévolat du Québec — Association of Volunteer Bureaus of Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720573

L'Association des étudiants en radiologie médicale du Québec
Québec Association of Medical Radiological Students

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721787

Les Arpents Verts de Ste Julie inc.
Ste Julie Green Acres Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Routhier, merchant, 110 Union, Beloeil, Adonia Lapointe, administrator, 6760 Chatelais, Montréal; and Ubald Nerbonne, carpenter, 760 Principale, Ste Julie, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les Arpents Verts de Ste Julie inc.— Ste Julie Green Acres Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of $1 each and 3,940 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 760 Principale Street, Ste Julie, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722469

Association des Centres de Bénévolat du Québec
Association of Volunteer Bureaus of Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ann Hutton-Balfour, wife of Stanley Crowther, 2015 Drummond, Apt. 900, Montréal, Solange Dupuis, wife of Jean-Jacques Lamothe, 1284 Royale, Trois-Rivières, and Rachel Payment, spinster, 179 Principale, Granby, all three administrators, for the following purposes:

To bring together and group into a single organization the Volunteer Bureaus of the Province of Québec, under the name of "Association des Centres de Bénévolat du Québec — Association of Volunteer Bureaus of Québec".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720573

L'Association des étudiants en radiologie médicale du Québec
Québec Association of Medical Radiological Students

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorpo-

en corporation sans capital-actions: André Hamelin, 1735, Dufresne, Adrien Labarre, 4862, St-Denis, app. 12, tous deux étudiants, de Montréal, et Jacques Paquet, technicien en radiologie, 1333, boulevard Desormeaux, Longueuil, pour les objets suivants:

Protéger les intérêts des étudiants en techniques radiologiques, sous le nom de « L'Association des étudiants en radiologie médicale du Québec — Québec Association of Medical Radiological Students ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 9155, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722298

L'Association des marchands d'autos Britanniques
British Automobiles Merchants Association

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Moe Ségal, 64, Summit Crescent, Westmount, Robert Coiteux, 7725, Dollier, Saint-Léonard, Claude Lavigne, 7, de l'Église, Sainte-Anne-de-Bellevue, Georges Baxter, 19, boulevard Kirkland, app. 115, Kirkland, Max Weinstein, 5611, Randall, Montréal, George Nassif, 86, 7e avenue, Jean-Guy Desjardins, 408, 83e avenue, tous deux de Laval, et Jean Lemmen, 205, Margaret, Greenfield Park, tous dépositaires, pour les objets suivants:

Améliorer les entreprises des membres et promouvoir leurs intérêts comme marchands d'autos britanniques, sous le nom de « L'Association des marchands d'autos Britanniques — British Automobiles Merchants Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721848

L'Association des techniciens en diététique du Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Bourget, 1775, 1re avenue, Michel Régnière, 639, Monk, tous deux de Québec, et France Émond, fille majeure, 7424, Trudelle, Charlesbourg, tous trois étudiants, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts matériels, culturels et sociaux de la

rate a corporation without share capital: André Hamelin, 1735 Dufresne, Adrien Labarre, 4862 St. Denis, Apt. 12, both students, of Montreal, and Jacques Paquet, X-ray technician, 1333 Desormeaux Boulevard, Longueuil, for the following purposes:

To guard the interests of the medical radiological students, under the name of "L'Association des étudiants en radiologie médicale du Québec — Québec Association of Medical Radiological Students".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at 9155 St. Hubert Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722298

L'Association des marchands d'autos Britanniques
British Automobiles Merchants Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Moe Ségal, 64 Summit Crescent, Westmount, Robert Coiteux, 7725 Dollier, St. Léonard, Claude Lavigne, 7 de l'Église, Ste. Anne-de-Bellevue, Georges Baxter, 19 Kirkland Boulevard, Apt. 115, Kirkland, Max Weinstein, 5611 Randall, Montreal, George Nassif, 86 – 7th Avenue, Jean-Guy Desjardins, 408 – 83th Avenue, both of Laval, and Jean Lemmen, 205 Margaret, Greenfield Park, all dealers, for the following purposes:

To improve the members' enterprises and promote their interests as British car merchants, under the name of "L'Association des marchands d'autos Britanniques — British Automobiles Merchants Association".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721848

L'Association des techniciens en diététique du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Julien Bourget, 1775 – 1st Avenue, Michel Régnière, 639 Monk, both of Québec, and France Émond, spinster, 7424 Trudelle, Charlesbourg, all three students, for the following purposes:

To study, promote, defend and develop in every way the material, cultural and social interests of the profes-

profession et des membres, sous le nom de « L'Association des techniciens en diététique du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 801, 12e rue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722654

Association Québécoise de propriétaires de voiliers

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: René Delahaye, graphiste, 47, Chanoine-Groulx, Vaudreuil, Henri Parizeau, réalisateur, 3791, Old Orchard, Montréal, Anne-Marie Mathieu, fille majeure, 11028, Wilfrid St-Lois, app. 3, Montréal-Nord, et Mario Brunet, 405, Woodlea, Mont-Royal, ces deux derniers étudiants, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir l'intérêt du sport de la voile au niveau des jeunes enfants de 7 à 15 ans, sous le nom de « Association Québécoise de propriétaires de voiliers ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est 3420, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720850

L'Association régionale de conservation de la faune des Cantons de l'Est

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Pierre Hinse, avocat, 100, St-Jean, app. 6, Abraham Gagnon, réparateur, 405, Lebel, tous deux d'Asbestos, Claude Turgeon, professeur, 16, des Ormes, Arthabaska, et Georges Fafard, électronicien, route rurale 1, Brompton, pour les objets suivants:

Unir et affilier les associations de conservation de la faune du nord des Cantons de l'Est, sous le nom de « L'Association régionale de conservation de la faune des Cantons de l'Est ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722814

sion and its members, under the name of "L'Association des techniciens en diététique du Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 801 – 12th Street, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722654

Association Québécoise de propriétaires de voiliers

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Delahaye, graphic artist, 47 Chanoine-Groulx, Vaudreuil, Henri Parizeau, producer, 3791 Old Orchard, Montreal, Anne-Marie Mathieu, spinster, 11028 Wilfrid St-Louis, Apt. 3, Montreal North, and Mario Brunet, 405 Woodlea, Mount Royal, the latter two students, for the following purposes:

To encourage and promote an interest in the sport of sailing at the level of children of 7 to 15 years of age, under the name of "Association Québécoise de propriétaires de voiliers."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation is at 3420 Masson Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720850

L'Association régionale de conservation de la faune des Cantons de l'Est

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Pierre Hinse, lawyer, 100 St. Jean, Apt. 6, Abraham Gagnon, repairman, 405 Lebel, both of Asbestos, Claude Turgeon, teacher, 16 des Ormes, Arthabaska, and Georges Fafard, electronician, Rural Route 1, Brompton, for the following purposes:

To unite and affiliate wildlife conservation associations of the northern part of the Eastern Townships, under the name of "L'Association régionale de conservation de la faune des Cantons de l'Est".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $200,000.

The head office of the corporation is at Asbestos, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722814

L'Association sportive de Ste-Dorothée inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Forest, courtier d'assurances, 56, Pariseau, Richard Dutton, commerçant, 345, du Tour, Raymond Lachapelle, administrateur, 576, Ladouceur, et Ernest Leitold, surintendant, 486, Maisonneuve, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Organiser, encourager et établir toutes disciplines sportives pour la promotion, le développement et l'éducation du sport tant chez les jeunes que chez les adultes, sous le nom de « L'Association sportive de Ste-Dorothée inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720222

Assurances Picard inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Luc-D. Picard, courtier, Cécile Deschamps, ménagère, veuve de Clément Picard, tous deux de 284, Notre-Dame, Saint-Paul-l'Ermite, et Jean-N. Picard, ingénieur et estimateur agréé, 43, Place Kieffer, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Assurances Picard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 284, rue Notre-Dame, Saint-Paul-l'Ermite, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722191

L'Atelier artisanal C.C. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Yves Couture, décorateur, Louise Vincent, secrétaire, épouse dudit Yves Couture, tous deux de 1250, Bossuet, app. 7, Noël Croteau, rembourreur, et Fernande Croteau, coututière, épouse dudit Noël Croteau, ces deux derniers de 3224, Lacordaire, app. 1, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier de rembourrage et de décoration, sous le nom de « L'Atelier artisanal C.C. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

L'Association sportive de Ste-Dorothée inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Forest, insurance broker, 56 Pariseau, Richard Dutton, dealer, 345 du Tour, Raymond Lachapelle, administrator, 576 Ladouceur, and Ernest Leitold, superintendant, 486 Maisonneuve, all four of Laval, for the following purposes:

To organize, foster and establish all sport disciplines for the promotion, development and knowledge of sports for the benefit of younger people as well as adults, under the name of "L'Association sportive de Ste-Dorothée inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720222

Assurances Picard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luc-D. Picard, broker, Cécile Deschamps, housewife, widow of Clément Picard, both of 284 Notre-Dame, St. Paul-l'Ermite, and Jean-N. Picard, engineer and chartered appraiser, 43 Place Kieffer, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Assurances Picard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 284 Notre-Dame Street, St. Paul-l'Ermite, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722191

L'Atelier artisanal C.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Couture, decorator, Louise Vincent, secretary, wife of the said Yves Couture, both of 1250 Bossuet, Apt. 7, Noël Croteau, upholsterer, and Fernande Croteau, seamstress, wife of the said Noël Croteau, the latter two of 3224 Lacordaire, Apt. 1, all four of Montreal, for the following purposes:

To operate an upholstering and decorating workshop, under the name of "L'Atelier artisanal C.C. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 2214, chemin Chambly, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722193

Atelier de débosselage Massie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de septembre 1971, constituant en corporation: Jean-Pierre Massie, débosseleur, Hélène Marcoux, ménagère, épouse dudit Jean-Pierre Massie, tous deux de Saint-Adolphe-d'Howard, et Paul-Émile Marcoux, menuisier, 1488, Galt, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Atelier de débosselage Massie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Adolphe-d'Howard, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46900-o 714614

Auberge du Poulet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jean-Jacques Pichette, homme d'affaires, Elizabeth Burns, ménagère, épouse dudit Jean-Jacques Pichette, tous deux de 860, Contrecoeur, Sainte-Foy, et Nicole Mercier, secrétaire, fille majeure, 6, Dupré, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Auberge du Poulet inc. », avec un capital divisé en 100 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 860, Contrecoeur, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721914

Autobus St-François ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Léo Bourgeois, avocat, 114, Hériot, André Bourgeois, administrateur, 794, boulevard Mercure, et Roger Bourgeois, comptable agréé, 115, Notre-Dame, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers en transport et exploiter un terminus pour les autobus et autres véhicules de transport, sous le nom de « Autobus St-François ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

The head office of the company is at 2214 Chambly Road, Longueuil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722193

Atelier de débosselage Massie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of September, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Massie, auto-body repairman, Hélène Marcoux, housewife, wife of the said Jean-Pierre Massie, both of St. Adolphe-d'Howard, and Paul-Émile Marcoux, carpenter, 1488 Galt, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage operators, under the name of "Atelier de débosselage Massie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St. Adolphe-d'Howard, judicial District of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46900 714614

Auberge du Poulet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Jacques Pichette, businessman, Elizabeth Burns, housewife, wife of the said Jean-Jacques Pichette, both of 860 Contrecoeur, Ste. Foy, and Nicole Mercier, secretary, spinster, 6 Dupré, Lévis for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Auberge du Poulet inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without nominal value and 100 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 860 Contrecoeur, Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721914

Autobus St-François ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léo Bourgeois, lawyer, 114 Hériot, André Bourgeois, manager, 794 Mercure Boulevard, and Roger Bourgeois, chartered accountant, 115 Notre-Dame, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as transport broker and operate a bus and other transport vehicles' terminal station, under the name of "Autobus St-François ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722448

Balboa Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de février 1972, constituant en corporation: Stuart Millar, Philip J. Caruso, fils, tous deux administrateurs, du 1524 ouest, avenue des Pins, et Jacques O'Keefe, architecte, 800, chemin Montée-de-Liesse, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des marchandises de sport, vêtements et articles de sport de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Balboa Limited », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 720776

Beaupré & Morin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Yvon Morin, mécanicien, 85, 6e avenue, Wickham, Maurice Beaupré, 940, 105e avenue, Drummondville-Sud, et Robert Beaupré, 2315, chemin Hemming, Drummondville-Nord, ces deux derniers entrepreneurs, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du bois et de tous les produits du bois, sous le nom de « Beaupré & Morin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,700 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Wickham, district judiciaire de Drummond,

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722701

La Belle Vision (1972) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gilles de Billy, 1090, Moncton, Québec, Jean-Maurice Cantin, 4012, chemin Ste-Foy, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, et Pierre Cantin, 1340, Teillet, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter et vendre des postes émetteurs et récepteurs de télévision, sous le nom de « La Belle Vision (1972) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

The head office of the company is at Drummondville, judicial District of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722448

Balboa Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stuart Millar, Philip J. Caruso junior, both executives, of 1524 Pine Avenue West, and Jacques O'Keefe, architect, 800 Montée de Liesse Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "Balboa Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 720776

Beaupré & Morin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Morin, mechanic, 85 - 6th Avenue Wickham, Maurice Beaupré, 940 - 105th Avenue, Drummondville South, and Robert Beaupré, 2315 Hemming Road, Drummondville North, the latter two contractors, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood and all wood products, under the name of "Beaupré & Morin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $10 each and 3,700 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Wickham, judicial District of Drummond.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722701

La Belle Vision (1972) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles de Billy, 1090 Moncton, Québec, Jean-Maurice Cantin, 4012 Ste. Foy Road, St. Félix-du-Cap-Rouge, and Pierre Cantin, 1340 Teillet, Ste. Foy, all three lawyers, for the following purposes:

To operate and sell transmitting and receiving television stations, under the name of "La Belle Vision (1972) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 2355, de Normandville, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722072

G. D. Bergeron & associés, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles-D. Bergeron, administrateur, 435, route Nationale ouest, Neuville, André Bergeron, comptable, 7020, Terrasse Sagamo, Rosemont, et Marcel Jetté, architecte, 2273, boulevard Gouin est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de portefeuille et de gestion, sous le nom de « G. D. Bergeron & associés, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722436

Les bétons Al-Co inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1972, constituant en corporation: René Pichet, manufacturier, Paule Roy, institutrice, épouse dudit René Pichet, tous deux de 1130, Place Lola, Québec, et Paul-Eugène Roy, cultivateur, 11, St-Romain, Saint-Émile, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du ciment et de ses sous-produits, blocs de ciment, tuiles, chaux, pierre à chaux, grès, plâtres, cuits et autres simili-pierres et autres produits semblables, sous le nom de « Les bétons Al-Co inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 544, rue Racine, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721436

Blenda Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Alberto Bernardi, inspecteur, 6658, Henri-Julien, Gioacchino Arduini, entrepreneur, 7264, Berri, app. 4, tous deux de Montréal, et Michèle Silvestri, électricien, 7282, Beauchesne, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 2355 de Normandville, Trois-Rivières, judicial District of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722072

G. D. Bergeron & associés, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-D. Bergeron, administrator, 435 National Highway West, Neuville, André Bergeron, accountant, 7020 Terrasse Sagamo, Rosemont, and Marcel Jetté, architect, 2273 Gouin Boulevard East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, holding and management company, under the name of "G. D. Bergeron & associés, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $5 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722436

Les bétons Al-Co inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Pichet, manufacturer, Paule Roy, teacher, wife of the said René Pichet, both of 1130 Place Lola, Québec, and Paul-Eugène Roy, farmer, 11 St. Romain, St. Émile, for the following purposes:

To manufacture and deal in cement and its by-products, cement blocks, tiles, lime, limestone, sandstone, burnt and other types of gypsum, and artificial stone and other similar products, under the name of "Les bétons Al-Co inc.", with a total capital stock of $100,000 divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 544 Racine Street, Loretteville, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721436

Blenda Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alberto Bernardi, inspector, 6658 Henri-Julien, Gioacchino Arduini, contractor, 7264 Berri, Apt. 4, both of Montreal, and Michèle Silvestri, electrician, 7282 Beauchesne, St. Léonard, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Blenda Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8088, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722561

Broken Wheel Dude Ranch Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1972, constituant en corporation: Brian Dougherty, maréchal-ferrant, 2450 Benny Crescent, Antony M. Harrison, dompteur de chevaux, 2500 Benny Crescent, et Albert Gomberg, avocat, 159 Craig est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans aucune ou dans toutes ses spécialités, le commerce d'écurie et d'école d'équitation, sous le nom de « Broken Wheel Dude Ranch Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3383 boulevard Covendish, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722366

C. Brown Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gérard Brown, constructeur, 507, 4e avenue, Jacques Gravel, avocat, 297, Elizabeth, tous deux de Deux-Montagnes, et Agathe Beausoleil, secrétaire, épouse de Jean-Pierre Robinet, 22, Marcel, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « G. Brown Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 507, 4e avenue, Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722266

C.F.M. Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation: Joseph-Fernand-Roger Boulanger, 109, Ste-Anne, Louis Fortin, 475, Richelieu, tous deux publicistes, de Québec, et Jean-François Beauchemin, secrétaire, 175, Place Jouvence, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Blenda Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8088 St. Denis Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722561

Broken Wheel Dude Ranch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Brian Dougherty, farrier, 2450 Benny Crescent, Antony M. Harrison, horse trainer, 2500 Benny Crescent, and Albert Gomberg, advocate, 159 Craig West, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on in any or all its branches the business of a riding stable and riding school, under the name of "Broken Wheel Dude Ranch Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3383 Cavendish Boulevard, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722366

C. Brown Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Brown, builder, 507 – 4th Avenue, Jacques Gravel, lawyer, 297 Elizabeth, both of Deux-Montagnes, and Agathe Beausoleil, secretary, wife of Jean-Pierre Robinet, 22 Marcel, St. Eustache, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "G. Brown Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 507 – 4th Avenue, Deux-Montagnes, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722266

C.F.M. Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Fernand-Roger Boulanger, 109 Ste. Anne, Louis Fortin, 475 Richelieu, both publicity men, of Québec City, and Jean-François Beauchemin, secretary, 175 Place Jouvence, Ste. Foy, for the following purposes:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion, de T.S.F. et de télévision, sous le nom de « C.F.M. Québec inc. «, avec un capital total de $75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 475, rue Richelieu, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721170

Camac Continental Food Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, Gilles Londéi, 288, 67e avenue, tous trois de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous quatre avocats, pour les objts suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires et épicerie, sous le nom de « Camac Continental Food Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions classe « A » de $1 chacune, 200 actions classe « B » de $1 chacune et en 397 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, boulevard Lévesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722250

Camping Pont-Rouge limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Paul-Émile Germain, ouvrier, Ernest-Georges Richard, technicien, tous deux de Pont-Rouge, et Joseph Paradis, menuisier, 1575, boulevard de l'Aéroport, Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Exploiter un établissement de camping, sous le nom de « Camping Pont-Rouge limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722737

Canadian Tapestry Products Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Frederic de Taxis, vendeur, Eva Illes, dessinatrice, fille majeure, tous deux de 3210, avenue Forest Hill, app. 1002, Montréal, Morris Pont, manufacturier, et Shirley Meshman, marchande, épouse dudit Morris Pont, ces deux derniers de 877, 95e avenue, Laval, pour les objets suivants:

To operate transmitting and receiving radio and television stations, under the name of "C.F.M. Québec inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 7,500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 475 Richelieu Street, Québec City, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721170

Camac Continental Food Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, Gilles Londéi, 288–67th Avenue, all three of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, St. Léonard, all four lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products and groceries, under the name of "Camac Continental Food Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" shares of $1 each, 200 class "B" shares of $1 each and 397 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 400 Lévesque Boulevard, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722250

Camping Pont-Rouge limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Émile Germain, labourer, Ernest-Georges Richard, technician, both of Pont-Rouge, and Joseph Paradis, carpenter, 1575 de l'Aéroport Boulevard, Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To operate camping grounds, under the name of "Camping Pont-Rouge limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Pont-Rouge, judicial district of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722737

Canadian Tapestry Products Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frederic de Taxis, salesman, Eva Illes, designer, spinster, both of 3210 Forest Hill Avenue, Apt. 1002, Montreal, Morris Pont, manufacturer, and Shirley Meshman, storekeeper, wife of the said Morris Pont, the latter two of 877 – 95th Avenue, Laval, for the following purposes:

Manufacturer des textiles et produits textiles de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Canadian Tapestry Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 4649, boulevard Samson, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722036

Can-Am Cartways Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Julius Briskin, 5120, Earnscliffe, app. 2604, Hampstead, Irving Narvey, 770, Drummond, Laval, tous deux avocats, Thérèse Perreault, 11986, Jubinville, app. 6, Montréal-Nord, et Marilyn Wolfovitch, 5711, Sunrise, Côte-Saint-Luc, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des pistes pour le fonctionnement, l'utilisation, et les courses d'automobiles, de tacots, de minibicyclettes, de motoneiges et d'autres véhicules de plaisir pour des fins de divertissement et d'amusement, sous le nom de « Can-Am Cartways Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 7970, Leonardo De Vinci, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 721894

Jos. E. Carbonneau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Joseph E. Carbonneau, restaurateur, Gemma Camiré, ménagère, épouse dudit Joseph E. Carbonneau, tous deux de 3039, Chambalon, et Yves Carbonneau, acheteur, 2801, Lamberville, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Jos. E. Carbonneau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722139

Camille Caron inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in textiles and textile products of all kinds, under the name of "Canadian Tapestry Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4649 Samson Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722036

Can-Am Cartways Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julius Briskin, 5120 Earnscliffe, Apt. 2604, Hampstead, Irving Narvey, 770 Drummond, Laval, both advocates, Thérèse Perreault, 11986 Jubinville, Apt. 6, Montreal North, and Marilyn Wolfovitch, 5711 Sunrise, Côte Saint-Luc, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To operate tracks for the operation, use, enjoyment, amusement and racing of automobiles, go-carts, minibikes, snow-mobiles and other amusement vehicles, under the name of "Can-Am Cartways Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 7970 Leonardo De Vinci, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 721894

Jos. E. Carbonneau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph E. Carbonneau, restaurateur, Gemma Camiré, housewife, wife of the said Joseph E. Carbonneau, both of 3039 Chambalon, and Yves Carbonneau, purchaser, 2801 Lamberville, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Jos. E. Carbonneau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722139

Camille Caron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 4e jour de mai 1972, constituant en corporation: Camille Caron, entrepreneur, Mariette Dallaire, ménagère, épouse dudit Camille Caron, tous deux de 6, Birch Hill, et Ghislain Lecours, comptable, 16A, Birch Hill, tous trois de Matagami, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Camille Caron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matagami, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722402

Jean Cartier Design Inc.
Conception Jean Cartier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean Cartier, designer, 439, Querbes, Montréal, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 34, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme dessinateurs, concepteurs, innovateurs et créateurs de toutes sortes de produits, sous le nom de « Jean Cartier Design Inc. — Conception Jean Cartier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,900 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 439, rue Querbes, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722539

Casse Croûte Belley inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Pierre Belley, épicier-restaurateur, 1155, de la Chevrotière, Québec, Paul Vézina, 7040, Place Montclair, Charlesbourg, et Pierre-F. Pouliot, 1048, Chaumont, Sillery, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Casse Croûte Belley inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1155, de la Chevrotière, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722181

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Camille Caron, contractor, Mariette Dallaire, housekeeper, wife of the said Camille Caron, both of 6 Birch Hill, and Ghislain Lecours, accountant, 16A Birch Hill, all three of Matagami, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Camille Caron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Matagami, judicial District of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722402

Jean Cartier Design Inc.
Conception Jean Cartier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Cartier, designer, 439 Querbes, Montreal, Maurice Martel, lawyer, 1301 St. Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 34 Gilles, Ste. Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as draughtsmen, designers, innovators and creators of all kinds of products, under the name of "Jean Cartier Design Inc. — Conception Jean Cartier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 39,900 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 439 Querbes Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722539

Casse Croûte Belley inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Belley, grocer-restaurateur, 1155 de la Chevrotière, Québec, Paul Vézina, 7040 Place Montclair, Charlesbourg, and Pierre-F. Pouliot, 1048 Chaumont, Sillery, the latter two lawyers, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Casse Croûte Belley inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1155 de la Chevrotière, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722181

Centre Culturel et Sportif Kingston
Kingston Cultural and Sport Center

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de janvier 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Elmer C. Valade, gérant, 6930, Mazarin, Doreen A. Capstick, ménagère, veuve de Leslie Tottle, 1948, Desmarchais, Edgar Lauzon, poseur de tuyaux, 6580, Mazarin, tous trois de Montréal, et Gilles Bouchard, conseiller en loisirs, 1845, Saint-Jean-Baptiste, app. 2, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir les activités formatives, sur les plans physique, social, culturel, éducatif et personnel, pour le bien-être de la collectivité, sous le nom de « Centre Culturel et Sportif Kingston — Kingston Cultural and Sport Center ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 720301

Le Centre de Bénévolat de Farnham inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Marie Caouette, préposée aux malades, épouse de Étienne Caouette, 1134, Potvin, Georgette Lassonde, épouse de Roger Lassonde, 584, Principale est, Thérèse Bazinet, épouse de Paul-Émile Bazinet, 979, St-Bruno, Clerinda Paquette, veuve de Napoléon Loiseau, 641, Yamaska est, toutes trois ménagères, et Roger Laguë, industriel, route rurale 1, tous de Farnham, pour les objets suivants:

Venir en aide aux personnes dans le besoin, sous le nom de « Le Centre de Bénévolat de Farnham inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722446

Centre de distribution Cireca inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: André Brunet, avocat, 3565, Lagarde, Laval, Paulette Rompré, épouse de Patrice Jasmin, 9414, Papineau, Montréal, et Louise Trépanier, fille majeure, 21, Boivin, Châteauguay, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Centre Culturel et Sportif Kingston
Kingston Cultural and Sport Center

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Elmer C. Valade, manager, 6930 Mazarin, Doreen A. Capstick, housewife, widow of Leslie Tottle, 1948 Desmarchais, Edgar Lauzon, pipefitter, 6580 Mazarin, all three of Montreal, and Gilles Bouchard, recreation counsellor, 1845 St-Jean-Baptiste, Apt 2, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To encourage and emphasize the physical, social, cultural, educational and character development activities for the welfare of the community, under the name of "Centre Culturel et Sportif Kingston — Kingston Cultural and Sport Center".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 720301

Le Centre de Bénévolat de Farnham inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marie Caouette, nursing officer, wife of Étienne Caouette, 1134 Potvin, Georgette Lassonde, wife of Roger Lassonde, 584 Principale East, Thérèse Bazinet, wife of Paul-Émile Bazinet, 979 St. Bruno, Clerinda Paquette, widow of Napoléon Loiseau, 641 Yamaska East, all three housewives, and Roger Laguë, industrialist, Rural Route 1, all of Farnham, for the following purposes:

To provide assistance for the needy, under the name of "Le Centre de Bénévolat de Farnham inc.".

The annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Farnham, judicial District of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722446

Centre de distribution Cireca inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Brunet, lawyer, 3565 Lagarde, Laval, Paulette Rompré, wife of Patrice Jasmin, 9414 Papineau, Montreal, and Louise Trépanier, spinster, 21 Boivin, Châteauguay, the latter two secretaries, for the following purposes:

Faire le commerce d'instruments et accessoires relatifs au métier de la coiffure et à l'esthétique, sous le nom de « Centre de distribution Cireca inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1345, rue St-Zotique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722307

Centre d'équitation d'Alma ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Raymond Martel, vendeur, 71, Boivin, André Renaud, gérant, 17, Taché, Raymond Wilkinson, commis, 49, Desmeules, Olivier Potvin, papetier, 1128, boulevard St-Jude, et Bertrand Gervais, couleur, 8, Moreau, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Exploiter un centre d'équitation et faire le commerce d'animaux, sous le nom de « Centre d'équitation d'Alma ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 49, rue Desmeules, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722543

Centre Hospitalier Laurentien

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Proulx, médecin, 805, Ouimet, Fernand Léonard, 763, Ouimet, tous deux de Saint-Jovite, Claude Hulme, 23, Kilburn Crescent, Montréal, Jean-Louis Dufresne, Hôtel La Sapinière, Val-David, Maurice Forget, 269, des Érables, Laval, Louis Mercure, 24, Hillside, Marcel Larocque, 32, Byette, Louis Cloutier, 31, Préfontaine ouest, tous sept hommes d'affaires, Marie-Pia Godard, ménagère, épouse de Guy Godard, 28, Lortie, Jacques Duquette, juge 11, St-Paul, Paul Gélinas, avocat, 37, Albert, et Jean-Baron Lafrenière, notaire, 118, St-Vincent, ces sept derniers de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Administrer un hôpital pour personnes atteintes de maladies aiguës, de maladies de longue durée, ainsi que pour les personnes atteintes de tuberculose, sous le nom de « Centre Hospitalier Laurentien ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $8,000,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 716690

To deal in the instruments and accessories used in the hairdressing and beauty culture trade, under the name of "Centre de distribution Cireca inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1345 St. Zotique Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722307

Centre d'équitation d'Alma ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Martel, salesman, 71 Boivin, André Renaud, manager, 17 Taché, Raymond Wilkinson, clerk, 49 Desmeules, Olivier Potvin, stationer, 1128 St. Jude Boulevard, and Bertrand Gervais, colorer, 8 Moreau, all of Alma, for the following purposes:

To operate a riding centre and deal in animals, under the name of "Centre d'équitation d'Alma ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 49 Desmeules Street, Alma, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722543

Centre Hospitalier Laurentien

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Maurice Proulx, physician, 805 Ouimet, Fernand Léonard, 763 Ouimet, both of St. Jovite, Claude Hulme, 23 Kilburn Crescent, Montreal, Jean-Louis Dufresne, La Sapinière Hotel, Val-David, Maurice Forget, 269 des Érables, Laval, Louis Mercure, 24 Hillside, Marcel Larocque, 32 Byette, Louis Cloutier, 31 Préfontaine West, all seven businessmen, Marie-Pia Godard, housekeeper, wife of Guy Godard, 28 Lortie, Jacques Duquette, judge, 11 St. Paul, Paul Gélinas, lawyer, 37 Albert, and Jean-Baron Lafrenière, notary, 118 St. Vincent, the latter seven of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To administer a hospital for patients suffering from acute and prolonged illnesses, including tuberculars, under the name of "Centre Hospitalier Laurentien".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to limited, is $8,000,000.

The head office of the company is at Ste. Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46900 716690

Centre des professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1972, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, Côte Vertu, app. 303, John Hamilton fils, 5820, de Louisbourg, app. 206, tous deux de Montréal, et Thomas H. Buck, 571, Patricia, Greenfield Park, tous trois commis en loi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Centre des professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Lucerne, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722396

Centre hippique l'Étrier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Dufour, docteur en éducation, 450, Montée des Trempes, Mont-Saint-Hilaire, Philippe Grimard, technicien urbaniste, et Colette Geoffrois, adjoint de chancellerie, épouse dudit Philippe Grimard, ces deux derniers de 1781, Verdun, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Exploiter un centre d'équitation, sous le nom de « Centre hippique l'Étrier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721936

Centres de camping et plein air Isomar inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: André-R. Comeau, avocat, 3555, Berri, app. 706, Montréal, Manon Reney, épouse de Jean-Paul Dansereau, 325, Joliette, app. 907, et Marielle Pagé, fille majeure, 76, Léopold, ces deux dernières secrétaires, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exploiter et louer des terrains de camping, sous le nom de « Centres de camping et plein air Isomar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean-Baptiste, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722221

Centre des professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Côte Vertu, Apt. 303, John Hamilton jr., 5820 de Louisbourg, Apt. 26, both of Montreal, and Thomas H. Buck, 571 Patricia, Greenfield Park, all three law clerks, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Centre des professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Lucerne, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722396

Centre hippique l'Étrier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Dufour, doctor of education, 450 Montée des Trempes, Mont-Saint-Hilaire, Philippe Grimard, technical town-planner, and Colette Geoffrois, chancellery assistant, wife of the said Philippe Grimard, the latter two of 1781 Verdun, St. Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To operate a horseback riding centre, under the name of "Centre hippique l'Étrier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Mont-Saint-Hilaire, judicial District of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721936

Centres de camping et plein air Isomar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-R. Comeau, lawyer, 3555 Berri, Apt. 706, Montreal, Manon Reney, wife of Jean-Paul Dansereau, 325 Joliette, Apt. 907, and Marielle Pagé, spinster, 76 Léopold, the latter two secretaries, of Longueuil, for the following purposes:

To operate and rent camping grounds, under the name of "Centres de camping et plein air Isomar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Jean-Baptiste, judicial District of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722221

Chez Sybile inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jacques Philippon, 2116, Bourbonnière, Christine Tourigny, 2198, boulevard Laurier, tous deux de Sillery, et Louis St-Arnaud, 1130, Murray, Québec, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une parfumerie et une boutique de cosmétiques et de produits de beauté, sous le nom de « Chez Sybile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 44, Kennedy, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721348

Chez Sybile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Philippon, 2116 Bourbonnière, Christine Tourigny, 2198 Laurier Boulevard, both of Sillery, and Louis St-Arnaud, 1130 Murray, Québec, all three lawyers, for the following purposes:

To operate a perfume, cosmetic and beauty products shop, under the name of "Chez Sybile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 44 Kennedy, Lévis, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721348

Le Club culturel humanitaire Châtelaine

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Denise Tremblay, infirmière, épouse de Cyr Tremblay, 25, Jean-Talon, Rose Tremblay, épouse de Rémi Bégin, 196, Panet, Olga Laforest, épouse de Odilon Deschênes, 199, de la Picardie, Édith McNicoll, épouse de Gérard Morin, 657, Jacques-Cartier, toutes quatre de Jonquière, Murielle Ouellet, épouse de Jacques Tremblay, 278, Bergeron, Arvida, et Janine Rousseau, épouse de Noël Daigle, 30, Piémont, Kénogami, ces cinq dernières ménagères, pour les objets suivants:

Grouper les dames et jeunes filles désireuses d'augmenter leur connaissance, de compléter leur culture et leur formation, sous le nom de « Le Club culturel humanitaire Châtelaine ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721390

Le Club culturel humanitaire Châtelaine

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Denise Tremblay, nurse, wife of Cyr Tremblay, 25 Jean-Talon, Rose Tremblay, wife of Rémi Bégin, 196 Panet, Olga Laforest, wife of Odilon Deschênes, 199 de la Picardie, Édith McNicoll, wife of Gérard Morin, 657 Jacques-Cartier, all four of Jonquière, Murielle Ouellet, wife of Jacques Tremblay, 278 Bergeron, Arvida, and Janine Rousseau, wife of Noël Daigle, 30 Piémont, Kénogami, the latter five housewives, for the following purposes:

To bring together ladies and young girls willing to increase their knowledge, to perfect their culture and their training, under the name of "Le Club culturel humanitaire Châtelaine".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Jonquière, judicial District of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721390

Le Club de hockey National de Laval inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation: Arthur Lessard, responsable des sports et loisirs, 1, Place Bellerive, Côme Lacroix, paysagiste, 399, Principale, tous deux de Laval, et Guy Soucy, pharmacien, 2060, Plessis, Montreal, pour les objets suivants:

Exploiter et administrer des clubs sportifs, et plus particulièrement des clubs de hockey, sous le nom de

Le Club de hockey National de Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Lessard, sports and recreational activities supervisor, 1 Place Bellerive, Côme Lacroix, landscape gardener, 399 Principale, both of Laval, and Guy Soucy, druggist, 2060 Plessis, Montreal, for the following purposes:

To operate and manage sports clubs, particularly hockey clubs, under the name of "Le Club de hockey

« Le Club de hockey National de Laval inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722789

Le Club de l'Âge d'or, Ste Thérèse d'Amos

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Zéphirina Sabourin, veuve de Eugène Lemieux, Saint-Félix-de-Dalquier, Geneviève Godon, épouse de Camille Cossette, rang 10, Amos-Est, Yvonne Blouin, épouse de Joseph Bélanger, rang 4, Monique Bélanger, épouse de Victor Bilodeau, rang 2, toutes quatre ménagères, Jean-Baptiste Cousineau, 232, 4e avenue est, Emanuel Croteau, 232, 3e avenue est, tous deux rentiers, et France Brien, agronome, 162, Principale nord, ces cinq derniers d'Amos, pour les objets suivants:

/ Répondre aux besoins récréationnels et sociaux des citoyens ayant plus de 55 ans, sous le nom de « Le Club de l'Âge d'Or, Ste-Thérèse d'Amos ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722190

Club de moto-neige du Lac Ceinture inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Lavoie, Raynald Plourde, tous deux opérateurs, et Albert St-Jean, cuisinier, tous trois de Saint-Augustin, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige du Lac Ceinture inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Augustin, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721490

Club de moto-neige St-Louis inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

National de Laval inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722789

Le Club de l'Âge d'or, Ste Thérèse d'Amos

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Zéphirina Sabourin, widow of Eugène Lemieux, St. Félix-de-Dalquier, Geneviève Godon, wife of Camille Cossette, 10th Range, Amos East, Yvonne Blouin, wife of Joseph Bélanger, 4th Range, Monique Bélanger, wife of Victor Bilodeau, 2nd Range, all four housekeepers, Jean-Baptiste Cousineau, 232, – 4th Avenue East, Emanuel Croteau, 232, – 3rd Avenue East, both annuitants, and France Brien, agronomist, 162 Principale North, the latter five of Amos, for the following purposes:

To meet the recreational and social needs of citizens over 55 years of age, under the name of "Le Club de l'Âge d'Or, Ste Thérèse d'Amos".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Amos, judicial District of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722190

Club de moto-neige du Lac Ceinture inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul-Émile Lavoie, Raynald Plourde, both operators, and Albert St-Jean, cook, all three of St. Augustin, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote the sport of snowmobiling in particular, under the name of "Club de moto-neige du Lac Ceinture inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $75,000.

The head office of the corporation is at St. Augustin, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721490

Club de moto-neige St-Louis inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: André Lacroix, Denis Labelle, Raymond Meloche, tous trois cultivateurs, et Marcel Daoust, poseur d'aluminium, tous de Saint-Louis-de-Gonzague, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club de moto-neige St-Louis inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Louis-de-Gonzague, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721237

Club des Montagnards de St-Narcisse inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-A. Trudel, épicier en gros, 610, Principale, Régis Cossette, vendeur, 390, de l'Église, et Florent Tessier, menuisier, 210, Principale, tous trois de Saint-Narcisse, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club des Montagnards de St-Narcisse inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Narcisse, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720898

Club des Montagnards de St-Philémon

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Lapointe, vendeur, Gilles Noël, barbier, Gabrielle Coulombe, secrétaire, épouse de Émilien Rouillard, Michel Picard, étudiant, Martin Roy, mécanicien, Paul-André Chabot, garagiste, Roméo Roy, hôtelier, Raymond Pouliot, monteur, et Jean-Marie Larochelle, chauffeur, tous de Saint-Philémon, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club des Montagnards de St-Philémon ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Philémon, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720414

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Lacroix, Denis Labelle, Raymond Meloche, all three farmers, and Marcel Daoust, aluminum installer, all of St. Louis-de-Gonzague, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club de noto-neige St-Louis inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $20,000.

The head office of the corporation is at St. Louis-de-Gonzague, judicial District of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46900 721237

Club des Montagnards de St-Narcisse inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-A. Trudel, wholesale grocer, 610 Principale, Régis Cossette, salesman, 390 de l'Église, and Florent Tessier, carpenter, 210 Principale, all three of St. Narcisse, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote the sport of snowmobiling, in particular, under the name of "Club des Montagnards de St-Narcisse inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at St. Narcisse, judicial District of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720898

Club des Montagnards de St-Philémon

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Lapointe, salesman, Gilles Noël, barber, Gabrielle Coulombe, secretary, wife of Émilien Rouillard, Michel Picard, student, Martin Roy, mechanic, Paul-André Chabot, garage operator, Roméo Roy, hotel-keeper, Raymond Pouliot, fitter, and Jean-Marie Larochelle, chauffeur, all of St. Philémon, for the following purposes:

To promote snowmobiling, under the name of "Club des Montagnards de St-Philémon".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at St. Philémon, judicial District of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720414

Le Club des Montagnes de Notre-Dame des Bois

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Zéphir Lefebvre, rang 4, Léopold-A. Robert, rang 3, tous deux journaliers, de Notre-Dame-des-Bois, et Richard Lavigne, gérant, 300, Carillon, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Le Club des Montagnes de Notre-Dame des Bois ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Notre-Dame-des-Bois, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721502

Club du Fer à Cheval du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Georges-Albert Roy, Sainte-Croix, Adrien Gosselin, Leeds, Henri Chartrand, Sainte-Agathe, Lionel Lacasse, Saint-Norbert, Clément Lafrance, Chester-Est, Julien Habel, Fortierville, tous six cultivateurs, et Lucien Raymond boucher, Manseau, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport ayant trait au concours d'attelage de chevaux et de poneys, sous le nom de « Club du Fer à Cheval du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Croix, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722111

Club familial L. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Leclerc, pressier-lithographe, Gaston Leclerc, mécanicien, Claude Leclerc, préposé à l'entretien, et Yvon Lelclerc, technicien en téléphone, tous quatre de Lac-Etchemin, pour les objets suivants:

Aménager et entretenir un chalet pour le bénéfice commun de tous les membres, sous le nom de « Club familial L. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le Club des Montagnes de Notre-Dame des Bois

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Zéphir Lefebbre, Range 4, Léopold-A. Robert, Range 3, both laborers, of Notre-Dame-des-Bois, and Richard Lavigne, manager, 300 Carillon, Sherbrooke, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Le Club des Montagnes de Notre-Dame des Bois ».

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $40,000.

The head office of the corporation is at Notre-Dame-des-Bois, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721502

Club du Fer à Cheval du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges-Albert Roy, Ste. Croix, Adrien Gosselin, Leeds, Henri Chartrand, Ste. Agathe, Lionel Lacasse, St. Norbert, Clément Lafrance, Chester East, Julien Habel, Fortierville, all six farmers, and Lucien Raymond, butcher, Manseau, for the following purposes:

To form and operate a sports club and promote, in particular, the sport pertaining to horse and poney harnessing competition, under the name of "Club du Fer à Cheval du Québec inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Ste. Croix, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722111

Club familial L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Leclerc, pressman-lithographer, Gaston Leclerc, mechanic, Claude Leclerc, maintenance man, and Yvon Leclerc, telephone technician, all four of Lac-Etchemin, for the following purposes:

To organize and maintain a cottage for the common benefit of all the members, under the name of "Club familial L. inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

Le siège social de la corporation est à Lac-Etchemin, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722824

Club moto-neige Mon Foyer inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: René Guinois, Roger Guinois, Maurice Guinois, tous trois jardiniers maraîchers, Jean-Guy Lavoie, briqueteur, Ivanhoé Pigeon, jardinier, André Dumouchel, hôtelier, Thomas Tremblay, cultivateur, Edward Dinnigan, garagiste, et Marcel Riendeau, commis de bureau, tous de Sainte-Clothilde, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la moto-neige, sous le nom de « Club moto-neige Mon Foyer inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Clothilde, district judiciaire de Beauharnois.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721964

Le Club optimiste de Touraine inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Parent, vendeur, 79, Lisieux, Charles-André Béland, directeur d'école, 74, Lourdes, et Jean Gervais, secrétaire, 52, Vendôme, tous trois de Touraine, pour les objets suivants:

Venir en aide à la jeunesse et promouvoir l'optimisme chez les jeunes comme philosophie de vie, sous le nom de « Le Club optimiste de Touraine inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Touraine, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 716175

Club social Bois Joli inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Ovila Pilote, garçon de table, 11, Monseigneur Boivin, Alfred Lefebvre, vendeur, 861, boulevard Sacré-Coeur, et

The head office of the corporation is at Lac-Etchemin, judicial District of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722824

Club moto-neige Mon Foyer inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Guinois, Roger Guinois, Maurice Guinois, all three market gardeners, Jean-Guy Lavoie, bricklayer, Ivanhoé Pigeon, gardener, André Dumouchel, hotel-keeper, Thomas Tremblay, farmer, Edward Dinnigan, garage operator, and Marcel Riendeau, office clerk, all of Ste. Clothilde, for the following purposes:

To promote the sport of snowmobiling, under the name of "Club moto-neige Mon Foyer inc."

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $30,000.

The head office of the corporation is at Ste. Clothilde, judicial District of Beauharnois.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721964

Le Club optimiste de Touraine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Parent, salesman, 79 Lisieux, Charles-André Béland, school principal, 74 Lourdes, and Jean Gervais, secretary, 52 Vendôme, all three of Touraine, for the following purposes:

To provide assistance for the young and promote among them as a philosophy of life, under the name of "Le Club optimiste de Touraine inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Touraine, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 716175

Club social Bois Joli inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ovila Pilote, waiter, 11 Monseigneur Boivin, Alfred Lefebvre, salesman, 861 Sacré-Coeur Boulevard, and Martial Dubois,

Martial Dubois, professeur, 7, L.W. Leclerc, tous trois de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Club social Bois Joli inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722055

Cofsky, Denommé, Lemire inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Cofsky, Marcel Denommée, tous deux de 901, St-Louis, et François Lemire, 650, Paul VI, tous trois professeurs, de Terrebonne, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et exploiter des auberges, camps de vacances, terrains de camping et stations estivales pour étudiants et touristes, sous le nom de « Cofsky, Denommé, Lemire inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 901, rue St-Louis, Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721788

Le Conseil de l'Âge d'Or, région de Laval
The Laval Regional Council of Senior Citizens

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: François Legault, administrateur, 2778, boulevard Lévesque, Eugène LeBrun, 667, Gentilly, et Victor Paquette, 810, Jeanne-Leber, ces deux derniers rentiers, tous trois de Laval, pour-les objets suivants:

Permettre des échanges, des services entre les clubs ou autres organismes de l'âge d'or dans la région, sous le nom de « Le Conseil de l'Âge d'Or, région de Laval — The Laval Regional Council of Senior Citizens ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722178

teacher, 7 L. W. Leclerc, all three of St. Félicien, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of the members, under the name of "Club social Bois Joli inc.".

The amount to which the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at St. Félicien, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722055

Cofsky, Denommé, Lemire inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Cofsky, Marcel Denommée, both of 901 St. Louis, and François Lemire, 650 Paul VI, all three teachers, of Terrebonne, for the following purposes:

To establish, maintain and operate inns, holiday camps, camping grounds and summer resorts for students and tourists, under the name of "Cofsky, Denommé, Lemire inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at 901 St. Louis Street, Terrebonne, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721788

Le Conseil de l'Âge d'Or, région de Laval
The Laval Regional Council of Senior Citizens

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François Legault, administrator, 2778 Lévesque Boulevard, Eugène LeBrun, 667 Gentilly, and Victor Paquette, 810 Jeanne-Leber, the latter two annuitants, all three of Laval, for the following purposes:

To facilitate communications and exchange of services between senior citizens' clubs or other like groups in the area, under the name of "Le Conseil de l'Âge d'Or, région de Laval — The Laval Regional Council of Senior Citizens".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722178

Le Conseil de l'Âge d'Or, région des Laurentides
The Laurentides Regional Council of Senior Citizens

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai, 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Imelda Beaulieu, religieuse, fille majeure, 450, Lesage, Sainte-Adèle, Gabrielle Bergeron, ménagère, épouse de Roch Beauchamp, 139, Latour, Mont-Rolland, et Yves Lamarche, rentier, 18, St-André, Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Permettre des échanges, des services entre les clubs ou autres organismes de l'âge d'or dans la région, sous le nom de « Le Conseil de l'Âge d'Or, région des Laurentides — The Laurentides Regional Council of Senior Citizens ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722473

Consolidated Products Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Raymond Toledano, administrateur de ventes, Sarah Rotenberg, secrétaire, épouse dudit Raymond Toledano, tous deux de 7515, chemin Earle, Côte-Saint-Luc, et Aron Rotenberg, marchand, 58, chemin Radcliffe, Montréal-Ouest, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de métaux, en faire le commerce, sous le nom de « Consolidated Products Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722014

Construction L.D.J. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Adrien Lavoie, vendeur, Jeannette Dupont, professeur, épouse dudit Adrien Lavoie, tous deux de Dégelis, et Conrad Dubé, entrepreneur, Edmundston, pour les objets suivants:

Le Conseil de l'Âge d'Or, région des Laurentides
The Laurentides Regional Council of Senior Citizens

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Imelda Beaulieu, nun, spinster, 450 Lesage, Ste. Adèle, Gabrielle Bergeron, housewife, wife of Roch Beauchamp, 139 Latour, Mont-Rolland, and Yves Lamarche, annuitant, 18 St. André, Ste. Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To bring about exchanges and services among senior citizen clubs or other like organizations in the region, under the name of "Le Conseil de l'Âge d'Or, région des Laurentides — The Laurentides Regional Council of Senior Citizens".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the corporation is at Ste. Adèle, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722473

Consolidated Products Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Toledano, sales executive, Sarah Rotenberg, secretary, wife of the said Raymond Toledano, both of 7515 Earle Road, Côte Saint-Luc, and Aron Rotenberg, merchant, 58 Radcliffe Road, Montreal West, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, under the name of "Consolidated Products Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 3,900 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722014

Construction L.D.J. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien Lavoie, salesman, Jeannette Dupont, teacher, wife of the said Adrien Lavoie, both of Dégelis, and Conrad Dubé, contractor, Edmundston, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction L.D.J. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dégelis, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721930

Construction R. Poirier ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: René Poirier, Jacques Poirier, tous deux commerçants, et Madeleine Poirier, secrétaire, épouse de Paul-André Loranger, tous trois de 154, St-Barthélémy nord, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction R. Poirier ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 950 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721211

Corleb inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: François St-Arnaud, notaire, Françoise Marchand, ménagère, épouse dudit François St-Arnaud, tous deux de 106, Michener, et Jean Lanouette, comptable, 226, St-Philippe, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication et des articles de bureaux, sous le nom de « Corleb inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722301

Corporation de finance Marchal inc.
Marchal Finance Corporation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Construction L.D.J. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Dégelis, judicial District of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721930

Construction R. Poirier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Poirier, Jacques Poirier, both merchants, and Madeleine Poirier, secretary, wife of Paul-André Loranger, all three of 154 St. Barthélémy North, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Construction R. Poirier ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 950 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Félix-de-Valois, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721211

Corleb inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François St-Arnaud, notary, Françoise Marchand, housewife, wife of the said François St-Arnaud, both of 106 Michener, and Jean Lanouette, accountant, 226 St. Philippe, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To manufacture and deal in sound reproducing and communication devices, and office equipment, under the name of "Corleb inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial District of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722301

Corporation de finance Marchal inc.
Marchal Finance Corporation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpor-

en corporation: Jean Marchal, tavernier, 5618, Lafond, Montréal, Georges-Claude Proulx, comptable, et Monique Deslauriers, ménagère, épouse dudit Georges-Claude Proulx, ces deux derniers de 155, St-André, Contrecoeur, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Corporation de finance Marchal inc. — Marchal Finance Corporation Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5618, rue Lafond, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722371

Corporation financière Inco ltée
Inco Finance Corporation Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation: André Jourdain, professeur, 3189, Loyola, Jean-Guy Jourdain, commerçant, 2209, Bourg-Royal, et Alyre Hallé, homme d'affaires, 2640, Robert, tous trois de Giffard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Corporation financière Inco ltée — Inco Finance Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3189, rue Loyola, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722778

La Corporation touristique de Chambord, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Ludger Bouchard, rentier, Gérard Desmeules, conducteur de transports en commun, Welley Hudon, cultivateur, Robert Laroche, gérant, et Rosaire Simard, barbier, tous de Chambord, pour les objets suivants:

Promouvoir le tourisme dans les limites de la paroisse et du village de Chambord, sous le nom de « La Corporation touristique de Chambord, inc. »

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Chambord, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721190

ating: Jean Marchal, tavern keeper, 5618 Lafond, Montreal, Georges-Claude Proulx, accountant, and Monique Deslauriers, housewife, wife of the said Georges-Claude Proulx, the latter two of 155 St. André, Contrecoeur, for the following purposes:

To carry on all operations common to money lending, under the name of "Corporation de finance Marchal inc. — Marchal Finance Corporation Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 5618 Lafond Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722371

Corporation financière Inco ltée
Inco Finance Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Jourdain, teacher, 3189 Loyola, Jean-Guy Jourdain, merchant, 2209 Bourg-Royal, and Alyre Hallée, businessman, 2640 Robert, all three of Giffard, for the following purposes:

To carry on all operations common to money-lending, under the name of "Corporation financière Inco ltée — Inco Finance Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3189 Loyola Street, Giffard, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722778

La Corporation touristique de Chambord, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ludger Bouchard, annuitant, Gérard Desmeules, public transport driver, Welley Hudon, farmer, Robert Laroche, manager, and Rosaire Simard, barber, all of Chambord, for the following purposes:

To promote tourism within the Parish and the Village of Chambord area, under the name of "La Corporation touristique de Chambord, inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Chambord, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721190

Danford Lake Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: George Woods, 3279, Kodiac, Gérard Courteau, 78, chemin Knoxdale, tous deux hommes d'affaires, d'Ottawa, et Liette Raymond, secrétaire, fille majeure, 111, rue Laval, Hull, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'hôtel, taverne, auberge et/ou restaurant, sous le nom de « Danford Lake Investments Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alleyn et Cawood, district judiciaire de Pontiac.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722496

Le décor stylisé Rijma inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Francine Brochu, 2405, 2e avenue, Lucille Demers, 180, de Bernières, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Pierre-F. Pouliot, avocat, 220, Grande-Allée est, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Le décor stylisé Rijma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Augustin-de-Desmaures, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722099

Développement Lac Paul inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean-Claude Scraire, avocat, 10664, André-Jobin, Montréal, Suzanne Paré, épouse de Pierre Deslauriers, 7832, de Nantilly, Anjou, et Denise Roy, épouse de Pierre Asselin, 1030, La Madeleine, Saint-Bruno-de-Montarville, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Développement Lac Paul inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722449

Danford Lake Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Woods, 3279 Kodiac, Gérard Courteau, 78 Knoxdale Road, both businessmen, of Ottawa, and Liette Raymond, secretary, spinster, 111 Laval Street, Hull, for the following purposes:

To operate a hotel, tavern, public house and/or restaurant, under the name of "Danford Lake Investments Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Alleyn and Cawood, judicial District of Pontiac.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722496

Le décor stylisé Rijma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Francine Brochu, 2405 – 2nd Avenue, Lucille Demers, 180 de Bernières, both secretaries, spinsters, and Pierre-F. Pouliot, lawyer, 220 Grande-Allée East, all three of Québec, for the following purposes:

Lumber industry and trade, under the name of "Le décor stylisé Rijma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Augustin-de-Desmaures, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722099

Développement Lac Paul inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Scraire, lawyer, 10664 André-Jobin, Montreal, Suzanne Paré, wife of Pierre Deslauriers, 7832 de Nantilly, Anjou, and Denise Roy, wife of Pierre Asselin, 1030 La Madeleine, St. Bruno-de-Montarville, the latter two secretaries, for the following purposes:

To operate a business consisting in providing amusement for the public, under the name of "Développement Lac Paul inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Jérôme, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722449

Les développements de l'Île St-Joseph inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: François St-Arnaud, notaire, Françoise Marchand, ménagère, épouse dudit François St-Arnaud, tous deux de 106, Michener, et Claude-G. Lajoie, constructeur, 76, de l'Armée, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les développements de l'Île St-Joseph inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 60 actions ordinaires de $100 chacune et en 340 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierreville, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722302

Jacques Dion Automobiles Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Dion, vendeur, 3726, Monselet, app. 1, Gaston Lafrance, 10921, boulevard St-Michel, app. 6, tous deux de Montréal-Nord, et J.-René Mantha, 10380, Place Fleury, Montréal, ces deux derniers commerçants, pour les objets suivants:

Exploiter un garage, sous le nom de « Jacques Dion Automobiles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3726, rue Monselet, appartement 1, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722330

Michel Doré inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1972, constituant en corporation: Michel Doré, entrepreneur, Nicole Gagnon, ménagère, épouse dudit Michel Doré, tous deux de 4311, France-Roy, et René Doré, voyageur, 1064, Desjardins, tous trois de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Michel Doré inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Les développements de l'Île St-Joseph inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François St-Arnaud, notary, Françoise Marchand, housewife, wife of the said François St-Arnaud, both of 106 Michener, and Claude-G. Lajoie, builder, 76 de l'Armée, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les développements de l'Île St-Joseph inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 60 common shares of $100 each and 340 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Pierreville, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722302

Jacques Dion Automobiles Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Dion, salesman, 3726 Monselet, Apt. 1, Gaston Lafrance, 11921 St. Michel Boulevard, Apt. 6, both of Montreal North, and J.-René Mantha, 10390 Place Fleury, Montreal, the latter two merchants, for the following purposes:

To operate a garage, under the name of "Jacques Dion Automobiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3726 Monselet Street, Apartment 1, Montreal North, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722330

Michel Doré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Doré, contractor, Nicole Gagnon, housekeeper, wife of the said Michel Doré, both of 4311 France-Roy, and René Doré, travelling salesman, 1064 Desjardins, all three of St. Félix-de-Cap-Rouge, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders and deal in all kinds of materials, under the name of "Michel Doré inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 380 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 4311, rue France-Roy, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722655

Dreamland Productions Inc.
Productions Pays des Rêves inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Mortimer Gerald Freiheit, avocat, 4488 ouest, rue Sainte-Catherine, Marie Nassa, 6653, Louis-Hémon, et Denise-Marie Landry, 5000, avenue Clanranald, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires à titre de producteurs de cinéma et exploiter des studios cinématographiques, sous le nom de « Dreamland Productions Inc.— Productions Pays des Rêves inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 721231

Drumdoecan Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: John Arthur Alexander Swift, 103, Marlin Crescent, Pointe-Claire, Charles Leslie Smiley, 4555, Michel Bibaud, Claude Bernard Archambault, 5891, avenue Decelles, tous trois avocats, et Jocelyne Langelier, secrétaire, fille majeure, 1660, avenue Émard, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Drumdoecan Limited », avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1155 ouest, boulevard Dorchester, suite 3301, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722490

L. Duchesne inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant

The head office of the company is at 4311 France-Roy Street, St. Félix-de-Cap-Rouge, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722655

Dreamland Productions Inc.
Productions Pays des Rêves inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mortimer Gerald Freiheit, advocate, 4488 St. Catherine Street West, Marie Nassa, 6653 Louis-Hémon, and Denise-Marie Landry, 5000 Clanranald Avenue, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Dreamland Productions Inc.— Productions Pays des Rêves inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicia District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 721231

Drumdoecan Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John Arthur Alexander Swift, 103 Marlin Crescent, Pointe-Claire, Charles Leslie Smiley, 4555 Michel Bibaud, Claude Bernard Archambault, 5891 Decelles Avenue, all three advocates, and Jocelyne Langelier, secretary, spinster, 1660 Émard Avenue, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Drumdoecan Limited", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $10 each and 10,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1155 Dorchester Boulevard West, Suite 3301, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722490

L. Duchesne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: J.-Claude Gagnon, 50, boulevard Arthur Buies, Paul Laliberté, 415, St-Albert, tous deux avocats, et Claudette Lauzier, secrétaire, fille majeure, 314, Belzile, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de pièces et accessoires d'automobiles, articles de sport, articles ménagers, quincaillerie, cadeaux, peinture, automobile, moto-neige, motocyclettes, moteurs et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « L. Duchesne inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 714118

Dumoulin Auto Parts Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Richard Dumoulin, garagiste, Nellie Lamarche, ménagère, épouse dudit Richard Dumoulin, et Gaston Dumoulin, rentier, tous trois de Labelle, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes pièces, parties, accessoires, instruments et appareils d'automobiles, sous le nom de « Dumoulin Auto Parts Inc. », avec uncapital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Labelle, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722143

Echo Realties Ltd.
Les immeubles Écho ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gordon Nesbitt, agent d'immeubles, Morin Heights, G. Harold Pickel, avocat, 47, Arlington, Westmount, et Denyse Marcoux, secrétaire, fille majeure, 1488, Galt, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre d'agents ou courtiers d'immeubles, sous le nom de « Echo Realties Ltd.— Les immeubles Écho ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722523

ing: J.-Claude Gagnon, 50 Arthur Buies Boulevard, Paul Laliberté, 415 St. Albert, both lawyers, and Claudette Lauzier, secretary, spinster, 314 Belzile, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobile parts and accessories, sports articles, household articles, hardware, gifts, paint, automobiles, snowmobiles, motorcycles, motors and vehicles of all kinds, under the name of "L. Duchesne inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 714118

Dumoulin Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Dumoulin, garage operator, Nellie Lamarche, housewife, wife of the said Richard Dumoulin, and Gaston Dumoulin, annuitant, all three of Labelle, for the following purposes:

To manufacture and deal in all automobiles parts, accessories, instruments and appliances, under the name of "Dumoulin Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Labelle, judicial District of Labelle.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722143

Echo Realties Ltd.
Les immeubles Écho ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gordon Nesbitt, realtor, Morin Heights, G. Harold Pickel, attorney, 47 Arlington, Westmount, and Denyse Marcoux, secretary, spinster, 1488 Galt, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents or brokers, under the name of "Echo Realties Ltd.— Les immeubles Écho ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722523

École d'administration et de secrétariat de la Rive-Sud inc.
School of Administration and Secretary of South Shore Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Juliette Damour, professeur, épouse de Roger Laramée, 2657, Victoria, Longueuil, Fernand McDuff, comptable, 664, Raymar, Greenfield Park, et Normand Boie, agent de station, Mont-Rolland, pour les objets suivants:

Donner des cours dans toutes les matières relatives à l'administration, les techniques administratives, le commerce et le secrétariat, sous le nom de « École d'administration et de secrétariat de la Rive-Sud inc. — School of Administration and Secretary of South Shore Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722180

École d'administration et de secrétariat de la Rive-Sud inc.
School of Administration and Secretary of South Shore Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Juliette Damour, teacher, wife of Roger Laramée, 2657 Victoria, Longueuil, Fernand McDuff, accountant, 664 Raymar, Greenfield Park, and Normand Boie, station agent, Mont-Rolland, for the following purposes:

To give courses in all subjects connected with administration, administrative techniques, commerce and secretarial science, under the name of "École d'administration et de secrétariat de la Rive-Sud inc. — School of Administration and Secretary of South Shore Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722180

École de dressage Chartier-Piley inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Chartier, 5230, des Érables, Clarence Piley, 1195, Montcalm, et Jean Pealy, 440, Place Jacques-Cartier, app. 3, tous trois dresseurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme dresseurs d'animaux domestiques tels que chiens et chats, sous le nom de « École de dressage Chartier-Piley inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1253, rue Laurier est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722459

École de dressage Chartier-Piley inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Chartier, 5230 des Érables, Clarence Piley, 1195 Montcalm, and Jean Pealy, 440 Place Jacques-Cartier, Apt. 3, all three trainers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as pet trainers, such as dogs and cats, under the name of "École de dressage Chartier-Piley inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1253 Laurier Street East, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722459

École de plongée sous-marine Les Piranhas inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1972, constituant en corporation: J.-Lambert Toupin, 194, Melbourne, Mont-Royal, Jean-Maurice Saulnier, 1469, Jacques-Lemaistre, tous deux avocats, et Monique Théorêt, secrétaire, fille majeure, 6225, Chambord, app. 15, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

École de plongée sous-marine Les Piranhas inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Lambert Toupin, 194 Melbourne, Mount Royal, Jean-Maurice Saulnier, 1469 Jacques-Lemaistre, both lawyers, and Monique Théorêt, secretary, spinster, 6225 Chambord, Apt. 15, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exploiter une école de plongée sous-marine, sous le nom de « École de plongée sous-marine Les Piranhas inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720845

L'École des sports de Victoriaville inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: André Tétreault, professeur en éducation physique, Georges Pelletier, professeur, tous deux de 62, boulevard Ste-Croix, et Roland Vallières, retoucheur de meubles, 77, St-Henri, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et l'éducation physique, sous le nom de « L'École des sports de Victoriaville inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 62, boulevard Ste-Croix, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721967

EF-EF Plastics & Packaging Products Ltd.
Les produits de plastique et d'emballage EF-EF ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1972, constituant en corporation: Irving Halperin, 5609, Reine-Marie, Hampstead, Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Wilfred Kravitz, 7077, Chester, tous trois avocats, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 2860, Granby, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer du papier et des produits de papier de toutes sortes à l'aide de toutes sortes de matériaux, synthétiques, plastiques, produits du bois et des pâtes à papier de toutes sortes, sous le nom de « EF-EF Plastics & Packaging Products Ltd. — Les produits de plastique et d'emballage EF-EF ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 721666

To operate a skin-diving school, under the name of "École de plongée sous-marine Les Piranhas inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720845

L'École des sports de Victoriaville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: André Tétreault, physical education teacher, Georges Pelletier, teacher, both of 62 Ste. Croix Boulevard, and Roland Vallières, furniture finisher, 77 St. Henri, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To promote sports and physical education, under the name of "L'École des sports de Victoriaville inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at 62 Ste. Croix Boulevard, Victoriaville, judicial District of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721967

EF-EF Plastics & Packaging Products Ltd.
Les produits de plastique et d'emballage EF-EF ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Halperin, 5609 Queen Mary, Hampstead, Daniel Morris, 6165 Notre Dame de Grâce, Wilfred Kravitz, 7077 Chester, all three advocates, and Georgette Lavoie, secretary, spinster, 2860 Granby, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper and paper products of all kinds made from any materials whatsoever, synthetic and plastic materials, wood and pulp products of all kinds, under the name of "EF-EF Plastics & Packaging Products Ltd. — Les produits de plastique et d'emballage EF-EF ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Anjou, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 721666

Les encans agricoles (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Guy-C. Gauvin, encanteur, Ginette Savard, ménagère, épouse dudit Guy-C. Gauvin, tous deux de Boynton, et Richard Farrell, comptable, 237, King ouest, app. 3, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme encanteurs, sous le nom de « Les encans agricoles (Québec) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Stanstead-Est, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722245

Les entreprises A.C.B. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: André Horion, camionneur, Claire Daigle, ménagère, épouse de Paul Blanchette, et Edmond Bouchard, journalier, tous trois de route rurale numéro 5, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bonneterie, sous le nom de « Les entreprises A.C.B. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 5, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722317

Les entreprises d'Autraie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Sarto Blais, opérateur, 420, Bois d'Autraie, Rosaire Coulombe, électricien, tous deux de Berthierville, et Gilles Poisson, policier, 1251, Baron, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de terrain de camping et de stationnement, de piscines et autres entreprises de loisirs, sous le nom de « Les entreprises d'Autraie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Berthierville, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722219

Les encans agricoles (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-C. Gauvin, auctioneer, Ginette Savard, housewife, wife of the said Guy-C. Gauvin, both of Boynton, and Richard Farrell, accountant, 237 King West, Apt. 3, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as auctioneers, under the name of "Les encans agricoles (Québec) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Stanstead East, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722245

Les entreprises A.C.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Horion, truck driver, Claire Daigle, housekeeper, wife of Paul Blanchette, and Edmond Bouchard, labourer, all three of Rural Highway number 5, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate hosiery stores, under the name of "Les entreprises A.C.B. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rural Highway number 5, Sherbrooke, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722317

Les entreprises d'Autraie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sarto Blais, operator, 420 Bois d'Autraie, Rosaire Coulombe, electrician, both of Berthierville, and Gilles Poisson, policeman, 1251 Baron, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate a business consisting of camping grounds, parking lots, swimming pools and other recreational enterprises, under the name of "Les entreprises d'Autraie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Berthierville, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722219

Les entreprises Émile Royer ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Émile Royer, entrepreneur, Germaine Hamel, ménagère, épouse dudit Emile Royer, tous deux de 35, Gingras, Warwick, François Royer, étudiant, Drummondville, et Denise Royer, secrétaire, épouse de Robert Gagnon, Asbestos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les entreprises Émile Royer ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 80,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722834

Les entreprises G.M.G.A. limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Guay, agent publicitaire, 799, Vachon, Lasalle, Martial Ménard, entrepreneur, 27, chemin Yvon, et Robert-A. Guay, ingénieur professionnel, 290, Paré, ces deux derniers de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les entreprises G.M.G.A. limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 799, rue Vachon, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720644

Les entreprises Gelimivi inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Maurice Vaillancourt, entrepreneur, 9924, Terrasse Cavalier, Lasalle, Gilles Landreville, notaire, 4610, Michel Bibeau, Montréal, et Nicole Lefebvre, secrétaire, épouse de Roger Renaud, 294, Albert, app. 5, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Les entreprises Gelimivi inc. », avec un capital divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue Notre-Dame, Oka, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721949

Les entreprises Émile Royer ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Émile Royer, contractor, Germaine Hamel, housewife, wife of the said Émile Royer, both of 35 Gingras, Warwick, François Royer, student, Drummondville, and Denise Royer, secretary, wife of Robert Gagnon, Asbestos, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Émile Royer ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 80,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Warwick, judicial District of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722834

Les entreprises G.M.G.A. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Guay, publicity agent, 799 Vachon, Lasalle, Martial Ménard, contractor, 27 Yvon Road, and Robert-A. Guay, professional engineer, 290 Paré, the latter two of Granby, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Les entreprises G.M.G.A. limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 799 Vachon Street, Lasalle, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720644

Les entreprises Gelimivi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Vaillancourt, contractor, 9924 Terrasse Cavalier, Lasalle, Gilles Landreville, notary, 4610 Michel Bibeau, Montreal, and Nicole Lefebvre, secretary, wife of Roger Renaud, 294 Albert, Apt. 5, St. Eustache, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and holding company, under the name of "Les entreprises Gelimivi inc.", with a capital stock divided into 30,000 common shares without nominal value and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 135 Notre-Dame Street, Oka, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721949

Les entreprises Yves & Guy Foisy inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1972, constituant en corporation: Yves Foisy, commerçant, 97, Lord, Lucie Gosselin, secrétaire, fille majeure, 331, Principale, tous deux de Granby, et Guy Foisy, industriel, Roxton Falls, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les entreprises Yves & Guy Foisy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roxton Falls, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722615

Équipement Union ltée
Union Equipment Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: Antoine Paré, avocat, 695, avenue Grosvenor, Westmount, Nelly Homsy, épouse de Francis Awad, 11786, de Meulles, Susan Alcock, 4311, Old Orchard, toutes deux secrétaires, et Charlotte Roux, réceptionniste, 3281, Forest Hill, ces deux dernières filles majeures, ces trois dernières de Montréal, pour les objets suivanst:

Manufacturer et faire le commerce d'équipement mécanique de toutes sortes, tracteurs, grues, pelles mécaniques, moteurs, macnines et leurs parties et accessoires, sous le nom de « Équipement Union ltée — Union Equipment Ltd. », avec un capital total de $140,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722495

Les équipements Modernes d'Alma inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: Pierre-Eugène Tremblay, 701, Belley, Jean-Louis Tremblay, 705, Belley, tous deux mécaniciens, de Saint-Coeur-de-Marie, Camil Pedneault, 302, Xavier, Léonard Tremblay, route St-Bruno, tous deux plombiers, Germain Fortin, chargeur de meules, 111, Russell, Jacques Bouchard, 751, Dufour, Germain Ouellet, 799, Martel, Claude Blackburn, 341, Levasseur est, tous trois professeurs, André Gaudreault, tuyauteur, 633, de la Gare, Maurice Guillemette, soudeur, 25, Nolin ouest, Réal Larouche, ferblantier, 330,

Les entreprises Yves & Guy Foisy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Foisy, merchant, 97 Lord, Lucie Gosselin, secretary, spinster, 331 Principale, both of Granby, and Guy Foisy, industrialist, Roxton Falls, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les entreprises Yves & Guy Foisy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Roxton Falls, judicial District of Bedford.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722615

Équipement Union ltée
Union Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antoine Paré, lawyer, 695 Grosvenor Avenue, Westmount, Nelly Homsy, wife of Francis Awad, 11786 de Meulles, Susan Alcock, 4311 Old Orchard, both secretaries, and Charlotte Roux, receptionist, 3281 Forest Hill, the latter two spinsters, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of mechanical equipment, tractors, cranes, mechanical shovels, engines, motors, their parts and accessories, under the name of "Équipement Union ltée — Union Equipment Ltd.", with a total capital stock of $140,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722495

Les équipements Modernes d'Alma inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-Eugène Tremblay, 701 Belley, Jean-Louis Tremblay, 705 Belley, both mechanics, of St. Coeur-de-Marie, Camil Pedneault, 302 Xavier, Léonard Tremblay, St. Bruno Highway, both plumbers, Germain Fortin, millstone loader, 111 Russell, Jacques Bouchard, 751 Dufour, Germain Ouellet, 799 Martel, Claude Blackburn, 341 Levasseur East, all three teachers, André Gaudreault, tipster, 633 de la Gare, Maurice Guillemette, welder, 25 Nolin West, Réal Larouche, ironmaster, 330 Duberger, and Joseph-Henri Ouellet,

Duberger, et Joseph-Henri Ouellet, négociant, 435, Levasseur est, ces onze derniers d'Alma, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, de même que toutes espèces de machines, instruments, outils, appareils et accessoires, sous le nom de « Les équipments Modernes d'Alma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est route St-Bruno, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722484

L'Escale-Dieu, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Alban Rossignol prêtre, Saint-Raymond, Marc Clavette, infirmier, 17, St-Georges, Lévis, et Joseph Lapointe, agent culturel, 1020, de Nemours, app. 10, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Organiser, développer et maintenir un centre champêtre pour des fins religieuses, éducatives, récréatives et charitables, sous le nom de « L'Escale-Dieu, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720684

Fabricants de pâtes du Québec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1971, constituant en corporation: Philippe Arlen, administrateur, Lydie Simoneau, secrétaire, épouse dudit Philippe Arlen, tous deux de 5540, Bellevive, Brossard, et Philippe Arlen fils, bibliothécaire, 166, Trenton, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et nourritures pour élevage d'animaux de toutes sortes, sous le nom de « Fabricants de pâtes du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 390 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 310, rue St-Philippe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 716946

dealer, 435 Levasseur East, the latter eleven of Alma, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobile parts and accessories and all kinds of machines, instruments, tools, appliances and accessories, under the name of "Les équipements Modernes d'Alma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Bruno Highway, Alma, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722484

L'Escale-Dieu, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Alban Rossignol, clergyman, St. Raymond, Marc Clavette, male nurse, 17 St. Georges, Lévis, and Joseph Lapointe, cultural officer, 1020 de Nemours, Apt. 10, Charlesbourg, for the following purposes:

To organize, develop and operate an outdoor centre for religious, educational, recreational and charitable purposes, under the name of "L'Escale-Dieu, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $300,000.

The head office of the corporation is at St. Raymond, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720684

Fabricants de pâtes du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Arlen, administrator, Lydie Simoneau, secretary, wife of the said Philippe Arlen, both of 5540 Bellerive, Brossard, and Philippe Arlen jr., librarian, 166 Trenton, Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products, grocery, meat, poultry and cattle feed of all kinds, under the name of "Fabricants de pâtes du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 390 common shares of $100 each and 1,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 310 St. Philippe Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 716946

Laurent Filion inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Laurent Filion, entrepreneur en construction, Lynn Sauvé, ménagère, épouse dudit Laurent Filion, et Marcel Filion, charpentier, tous trois de rue Principale, Duhamel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Laurent Filion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Duhamel, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722386

Fondation Cassisamar inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Guy-J. Trudeau, ingénieur, 2995, 8e Avenue, Gilles Pinel, secrétaire-trésorier, 2660, 8e Avenue, et Alphonse Huard, soudeur, 800, 111e Rue, tous trois de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Fournir aux personnes âgées et autres adultes actuels et futurs du Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud un éventail de services de toutes nature, sous le nom de « Fondation Cassisamar inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 716198

Les fondations Duro inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1972, constituant en corporation: Normand Désilets, journalier, Suzanne Bergeron, ménagère, épouse de Rock Désilets, tous deux de Saint-Samuel, et Alain Bergeron, représentant, 7195, Fonteneault, app. 5, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de tous matériaux utilisés dans la construction de bâtisses, sous le nom de « Les fondations Duro inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Laurent Filion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Filion, building contractor, Lynn Sauvé, housewife, wife of the said Laurent Filion, and Marcel Filion, carpenter, all three of Principale Street, Duhamel, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Laurent Filion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Duhamel, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46900 722386

Fondation Cassisamar inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy-J. Trudeau, engineer, 2995 – 8th Avenue, Gilles Pinel, secretary-treasurer, 2660 – 8th Avenue, and Alphonse Huard, welder, 800 – 111th Street, all three of Shawinigan South, for the following purposes:

To provide elderly persons and other present and future adults of the Centre d'Accueil de Shawinigan-Sud, with a range of services of all kinds, under the name of "Fondation Cassisamar inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Shawinigan South, judicial District of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46900 716198

Les fondations Duro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Désilets, labourer, Suzanne Bergeron, housewife, wife of Rock Désilets, both of St. Samuel, and Alain Bergeron, agent, 7195 Fonteneault, Apt. 5, Anjou, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all materials used in the construction of buildings, under the name of "Les fondations Duro inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Samuel, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722514

The Friends of St. Michael's Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Evans Nakis, 40, Linwood Crescent, Mont-Royal, Athanasios Kalpakis, 1100, rue Muir, Saint-Laurent, tous deux administrateurs, et Constance Papae Vangelou-Angelas, secrétaire, épouse de Peter Theophilos, 5290, Walkley, Montréal, pour les objets suivants:

Réunir des fonds devant permettre à l'« Archangels Michael and Gabriel Greek Orthodox Church » d'établir des programmes religieux et des oeuvres de bienfaisance de toutes sortes, sous le nom de « The Friends of St. Michael's Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir ou détenir est de $10,000,000.

Le siège social de la corporation est au 6600 est, rue Jarry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 721184

Frop inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: Michel Tessier, avocat, Paulette Gagnon, sans profession, épouse dudit Michel Tessier, tous deux de 177, Toussaint Cartier, Rimouski, et Dominique Landry, secrétaire, Saint-Narcisse-de-Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Frop inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722498

Galerie des sports (Québec) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: José Cabolet, vendeur, boulevard du Lac, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Marius Leclerc, homme d'affaires, 165, des Lilas ouest, et Janette Leclerc, ménagère, fille majeure, 845, Côte Ste-Geneviève, app. 1, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. Samuel, judicial District of Nicolet.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722514

The Friends of St. Michael's Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Evans Nakis, 40 Linwood Crescent, Mount Royal, Athanasios Kalpakis, 1100 Muir Street, Saint-Laurent, both executives, and Constance Papae Vangelou-Angelas, secretary, wife of Peter Theophilos, 5290 Walkley, Montreal, for the following purposes:

To raise funds for religious and charitable purposes for the establishment by the Archangels Michael and Gabriel Greek Orthodox Church of religious and charitable programmes of all kinds, under the name of "The Friends of St. Michael's Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $10,000,000.

The head office of the corporation is at 6600 Jarry Street East, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 721184

Frop inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Tessier, lawyer, Paulette Gagnon, without profession, wife of the said Michel Tessier, both of 177 Toussaint Cartier, Rimouski, and Dominique Landry, secretary, St. Narcisse-de-Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Frop inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,600 common shares of $25 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722498

Galerie des sports (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: José Cabolet, salesman, du Lac Boulevard, St. Dunstan-du-Lac-Beauport, Marius Leclerc, businessman, 165 des Lilas West, and Janette Leclerc, housewife, spinster, 845 Côte Ste. Geneviève, Apt. 1, the latter two of Québec, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de tous appareils, machines, outils, véhicules motorisés et articles de sport, sous le nom de « Galerie des sports (Québec) inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 688, St-Vallier ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722212

Les Galeries des Îles ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Normand Fournier, homme d'affaires, 100, boulevard Rochelois, Rodolphe Paquet, hôtelier, 8, des Pins, Louis-Rosaire Paradis, huissier, 35, Parent, Gérard Doyle, 20, des Peupliers, Hermil Soucy, 27, des Peupliers, Hector Maloney, 33, Plante, tous trois marchands, Jean-Marie Larouche, directeur de journal, 104, boulevard Rochelois, tous sept de Port-Cartier et Danielle Quinlan, commerçante, épouse de Denis Quinlan, 2255, Chapdeleine, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Galeries des Îles ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longue-Pointe-de-Mingan, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722047

Y. Gamache Soudure Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Benoit Boulanger, notaire, 447, Richard, Rouyn, Francine L'Heureux, 69, St-François, et Nicole Bédard, 8, 9e rue, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Y. Gamache Soudure Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721773

Garage Kelley inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant

To manufacture and deal in all kinds of appliances, machines, tools, motor vehicles and sporting goods, under the name of "Galerie des sports (Québec) inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 688 St. Vallier West, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722212

Les Galeries des Îles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Fournier, businessman, 100 Rochelois Boulevard, Rodolphe Paquet, hotel-keeper, 8 des Pins, Louis-Rosaire Paradis, bailiff, 35 Parent, Gérard Doyle, 20 des Peupliers, Hermil Soucy, 27 des Peupliers, Hector Maloney, 33 Plante, all three merchants, Jean-Marie Larouche, newspaper director, 104 Rochelois Boulevard, all seven of Port-Cartier, and Danielle Quinlan, merchant, wife of Denis Quinlan, 2255 Chapdeleine, Ste. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Galeries des Îles ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 8,000 common shares of $25 each.

The head office of the company is at Longue-Pointe-de-Mingan, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722047

Y. Gamache Soudure Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoit Boulanger, notary, 447 Richard, Rouyn, Francine L'Heureux, 69 St. François, and Nicole Bédard, 8–9th Street, the latter two secretaries, spinsters, of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in cars, motors, engines and all accessories and parts thereof, under the name of "Y. Gamache Soudure Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial District of Rouyn-Noranda.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721773

Garage Kelley inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpora-

en corporation: Kelley Néron, garagiste, Cécile Girard, ménagère, épouse dudit Kelley Néron, tous deux de Notre-Dame-des-Monts, et Roger Gagnon, comptable agréé, La Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Kelley inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-des-Monts, district judiciaire de Saguenay.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722712

ting: Kelley Néron, garage operator, Cécile Girard, housewife, wife of the said Kelley Néron, both of Notre-Dame-des-Monts, and Roger Gagnon, chartered accountant, La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors, engines and all their accessories and parts, under the name of "Garage Kelley inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-des-Monts, judicial district of Saguenay.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722712

Garde paroissiale St-Thomas (Montmagny), inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Henri Gaudreau, employé, 10, Chs. A. Paquet, Vallier Boudreault, machiniste, Richard Boudreault, étudiant, tous deux de 20, 4e rue, André Gaudreau, journalier, 117, St-Georges, Jean-Paul Guillemette, gérant, 82, 3e avenue, Gérard Laberge, 176, St-Joseph, Jean-Paul Beaumont, 124, St-Thomas, tous deux commis, Pierre Cloutier, boucher, et Léon Fournier, cultivateur, route rurale numéro 1, tous de Montmagny, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées à servir l'Église et la Société, tout en développant leur formation personnelle et disciplinaire, sous le nom de « Garde paroissiale St-Thomas (Montmagny), inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721952

Garde paroissiale St-Thomas (Montmagny), inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul-Henri Gaudreau, employee, 10 Chs. A. Paquet, Vallier Boudreault, machinist, Richard Boudreault, student, both of 20 – 4th Street, André Gaudreau, labourer, 117 St. Georges, Jean-Paul Guillemette, manager, 82 – 3rd Avenue, Gérard Laberge, 176 St. Joseph, Jean-Paul Beaumont, 124 St. Thomas, both clerks, Pierre Cloutier, butcher, and Léon Fournier, farmer, Rural Route number 1, all of Montmagny, for the following purposes:

To associate the persons interested in devoting their time to the Church and the community, while improving their personal training and self-discipline, under the name of "Garde paroissiale St-Thomas (Montmagny), inc.".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montmagny, judicial District of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721952

Fernand Giguère inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Fernand Giguère, opérateur, Lise Henri, ménagère, épouse dudit Fernand Giguère, tous deux de Lavaltrie, et Jacques Henri, administrateur, 110, Place Crémazie, app. 731, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Fernand Giguère inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lavaltrie, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721910

Fernand Giguère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Giguère, operator, Lise Henri, housewife, wife of the said Fernand Giguère, both of Lavaltrie, and Jacques Henri, administrator, 110 Place Crémazie, Apt. 731, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Fernand Giguère inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Lavaltrie, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721910

Glitter Plaques (St-Jean) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Marc Gerstein, 274, Champlain, Saint-Jean, Kibbe Gerstein, tous deux manufacturiers, et Shirley Sticklor, étudiante, épouse dudit Kibbe Gerstein, ces deux derniers du 307, chemin Cumberland, West Hartford, États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Fabriquer des accessoires décoratifs, plaques et autres marchandises connexes, sous le nom de « Glitter Plaques (St-Jean) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 721922

Globosco Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, 69, chemin Downshire, Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, tous deux de Hampstead, Joseph A. Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte-Saint-Luc, et Gordon Zelman, 447, Wolseley North, Montréal-Ouest, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des objets, articles et marchandises de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Globosco Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722018

Granit du Lac St-Jean inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Armand Gaudreault, contremaître, Paul Gaudreault, foreur, tous deux de Saint-Henri-de-Taillon, et Gilles Prévost, avocat, 629, Louis-Hémon, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de pierres de tout genre, sous le nom de « Granit du Lac St-Jean inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Henri-de-Taillon, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722148

Glitter Plaques (St-Jean) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Gerstein, 274 Champlain, Saint-Jean, Kibbe Gerstein, both manufacturers, and Shirley Sticklor, student, wife of the said Kibbe Gerstein, the latter two of 307 Cumberland Road, West Hartford, United States of America, for the following purposes:

To manufacture and deal in decorating supplies, plaques and any articles associated therewith, under the name of "Glitter Plaques (St-Jean) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial District of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 721922

Globosco Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joel A. Pinsky, 69 Downshire Road, Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, both of Hampstead, Joseph A. Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, and Gordon Zelman, 447 Wolseley North, Montreal West, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of every kind, under the name of "Globosco Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722018

Granit du Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Gaudreault, foreman, Paul Gaudreault, driller, both of St. Henri-de-Taillon, and Gilles Prévost, lawyer, 629 Louis-Hémon, Chicoutimi, for the following purposes:

To operate stone quarries of all kinds, under the name of "Granit du Lac St-Jean inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Henri-de-Taillon, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722148

Graphicode Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gérard Lanthier, chiropraticien, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, Burt Connelly, dessinateur, 7770, Duronceray, Anjou, Claude Provost, 1057, Place Guertin, Saint-Laurent, Gilles Provost, Michel Provost, tous deux de 2610, boulevard Graham, Mont-Royal, Jean-Paul Provost, 21, Brookdale Crescent, MicMac Village, Nouvelle-Écosse, et Michael DeRosa, 10930, Frigon, Montréal, ces cinq derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Graphicode Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 800 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,920 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4515, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722088

J. René Guay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean Ouellet, opérateur, Hélène Guay, épouse dudit Jean Ouellet, et J.-René Guay, ces deux derniers vendeurs, tous trois de 5302, boulevard des Laurentides, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'instruments aratoires, machinerie de ferme, véhicules motorisés et autres appareils à vapeur et de toutes sortes, moteurs, engins, appareils électriques, leurs parties et accessoires, sous le nom de « J. René Guay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721386

Les Halles de Percé inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gilles Boudreau, comptable, Matane, André Méthot, homme d'affaires, et Pierre Mélançon, notaire, ces deux derniers de Percé, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers et épiciers-bouchers licenciés, sous le nom de « Les Halles de Percé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Graphicode Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Lanthier, chiropractor, Ste. Marguerite-du-Lac-Masson, Burt Connelly, draftsman, 7770 Duronceray, Anjou, Claude Provost, 1057 Place Guertin, St. Laurent, Gilles Provost, Michel Provost, both of 2610 Graham Boulevard, Mount Royal, Jean-Paul Provost, 21 Brookdale Crescent, MicMac Village, Nova Scotia, and Michael DeRosa, 10930 Frigon, Montreal, the latter five administrators, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Graphicode Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 800 common shares of a nominal value of $1 each and 3,920 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 4515 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722088

J. René Guay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Ouellet, operator, Hélène Guay, wife of the said Jean Ouellet, and J.-René Guay, the latter two salesmen, all three of 5302 des Laurentides Boulevard, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in farming instruments, farm machinery, motor vehicles and other steam appliances of all kinds, motors, engines, electrical appliances, their parts and accessories, under the name of "J. René Guay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721386

Les Halles de Percé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Boudreau, accountant, Matane, André Méthot, businessman, and Pierre Mélançon, notary, the latter two of Percé, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants and licensed butchers-grocers, under the name of "Les Halles de Percé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Percé, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721879

Hauterive Jobbing Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Paul Rondeau, conseiller en administration, Ghislaine Guy, ménagère, épouse dudit Paul Rondeau, tous deux de 496, Lausanne, et Nicole Parent, secrétaire, fille majeure, 305, Dollard, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Hauterive Jobbing Ltd.", avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722384

Hebel Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Routhier, marchand, 11, Union, Beloeil, Pierre Lemieux, administrateur, et Cécile Gagné, ménagère, épouse de Paul Lemieux, ces deux derniers de 141, Osias Leduc, Mont-Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et d'immeuble, sous le nom de « Hebel Construction Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,940 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 139, rue Jean-Talon, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722468

A. Hébert et fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation: Amédée Hébert, entrepreneur général, Raymond Hébert, mécanicien, André Hébert, et Denis Hébert, ces deux derniers opérateurs de machinerie, tous quatre de Cap-Saint-Ignace, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « A. Hébert et fils inc. », avec un capital total

The head office of the company is at Percé, judicial District of Gaspé.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721879

Hauterive Jobbing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Rondeau, management consultant, Ghislaine Guy, housekeeper, wife of the said Paul Rondeau, both of 496 Lausanne, and Nicole Parent, secretary, spinster, 305 Dollard, all three of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of garments, under the name of "Hauterive Jobbing Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722384

Hebel Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Routhier, merchant, 11 Union, Beloeil, Pierre Lemieux, administrator, and Cécile Gagné, housewife, wife of Paul Lemieux, the latter two of 141 Osias Leduc, Mont-Saint-Hilaire, for the following purposes:

To carry on business as a construction and real estate company, under the name of "Hebel Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of $1 each and 3,940 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 139 Jean Talon Street, Beloeil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46900 722468

A. Hébert et fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Amédée Hébert, general contractor, Raymond Hébert, mechanic, André Hébert, and Denis Hébert, the latter two machine operators, all four of Cap-Saint-Ignace, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "A. Hébert et fils inc.", with a total capital

de $60,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 590 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-Saint-Ignace, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722651

Helumar inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Raymond Bélanger, marchand, Andrée Piché, ménagère, épouse dudit Raymond Bélanger, tous deux de 47, 15e rue, et André Bélanger, gérant, 143, 19e rue, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Helumar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 111, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722670

Imcarpool inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1972, constituant en corporation: George Wurtele, avocat, 32, Blainville, Sainte-Thérèse, André DesRochers, étudiant, 32, 67e avenue, Lasalle, et Béatrice Harvey, secrétaire, fille majeure, 12229, Ste-Catherine, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Installer, réparer et faire le commerce de piscines, des parties connexes et accessoires, sous le nom de « Imcarpool inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722179

Les immeubles D.D.F. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Maurice Duchesne, 300, Levasseur est, Normand Duchesne, 840, boulevard Auger est, tous deux entrepreneurs, et Michel Fortin, homme d'affaires, 525, boulevard Francoeur, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

stock of $60,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 590 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-Saint-Ignace, judicial District of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director ofthe Companies Service.

46900 722651

Helumar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Bélanger, merchant, Andrée Piché, housekeeper, wife of the said Raymond Bélanger, both of 47 – 15th Street, and André Bélanger, manager, 143 – 19th Street, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Helumar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 111 des Laurentides Boulevard, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722670

Imcarpool inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Wurtele, lawyer, 32 Blainville, Ste. Thérèse, André DesRochers, student, 32 – 67th Avenue, Lasalle, and Béatrice Harvey, secretary, spinster, 12229 Ste. Catherine, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To install, repair and deal in swimming pools, related parts and accessories, under the name of "Imcarpool inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste. Thérèse, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722179

Les immeubles D.D.F. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Duchesne, 300 East, Levasseur, Normand Duchesne, 840 East, Auger Boulevard, both contractors, and Michel Fortin, businessman, 525 Francoeur Boulevard, all three of Alma, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles D.D.F. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 300, rue Levasseur, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722740

Imprimerie de l'Est inc.
East Printing Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean-Pierre Houle, lithographe, 49, Cherrier, Jean-Maurice Houle, pressier, et Jeanne Drapeau, relieuse, épouse dudit Jean-Maurice Houle, ces deux derniers de 68, Cherrier, tous trois de Repentigny, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de papeterie sous toutes ses formes, sous le nom de « Imprimerie de l'Est inc. — East Printing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722664

Les industries G. Collin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Collin, surintendant, 9024, Chambon, Saint-Léonard, Gisèle Besner, secrétaire, fille majeure, 43, St-Jean-Baptiste est, et Jean-Louis Boileau, notaire, 67, St-Viateur, ces deux derniers de Rigaud, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Les industries G. Collin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9024, rue Chambon, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722358

Institut de la Famille de Montréal

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Maurice

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles D.D.F. inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 300 Levasseur Street, Alma, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722740

Imprimerie de l'Est inc.
East Printing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Houle, lithographer, 49 Cherrier, Jean-Maurice Houle, pressman, and Jeanne Drapeau, bookbinder, wife of the said Jean-Maurice Houle, the latter two of 68 Cherrier, all three of Repentigny, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of stationery, under the name of "Imprimerie de l'Est inc. — East Printing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722664

Les industries G. Collin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Collin, superintendent, 9024 Chambon, St. Léonard, Gisèle Besner, secretary, spinster, 43 St. Jean-Baptiste East, and Jean-Louis Boileau, notary, 67 St. Viateur, the latter two of Rigaud, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Les industries G. Collin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9024 Chambon Street, St. Léonard, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722358

Institut de la Famille de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-

Lamy, professeur, 12062, Daigle, Montréal, Roger Carbonneau, conseiller en relations industrielles, 179, La Rochelle, Repentigny, et Flore Veilleux, cuisinière, épouse divorcée de Fernand Charron, 775, Gohier, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Favoriser la connaissance mutuelle, l'échangé et la collaboration entre les différents organismes familiaux, sous le nom de « Institut de la Famille de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 717132

Léandre Jacques inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1972, constituant en corporation: Léandre Jacques, homme d'affaires, Marcelle Beauchamp, ménagère, épouse dudit Léandre Jacques, et Yves Jacques, gérant, tous trois de 709, Rivière aux Pins, Boucherville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Léandre Jacques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722898

Les Jardins Anjou (Québec) ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Lac Brome, Pierre-R. Brosseau, 4921, Coronet, et Jacques-Lemaître Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Jardins Anjou (Québec) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 445 ouest, Jean Talon, suite 260, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722699

Jean & frères, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Philippe Jean, industriel, Émilienne

Maurice Lemay, teacher, 12062 Daigle, Montreal, Roger Carbonneau, industrial relations consultant, 179 La Rochelle, Repentigny, and Flore Veilleux, cook, divorced wife of Fernand Charron, 755 Gohier, St. Laurent, for the following purposes:

To foster mutual knowledge, exchange and co-operation among the various family organizations, under the name of "Institut de la Famille de Montréal".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 717132

Léandre Jacques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léandre Jacques, businessman, Marcelle Beauchamp, housewife, wife of the said Léandre Jacques, and Yves Jacques, manager, all three of 709 Rivière aux Pins Boucherville, for the following purposes:

Lumber industry and trade, under the name of "Léandre Jacques inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722898

Les Jardins Anjou (Québec) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Thomas A. Lavin, Brome Lake, Pierre-R. Brosseau, 4921 Coronet, and Jacques-Lemaître Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Jardins Anjou (Québec) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 445 Jean Talon West, Suite 260, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722699

Jean & frères, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Jean, industrialist, Émilienne Gagné,

Gagné, ménagère, épouse dudit Philippe Jean, Hervé Jean, industriel, et Monique Pelletier, ménagère, épouse dudit Hervé Jean, tous quatre de Cap-Saint-Ignace, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Jean & frères, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-Saint-Ignace, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722570

Kit Films Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1972, constituant en corporation: Donald W. Seal, 3435, rue Drummond, app. 12B, Paul Nadler, 3450, rue Drummond, app. 111, tous deux de Montréal, et Gary Moscowitz, 2009, rue Ward, Saint-Laurent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce à titre de producteurs cinématographiques et gérer des studios cinématographiques, sous le nom de « Kit Films Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722526

Krycon Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Max S. Kaufman, 574, Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, E. Stephen Segal, 5625, Clanranald, tous deux de Montréal, et Philip Shugar, 6267, Macdonald, Hampstead, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bière, vin, boissons alcooliques et non-alcooliques dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Krycon Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 6997, chemin Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722187

L.M. Auto Parts Inc.
Pièces d'autos L.M. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jean-Guy Laroche, garagiste, 9293,

housewife, wife of the said Philippe Jean, Hervé Jean, industrialist, and Monique Pelletier, housewife, wife of the said Hervé Jean, all four of Cap-Saint-Ignace, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Jean & frères, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Cap-Saint-Ignace, judicial District of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722570

Kit Films Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donald W. Seal, 3435 Drummond Street, Apt. 12B, Paul Nadler, 3450 Drummond Street, Apt. 111, both of Montreal, and Gary Moscowitz, 2009 Ward Street, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Kit Films Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722526

Krycon Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max S. Kaufman, 574 Claremont, Westmount, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, E. Stephen Segal, 5625 Clanranald, both of Montreal, and Philip Shugar, 6267 Macdonald, Hampstead, all four advocates, for the following purposes:

To deal in beer, wine, liquor and alcoholic and non-alcoholic beverages in all its branches, under the name of "Krycon Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6997 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722187

L.M. Auto Parts Inc.
Pièces d'autos L.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Laroche, garage operator, 9293 Pius IX

boulevard Pie IX, app. 5, Montréal, Raymond Morin, mécanicien, 1, Lafleur, Saint-Henri-de-Mascouche, et Antoinette Talbot, ménagère, veuve de Elphège Laroche, Saint-Rémi-de-Tingwick, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « L.M. Auto Parts Inc.— Pièces d'autos L.M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721229

Lance-O-Matic inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean Émond, industriel, boulevard du Lac, Saint-Dunstan-du-Lac-Beauport, Irène Bernatchez, secrétaire, épouse de Patrick Fortin, 128, Durand, Loretteville, et Jean Sirois, avocat, 1307, Fontenay, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Fabriquer, louer et exploiter des jeux de baseball intérieurs et extérieurs, sous le nom de « Lance-O-Matic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, Grande-Allée ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722644

LeBel et Pageau Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Roland LeBel, entrepreneur, Cécile Arsenault, ménagère, épouse dudit Roland LeBel, tous deux de 519, boulevard Pie XI, Val Saint-Michel, Marcel Pageau, contremaître, et Laurette Sioui, ménagère, épouse dudit Marcel Pageau, ces deux derniers de 8233, Trait Carré ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « LeBel et Pageau Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val Saint-Michel, district juidciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721958

Boulevard, Apt. 5, Montreal, Raymond Morin, mechanic, 1 Lafleur, St. Henri-de-Mascouche, and Antoinette Talbot, housekeeper, widow of Elphège Laroche, St. Rémi-de-Tingwick, for the following purposes:

To carry on business as garage operator and deal in automobiles, engines, machines and all their parts and accessories, under the name of "L.M. Auto Parts Inc.— Pièces d'autos L.M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Henri-de-Mascouche, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721229

Lance-O-Matic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Émond, industrialist, du Lac Boulevard, St. Dunstan-du-Lac-Beauport, Irène Bernatchez, secretary, wife of Patrick Fortin, 128 Durand, Loretteville, and Jean Sirois, lawyer, 1307 Fontenay, Ste. Foy, for the following purposes:

To manufacture, rent and operate interior and exterior baseball games, under the name of "Lance-O-Matic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 60 Grande-Allée West, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722644

LeBel et Pageau Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland LeBel, contractor, Cécile Arsenault, housewife, wife of the said Roland LeBel, both of 519 Pie XI Boulevard, Val St. Michel, Marcel Pageau, foreman, and Laurette Sioui, housewife, wife of the said Marcel Pageau, the latter two of 8233 Trait Carré West, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "LeBel et Pageau Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Val St. Michel, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721958

La Ligue des citoyens de St-Maurice de Thetford Mines inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Lessard, instructeur, 797, Doyle, Louis-Nazaire Clavet, contrôleur, 176, Villeneuve, Claude Lessard, 787, Tanguay, Pierre Lessard, 977, Boulanger, tous deux contremaîtres, Roland Martineau, surveillant, 826, Doyle, Laurent Couture, électricien, 845, Boulanger, Dominique Huot, journalier, 798, Doyle, Carmin Marois, commis, 488, Gingras, Adélard Cliche, retraité, 848, Tanguay, et Claude Boulanger, instituteur, 973, Sylvain, tous de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « La Ligue des citoyens de St-Maurice de Thetford Mines inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721551

Lux Investments Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Aloys Lux, 9703, 87e Avenue, François Hoffmann, 2149, St-Just, tous deux de Montréal, et Joseph Rotter, 912, 26e Avenue, Laval, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Lux Investments Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,400 actions ordinaires de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9703, 87e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722108

Les maçonneries Gilles Ouellet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Ouellet, entrepreneur, Monique Hardy, ménagère, épouse dudit Gilles Ouellet, et Paul Ouellet, technicien, tous trois de 412, St-Joseph, Saint-Raymond, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous genres de matériaux employés par les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « Les maçonneries Gilles Ouellet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

La Ligue des citoyens de St-Maurice de Thetford Mines inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roland Lessard, instructor, 797 Doyle, Louis-Nazaire Clavet, inspector, 176 Villeneuve, Claude Lessard, 787 Tanguay, Pierre Lessard, 977 Boulanger, both foremen, Roland Martineau, supervisor, 826 Doyle, Laurent Couture, electrician, 845 Boulanger, Dominique Huot, laborer, 798 Doyle, Carmin Marois, clerk, 488 Gingras, Adélard Cliche, retired, 848 Tanguay, and Claude Boulanger, teacher, 973 Sylvain, all of Thetford Mines, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "La Ligue des citoyens de St-Maurice de Thetford Mines inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Thetford Mines, judicial District of Mégantic.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721551

Lux Investments Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aloys Lux, 9703 — 87th Avenue, François Hoffmann, 2149 St. Just, both of Montreal, and Joseph Rotter, 912 — 26th Avenue, Laval, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Lux Investments Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,400 common shares of $25 each.

The head office of the company is at 9703 — 87th Avenue, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722108

Les maçonneries Gilles Ouellet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Ouellet, contractor, Monique Hardy, housekeeper, wife of the said Gilles Ouellet, and Paul Ouellet, technician, all three of 412 St. Joseph, St. Raymond, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of materials used by general contractors and builders, under the name of "Les maçonneries Gilles Ouellet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 412, rue St-Joseph, Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722613

Marché E. Hamel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Édouard Hamel, Lina Desrochers, épouse dudit Édouard Hamel, tous deux marchands, de 102, 39e avenue, Saint-Eustache, et Aurèle Desrochers, ingénieur-stationnaire, 1070, 5e avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exploiter un marché d'alimentation, sous le nom de « Marché E. Hamel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 350, Grande Côte, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722383

Marché Sanscartier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Pierre Pelletier, Yvon Sanscartier, tous deux hommes d'affaires, et Michèle Sanscartier, ménagère, épouse dudit Yvon Sanscartier, tous trois de 1590, de la Mauricie, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Marché Sanscartier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722376

Pierre Martin Place Laurier inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jacques Saillant, 3150, France-Prime, app. 41, Sainte-Foy, Paul Racine, 2345, Chapleau, Sillery, tous deux administrateurs, et Raymond Lebel, industriel, 2525, Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, de robes et autres vêtements pour dames et jeunes filles, sous le nom de « Pierre Martin Place Laurier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

The head office of the company is at 412 St. Joseph Street, St. Raymond, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722613

Marché E. Hamel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Édouard Hamel, Lina Desrochers, wife of the said Édouard Hamel, both merchants, of 102 – 39th Avenue, St. Eustache, and Aurèle Desrochers, stationary engineer, 1070 – 5th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To operate a food store, under the name of "Marché E. Hamel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 350 Grande Côte, St. Eustache, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

46900 722383

Marché Sanscartier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Pelletier, Yvon Sanscartier, both businessmen, and Michèle Sanscartier, housewife, wife of the said Yvon Sanscartier, all three of 1590 de la Mauricie, Laval, for the following purposes:

To carry on business as butcher-grocers, under the name of "Marché Sanscartier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722376

Pierre Martin Place Laurier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Saillant, 3150 France-Prime, Apt. 41, Ste. Foy, Paul Racine, 2345 Chapleau, Sillery, both administrators, and Raymond Lebel, industrialist, 2525 Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of shoes, leather goods and their accessories, dresses and other clothing for ladies and young women, under the name of "Pierre Martin Place Laurier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 2700, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721688

Placements Beauvallon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Henri Bernard, Roger Pouliot, tous deux de 2033, Jean-Talon est, Montréal, et Jacques Bernard, 9042, Daillon, Saint-Léonard, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de placement, sous le nom de « Placements Beauvallon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722367

Materna inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jocelyne Genest, secrétaire, fille majeure, 1839, Lincoln, app. 17, Montréal, Claude Marchessault, administrateur, 497, Vauquelin, Beloeil, et Luc Giroux, avocat, 2055, Dutrissac, app. 501, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, des cosmétiques, crèmes, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Materna inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune et en 199 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 497, rue Vauquelin, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721503

Mercerie Bouchard & Théroux inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation: Alfred Bouchard, pourpointeur, Denise Poulin, ménagère, épouse dudit Alfred Bouchard, tous deux de 22*a*, Denoue, Serge Théroux, commis, et Renée Roy, infirmière, épouse dudit Serge Théroux, ces deux derniers de 37, Manseau, tous quatre de Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Mercerie Bouchard & Théroux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

The head office of the company is at 2700 Laurier Boulevard, Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721688

Placements Beauvallon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Bernard, Roger Pouliot, both of 2033 Jean-Talon East, Montreal, and Jacques Bernard, 9042 Daillon, St. Léonard, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as a management and investment company, under the name of "Placements Beauvallon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722367

Materna inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jocelyne Genest, secretary, spinster, 1839 Lincoln, Apt. 17, Montreal, Claude Marchessault, administrator, 497 Vauquelin, Beloeil, and Luc Giroux, lawyer, 2055 Dutrissac, Apt. 501, St. Laurent, for the following purposes:

To deal in soap and the products thereof, perfume, cosmetics, creams, lotions and other similar products, under the name of "Materna inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 10 common shares of $10 each and 199 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 497 Vauquelin Street, Beloeil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721503

Mercerie Bouchard & Théroux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Bouchard, quilt maker, Denise Poulin, housekeeper, wife of the said Alfred Bouchard, both of 22*a* Denoue, Serge Théroux, clerk, and Renée Roy, nurse, wife of the said Serge Théroux, the latter two of 37 Manseau, all four of Sorel, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Mercerie Bouchard & Théroux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a nominal value of $100 each and 250 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 2351-1972

Métropole Reparations Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1972, constituant en corporation: Claude Miron, entrepreneur, 7219A, Marquette, Paul Miron, homme d'affaires, 4542, de Lanaudière, et Yolande Morency, secrétaire, fille majeure, 10106, Lajeunesse, app. 101, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Métropole Reparations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7219A, rue Marquette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722986

Micene Investment Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Leo Kravitz, avocat, Helene Kravitz, ménagère, épouse dudit Leo Kravitz, tous deux du 2305, Paton, Bennie Kravitz, avocat, Maxime Bernstein, ménagère, épouse dudit Bennie Kravitz, tous deux du 1775, Hartenstein, tous quatre de Saint-Laurent, Jack Lorber, administrateur, et Micheline Libertalis, ménagère, épouse dudit Jack Lorber, ces deux derniers du 6317, Westbury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, de placements, d'immeubles et de construction, sous le nom de « Micene Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1255, carré Phillips, suite 905, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 721990

Mini-Golf Cascade inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1972, constituant en corporation: Conrad Lajoie, négociant en gros,

The head office of the company is at Sorel, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 2351-1972

Métropole Reparations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Miron, contractor, 7219A Marquette, Paul Miron, businessman, 4542 de Lanaudière, and Yolande Morency, secretary, spinster, 10106 Lajeunesse, Apt. 101, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Métropole Reparations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7219A Marquette Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722986

Micene Investment Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leo Kravitz, advocate, Helene Kravitz, housewife, wife of the said Leo Kravitz, both of 2305 Paton, Bennie Kravitz, advocate, Maxine Bernstein, housewife, wife of the said Bennie Kravitz, both of 1775 Hartenstein, all four of Saint-Laurent, Jack Lorber, executive, and Micheline Libertalis, housewife, wife of the said Jack Lorber, the latter two of 6317 Westbury, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, investment, real estate and construction company, under the name of "Micene Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class « A » shares of $1 each, 1,000 class « B » shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1255 Phillips Square, Suite 905, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 721990

Mini-Golf Cascade inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Lajoie, wholesale merchant,

600, 120e Rue, Réal Lajoie, commerçant, 1105, 16e Avenue, tous deux de Shawinigan-Sud, et Jean-Paul Bruneau, tavernier, 63, Mercier, Shawinigan, pour les objets suivants:

Exploiter des installations de golf miniature, sous le nom de « Mini-Golf Cascade inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 720822

Wm. Morris & Sons Mtl. Inc.
Wm. Morris & fils Mtl. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mars 1972, constituant en corporation: Stanley Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-ouest, Samuel Wex, 27, chemin Holtham, Hampstead, tous deux avocats, Rita Mahoney, épouse de Maurice Bray, 3730, boulevard Mountainview, Saint-Hubert, et Lynn Steinberg, épouse de Sydney Sokoloff, 6373, McLynn, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer des objects, articles, marchandises, en faire le commerce, offrir des services de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Wm. Morris & Sons Mtl. Inc. — Wm. Morris & fils Mtl. inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 8,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 5479, avenue Royalmount, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 721743

Murray Bay Marine Terminal Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et cooperatives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean-Pierre Roy, avocat, 1598, Stanley, Renée Clément, secrétaire, fille majeure, 3074, Jonquière, et Louis Côté, stagiaire, 2016, Louis Jetté, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise d'arrimage et de manutention de fret, sous le nom de « Murray Bay Marine Terminal Inc. », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-au-Pic, district judiciaire de Saguenay.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 723000

600 – 120th Street, Réal Lajoie, merchant, 1105 – 16th Avenue, both of Shawinigan South, and Jean-Paul Bruneau, tavern keeper, 63 Mercier, Shawinigan, for the following purposes:

To operate miniature golf facilities, under the name of « Mini-Golf Cascade inc. », with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial District of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 720822

Wm. Morris & Sons Mtl. Inc.
Wm. Morris & fils Mtl. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, both advocates, Rita Mahoney, wife of Maurice Bray, 3730 Mountainview Boulevard, Saint-Hubert, and Lynn Steinberg, wife of Sydney Sokoloff, 6373 McLynn, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares, merchandise and services of every kind and description, under the name of "Wm. Morris & Sons Mtl. Inc. — Wm. Morris & fils Mtl. inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,150 common shares of the par value of $10 each and 8,500 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5479 Royalmount Avenue, Mount Royal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 721743

Murray Bay Marine Terminal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Roy, lawyer, 1598 Stanley, Renée Clément, secretary, spinster, 3074 Jonquière, and Louis Côté, trainee, 2016 Louis Jetté, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To operate a stowing and freight store-keeping business, under the name of "Murray Bay Marine Terminal Inc.", with a capital stock divided into 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Pointe-au-Pic, judicial District of Saguenay.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 723000

Les Muskegs du Lac St-Jean, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Oger Gagné, technicien analyste, 115, Scott, Sylvain Gagné, machiniste, 117, Scott, tous deux d'Alma, et Gaston Gagné, ingénieur civil, 3363, chemin St-Louis, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Établir des concessions sur tous terrains susceptibles d'être exploités en tourbière, sous le nom de « Les Muskegs du Lac St-Jean, inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 117, rue Scott, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722382

Ph. Noël inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Philippe Noël, commerçant, Annette Noël, ménagère, épouse dudit Philippe Noël, et Carole Noël, secrétaire, fille majeure, tous trois de Notre-Dame-du-Rosaire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Ph. Noël inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Rosaire, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722138

Norgex inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Denyse Dostie, épouse de René Trépanier, 1111, 2e rue, Nicole Binette, épouse de Henry Walosik, 155B, Laurier, et Denise Raby, fille majeure, 1105- 1re rue, toutes trois secrétaires, de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Norgex inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722335

Les Muskegs du Lac St-Jean, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Oger Gagné, analysis technician, 115 Scott, Sylvain Gagné, machinist, 117 Scott, both of alma, and Gaston Gagné, civil engineer, 3363 St. Louis Road, Ste. Foy, for the following purposes:

To establish concessions on all lands on which it may be possible to operate peatbogs, under the name of "Les Muskegs du Lac St-Jean inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 6,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 117 Scott Street, Alma, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722382

Ph. Noël inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Noël, merchant, Annette Noël, housekeeper, wife of the said Philippe Noël, and Carole Noël, secretary, spinster, all three of Notre-Dame-du-Rosaire, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, engines, motors and all their parts and accessories, under the name of "Ph. Noël inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Rosaire, judicial District of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722138

Norgex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Dostie, wife of René Trépanier, 1111 – 2nd Street, Nicole Binette, wife of Henry Walosik, 155B Laurier, and Denise Raby, spinster, 1105 – 1st Street, all three secretaries, of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Norgex inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 75,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial District of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722335

P. J. A. Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, Marie-Rose, André St-Jacques, 154, Anjou, et Pierre Dureault, 1172, Franchère, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « P. J. A. Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1595, rue Walnut, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722687

Parc auto Laurentien inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: François de B. Gravel, 350, chemin St-Louis, Daniel Lalonde, 250, Grande-Allée, tous deux avocats, et Alice Fleury, comptable, fille majeure, 966, de Salaberry, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de stationnement pour véhicules, sous le nom de « Parc auto Laurentien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1091, chemin St-Louis, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722489

La pâtisserie Pinsonnault inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Georges-A. Fortin, boulanger, Léonie Dubé, gérante, épouse dudit Georges-A. Fortin, et Angèle Fortin, pâtissière, fille majeure, tous trois de 648, de la Concorde, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs, pâtissiers et fabricants de biscuits, sous le nom de « La pâtisserie Pinsonnault inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 648, rue de la Concorde, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721786

P. J. A. Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose, André St-Jacques, 154 Anjou, and Pierre Dureault, 1172 Franchère, all three lawyers, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "P. J. A. Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1595 Walnut Street, St. Hubert, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722687

Parc auto Laurentien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François de B. Gravel, 350 St. Louis Road, Daniel Lalonde, 250 Grande-Allée, both lawyers, and Alice Fleury, accountant, spinster, 966 de Salaberry, all three of Québec, for the following purposes:

To operate a vehicle parking enterprise, under the name of "Parc auto Laurentien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1091 St. Louis Road, Sillery, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722489

La pâtisserie Pinsonnault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-A. Fortin, baker, Léonie Dubé, manager, wife of the said Georges-A. Fortin, and Angèle Fortin, pastry cook, spinster, all three of 648 de la Concorde, St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners, pastry and biscuit makers, under the name of "La pâtisserie Pinsonnault inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 648 de la Concorde Street, St. Hyacinthe, judicial District of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721786

Péniche importation & exportation, J. Gaspar & fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Joao Gaspar, machiniste, Gabriela Gaspar, ménagère, épouse dudit Joao Gaspar, tous deux de 8805, Dubé, et Gaston Veilleux, avocat, 7579, Centrale, tous trois de Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de poisson dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Péniche importation & exportation, J. Gaspar & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8805, Dubé, Lasalle, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722069

Pépinière Trans-Canada inc. Trans-Canada Nursery Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Claude Benoit, industriel, 2357, Hufford, Danielle Benoit, épouse de Jean-Pierre Lalonde, 2362, Hufford, app. 2, et Madeleine Lapointe, veuve de Joseph Benoit, 3885, Côte Vertu, ces deux dernières ménagères, tous trois de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pépiniéristes, fleuristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Pépinière Trans-Canada inc. — Trans-Canada Nursery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3885, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722392

Les piscines Lauzon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Richard Barbeau, 275, Amédée-Meunier, Repentigny, Gilles Duchesne, 2255, St-Mathieu, app. 101, Montréal, et Jean Geoffrion, 1120, Bernard ouest, app. 34, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de piscines et accessoires, sous le nom de « Les piscines Lauzon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Péniche importation & exportation, J. Gaspar & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joao Gaspar, machinist, Gabriela Gaspar, housewife, wife of the said Joao Gaspar, both of 8805 Dubé, and Gaston Veilleux, lawyer, 7579 Centrale, all three of Lasalle, for the following purposes:

To carry on the business of fish merchants and all operations related thereto, under the name of "Péniche importation & exportation, J. Gaspar & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 8805 Dubé, Lasalle, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722069

Pépinière Trans-Canada inc. Trans-Canada Nursery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Benoit, industrialist, 2357 Hufford, Danielle Benoit, wife of Jean-Pierre Lalonde, 2362 Hufford, Apt. 2, and Madeleine Lapointe, widow of Joseph Benoit, 3885 Côte Vertu, the latter two housewives, all three of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as nursery gardeners, florists and seed-growers, under the name of "Pépinière Trans-Canada inc. — Trans-Canada Nursery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3385 Côte Vertu, St. Laurent, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722392

Les piscines Lauzon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Barbeau, 275 Amédée-Meunier, Repentigny, Gilles Duchesne, 2255 St. Mathieu, Apt. 101, Montreal, and Jean Geoffrion, 1120 Bernard West, Apt. 34, Outremont, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in swimming pools and accessories thereof, under the name of "Les piscines Lauzon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est boulevard Ste-Adèle, Sainte-Adèle, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722810

Piscines Trevi inc.
Trevi Pools Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Vaillancourt, fonctionnaire, Marie Hudon, ménagère, épouse dudit Jacques Vaillancourt, tous deux de 3091, boulevard Dagenais, Clément Hudon, technicien, et Hélène Hudon, ménagère, épouse dudit Clément Hudon, ces deux derniers de 476, Élaine, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de piscines de toutes sortes, sous le nom de « Piscines Trevi inc. — Trevi Pools Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722513

Piste Victoria de St-Stanislas inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Mongrain, gérant, Jacques Veillette, entrepreneur, Roger Trudel, boucher-épicier, Victor Massicotte, commerçant, Viateur Trépanier, Paul-Eugène Rivard, Jacques Roberge, Gérard Mongrain, tous quatre cultivateurs, Jean-Louis Guillemette, menuisier, Fernand Gélinas, garagiste, Réjean Germain, Guy Marchand, tous deux manoeuvres, Jean-Baptiste Massicotte, encanteur, Jean-Charles Jacob, mécanicien, et Roland Brouillette, restaurateur, tous de Saint-Stanislas, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'équitation et de courses de poneys, sous le nom de « Piste Victoria de St-Stanislas inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Stanislas, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721376

Place St-Louis de France inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the company is at Ste. Adèle Boulevard, Ste. Adèle, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722810

Piscines Trevi inc.
Trevi Pools Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Vaillancourt, civil servant, Marie Hudon, housewife, wife of the said Jacques Vaillancourt, both of 3091 Dagenais Boulevard, Clément Hudon, technician, and Hélène Hudon, housewife, wife of the said Clément Hudon, the latter two of 476 Élaine, all four of Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in pools of all kinds, under the name of "Piscines Trevi inc. — Trevi Pools Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722513

Piste Victoria de St-Stanislas inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Normand Mongrain, manager, Jacques Veillette, contractor, Roger Trudel, butcher-grocer, Victor Massicotte, merchant, Viateur Trépanier, Paul-Eugène Rivard, Jacques Roberge, Gérard Mongrain, all four farmers, Jean-Louis Guillemette, carpenter, Fernand Gélinas, garage operator, Réjean Germain, Guy Marchand, both labourers, Jean-Baptiste Massicotte, auctioneer, Jean-Charles Jacob, mechanic, and Roland Brouillette, restaurateur, all of St. Stanislas, for the following purposes:

To establish and operate a sports club and to promote horseback-riding and poney races, in particular, under the name of "Piste Victoria de St-Stanislas inc.".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $25,000.

The head office of the corporation is at St. Stanislas, judicial District of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721376

Place St-Louis de France inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Serge Levesque, notaire, 1223, Louis Francoeur, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, André Fleury, étudiant, 2608, Montbray, Sainte-Foy, Lucette Carrier, épouse de Grégoire Chabot, 610, 24e rue. Charny, et Carmen Poulin, fille majeure, 1498, chemin Gomin, Sillery, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Place St-Louis de France inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722185

Placemac inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Pierre Pontbriand, 199, boulevard Laval, Laval, Robert-E. Sullivan, 2005, Dutrisac, app. 207, Saint-Laurent, tous deux hommes d'affaires, et Marcelle Durette, secrétaire, épouse divorcée de Claude Parent, 1850, Bercy, app. 310, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placemac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 199, boulevard Laval, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722342

Placements J.R.P. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Lise Morin, secrétaire, 7400, Sherbrooke ouest, app. 708, Suzanne Gariépy, assistante-comptable, 4378, des Érables, toutes deux filles majeures, et Robert Smith, gérant, 10330, de Lorimier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements J.R.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722147

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Levesque, notary, 1223 Louis Francoeur, St. Félix-du-Cap-Rouge, André Fleury, student, 2608 Montbray, Ste. Foy, Lucette Carrier, wife of Grégoire Chabot, 610 – 24th Street, Charny, and Carmen Poulin, spinster, 1498 Gomin Road, Sillery, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Place St-Louis de France inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722185

Placemac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Pontbriand, 199 Laval Boulevard, Laval, Robert-E. Sullivan, 2005 Dutrisac, Apt. 207, St. Laurent, both businessmen, and Marcelle Durette, secretary, divorced wife of Claude Parent, 1850 Bercy, Apt. 310, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placemac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 199 Laval Boulevard, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722342

Placements J.R.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lise Morin, secretary, 7400 Sherbrooke West, Apt. 708, Suzanne Gariépy, assistant accountant, 4378 des Érables, both spinsters, and Robert Smith, manager, 10330 de Lorimier, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and holding company, under the name of "Placements J.R.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722147

Plaza du sportif d'Alma ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Martin Girard, 270, St-Louis, Renald Émond, 452, Bergeron, tous deux commerçants, et André Blanchet, avocat, 281, Collard, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce, l'entretien et la réparation d'articles de sport, de vêtements de sport et d'équipements de sport de toutes sortes, sous le nom de « Plaza du sportif d'Alma ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722393

Plomberie modèle de Sherbrooke inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Roger Audet, plombier, Georgette Doré, ménagère, épouse dudit Roger Audet, tous deux de 137, Wood, Guy Dubreuil, plombier, et Claudette Pinette, ménagère, épouse dudit Guy Dubreuil, ces deux derniers de 1240, Dieppe, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie modèle de Sherbrooke inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721763

Polyclar inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Normand Béliveau, manufacturier, Madeleine Hamel, secrétaire, épouse dudit Normand Béliveau, tous deux de Saint-Louis-de-Blandford, et Pierre Béliveau, commis, 30, Roger, Victoriaville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce sous toutes ses formes de sacs d'emballage, contenants, sacs à déchet ou autres produits de même nature, sous le nom de « Polyclar inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Plaza du sportif d'Alma ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Girard, 270 St. Louis, Renald Émond, 452 Bergeron, both merchants, and André Blanchet, lawyer, 281 Collard, all three of Alma, for the following purposes:

To deal in, maintain and repair sports articles, sportswear and sports equipment of all kinds, under the name of "Plaza du sportif d'Alma ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Alma, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722393

Plomberie modèle de Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Audet, plumber, Georgette Doré, housekeeper, wife of the said Roger Audet, both of 137 Wood, Guy Dubreuil, plumber, and Claudette Pinette, housekeeper, wife of the said Guy Dubreuil, the latter two of 1240 Dieppe, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie modèle de Sherbrooke inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721763

Polyclar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Béliveau, manufacturer, Madeleine Hamel, secretary, wife of the said Normand Béliveau, both of St. Louis-de-Blandford, and Pierre Béliveau, clerk, 30 Roger, Victoriaville, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wrapping bags, containers, refuse bags or other products of a like nature, under the name of "Polyclar inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-Blandford, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722668

Poly-Plax Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1972, constituant en corporation: Martin Gross, 190, Netherwood Crescent, Harold Dizgun, 57, Aldred Crescent, tous deux de Hampstead, et Joseph A. Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des machines, de la machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, matériaux et outillage, en faire le commerce, sous le nom de « Poly-Plax Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722413

Port Cartier Excavation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Noël Brisson, mécanicien, 18, 1re Rue, Charles Poirier, chauffeur, et Gabrielle Méthot, ménagère, épouse dudit Charles Poirier, ces deux derniers de 10, Tonawanda, tous trois de Port-Cartier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Port Cartier Excavation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722289

Gérard Proteau Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gérard Proteau, entrepreneur, Jeannine Marchand, épouse dudit Gérard Proteau, tous deux de 411, Principale, Saint-François-Xavier-de-Batiscan, et Françoise Marchand, épouse de François St-Arnaud, 106, Michener, Cap-de-la-Madeleine, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. Louis-de-Blandford, judicial District of Arthabaska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722668

Poly-Plax Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Martin Gross, 190 Netherwood Crescent, Harold Dizgun, 57 Aldred Crescent, both of Hampstead, and Joseph A. Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Poly-Plax Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722413

Port Cartier Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Noël Brisson, mechanic, 18 – 1st Street, Charles Poirier, chauffeur, and Gabrielle Méthot, housekeeper, wife of the said Charles Poirier, the latter two of 10 Tonawanda, all three of Port Cartier, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Port Cartier Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Port Cartier, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722289

Gérard Proteau Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Proteau, contractor, Jeannine Marchand, wife of the said Gérard Proteau, both of 411 Principale, St. François-Xavier-de-Batiscan, and Françoise Marchand, wife of François St-Arnaud, 106 Michener, Cap-de-la-Madeleine, the latter two housekeepers, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Gérard Proteau Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-François-Xavier-de-Batiscan, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722344

Pub La Détente inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1972, constituant en corporation: Jacques Désilets, 146, Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, Roland Milot, 3655, Ste-Marguerite, app. 6, et Yvon Martineau, 3155, Talbot, ces deux derniers de Trois-Rivières, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Pub La Détente inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721005

Les publications Télé-Cinéma (Montréal) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1972, constituant en corporation: André Rivard, 6372, Chambois, Saint-Léonard, Gilles Brown, 4275, Henri-Bourassa, tous deux hommes d'affaires, et Mario-R. Girard, avocat, 4858, Côte des Neiges, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, graveurs, relieurs, publicistes et autres commerces semblables, sous le nom de « Les publications Télé-Cinéma (Montréal) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3637, Métropolitain est, suite 3701, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721134

R.J. Aviation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant

To carry on business as a transport company, under the name of "Gérard Proteau Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at St. François-Xavier-de-Batiscan, judicial District of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722344

Pub La Détente inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Désilets, 146 Rochefort, Cap-de-la-Madeleine, Roland Milot, 3655 Ste. Marguerite, Apt. 6, and Yvon Martineau, 3155 Talbot, the latter two of Trois-Rivières, all three accountants, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Pub La Détente inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières West, judicial District of Three Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721005

Les publications Télé-Cinéma (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Rivard, 6372 Chambois, St. Léonard, Gilles Brown, 4272 Henri-Bourassa, both businessmen, and Mario-R. Girard, lawyer, 4858 Côte des Neiges, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, engravers, book binders, publicists and other related trades, under the name of "Les publications Télé-Cinéma (Montréal) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,800 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3637 Metropolitan East, Suite 3701, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721134

R.J. Aviation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporat-

en corporation: André-P. Casgrain, avocat, 226, Sapinière, Claudine Bellavance, 156, Lepage, et Annette Blais, 175, St-Joseph ouest, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Exploiter des lignes ou services aériens et des moyens de transport de toutes sortes, sous le nom de « R.J. Aviation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722032

Rainbow Screen Production Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1972, constituant en corporation: Frank Cosentini, ingénieur, 51, 9e rue, Alfonso Panichella, homme d'affaires, 3373, Delson, tous deux de Laval, et James Diano, agent de théâtre, 1253, McGill College, app. 232, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de studios de photographie et d'art, sous le nom de « Rainbow Screen Production Corp. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 900 actions privilégiées catégorie « A » de $100 chacune et 900 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722639

Randex Distributing Co. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Françoise Ollivier, fille majeure, 1550, McGregor, app. 805, A. Anthony Barauskas, 7440, 22e avenue, tous deux de Montréal, et Boris Stein, 6362, Macdonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer des objets, articles et marchandise, articles manufacturés, des produits de toute description, en faire le commerce, offrir des services de toutes sortes, sous le nom de « Randex Distributing Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 719, Lanark Crescent, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722202

ing: André-P. Casgrain, lawyer, 226 Sapinière, Claudine Bellavance, 156 Lepage, and Annette Blais, 175 St. Joseph West, the latter two secretaries, spinsters, all three of Rimouski, for the following purposes:

To operate air lines or services and means of transportation of all kinds, under the name of "R.J. Aviation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial District of Rimouski.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722032

Rainbow Screen Production Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Frank Cosentini, engineer, 51 – 9th Street, Alfonso Panichella, businessman, 3373 Delson, both of Laval, and James Diano, theatrical agent, 1253 McGill College, Apt. 232, Montreal, for the following purposes:

To operate photographic and art studios, under the name of "Rainbow Screen Production Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $10 each, 900 class "A" preferred shares of $100 each and 900 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722639

Randex Distributing Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Ollivier, spinster, 1550 McGregor, Apt. 805, A. Anthony Barauskas, 7440 – 22nd Avenue, both of Montreal, and Boris Stein, 6362 Macdonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise, manufactured articles, products and services of every description, under the name of "Randex Distributing Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 719 Lanark Crescent, Mount Royal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722202

Ray Truck Accommodation Centre Ltd.
Centre d'accommodation du camion Ray ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Raymond Langelier, homme d'affaires, 240, des Ormeaux, Longueuil, Yvon Marcil, vendeur, 450, Millette, et Nicole Lemonde, secrétaire, fille majeure, 2400, Lafontaine, ces deux derniers de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « Ray Truck Accomodation Centre Ltd. — Centre d'accommodation du camion Ray ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $20 chacune et en 800 actions ordinaires de $20 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Liboire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722398

Restaurant Guillaume inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jacques Isabelle, gérant, 44, Delisle, Roland Tanguay, 58, Capitaine-Bernier, Roger Tanguay, 74, St-Ferdinand, tous trois de Lévis, et Maurice Tanguay, 1047, du Long-Sault, Sainte-Foy, ces trois derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Guillaume inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route Kennedy, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722558

Restaurant La Petite Marmite (Montréal) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Huguette Latendresse, comptable, 2300, Panet, Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, toutes deux de Montréal, Francine Brisson, 3051, Racicot, app. 15, Longueuil, et Anne Farley, 151, de Montbrun, Boucherville, ces trois dernières secrétaires, toutes quatre filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers et restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Petite Marmite (Montréal) inc. », avec un capital total de

Ray Truck Accommodation Centre Ltd.
Centre d'accommodation du camion Ray ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Langelier, businessman, 240 des Ormeaux, Longueuil, Yvon Marcil, salesman, 450 Millette, and Nicole Lemonde, secretary, spinster, 2400 Lafontaine, the latter two of St. Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in all kinds of vehicles and means of transportation, under the name of "Ray Truck Accommodation Centre Ltd. — Centre d'accommodation du camion Ray ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $20 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Liboire, judicial District of St. Hyacinthe.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722398

Restaurant Guillaume inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Isabelle, manager, 44 Delisle, Roland Tanguay, 58 Capitaine-Bernier, Roger Tanguay, 74 St. Ferdinand, all three of Lévis, and Maurice Tanguay, 1047 du Long-Sault, Ste. Foy, the latter three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Guillaume inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Kennedy Highway, Lévis, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722558

Restaurant La Petite Marmite (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Huguette Latendresse, accountant, 2300 Panet, Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, both of Montreal, Francine Brisson, 3051 Racicot, Apt. 15, Longueuil, and Anne Farley, 151 de Montbrun, Boucherville, the latter three secretaries, all four spinsters, for the following purposes:

To carry on business as hotel operators, innkeepers, tavern keepers and restaurateurs, under the name of "Restaurant La Petite Marmite (Montréal) inc.",

$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722040

Rialto Holding Corporation
Corporation de gestion Rialto

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Ezra Beinhaker, 1520, McGregor, Martin Green, 982, Grou, tous deux de Montréal, et Irving Shapiro, 636, Kindersley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Rialto Holding Corporation — Corporation de gestion Rialto », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est au 360 ouest, rue Saint-Jacques, suite 1500, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722599

Roxboro Excavation Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en excavation, creusage et en terrassement de tous genres, sous le nom de « Roxboro Excavation Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 35, 12e avenue, Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722207

Le Royaume de la Musique Sherbrooke inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Paul-Émile Blais, vendeur, Angèle Lamirande, ménagère, épouse dudit Paul-Émile Blais, tous deux de 776, Genest, Adrien Levasseur, technicien, et Ginette Girardin, ménagère, épouse dudit Adrien Levasseur, ces deux derniers de 849, St-Louis, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722040

Rialto Holding Corporation
Corporation de gestion Rialto

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ezra Beinhaker, 1520 McGregor, Martin Green, 982 Grou, both of Montreal, and Irving Shapiro, 636 Kindersley, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Rialto Holding Corporation — Corporation de gestion Rialto", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 360 St. James West, Suite 1500, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722599

Roxboro Excavation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Finanical Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, lawyer, 1 Place Laval, Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in excavation, digging and earthwork of all kinds, under the name of "Roxboro Excavation Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 35 – 12th Avenue, Roxboro, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722207

Le Royaume de la Musique Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul-Émile Blais, salesman, Angèle Lamirande, housekeeper, wife of the said Paul-Émile Blais, both of 776 Genest, Adrien Levasseur, technician, and Ginette Girardin, housekeeper, wife of the said Adrien Levasseur, the latter two of 849 St. Louis, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

Faire le commerce de disques, musique en feuilles et autres marchandises semblables, sous le nom de « Le Royaume de la Musique Sherbrooke inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rock Forest, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722262

Rubber Duckie Production Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gilles Talbot, 16170, Bellerive, Pointe-aux-Trembles, André Perrotte, 1135, carré Amherst, tous deux producteurs, et Ronney Abramson, artiste, 5232, Saranac Court, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'enregistrements d'oeuvres musicales, littéraires et autres, sous le nom de « Rubber Duckie Production Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 360 ouest, rue Saint-Jacques, suite 1612, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722378

S.P.P. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1972, constituant en corporation: Maurice Gauthier, industriel, 9, St-James Park, Beaconsfield, Richard Rousseau, administrateur, 594, 15e avenue, Lasalle, et Richard Renaud, comptable, 5295, Borden, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, d'immeuble et de construction, sous le nom de « S.P.P. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions de classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 1,000 actions de classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721612

Ste-Geneviève Mini-Golf inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1972, constituant en corporation: Yves Paquin, enseignant, 3028, Cher-

To deal in records, sheet music and other related goods, under the name of "Le Royaume de la Musique Sherbrooke inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rock Forest, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722262

Rubber Duckie Production Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Tabot, 16170 Bellerive, Pointe-aux-Trembles, André Perrotte, 1135 Amherst Square, both producers, and Ronney Abramson, artist, 5232 Saranac Court, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in recorded musical, literary and other compositions, under the name of "Rubber Duckie Production Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 360 St. James Street West, Suite 1612, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722378

S.P.P. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Gauthier, industrialist, 9 St. James Park, Beaconsfield, Richard Rousseau, administrator, 594 – 15th Avenue, Lasalle, and Richard Renaud, accountant, 5295 Borden, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, real estate and construction company, under the name of "S.P.P. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 1,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 380 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721612

Ste-Geneviève Mini-Golf inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Paquin, teacher, 3028 Cherrier, Renée Char-

rier, Renée Charbonneau, ménagère, épouse de Guy Denis, 1825, Bord du Lac, tous deux de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, André Picard, industriel, Saint-Donat, et Marielle Gauthier, secrétaire, épouse de Jean-Marc Graveline, 15250, boulevard Gouin ouest, Sainte-Geneviève, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Ste-Geneviève Mini-Golf inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721581

E. H. Scarabelli (Québec) Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1972, constituant en corporation: Edmond H. Scarabelli, 30, rue Chamberlain, Ottawa, Lucien Montsion, 31, Normandie, tous deux hommes d'affaires, et R. Miller Wallace, avocat, 167, Principale, ces deux derniers de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires à titre d'électriciens, sous le nom de « E.H. Scarabelli (Québec) Ltd. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées avec une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 31, rue Normandie, Hull, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722437

Séchoir Lau-Ghis, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Raymond Rodrigue, industriel, Laurence Rodrigue, épouse dudit Raymond Rodrigue, tous deux de Notre-Dame-de-la-Providence, et Ghyslaine Rodrigue, épouse de Clément Veilleux, 121, Développement Sapins Verts, Beauceville-Est, ces deux dernières administratrices, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Séchoir Lau-Ghis, inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 25,000 actions privilégiées, classe « A », d'une valeur nominale de $1 chacune et en 50,000 actions privilégiées, classe « B », d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauceville, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722735

bonneau, housewife, wife of Guy Denis, 1825 Bord du Lac, both of St. Raphaël-de-l'Île-Bizard, André Picard, industrialist, St. Donat, and Marielle Gauthier, secretary, wife of Jean-Marc Graveline, 15250 Gouin Boulevard West, Ste. Geneviève, for the following purposes:

To carry on the business consisting in providing entertainment for the public, under the name of "Ste-Geneviève Mini-Golf inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Ste. Geneviève, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721581

E. H. Scarabelli (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edmond H. Scarabelli, 30 Chamberlain Street, Ottawa, Lucien Montsion, 31 Normandie, both businessmen, and R. Miller Wallace, advocate, 167 Principale, the latter two of Hull, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "E.H. Scarabelli (Québec) Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares with a par value of $10 each.

The head office of the company is at 31 Normandie Street, Hull, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722437

Séchoir Lau-Ghis, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Rodrigue, industrialist, Laurence Rodrigue, wife of the said Raymond Rodrigue, both of Notre-Dame-de-la-Providence, and Ghyslaine Rodrigue, wife of Clément Veilleux, 121 Développement Sapins Verts, Beauceville East, the latter two administrators, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Séchoir Lau-Ghis, inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of a nominal value of $1 each, 25,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 50,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Beauceville, judicial District of Beauce.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722735

Sello Construction Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai, 1972, constituant en corporation: Boris Stein, 6362 Macdonald, Hampstead, William Levitt, 6517 Merton Road, Côte Saint-Luc, et Françoise Ollivier, fille majeure, 1550 McGregor, app. 805, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placement, sous le nom de « Sello Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722310

Service d'entretien et de réparation Sherbrooke inc.
Sherbrooke Maintenance and Repair Service Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1972, constituant en corporation: Florian Roy, entrepreneur-plombier, 366, 10e avenue nord, Raymond Létourneau, comptable, 1355, Béliveau, Raymond Bernier, estimateur, 1329, chemin de la Grotte, et Gilles Robert, entrepreneur, 1450, Lincoln, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entretien et de réparation particulièrement dans le domaine de la plomberie, ventilation, chauffage, électricité et de brûleurs à l'huile, sous le nom de « Service d'entretien et de réparation Sherbrooke inc.— Sherbrooke Maintenance and Repair Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722622

Service d'imprimerie Duro inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation: Pierre Durocher, 8375, Berri, Claude Durocher, 8520, Berri, tous deux de Montréal, et Gilles Durocher, 301, de Guire, Saint-Laurent, tous trois typographes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, typographes et publicistes, sous le nom de « Service d'imprimerie Duro

Sello Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Boris Stein, 6362 Macdonald, Hampstead, William Levitt, 6517 Merton Road, Côte Saint-Luc, and Françoise Ollivier, spinster, 1550 McGregor, Apt. 805, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Sello Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722310

Service d'entretien et de réparation Sherbrooke inc.
Sherbrooke Maintenance and Repair Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Florian Roy, plumbing contractor, 366 – 10th Avenue North, Raymond Létourneau, accountant, 1355 Béliveau, Raymond Bernier, appraiser, 1329 de la Grotte Road, and Gilles Robert, contractor, 1450 Lincoln, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a maintenance and repair business in the field of plumbing, ventilation, heating, electricity and oil burners particularly, under the name of "Service d'entretien et de réparation Sherbrooke inc.— Sherbrooke Maintenance and Repair Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722622

Service d'imprimerie Duro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Durocher, 8375 Berri, Claude Durocher, 8520 Berri, both of Montreal, and Gilles Durocher, 301 de Guire, St. Laurent, all three type-setters, for the following purposes:

To carry on business as printers, type-setters and publicity agents, under the name of "Service d'impri-

inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722788

Service publicitaire du Saguenay (S.P.S.) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Jean-Baptiste Gagné, quincaillier, 260, Larouche, Ghislain Landry, agent-vendeur, 290, Larouche, et Jacques Villeneuve, commerçant, 302, Joliette, tous trois d'Arvida, pour les objets suivants:

Agir comme enquêteur en publicité pour fins sociales, professionnelles, commerciales et industrielles, sous le nom de « Service publicitaire du Saguenay (S.P.S.) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722612

Shelwol Alloy Castings Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1972, constituant en corporation: Alex Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Thomas Lavin, Lac Brome, Pierre Brosseau, 4921, Coronet, et Jacques-L. Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Fondre des métaux et en fabriquer des produits finis, sous le nom de « Shelwol Alloy Castings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 141, chemin Bates, suite 202, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722475

Skirt Togs Enterprises Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Robert S. Vineberg, avocat, 1, place Ville Marie, Janet Brovender, 1100, McGregor, et Lorraine Steiner, 218, Berlioz, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

merie Duro inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722788

Service publicitaire du Saguenay (S.P.S.) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Baptiste Gagné, hardware merchant, 260 Larouche, Ghislain Landry, sales agent, 290 Larouche, and Jacques Villeneuve, merchant, 302 Joliette, all three of Arvida, for the following purposes:

To act as an advertising investigator for social, professional, commercial and industrial purposes, under the name of "Service publicitaire du Saguenay (S.P.S.) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial District of Chicoutimi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722612

Shelwol Alloy Castings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alex Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Thomas Lavin, Brome Lake, Pierre Brosseau, 4921 Coronet, and Jacques-L. Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To cast metals, and to manufacture the same into finished products, under the name of "Shelwol Alloy Castings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 141 Bates Road, Suite 202, Mount Royal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722475

Skirt Togs Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert S. Vineberg, advocate, 1 Place Ville Marie, Janet Brovender, 1100 McGregor, and Lorraine Steiner, 218 Berlioz, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

Confectionner des vêtements et accessoires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Skirt Togs Enterprises Ltd.», avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722182

Skisaglac inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Laflamme, représentant des ventes, 1128, Sacré-Coeur, Saint-Félicien, Gilles Doré, barbier, 100, Briand, Chicoutimi-Nord, et Gerry Larouche, étudiant, 106, Villeneuve, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport du ski dans la région Saguenay, Lac St-Jean, sous le nom de « Skisaglac inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721979

Société Kent inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Léopold Morin, agent manufacturier, 1054, de Salaberry, Eddy Brouillette, comptable, 3086, Petit Village, et Bernadette Fontaine, secrétaire, fille majeure, 617, 4e avenue, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de gravures, images, peintures, dessins, cartes de souhaits de toutes sortes et autres produits semblables, sous le nom de « Société Kent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722663

La Société nationale des Québécois de la région de la Capitale

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Boulay, hématologue, 857, du Chanoine Martin, Raynald

To manufacture and deal in clothing and accessories of all kinds, under the name of "Skirt Togs Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722182

Skisaglac inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Laflamme, travelling salesman, 1128 Sacré-Coeur, St. Félicien, Gilles Doré, barber, 100 Briand, Chicoutimi North, and Gerry Larouche, student, 106 Villeneuve, Chicoutimi, for the following purposes:

To promote skiing in the Saguenay-Lac St-Jean area, under the name of "Skisaglac inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at St. Félicien, judicial District of Roberval.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721979

Société Kent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léopold Morin, manufacturing agent, 1054 de Salaberry, Eddy Brouillette, accountant, 3086 Petit Village, and Bernadette Fontaine, secretary, spinster, 617 – 4th Avenue, all three of Québec, for the following purposes:

To manufacture and deal in engravings, pictures, paintings, drawings, all kinds of greeting cards and other related products, under the name of "Société Kent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722663

La Société nationale des Québécois de la région de la Capitale

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Boulay, hematologist, 857 du Chanoine Martin, Ray-

Parent, étudiant, 3104, chemin Quatre-Bourgeois, et André Bruneau, professeur, 2537, des Plaines, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Favoriser l'union de tous les Québécois, pour qu'ils travaillent ensemble à la poursuite des intérêts collectifs de la société québécoise, sous le nom de « La Société nationale des Québécois de la région de la Capitale ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 600, Grande-Allée est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722922

Socimco inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Louis Tardif, administrateur, Thérèse Vien, éducatrice, épouse dudit Louis Tardif, tous deux de 125, Benoit XV, app. 607, Québec, et André Morin, vendeur, 7230, Paul Comtois, app. 9, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de placement et de gestion, sous le nom de « Socimco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 460, avenue Godin, Vanier, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722276

Spectrum Advertising Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Mitchell Klein, avocat, 44, chemin Anwoth, Janet Brovender, 3434, rue Stanley, Lise Rozon, 6405, Laurendeau, et Lorraine Steiner, 218, Berlioz, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Agir à titre d'agents et de conseillers en publicité, sous le nom de « Spectrum Adversiting Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 721888

nald Parent, student, 3104 Quatre-Bourgeois Road, and André Bruneau, teacher, 2537 des Plaines, all three of Ste. Foy, for the following purposes:

To promote unity among all Québecers, so that they may work together in the pursuit of the common interests of the Québec society, under the name of "La Société nationale des Québécois de la région de la Capitale".

The value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited to $200,000.

The head office of the corporation is at 600 Grande-Allée East, Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722922

Socimco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Tardif, administrator, Thérèse Vien, teacher, wife of the said Louis Tardif, both of 125 Benoit XV, Apt. 607, Québec, and André Morin, salesman, 7230 Paul-Comtois, Apt. 9, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, investment and management company, under the name of "Socimco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 460 Godin Avenue, Vanier, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722276

Spectrum Advertising Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mitchell Klein, advocate, 44 Anwoth Road, Janet Brovender, 3434 Stanley Street, Lise Rozon, 6405 Laurendeau, and Lorraine Steiner, 218 Berlioz, the latter three secretaries, spinsters, all four of Montreal, for the following purposes:

To act as advertising agents and counsel, under the name of "Spectrum Advertising Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 721888

Suterfo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Guy Suzor, administrateur, 3152, Ricard, Jean-Paul Terriault, courtier, 2502, Glenada, tous deux de Shawinigan, et Yves Forest, avocat, 462, Main ouest, Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de gestion, de placement et de portefeuille, sous le nom de « Suterfo inc. », avec un capital total de $65,000, divisé en 6,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 462, Main ouest, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722341

T.R. Centre Putt Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1972, constituant en corporation: Lucien Mailhot, restaurateur, 723, Ste-Ursule, Réginald Beaulieu, policier, 10345, boulevard des Forges, Réal Mercier, procureur, 858, Laviolette, tous trois de Trois-Rivières, et Paul Mailhot, administrateur, rang St-Charles, Pointe-du-Lac, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « T.R. Centre Putt Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 860, rue St-François-Xavier, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722343

Taverne du Petit Quai (Port-Cartier) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1972, constituant en corporation: Roch Gagné, homme d'affaires, Aurore Gagnon, commerçante, épouse dudit Roch Gagné, tous deux de 37, Place McCormick, Port-Cartier, et François Carpentier, notaire, 141, Réveillon, Sept-Îles, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Taverne du Petit Quai (Port-Cartier) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 57, avenue Parent, Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722883

Suterfo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Suzor, administrator, 3152 Ricard, Jean-Paul Terriault, broker, 2502 Glenada, both of Shawinigan, and Yves Forest, lawyer, 462 Main West, Magog, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, management, investment and holding company, under the name of "Suterfo inc.", with a total caiptal stock of $65,000, divided into 6,500 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 462 Main West, Magog, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722341

T.R. Centre Putt Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Mailhot, restaurant keeper, 723 Ste. Ursule, Réginald Beaulieu, policeman, 10345 des Forges Boulevard, Réal Mercier, attorney, 858 Laviolette, all three of Trois-Rivières, and Paul Mailhot, manager, St. Charles Range, Pointe-du-Lac, for the following purposes:

To operate a business which consists in providing entertainment for the public, under the name of "T.R. Centre Putt Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 860 St. François-Xavier Street, Trois-Rivières, judicial District of Three-Rivers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722343

Taverne du Petit Quai (Port-Cartier) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roch Gagné, businessman, Aurore Gagnon, merchant, wife of the said Roch Gagné, both of 37 Place McCormick, Port-Cartier, and François Carpentier, notary, 141 Réveillon, Sept-Îles, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, summer resorts and tourist camps and homes, under the name of "Taverne du Petit Quai (Port-Cartier) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 57 Parent Avenue, Port-Cartier, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722883

Taverne Le Picador inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, Françoise Théorêt, épouse de Guy Jérôme, 91, de Bellefeuille, et Monique Lalonde, épouse de Jean-Clément Guimond, 332, Renaud, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne Le Picador inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Grande-Côte, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721856

Telelux inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gatien Payette, conseiller en audio-visuel, 6366, de Lorimier, Michel-P. Archambault, avocat, 1110, Laurier, est, tous deux de Montréal, et Jean-Pierre Roy, professeur, 5686, Mennereuil, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Offrir tous les services audio-visuels, sous le nom de « Telelux inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722635

Thomson, Tremblay inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Pierre Tremblay, 224, 6e avenue, Sainte-Thérèse-Ouest, Alan Thomson, tous deux administrateurs, Catherine Madonna Kennedy, ménagère, épouse dudit Alan Thomson, tous deux du 4375, Grand Boulevard, Montréal, Peter Sutherland Birnie, administrateur, et Claire Rochon, ménagère, épouse dudit Peter Sutherland Birnie, ces deux derniers du 240, 46e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Agir à titre de conseiller ou représentant de toute entreprise personnelle ou commerciale ou de tout organisme industriel aux fins de rechercher et de choisir du personnel, sous le nom de « Thomson, Tremblay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Taverne Le Picador inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théorêt, wife of Guy Jérôme, 91 de Bellefeuille, and Monique Lalonde, wife of Jean-Clément Guimond, 332 Renaud, the latter two secretaries, all three of St. Eustache, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne Le Picador inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Grande-Côte, St. Eustache, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721856

Telelux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gatien Payette, audio-visual consultant, 6366 de Lorimier, Michel-P. Archambault, lawyer, 1110 Laurier East, both of Montreal, and Jean-Pierre Roy, teacher, 5686 Mennereuil, St. Léonard, for the following purposes:

To provide all kinds of audio-visual services, under the name of "Telelux inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722635

Thomson, Tremblay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Tremblay, 224 – 6th Avenue, Sainte-Thérèse-Ouest, Alan Thomson, both executives, Catherine Madonna Kennedy, housewife, wife of the said Alan Thomson, both of 4375 Grand Boulevard, Montreal, Peter Sutherland Birnie, executive, and Claire Rochon, housewife, wife of the said Peter Sutherland Birnie, the latter two of 240 – 46th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To act as consultant to or agent for any personal or commercial enterprises or for any industrial organization in the search for and selection of personnel, under the name of "Thomson, Tremblay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722370

Three Stars Roofing Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Roberto Ciarma, 1022, Wilson, Giuseppe Rosati, 2110, Beaconsfield, et Aldo Bellini, 1055, Old Orchard, tous trois couvreurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et constructeurs et fabriquer des articles et produits nécessaires à la pose de la toiture et de bardeaux de toutes sortes, sous le nom de « Three Stars Roofing Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722565

Thursday's Restaurant & Bar Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gerald G. Freed, 200, de Gaspé, app. 1417, Verdun, Edward J. Druker, 5763, McMurray, Robert G. Wolfe, 5763, McAlear, tous deux de Côte-Saint-Luc, tous trois avocats, et Rachel R. Greenaway, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8306, boulevard Champlain, Lasalle, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'hôtel, taverne, discothèque, club de nuit, auberge, bars et restaurant, sous le nom de « Thursday's Restaurant & Bar Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1255, carré Philipps, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722361

Trailer Pool Rental (Québec) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1972, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130, Lacordaire, Saint-Léonard, tous deux avocats, et Denise Paquette, secrétaire, fille majeure, 9915, Esplanade, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722370

Three Stars Roofing Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roberto Ciarma, 1022 Wilson, Giuseppe Rosati, 2110 Beaconsfield, and Aldo Bellini, 1055 Old Orchard, all three roofers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders and deal in wares and products required for the installation of roofing materials and of shingles of all kinds, under the name of "Three Stars Roofing Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722565

Thursday's Restaurant & Bar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gerald G. Freed, 200 de Gaspé, Apt. 1417, Verdun, Edward J. Druker, 5763 McMurray, Robert G. Wolfe, 5763 McAlear, both of Côte Saint-Luc, all three advocates, and Rachel R. Greenaway, secretary, widow of Samuel Sands, 8306 Champlain Boulevard, Lasalle, for the following purposes:

To operate a hotel, tavern, discotheque, night club, public house, bars and restaurants, under the name of "Thursday's Restaurant & Bar Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 1255 Philipps Square, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722361

Trailer Pool Rental (Québec) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Groleau, 7130 Lacordaire, Saint-Léonard, both lawyers, and Denise Paquette, secretary, spinster, 9915 Esplanade, Montreal, for the following purposes:

Exploiter un commerce de bailleurs d'omnibus, voitures, fardiers, taxis, autobus, haquets, camions, ou autres véhicules de transport privé ou public, sous le nom de « Trailer Pool Rental (Québec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722693

Transport L.G.C. ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Lucien Lalancette, ingénieur civil, 685, Gamache, Sept-Îles, Claude Lalancette, 2165, du Vieux Moulin, Giffard, et Gaston Cyr, 849, Duchesneau, Sainte-Foy, ces deux derniers étudiants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport L.G.C. ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2165, avenue du Vieux Moulin, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722039

Transrose Developments Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Françoise Ollivier, fille majeure, 1550, McGregor, app. 805, Jack Shayne, 5043, Grosvenor, tous deux de Montréal, et Boris Stein, 6362, Macdonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Transrose Developments Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722754

Gilles Trudel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gilles Trudel, entrepreneur, Jacqueline Trudel, ménagère, épouse dudit Gilles Trudel, tous deux de 975, Allard, et Olier Bleau, comptable, 119, St-Étienne, tous trois de L'Assomption, pour les objets suivants:

To carry on business as lessors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other private or public conveyances, under the name of "Trailer Pool Rental (Québec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Beaconsfield, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722693

Transport L.G.C. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Lalancette, civil engineer, 685 Gamache, Sept-Îles, Claude Lalancette, 2165 du Vieux Moulin, Giffard, and Gaston Cyr, 849 Duchesneau, Ste. Foy, the latter two students, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transport L.G.C. ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 2165 du Vieux Moulin Avenue, Giffard, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722039

Transrose Developments Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Françoise Ollivier, spinster, 1550 McGregor, Apt. 805, Jack Shayne, 5043 Grosvenor, both of Montreal, and Boris Stein, 6362 Macdonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Transrose Developments Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722754

Gilles Trudel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Trudel, contractor, Jacqueline Trudel, housekeeper, wife of the said Gilles Trudel, both of 975 Allard, and Olier Bleau, accountant, 119 St. Étienne, all three of L'Assomption, for the following purposes:

Faire la pose, l'installation et l'entretien de tous fils, filages ou systèmes de filages, aériens ou souterrains, sous le nom de « Gilles Trudel inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 975, Allard, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721988

Tubec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1972, constituant en corporation: Gaëtan Vachon, Lucien Vachon, tous deux hommes d'affaires, et Richard Cliche, avocat, tous trois de Saint-Joseph-de-Beauce, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Tubec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722157

U.N.I. K. Auto Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Jean Thellen, 173, Ste-Thérèse, Simon Rousseau, 222, Charron, tous deux médecins, de Contrecoeur, et Pierre Rousseau, technicien, 572, Bourgeois, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « U.N.I.K. Auto Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722254

Union Diocésaine des gardes paroissiales du Diocèse de Ste-Anne, inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Henri Gaudreau, commis de bureau, 10, avenue Chs. A. Paquet, Jean-Paul Beaumont, commis, 124, St-Thomas, André Gaudreau, journalier, 117, St-Georges, tous trois de

To put in, install and maintain aerial or underground wires, wire lines or wiring systems, under the name of "Gilles Trudel inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 975 Allard, L'Assomption, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721988

Tubec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation wihout share capital: Gaëtan Vachon, Lucien Vachon, both businessmen, and Richard Cliche, lawyer, all three of St. Joseph-de-Beauce, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of heating systems and appliances, under the name of "Tubec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722157

U.N.I. K. Auto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Thellen, 173 Ste. Thérèse, Simon Rousseau, 222 Charron, both physicians, of Contrecoeur, and Pierre Rousseau, technician, 572 Bourgeois, St. Jean, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, engines, machines and all their parts and accessories, under the name of "U.N.I.K. Auto Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722254

Union Diocésaine des gardes paroissiales du Diocèse de Ste-Anne, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul-Henri Gaudreau, office clerk, 10 Chs.-A.-Paquet Avenue, Jean-Paul Beaumont, clerk, 124 St. Thomas, André Gauvreau, labourer, 117 St. Georges, all three of Mont-

Montmagny, Guy Legros, homme de ligne, Tourville, Gérald Bérubé, opérateur, Saint-Alexandre, André Bérubé, comptable, Saint-Eugène, et Jean-Paul Gauvin, camionneur, Sainte-Félicité, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toute manière les intérêts matériels, culturels et sociaux des membres, sous le nom de « Union Diocésaine des gardes paroissiales du Diocèse de Ste-Anne, inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean-Port-Joli, district judiciaire de Montmagny.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722226

Vap-O-Net Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation: André Sampson, représentant, Lorraine Barrette, ménagère, épouse dudit André Sampson, tous deux de 6, Laurentien, Saint-Émile, Victor Couillard, fonctionnaire, et Yolande Tremblay, ménagère, épouse dudit Victor Couillard, ces deux derniers de 454, Bernatchez, Vanier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs de tapis, planchers, prélarts, ou toutes autres surfaces intérieures ou extérieures des immeubles, sous le nom de « Vap-O-Net Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 454, Bernatchez, Vanier, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722809

Verilec inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de janvier 1972, constituant en corporation: Nicol Henry, avocat, 1321, Nelles, Sainte-Foy, Michel Poulin, 1645, d'Assise, Québec, et Walter Jessop, 1035, de Coulonge, Sillery, ces deux derniers étudiants, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous appareils, articles, machines, outillages, dispositifs, et accessoires employés dans la réception ou la transmission par les airs, d'images et sons de toutes sortes, sous le nom de « Verilec inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune, 4,850 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune et en 4,850 actions privilégiées classe « C » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2894 B, rue de l'Anse, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721747

magny, Guy Legros, linesman, Tourville, Gérald Bérubé, operator, St. Alexandre, André Bérubé, accountant, St. Eugène, and Jean-Paul Gauvin, trucker, Ste. Félicité, for the following purposes:

To study, promote, defend and develop in any way the material, cultural and social interests of its members, under the name of "Union Diocésaine des gardes paroissiales du Diocèse de Ste-Anne, inc.".

The amount of the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation is at St. Jean-Port Joli, judicial District of Montmagny.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722226

Vap-O-Net Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Sampson, agent, Lorraine Barrette, housewife, wife of the said André Sampson, both of 6 Laurentien, St. Émile, Victor Couillard, civil servant, and Yolande Tremblay, housewife, wife of the said Victor Couillard, the latter two of 454 Bernatchez, Vanier, for the following purposes:

To carry on business as carpet, floor and linoleum cleaners, or cleaners of any other interior or exterior building surfaces, under the name of "Vap-O-Net Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 454 Bernatchez, Vanier, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722809

Verilec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicol Henry, lawyer, 1321 Nelles, Ste. Foy, Michel Poulin, 1645 d'Assise, Québec, and Walter Jessop, 1035 de Coulonge, Sillery, the latter two students, for the following purposes:

To manufacture and deal in all appliances, items, machinery, equipment, devices, and accessories used in the transmission and reception of images and sounds of all kinds by wireless media, under the name of "Verilec inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,500 common shares of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of $1 each, 4,850 class "B" preferred shares of $10 each and 4,850 class "C" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2894 B de l'Anse Street, Ste. Foy, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721747

Villeneuve et associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1972, constituant en corporation: Claude Villeneuve, ingénieur, Jocelyne Villeneuve, ménagère, épouse dudit Claude Villeneuve, tous deux de 760, Carroll, Lasalle, et Guy Bernardin, technicien, 1990, Bellevue, Saint-Bruno, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseil en matières d'aménagement, d'urbanisme et de planification dans les matières relatives à l'environnement ainsi que tout ce qui s'y rattache, sous le nom de « Villeneuve et associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721300

Weingold Meat Market Inc.
Marché à viandes Weingold inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1972, constituant en corporation: Charles Weinbaum, 5720, Decarie, app. 312, Abraham Goldstein, 6832, Légaré, tous deux bouchers, de Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et produits de toute sorte se rapportant aux épiceries, fruits, légumes, viandes et poissons, sous le nom de « Weingold Meat Market Inc. — Marché à viandes Weingold inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 722588

Ymoja inc.

Le ministre des Institutions finnacières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1972, constituant en corporation: Jacques Bouthillier, directeur du personnel, Monique Benoit, puéricultrice, épouse dudit Jacques Bouthillier, et Yvette Gingras, ménagère, veuve de Donat Bouthillier, tous trois de route rurale numéro 1, Sainte-Anne-de-Sabrevois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Ymoja inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Villeneuve et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Villeneuve, engineer, Jocelyne Villeneuve, housewife, wife of the said Claude Villeneuve, both of 760 Carroll, Lasalle, and Guy Bernardin, technician, 1990 Bellevue, St. Bruno, for the following purposes:

To carry on business as consultants in the fields property lay-out, urbanisim and planning in the fields pertaining to the environment and all matters related thereto, under the name of "Villeneuve et associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Laurent, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721300

Weingold Meat Market Inc.
Marché à viandes Weingold inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles Weinbaum, 5720 Decarie, Apt. 312, Abraham Goldstein, 6832 Légaré, both butchers, of Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds connected with groceries, fruits, vegetables, meat and fish, under the name of "Weingold Meat Market Inc. — Marché à viandes Weingold inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 722588

Ymoja inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Bouthillier, personnel manager, Monique Benoit, infant care nurse, wife of the said Jacques Bouthillier, and Yvette Gingras, housewife, widow of Donat Bouthillier, all three of Rural Highway number 1, Ste. Anne-de-Sabrevois, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Ymoja inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 183, rue St-Hubert, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 721435

Zino Construction Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1972, constituant en corporation: Roland Vézina, entrepreneur, Ghislaine Cyr, ménagère, épouse dudit Roland Vézina, tous deux de 71, 4e avenue, Saint-Augustin-de-Desmaures, et Claude Richard, électricien, 1830, Place Ibert, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs généraux et faire le commerce de toutes sortes de matériaux et d'outillages, appareils et quincaillerie, sous le nom de « Zino Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Augustin-de-Desmaures, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 722274

The head office of the company is at 183 St. Hubert Street, St. Jean, judicial District of Iberville.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 721435

Zino Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Vézina, contractor, Ghislaine Cyr, housewife, wife of the said Roland Vézina, both of 71 – 4th Avenue, St. Augustin-de-Desmaures, and Claude Richard, electrician, 1830 Place Ibert, Québec, for the following purposes:

To carry on business as general builders and deal in all kinds of materials and tools, appliances and hardware, under the name of "Zino Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Augustin-de-Desmaures, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 722274

Lettres patentes supplémentaires

Alpha Meat Packers Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de novembre 1971, à la compagnie « Provincial Meat Packers Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de juillet 1971, changeant son nom en celui de « Alpha Meat Packers Ltd. ».

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

46900-o 3878-71

Club de Yacht de Matane inc.
Matane Yacht Club Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'avril 1972, à la corporation « Club Nautique de Matane inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'avril 1971, changeant son nom en celui de « Club de Yacht de Matane inc.— Matane Yacht Club Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 1955-71

Supplementary Letters Patent

Alpha Meat Packers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Provincial Meat Packers Ltd.", incorporated by letters patent dated July 21, 1971, changing its name to that of "Alpha Meat Packers Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

46900 3878-71

Club de Yacht de Matane inc.
Matane Yacht Club Inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Club Nautique de Matane inc.", incorporated by letters patent dated April 26, 1971, changing its name to that of "Club de Yacht de Matane inc.— Matane Yacht Club Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 1955-71

Compagnie d'Habitation du Nord inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1972, à la « Compagnie d'Habitation du Nord inc. », subdivisant 150 actions ordinaires de $100 chacune en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 867-68

D.A.L. Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mars 1972, à la compagnie « D.A.L. Investments Ltd. », diminuant son capital de $1,312,500 à $1,237,500 par l'annulation de 750 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 5184-67

Guilbault Transport Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de décembre 1971,à la compagnie « Guilbault Transport Inc. », réduisant son capital de $96,000 à $67,500 par l'annulation de 5,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune et 200 actions privilégiées, second rang, d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 1457-38

Guy Lachance Fashion Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de mai 1972, à la compagnie « Bas Valérie inc.— Valérie Hosiery Inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de février 1970, changeant son nom en celui de « Guy Lachance Fashion Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 40-70

Le Monseigneur (Bureau à Chose) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de juin 1972, à la compagnie « Le Monseigneur inc. », consti-

Compagnie d'Habitation du Nord inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Compagnie d'Habitation du Nord inc.", subdividing 150 common shares of $100 each into 15,000 common shares of $1 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 867-68

D.A.L. Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "D.A.L. Investments Ltd. », reducing its capital from $1,312,500 to $1,237,500 by the cancellation of 750 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 5184-67

Guilbault Transport Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Guilbault Transport Inc.", decreasing its capital from $96,000 to $67,500 by the cancellation of 5,500 preferred shares of a par value of $5 each and 200 preferred second class shares of a par value of $5 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 1457-38

Guy Lachance Fashion Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bas Valérie inc.— Valérie Hosiery Inc.", incorporated by letters patent dated February 3, 1970, changing its name to that of "Guy Lachance Fashion Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 40-70

Le Monseigneur (Bureau à Chose) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Le Monseigneur inc.", incorporated by letters

tuée par lettres patentes en date du 13e jour de février 1969, changeant son nom en celui de « Le Monseigneur (Bureau à Chose) inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 660-69

C. A. Moreau inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'avril 1972, à la compagnie « C. A. Moreau inc. », augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 60,000 actions privilégiées « C » de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 4234-68

National Luggage Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mars 1972, à la compagnie « National Luggage Inc. », 1° redésignant 10,000 actions ordinaires de la compagnie en actions catégorie «A»; 2° subdivisant 3,000 actions privilégiées de $10 chacune en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune; 3° convertissant 10,000 actions privilégiées de $1 chacune en 10,000 actions catégorie « B » de $1 chacune; 4° supprimant toutes les conditions et restrictions attachées aux actions privilégiées existantes: 5° augmentant de 3 à 4 le nombre de ses directeurs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 715863

Le Ranch à Willie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 8e jour de mars 1972, à la compagnie « La Mar Yan inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de juin 1971, changeant son nom en celui de « Le Ranch à Willie inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 3017-71

Stanley Towers Apartments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour d'avril 1972, à la compagnie « Stanley Towers Apartments Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $240,000 par la création de 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chaune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900 1484-70

patent dated February 13, 1969, changing its name to that of "Le Monseigneur (Bureau à Chose) inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 660-69

C. A. Moreau inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "C. A. Moreau inc.", increasing its capital from $40,000 to $100,000 by the creation of 60,000 class "C" preferred shares of $1 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 4234-68

National Luggage Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "National Luggage Inc.", 1. redesignating 10,000 common shares of the company as Class "A" shares; 2. subdivising 3,000 preferred shares of $10 each into 30,000 preferred shares of $1 each; 3. converting 10,000 preferred shares of $1 each into 10,000 class "B" shares of $1 each; 4. deleting all the conditions and restrictions attached to the existing preferred shares; 5. increasing the number of its directors from 3 to 4.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 715863

Le Ranch à Willie inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Mar Yan inc.", incorporated by letters patent dated June 7, 1971, changing its name to that of "Le Ranch à Willie inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 3017-71

Stanley Towers Apartments Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Stanley Towers Apartments Inc.", increasing its capital from $40,000 to $240,000 by the creation of 20,000 preferred shares of the par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900-o 1484-70

Assemblée nationale

Projets de loi sanctionnés

CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, 8 juillet 1972

Aujourd'hui, à seize heures trente, il a plu à l'honorable administrateur de la Province de sanctionner les projets de loi suivants:

2 Loi sur les biens culturels.

10 Loi de l'aide juridique.

20 Loi modifiant la Loi sur l'évaluation foncière.

23 Loi des transports.

24 Loi modifiant le Régime de rentes du Québec.

38 Loi sur les impôts.

39 Loi concernant l'application de la Loi sur les impôts.

40 Loi du ministère du revenu.

41 Loi modifiant certaines dispositions législatives d'ordre fiscal.

42 Loi abrogeant la Loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières et modifiant d'autres dispositions législatives.

43 Loi de la taxe sur les carburants.

44 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

45 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.

47 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.

48 Loi modifiant la Loi des poursuites sommaires.

49 Loi modifiant le Code civil.

50 Loi modifiant le Code de procédure civile.

51 Loi modifiant la Loi de police.

52 Loi modifiant la Loi des substituts du procureur général.

56 Loi modifiant la Loi des compagnies.

57 Loi autorisant de nouveaux crédits pour fins de prêts agricoles.

National Assembly

Assented Bills

OFFICE OF THE LIEUTENANT-GOVERNOR

Québec, 8th July 1972

This day, at four-thirty o'clock in the afternoon, the Honourable the Administrator of the Province was pleased to sanction the following bills:

2 Cultural Property Act.

10 Legal Aid Act.

20 An Act to amend the Real Estate Assessment Act.

23 Transport Act.

24 An Act to amend the Québec Pension Plan.

38 Taxation Act.

39 An Act respecting the application of the Taxation Act.

40 Revenue Department Act.

41 An Act to amend certain fiscal legislation.

42 An Act to repeal the Security Transfer Tax Act and to amend other legislation.

43 Fuel Tax Act.

44 An Act to amend the Retail Sales Tax Act.

45 An Act to amend the Succession Duties Act.

47 An Act to amend the Courts of Justice Act.

48 An Act to amend the Summary Convictions Act.

49 An Act to amend the Civil Code.

50 An Act to amend the Code of Civil Procedure.

51 An Act to amend the Police Act.

52 An Act to amend the Attorney-General's Prosecutors Act.

56 An Act to amend the Companies Act.

57 An Act to authorize additional appropriations for farm loan purposes.

58 Loi modifiant de nouveau la Loi des syndicats professionnels et d'autres dispositions législatives.

81 Loi modifiant la Loi électorale et la Loi des tribunaux judiciaires.

100 Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal.

102 Loi modifiant la charte de la cité de Hull.

141 Loi concernant la Commission de transport de la Ville de Laval.

La sanction royale est prononcée sur ces projets de loi par le secrétaire de la chancellerie, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable administrateur de la Province sanctionne ces projets de loi. »

46927-o

58 An Act to again amend the Professional Syndicates Act and other legislation.

81 An Act to amend the Election Act and the Courts of Justice Act.

100 An Act to amend the Charter of the City of Montreal.

102 An Act to amend the charter of the city of Hull.

141 An Act respecting the City of Laval Transit Commission.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Crown in Chancery in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator of the Province assents to these bills."

46927-o

Avis divers

Cité de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke entend se prévaloir des dispositions de l'article 430 de la Loi des cités et villes tel que ci-après reproduit, pour le lot ci-après mentionné;

Lot originaire 1117 au cadastre et livre de renvoi officiels du canton Orford.

Plan et description technique préparés par J.M. Nadeau, arpenteur-géomètre, en date du 17 avril 1972.

Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article:

2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre (chap. 320);

3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registrateur de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Miscellaneous Notices

City of Sherbrooke

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke will avail itself of the provisions of article 430 of the Cities and Towns Act, which reads as follows, for the lots hereinafter mentioned:

Original lot 1117 on the official plans and book of reference of the Orford Township.

Plan and technical description prepared by Mr. J.M. Nadeau, surveyor on April seventeen 1972.

The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the Cadastre Act;

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the Québec Official Gazette and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

(*a*) the full text of this section;

(*b*) a summary description of the streets or lanes concerned;

(*c*) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. (S.R. 1964, c. 193, a. 430).

Les plans et descriptions techniques des rues ou ruelles pour lesquelles la cité de Sherbrooke se prévaut du présent article, sont déposés au bureau du greffier ainsi qu'au bureau d'enregistrement de Sherbrooke.

Un certificat est également donné à l'effet que la cité de Sherbrooke a accompli les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 dudit article.

Donné à Sherbrooke, ce 5 juillet 1972.

L'assistant-greffier,
46924-29-2-o PIERRE HUARD.

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed said streets or lanes shall prescribed unless exercised by suit before the comteptent court within one year after the last publication in the *Québec Official Gazette.*

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years.

The plans and technical descriptions of streets and lanes for which the City of Sherbrooke avail itself of the present article and deposited at the office of the clerk of the City of Sherbrooke and also at the registration office of Sherbrooke.

It is also certified that the City of Sherbrooke has fulfilled all requirements provided in paragraphs 1 and 2 of the said article.

Given at Sherbrooke, this July 5th 1972.

PIERRE HUARD,
46924-29-2-o *Assistant City Clerk.*

Village de Saint-Jérôme
Comté du Lac St-Jean-Est

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 82, ont été tirées au sort pour être rachetées:

Dénominations de $100: 14-42-46-64-90.
Dénominations de $500: 83-95-120-121-122-131.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er septembre 1972, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Québec, le 14 juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
46932-o LAURENT PLOURDE.

Erratum

Au milieu de la page couverture de l'édition No 28, la date aurait dû se lire: « Québec, samedi 15 juillet 1972 » au lieu de: « Québec, samedi 18 juillet 1972 ».

Village of Saint-Jérôme
County of Lake St-John-East

Drawing of bonds

The following bonds, issued under by-law 82, have been drawn by lots for redemption:

Denominations of $100: 14-42-46-64-90.
Denominations of $500: 83-95-120-121-122-131.

The said bonds shall be redeemable on the first of September 1972, from which date they shall cease to bear interest.

Québec, July 14, 1972.

LAURENT PLOURDE,
46932-o *Secretary-Treasurer.*

Erratum

In the center of the front cover of issue No. 28, the date should read "Québec, Saturday July 15, 1972" instead of "Québec, Saturday 18, 1972".

Curatelle publique

Succession vacante de Vincent Aubé

Succession vacante de Vincent Aubé, en son vivant de 476, rue St-Bernard, Jonquière district de Chicoutimi.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 24 mars 1972 par un juge de la cour supérieure siégeant à Chicoutimi dans le district de Chicoutimi que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (Chap. 81 des lois du Québec 1971), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

9310, boul. St-Laurent, LE CURATEUR PUBLIC.
Montréal 354, Qué. 46904-o

Public Curatorship

Vacant estate of the late Vincent Aubé

Vacant estate of the late Vincent Aubé in his lifetime of 476 St. Bernard Street, Jonquière District of Chicoutimi.

Notice is hereby given that this estate has been declared vacant by judgment rendered on March 24th, 1972 by a judge of the Superior Court, sitting at Chicoutimi in the District of Chicoutimi that, under the authority of the Public Curatorship Act (Chap. 81 of Québec Laws 1971), I am *ex officio* curator to such vacant estate, and that I will receive, at the address mentioned below, payment of any debt owed this estate and proof of any claim against it.

9310 St. Lawrence blvd., THE PUBLIC CURATOR,
Montreal 354, Qué. 46904-o

Changement de nom — Loi du
Demandes

Harry Firth Reich

Avis est donné que Harry Firth Reich, domicilié à 1395 English Road, Mascouche, district de Joliette, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin qu'un décret soit accordé changeant son nom en celui de Harry Firth Reech, ledit nom servant à toutes fins que de droit.

Les procureurs du requérant,
46864-28-2-o BELL & CYTRYNBAUM.

David Leonard Pniewsky

Avis est, par les présentes, donné que David Leonard Pniewsky, publiciste, de 2955 rue Fendall, de la ville et district de Montréal, province de Québec, se propose de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom en celui de David P. Leonard, conformément aux dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, June 16, 1972.

Les procureurs du requérant,
46905-29-2-o BERGER & BIERBRIER.

Stanislas Belenski

Avis est par les présentes donné que Stanislas Belenski, investigateur, résidant et domicilié au 113, Ruisseau Des Noyers, à Lacadie, comté de St-Jean, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec un décret changeant son nom en celui de Roy Marin.

Montréal, le 11 juillet 1972.

Les procureurs du requérant,
46953-29-2-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Israel Voskobonik

Avis est donné que Israel Voskobonik, administrateur, demeurant au 5000 Circle Road, Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur le priant de changer son nom en celui de Irving Vosko.

Le procureur du requérant,
46959-29-2-o NORMAN S. KESSNER.

Change of name — Act
Applications

Harry Firth Reich

Notice is hereby given that Harry Firth Reich, residing at 1395 English Road, Mascouche, district of Joliette, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an Order changing his name to that of Harry Firth Reech the said name to serve for all legal purposes.

BELL & CYTRYNBAUM,
46864-28-2-o *Attorneys for Petitioner.*

David Leonard Pniewsky

Notice is hereby given that David Leonard Pniewsky, Communications Consultant, of 2955 Fendall Street, Montreal, Québec, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting the change of his name to David P. Leonard, pursuant to the provisions of the Change of Name Act.

Montreal, June 16, 1972.

BERGER & BIERBRIER.
46905-29-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Stanislas Belenski

Notice is hereby given that Stanislas Belenski, investigator, residing and domiciled at 113 Ruisseau Des Noyers, Lacadie, County of St. Jean, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for an order changing his name to Roy Marin.

Montreal, July 11, 1972.

GEOFFRION & PRUD'HOMME.
46953-29-2-o *Attorneys for the Applicant.*

Israel Voskobonik

Notice is hereby given that Israel Voskobonik, executive residing at 5000 Circle Road, Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor for an order changing his name to Irving Vosko.

NORMAN S. KESSNER,
46959-29-2-o *Attorney for Applicant.*

Compagnies dissoutes

Clarke Place Investments Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Clarke Place Investments Inc. », constituée en corporation le 8 juin 1962, à compter du 14 juillet 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.
46900-o 12413-62

Companies Dissolved

Clarke Place Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 14, 1972, of the charter of "Clarke Place Investments Inc.", incorporated on June 8, 1962.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.
46900 12413-62

Filippone Bros. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Filippone Bros. Inc. », constituée en corporation le 5 mai 1957, à compter du 30 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 10732-57

Loisirs d'East-Broughton Station incorporée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Loisirs d'East-Broughton Station incorporée », constituée en corporation le 21 septembre 1960, à compter du 14 juillet 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 14108-60

Therfi inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Therfi inc. », constituée en corporation le 2 février 1961, à compter du 30 juin 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 10663-61

Trichem Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Trichem Corp. », constituée en corporation le 13 novembre 1968, à compter du 14 juillet 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46900-o 5273-68

Filippone Bros. Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 30, 1972, of the charter of "Filippone Bros. Inc.", incorporated on May 5, 1957.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 10732-57

Loisirs d'East-Broughton Station incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 14, 1972, of the charter of "Loisirs d'East-Broughton Station incorporée", incorporated on September 21, 1960.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 14108-60

Therfi inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of June 30, 1972, of the charter of "Therfi inc.", incorporated on February 2, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 10663-61

Trichem Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of July 14, 1972, of the charter of "Trichem Corp.", incorporated on November 13, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46900 5273-68

Divers
Compagnies

Sylvia Gill Secretarial College Ltd.
Collège de Secrétaires Sylvia Gill ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 26, de la compagnie « Sylvia Gill Schools Ltd. — Les Écoles Sylvia Gill ltée », constituée par lettres patentes en date du 25e jour de mars 1964, changeant son nom en celui de « Sylvia Gill Secretarial College Ltd. — Collège de Secrétaires Sylvia Gill ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46908-o 974-64

Miscellaneous
Companies

Sylvia Gill Secretarial College Ltd.
Collège de Secrétaires Sylvia Gill ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 26, of the company "Sylvia Gill Schools Ltd. — Les Écoles Sylvia Gill ltée", incorporated by letters patent dated the 25th day of March 1964, changing its name into that of "Sylvia Gill Secretarial College Ltd. — Collège de Secrétaires Sylvia Gill ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46908-o 974-64

Académie des Ballets de Ste-Foy inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 1, de la corporation « La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « Académie des Ballets de Ste-Foy inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46906-o 4731-65

Argon Industrial Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 24, de la compagnie « Argon Welding Industries (1963) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de novembre 1963, changeant son nom en celui de « Argon Industrial Corp. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46907-o 4706-63

Deschênes, Carrier, Bédard, Boulanger & Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Roland Bédard & Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de novembre 1967, changeant son nom en celui de « Deschênes, Carrier, Bédard, Boulanger & Associés inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46909-o 4586-67

Imprimerie Montréal-Granby Press ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A » (1972), de la compagnie « Imprimerie Montréal-Granby Press (1967) ltée », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de mars 1967, changeant son nom en celui de « Imprimerie Montréal-Granby Press ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46911 1180-67

L'Institut des Ancelles Jésus Maria inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 2, de l'« Association d'Entraide de Ste-Anne-de-Beaupré inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « L'Institut des Ancelles Jésus Maria inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46912-o 3571-70

Académie des Ballets de Ste-Foy inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 1, of the corporation "La Troupe des Ballets de Ste-Foy inc.", incorporated by letters patent dated the 26th day of October, 1965, changing its name into that of "Académie des Ballets de Ste-Foy inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46906-o 4731-65

Argon Industrial Corp.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 24 of the company "Argon Welding Industries (1963) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of November, 1963, changing its name into that of "Argon Industrial Corp.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46907-o 4706-63

Deschênes, Carrier, Bédard, Boulanger & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of the company "Roland Bédard & Associés inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of November, 1967, changing its name into that of "Deschênes, Carrier, Bédard, Boulanger & Associés inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46909-o 4586-67

Imprimerie Montréal-Granby Press ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A" (1972), of the company "Imprimerie Montréal-Granby Press (1967) ltée", incorporated by letters patent dated the 21st day of March, 1967, changing its name into that of "Imprimerie Montréal-Granby Press ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46911 1180-67

L'Institut des Ancelles Jésus Maria inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 2, of the "Association d'Entraide de Ste-Anne-de-Beaupré inc.". incorporated by letters patent dated the 18th day of September, 1970, changing its name into that of "L'Institut des Ancelles Jésus Maria inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46912-o 3571-70

Dimanche-Matin ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A » (1972), de la compagnie « Dimanche-Matin (1967) ltée », constituée par lettres patentes en date du 21e jour de mars 1967, changeant son nom en celui de « Dimanche-Matin ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46910-o 1182-67

Jojid Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Peerless Industries Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de juin 1962, changeant son nom en celui de « Jojid Corp. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46913-o 12553-62

Roger Manseau ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A » 1972, de la compagnie « Larche Autos inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de février 1966, changeant son nom en celui de « Roger Manseau ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46914-o 440-66

Musique Beaudoin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 32, de la compagnie « Beaudoin Music Inc. », constituée par lettres patentes en date du 6e jour de juin 1952, changeant son nom en celui de « Musique Beaudoin inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46915-o 8337-52

Roland & Romuald Bisonnette ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Boulangerie R & R Bissonnette ltée », constituée par lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1965, changeant son nom en celui de « Roland & Romuald Bissonnette ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46916-o 4629-65

Les Loisirs d'Estcourt

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 juin 1972, il a approuvé le règlement d'emprunt de la corporation « Les Loisirs d'Estcourt », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

46951-o 2555-63

Dimanche-Matin ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by law "A" (1972), of the company "Dimanche-Matin (1967) ltée", incorporated by letters patent dated the 21st day of March, 1967, changing its name into that of "Dimanche-Matin ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46910-o 1182-67

Jojid Corp.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Peerless Industries Ltd. », incorporated by letters patent dated the 12th day of June, 1962, changing its name into that of "Jojid Corp.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46913-o 12553-62

Roger Manseau ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A" 1972, of the company "Larche Autos inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of February, 1966, changing its name into that of "Roger Manseau ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46914-o 440-66

Musique Beaudoin inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 32, of the company "Beaudoin Music Inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of June, 1952, changing its name into that of "Musique Beaudoin inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46915-o 8337-52

Roland & Romuald Bissonnette ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of the company "Boulangerie R & R Bissonnette ltée", incorporated by letters patent dated the 26th day of October, 1965, changing its name into that of "Roland & Romuald Bissonnette ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46916-o 4629-65

Les Loisirs d'Estcourt

Notice is given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on June 30, 1972, he has approved the loan regulation of "Les Loisirs d'Estcourt", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

46951 2555-63

Ministère des Affaires municipales

Paroisse de L'Ange-Gardien
Village d'Angers
Ville de Masson
Ville de Buckingham
Canton de Buckingham
Canton de Buckingham, partie Ouest
Canton de Buckingham, partie Sud-Est

Je donne avis qu'en vertu de l'article 2 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités, chapitre 53 des lois de 1971, j'ai établi une unité de regroupement comprenant la paroisse de L'Ange-Gardien, le village d'Angers, la ville de Masson, la ville de Buckingham, le canton de Buckingham, le canton de Buckingham, partie Ouest, et le canton de Buckingham, partie sud-Est, comté de Papineau.

Cette décision entre en vigueur le jour de la publication du présent avis.

Le ministre des Affaires municipales,
46925-o MAURICE TESSIER, C.R.

Department of Municipal Affairs

Parish of L'Ange-Gardien
Village of Angers
Town of Masson
Town of Buckingham
Township of Buckingham
Towhship of Buckingham, partie Ouest
Township of Buckingham, partie Sud-Est

Notice is hereby given that pursuant to section 2 of Chapter 53 of the Statutes of 1971, an Act to promote the regroupment of municipalities, I have established a regroupment unit comprising the Parish of L'Ange-Gardien, the Village of Angers, the Town of Masson, the Town of Buckingham, the Township of Buckingham, the Township of Buckingham, partie Ouest, and the Township of Buckingham, partie Sud-Est, county of Papineau.

This decision shall take effect on the date of the publication of this notice.

MAURICE TESSIER, Q.C.,
46925-o *Minister of Municipal Affairs.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Compagnies de fidéicommis

Guaranty Trust Company of Canada
Compagnie Guaranty Trust du Canada

Avis est donné que « Guaranty Trust Company of Canada — Compagnie Guaranty Trust du Canada », compagnie constituée par loi spéciale du Parlement du Canada le 12 juin 1925 et ayant son siège social à Toronto (Ontario), a désigné M. E.C. Pratt, dont le bureau d'affaires est à 427 ouest, rue St-Jacques, Montréal, comme agent principal au Québec, en remplacement de M. Earl H. Feeley.

Le secrétaire,
46950-o PETER F. BENNETT.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Trust Companies

Guaranty Trust Company of Canada
Compagnie Guaranty Trust du Canada

Notice is given that "Guaranty Trust Company of Canada — Compagnie Guaranty Trust du Canada", a company incorporated by Special Act of the Parliament of Canada on June 12, 1925 and having its head office in Toronto (Ontario), has appointed Mr. E.C. Pratt, whose office is at 427 St. James Street West, Montreal, as its chief agent for the Province of Québec succeeding to Mr. Earl H. Feeley.

PETER F. BENNETT,
46950-o *Secretary.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Clyde, Rang IV

Cadastre officiel du canton de Clyde, Rang IV, municipalité de la Conception*, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 24A-1 et 25D-1 sont annulés et intégrés aux lots 24C-2 et 25C-1 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 mai 1972.

Le sous-ministre,
46902-o BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Clyde, Range IV

Official cadastre of township of Clyde, Range IV, municipality of La Conception*, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 24A-1 and 25D-1 are cancelled and intregated in lots 24C-2 and 25C-1 in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 23, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
46902-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Chicoutimi

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, municipalité de la cité de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 4-A-361 à 4-A-366 du Rang VIII S.O.C.S. et 4-209 à 4-215 du Rang IX S.O.C.S. sont annulés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juin 1972.

Le sous-ministre,
46902-o BENOÎT GRIMARD, A-G.

Paroisse de l'Assomption

Cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption, municipalité de la paroisse de l'Assomption, division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 217-2 et 217-3 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 juin 1972.

Le sous-ministre,
46902-o BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Paroisse de Saint-Apollinaire

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Apollinaire, municipalité du village de Francoeur, division d'enregistrement de Lotbinière.

Avis est par la présente donné que les lots 130-1 à 130-8, 130-9, 130-2-1, 130-3-1, 130-4-1, 130-5-1, 130-10 et qu'une partie du lot 130-11 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juin 1972.

Le sous-ministre,
46902-o BENOÎT GRIMARD, A-G.

Paroisse de Sainte-Flore

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, municipalité de la cité de Shawinigan, division d'enregistrement de Shawinigan.

Avis est par la présente donné que le lot 196-8 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juin 1972.

Le sous-ministre,
46902-o BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Paroisse de Saint-Pascal

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Pascal, municipalité de la ville de Saint-Pascal, division d'enregistrement de Kamouraska.

Avis est par la présente donné que le lot 127-17-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 juin 1972.

Le sous-ministre,
46902-o BENOÎT GRIMARD, A.-G.

Parish of Chicoutimi

Official cadastre of the parish of Chicoutimi, municipality of the city of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 4-A-361 to 4-A-366 of Range VIII S.O.C.S. and 4-209 to 4-215 of Range IX S.O.C.S. are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 28, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
46902-o *Deputy Minister.*

Parish of L'Assomption

Official cadastre of the parish of L'Assomption, municipality of the parish of L'Assomption, registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lots the remaining part of lots 217-2 and 217-3 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 16, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
46902-o *Deputy Minister.*

Parish of Saint-Apollinaire

Official cadastre of the parish of Saint-Apollinaire, municipality of village of Francoeur, registration division of Lotbinière.

Notice is hereby given that lots 130-1 to 130-8, 130-9, 130-2-1, 130-3-1, 130-1-4, 130-5-1, 130-10 and a part of lot 130-11 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 13, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
46902-o *Deputy Minister.*

Parish of Sainte-Flore

Official cadastre of the parish of Sainte-Flore, municipality of the city of Shawinigan, registration division of Shawinigan.

Notice is hereby given that lot 196-8 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 28, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.-G.,
46902-o *Deputy Minister.*

Parish of Saint-Pascal

Official cadastre of the parish of Saint-Pascal, municipality of the town of Saint-Pascal, registration division of Kamouraska.

Notice is hereby given that lot 127-17-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 16, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A-G.,
46902-o *Deputy Minister.*

Société d'habitation du Québec

Ville de Québec

Programme de rénovation (modifications)

« Aire 10, Zone 1 »

Avis est donné qu'en vertu de l'article 40 de la Loi de la société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois 1966-67), le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté en conseil numéro 1881-72 du 28 juin 1972 a ratifié les modifications au programme de rénovation de la ville de Québec pour la partie de son territoire appelée « Aire 10, Zone 1 » adopté par son règlement numéro 1909 du 22 avril 1971, modifié par ses règlements numéros 1952 du 6 octobre 1971 et 1979 du 26 janvier 1972 et décrété « zone de rénovation » le territoire qui fait l'objet de ce programme.

La Société d'habitation du Québec a, par sa résolution numéro 5496 du 16 juin 1972, approuvé les modifications audit programme.

Société d'habitation du Québec,
Le président,
JACQUES BERNIER.

46949-o

Québec Housing Corporation

City of Québec

Renewal program (modifications)

"Aire 10, Zone 1"

Notice is given that pursuant to section 40 of the Québec Housing Corporation Act (1966-67, Chapter 55), the Lieutenant-Governor in council, by Order number 1881-72 of June 28, 1972, has ratified the modifications to the renewal program of the City of Québec for the part of the territory called "Aire 10, Zone 1" adopted by its By-law number 1909 of April 22, 1971, amended by its By-laws numbers 1952 of October 6, 1971 and 1979 of January 26, 1972 and declares a "renewal zone" the territory covered by this program.

These modifications to the said renewal program were approved by the Québec Housing Corporation, resolution number 5496 of June 16, 1972.

Québec Housing Corporation,
JACQUES BERNIER,
President.

46949-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Gendreau, comprenant le bloc M, située dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil,

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Gendreau, comprising block M, located in the Témiscamingue Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Témiscamingue Registration Division Office, in Ville-Marie, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council,

le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Gendreau.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1097-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Gendreau, comprenant le bloc M, située dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Gendreau;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné sur ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne le vingt et unième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Libro: 500
Folio: 227

46954-o

the deposit of the original plan and book of reference in the Témiscamingue Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Gendreau.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1097-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Témiscamingue Registration Division Office, in Ville-Marie, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Gendreau, comprising block M, located in the Témiscamingue Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Gendreau;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 227

46954

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Hébécourt, comprenant le bloc B, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, a été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires, dans la division d'enregistrement d'Abitibi, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Hébécourt.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans dans un décret portant le numéro 1083-72, en date du 12 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Hébécourt, comprenant le bloc B, située dans la division d'enregistrement d'Abitibi;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Hébécourt;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Hébécourt, comprising block B, located in the Abitibi Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the original plan and book of reference in the Abitibi Registration Division, and, at the same time, the day of which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Hébécourt.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1083-72, dated April 12, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of wich is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Abitibi Registration Division Office, in Amos, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Hébécourt, comprising block B, located in the Abitibi Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Hébécourt;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration,

avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

Libro: 500
Folio: 228

46954-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), il a été préparé, sous la direction du ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Proulx, comprenant les blocs B et C, située dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, avec un livre de renvoi relatif à ce plan;

ATTENDU QUE le plan de cette partie dudit canton, qui est signé par le ministre des terres et forêts, est dans les archives de son bureau;

ATTENDU QU'une copie de ce plan correct, accompagné d'une copie de ce livre de renvoi, à été déposée par le ministre des terres et forêts au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval;

ATTENDU QUE, maintenant, il y a lieu d'annoncer, selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil,

by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have be registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 228

46954

Canada,
Province of Québec
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, pursuant to section 1 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan of a part of the Township of Proulx, comprising blocks B and C, located in the Lac St. Jean West Registration Division, with a book of reference relating to this correct plan;

WHEREAS the correct plan of this part of the said Township, signed by the Minister of Lands and Forests, is in the Archives of his office;

WHEREAS a copy of this correct plan, together with a copy of this book of reference has been deposited in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, by the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS it is now expedient, pursuant to the provisions of article 2169 of the Civil Code, to announce, by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council,

le dépôt de ces plan et livre de renvoi originaires dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ladite partie du canton de Proulx.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1139-72, en date du 26 avril 1972, Nous avons décrété et ordonné, et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des terres et forêts, et conformément aux articles 1 et 2 de la Loi du cadastre (chapitre 320, Statuts refondus, 1964), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176c inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », qu'il y a lieu:

a) d'annoncer le dépôt, par le ministre des terres et forêts, au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval, des plan et livre de renvoi originaires d'une partie du canton de Proulx, comprenant les blocs B et C, située dans la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest;

b) de fixer à la date de la publication de la présente proclamation le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur, dans cette division d'enregistrement, relativement à ladite partie du canton de Proulx;

c) de rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur un lot de terre désigné par ces plan et livre de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement, par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) d'informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 500
Folio: 229

46954-o

the deposit of the original plan and book of reference in the Lac St. Jean West Registration Division, and, at the same time, the day on which the provisions of article 2168 will become effective, the whole in relation to the said part of the Township of Proulx.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 1139-72, dated April 26, 1972, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 1 and 2 of the Cadastre Act (Chapter 320, Revised Statutes, 1964), and articles 2166 to 2176c inclusive of the Civil Code, that is to say, those constituting Section II of this Code, the title of which is "Of the Official Plans and Books of Reference and of Matters Connected Therewith", that it is expedient:

(*a*) to announce the deposit in the Lac St. Jean West Registration Division Office, in Roberval, of the original plan and book of reference of a part of the Township of Proulx, comprising blocks B and C, located in the Lac St. Jean West Registration Division, by the Minister of Lands and Forests;

(*b*) to fix the date of the publication of this proclamation as the day on which the provisions of article 2168 will become effective in this Registration Division, in relation to the said part of the Township of Proulx;

(*c*) to direct attention to the fact that, within two years from this date, the registration of any real right upon a lot of land described in this plan and book of reference must be renewed by means of the registration, by deposit, of a notice describing the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168 and in conformity with the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs;

(*d*) to notify whom it may concern that if such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration will have no effect against other creditors or subsequent purchasers whose claims have been registered in due form.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-sixth day of April in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 229

46954

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Philémon, comté de Bellechasse

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Philémon, comté de Bellechasse », a été formée par un règlement du Conseil Municipal adopté le 10 avril 1902;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 18 janvier 1971, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le maire et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité ont produit au Service des assurances, le 28 septembre 1971, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices et payé toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Philémon, comté de Bellechasse », sont annulés à compter du 30 juin 1972.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 30 juin 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le surintendant des assurances,

46836-A-28-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Philémon, comté de Bellechasse

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Philémon, comté de Bellechasse", has been incorporated by a Municipal Council By-Law on the 10th of April 1902;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general meeting held on the 18th of January 1971, a By-Law to the effect of repealing the By-Law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the mayor and the secretary-treasurer on the said Municipality have filed with the Insurance Branch, on the 28th of September 1971, a sworn declaration to the effect that the company has cancelled all its policies and discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Philémon, comté de Bellechasse", are cancelled as from the 30th of June 1972.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 30th of June 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,

46836-A-28-2-o *Superintendent of Insurance.*

Renseignements sur les compagnies

Financial Service Ltd.

Erratum

Avis est donné que dans la *Gazette officielle du Québec* du 10 juin 1972 à la page 4694 le nom de « Financial Service Ltd. » a été publié par erreur dans la liste d'avis de dissolution éventuelle de corporations.

Le directeur du service des compagnies,

46900-o PIERRE DESJARDINS.

Lettres patentes annulées

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5*a* et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle* de ce deuxième avis.

Companies Information Act

Financial Service Ltd.

Erratum

Notice is given that in the *Québec Official Gazette* of June 10, 1972, on page 4694, the name "Financial Service Ltd." was published by mistake in the notice of Eventual Dissolution of Corporations.

PIERRE DESJARDINS,

46900-o *Director of the Companies Service.*

Letters Patent Annulled

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5*a* and following of the Companies Information Act, the companies, whose names follow are concelled from the date of the publication in the *Official Gazette* of this second notice.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*
Amis sportifs de Farnham inc. (Les)	Farnham.
Bella Vista Development Corporation	Montréal.
J. Arsène Belleville ltée	Québec.
Bernstein Import Co. Ltd.	Montréal.
Big Missouri Mines Corporation	Toronto.
Biscuits Laur ltée	Ste-Thérèse.
Blanchard automobile ltée	Dorion.
Canadian Trades Institute Inc. (The)	Montréal.
Chalac Inc.	Beauceville-Est.
Club amateur de chasse & pêche des employés de la Commission de Transport de Mtl. inc	Montréal.
Club Escoumains	St-Romuald.
Club Nautique du Lac à la Tortue (Le)	Shawinigan.
Club Lemoyne inc.	Longueuil.
Consolidated Holdings Ltd.	Montréal.
Construction Kennebec cie ltée	St-Georges.
Corette Ltd.	Montréal.
Crèmerie Crête inc.	Grand-Mère.
Cresmac Ltd.	Montréal.
Crevier (Rimouski) ltée	Rimouski.
Croinor Pershing Mines Ltd.	Toronto.
M. R. Cuddihy Ltd.	Montréal.
Damar Construction Corp.	Montréal.
Edgar Donaldson & fils ltée	Trois-Rivières.
Dorstal Realties Inc.	Montréal.
XM-Drummond	Drummondville.
Drouin & Drouin ltée	Québec.
H. Dufresne & cie ltée	Granby.
Duroy ltée	Montréal.
S. Duskes & Son Inc.	Montréal.
Eastern Airways Ltd.	Beauce.
Eastern Chemicals Ltd.	Montréal.
Eastern Commercial Co. Inc.	Montréal.
Eastern Plumbing & Heating Ltd.	Montréal.
Eastern Townships Electric Ltd.	Granby.
B. Eisenberg Inc.	Montréal.
Electrol Company Ltd. (The)	Val Morin.
Embouteilleurs d'eaux gazeuses du Québec	Verdun.
Entreprises Cibec inc. (Les)	Laval.
B.J. Entreprises inc.	V. Jacques Cartier.
Entreprises Mitis ltée (Les)	Rimouski.
Phil Gordon & Co. ltée	Montréal.
Crête D'Hont Inc.	Montréal.
Hains ltée (Albert La cie	Beauport.
Hampshire Management Inc.	Montréal.
Harold Handman Ltd.	Montréal.
Léo Hayeur inc.	Bois-des-Filion.
Heatco Inc.	Montréal.
Cie immobilière de Contrecoeur inc.	Montréal.
Immeubles de la mer ltée	Ste-Anne-des-Monts.
Kiwanis Club of Rosemère	Rosemère.
Laurentian Sales Co. Ltd.	Montréal.
Laval Acceptance Corporation	Montréal.
Lawn Bros. Ltd.	Campbell's Bay.
Leader Bowling Ltd.	Montréal.
Émile Leblanc ltée	Jonquière.
Leonard Realties Inc.	Montréal.
Lessard & Neilson ltée	Trois-Rivières.
Librairie du Bon Pasteur	Pointe-du-Lac.
Lévesque & fils inc.	Amos.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*
Librairie Le Disque d'Argent inc.	Maniwaki.
Lido Dress Company	Montréal.
Ligue de la jeunesse féminine de Sherbrooke inc. (La)	Sherbrooke.
Ligue des propriétaires de la cité d'Arvida (La)	Arvida.
Ligue des propriétaires de Rouen (La)	Rouen.
Loisirs de St-Pierre de Sorel	Sorel.
Marmite (La)	Arvida.
McKenna's Hardware Ltd.	Magog.
McCleod Transportation Ltd.	Malartic.
T. McOuat & Son Ltd.	Lachute.
Montreal Water Purifier Ltd.	Montréal.
Montreal Women's Symphony Orchestra	Montréal.
J.E.F. Morin ltée	Lauzon.
Morton Textiles Ltd.	Montréal.
Navigation de Gaspé & Baie des Chaleurs ltée	Westmount.
New Carlisle Board of Trade (The)	New Carlile.
North End Motor Co. Ltd.	St-Laurent.
Nu-Voque Women's Wear Inc.	Montréal.
Oeuvre des terrains de jeux d'Almaville	Shawinigan Falls.
Oeuvre des terrains de jeux et loisirs de Mont-Laurier	Mont-Laurier.
One Minute Lunch Ltd.	Montréal.
Orbis Trading Co. Inc.	Montréal.
Orcour Gold Mines (1937) Ltd.	Montréal.
Organisation des terrains de jeux de St-Raymond	St-Raymond.
Osage Oil Exploration Ltd.	Montréal.
Ordre des Gardes Malades de Québec	Montréal.
Paramount Jewellers Inc.	Montréal.
Paramount Mining & Developing Syndicate Ltd.	Montréal.
Peel-Windsor Garage Incorporated	Montréal.
Harold F. Pepper Co. Ltd.	Montréal.
A. Pesner & Co. Inc.	Montréal.
Placement Marcoux ltée (Les)	Roberval.
Ross Brothers & Company Ltd.	Québec.
Henry Ross Ltd.	Loretteville.
Roy & Morel Inc.	Nicolet.
Royse Acceptance Corporation	Montréal.
Saguenay-Lac St-Jean Structural Steel Works	Chicoutimi.
Ste-Agathe Chalet Inc.	Ste-Agathe-des-Monts.
Sun Yuen Social Club Inc.	Montréal.
Syndicat Launayor ltée	Montréal.
Téléphone St-Jean Baptiste de Roxton Falls, La cie	Roxton Falls.
Terrain de jeux de Chambord	Chambord.
Terrain de jeux de parc Ste-Thérèse du Dorbeau inc.	Dolbeau.
Tétrault & frères ltée	Verdun.
Topeca Club Inc.	Ville St-Michel.
Top Styles Inc.	Montréal.
Troiano & Son Inc.	Montréal.
United Car Markets Ltd.	Montréal.
United Radio Stores Ltd.	Montréal.
Union Canadienne des infirmes	Montréal.
Val D'Or Construction Co.	Val D'Or.
Variety 5¢ to $1.00 Stores Ltd. (The)	Montréal.
J. A. Viau limitée	Outremont.
Vogue Bags Ltd.	Montréal.
W. F. Walsh Ltd.	Montréal.
Watchstraps Inc.	Montréal.
Thomas Webster Ltd.	Montréal.
Westmore Construction ltée	Mont-Royal.
White Owl Social Club Inc.	Montréal.
William Barbara Corporation	Montréal.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*
J. J. Wilson Ltd.	Montréal.
Windsor Bridge Club Inc.	Montréal.
Yamaska Realty Co.	Montréal.
York Construction Inc.	Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
46900-o PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,
46900-o *Director of the Companies Service.*

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5*a* et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5*a* and following of the Companies Information Act, the companies whose names follow, have failed to file the return mentioned in section 4 of the said Act, for one year or more; The companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified fees, within the 30 days following publication of this notice.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
L.H. Aber & Sons Ltd.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Agence d'Assurance Maisonneuve inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Argyle Holdings Inc.	Montréal	1957 à-to 1971 incl.
Arben Corporation	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Arden Construction Co. Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Ardo Bakeries Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
L'Ass. de Chasse & Pêche de Plessisville	Plessisville	1968 à-to 1971 incl.
Association des Propriétaires du district du Lac des Fées inc.	Hull	1965 à-to 1971 incl.
Ass. des Propriétaires du Parc de la Montagne	Hull	1968 à-to 1971 incl.
L'Assomption Development Corp.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Auto-Moteur inc.	Québec	1964 à-to 1971 incl.
Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu	St-Lambert	1968 à-to 1971 incl.
Beausite inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Belgo Lux Handbags Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Ronald A. Bibace Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Bom Investment Co.	Ville LaSalle	1966 à-to 1971 incl.
Bouchard & Néron ltée	St-Jérôme	1964 à-to 1971 incl.
Brokers Realty Corporation	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
A. Bureau inc.	LaSarre	1965 à-to 1971 incl.
Canada Coffee and Spice Importing Co.	Montréal	1956 à-to 1971 incl.
Canada-Europe Hardware Import Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Canada Clima inc.	Québec	1965 à-to 1971 incl.
Carro Investment Co. Ltd.	Ste-Thérèse	1963 à-to 1971 incl.
Julien Cartier Co. ltée	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Le Centre de Chaussures Iberville inc.	Iberville	1968 à-to 1971 incl.
Champs de Lys Café inc.	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
Champion Litho inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Club de Chasse et Pêche Maska inc.	St-Hyacinthe	1960 à-to 1971 incl.
Club Es-Ski-Mo Jonquière inc.	Jonquière	1966 à-to 1971 incl.
Club Galland	Mont-Joli	1957 à-to 1971 incl.
Club Juvénile de Rivière des Prairies	Rivières des Prairies	1965 à-to 1971 incl.
Club de Ski Rouyn-Noranda	Rouyn	1963 à-to 1971 incl.
Commission des Sports de Rimouski	Rimouski	1964 à-to 1971 incl.
Corps Imperial Frontiersmen Victoriaville-Warwick	Victoriaville	1957 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Delta Corporation	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Dulac Chibougamau Mines Ltd.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Duncan Range Iron Mines Limited	Québec	1962 à-to 1971 incl.
Eastern Land Co. Ltd.	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Electronic Distributors Supply Inc.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Elmor Corp.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Entreprises Marreault Enterprises Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Estimauville Land Inc.	Québec	1962 à-to 1971 incl.
Les Explorations St-Laurent ltée	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
La Fédération des Oeuvres de Charité de Granby inc.	Granby	1971.
Fides Development Corporation	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Fonds Radisson inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Forward Development Corporation	Côte St-Luc	1965 à-to 1971 incl.
Glickstol Holdings Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Golden Triangle (Qué) Investment Co.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Graphic Industries Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Gravel Electric Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Gravelle's Service Inc.	Dorval	1968 à-to 1971 incl.
Grenet Circle Realty Corp.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Les Groupes de Placements Sélectifs inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Guins Holdings Inc.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Harlaw Investments Ltd.	Westmount	1968 à-to 1971 incl.
Hauterive Limited Dividend Inc.	Dorval	1966 à-to 1971 incl.
Herben Sales Co. Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Hôtel Chalet St-Luc inc.	St-Luc	1970 et-and 1971.
Hubert Lake Ungava Nickel Mines Ltd.	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Hubertus Heights Limited	Laval des Rapides	1967 à-to 1971 incl.
Imperial Gardens Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Investar Corporation	Côte St-Luc	1964 à-to 1971 incl.
Jardin Ste-Thérèse inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Kem Construction Ltd.	Montréal	1956 à-to 1971 incl.
J.P. Lanctot inc.	Chibougamau	1966 à-to 1971 incl.
LaPrairie Shopping Centre Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Laurentian Gardens Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Leadville Silver Mining Corporation	Montréal	1957 à-to 1971 incl.
J.B. Lebel ltée	Senneterre	1966 à-to 1971 incl.
Ligue des Propriétaires de Châteauguay Park inc.	Châteauguay-Centre	1967 à-to 1971 incl.
Ligue des Propriétaires de St-Eustache	St-Eustache	1968 à-to 1971 incl.
Loisirs St-Joseph de Rivière-des-Prairies inc.	Rivière-des-Prairies	1968 à-to 1971 incl.
Mainland Development Corporation	Côte St-Luc	1965 à-to 1971 incl.
Majorca Investments Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Marcelin ltée	Ville Mont Royal	1968 à-to 1971 incl.
McCoy's Fur Company Limited	Verdun	1964 à-to 1971 incl.
Melford Investment Corporation	Town of Mount Royal	1967 à-to 1971 incl.
Metropolitain Junior Hockey League Inc.	Lachine	1968 à-to 1971 incl.
Les Messageries de Presse Nord-Sud ltée	Québec	1971.
Miss Ville St-Laurent Inc.	Montréal	1956 à-to 1971 incl.
Montclair Investment Corporation	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Montreal-St. Constant Realty Corporation	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Municipal Taxi Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Lakeshore music for young People Society	Pointe Claire	1968 à-to 1971 incl.
A. Nangine Inc.	Dorion	1967 à-to 1971 incl.
Le Nettoyeur Presto Cleaner ltée	Chibougamau	1966 à-to 1971 incl.
Newtrend Development Corporation	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Normandie Bretagne inc.	Montréal	1959 à-to 1971 incl.
Nova Development Corp.	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Oeuvre des Terrains de Jeux Notre-Dame du Rosaire inc.	Ste-Foy	1965 à-to 1971 incl.
Olympia Holdings Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Painter Circle Realty Corp.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Parksite Garden Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Parkview Estate Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
Par-Lal Investments Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Les Petits Chanteurs du Cap-de-la-Madeleine	Cap-de-la-Madeleine	1971.
Pine Hardware & Millwork Ltd.	Deux-Montagnes	1970 et-and 1971.
F. Préfontaine Surplus Ltd.	St-Hyacinthe	1966 à-to 1971 incl.
Prêt d'Honneur LaSallien inc.	Loretteville	1963 à-to 1971 incl.
Québec Insurance Agencies Ltd.	Montréal	1957 à-to 1971 incl.
Québec Leaseholds Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Raydo Construction ltée	Montréal	1956 à-to 1971 incl.
Richmar Investments Ltd.	Montréal	1965 à-to 1971 incl.
Rivermede Exploration Limited	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Roxboro Recreation Center	Roxboro	1964 à-to 1971 incl.
Sabre Oil Exploration Ltd.	Montréal	1961 à-to 1971 incl.
Séville Luncheonette inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Société Cinématographique Québécoise	Québec	1971.
Société de Conservation du Vieux Québec inc.	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Sorpento Gardens Ltd.	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Subdivisions Inc.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Sun Valley Lotissement ltée	Chomedy	1965 à-to 1971 incl.
Supersound Television Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Stationnement Central de Granby inc.	Granby	1966 à-to 1971 incl.
St. Lawrence Chartering Ltd.	Québec	1967 à-to 1971 incl.
Ste. Rose Land Sales Inc.	Westmount	1968 à-to 1971 incl.
Tazin Mines Québec Limited	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Tempered Air Inc.	Montréal	1964 à-to 1971 incl.
The 86 Corporation	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Town & Country Gas & Oil Distributing Co. Ltd.	Québec	1968 à-to 1971 incl.
Town & Country Construction Co. Ltd.	Montréal	1963 à-to 1971 incl.
Tracy Garments Ltd.	Tracy	1958 à-to 1971 incl.
Ultra Development Corporation	Montréal	1966 à-to 1971 incl.
Van Horne Realty Corp.	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Villeneuve ltée (Harry)	Chicoutimi	1957 à-to 1971 incl.
Wohl Realty Co. Ltd.	Montréal	1967 à-to 1971 incl.

Le directeur du service des compagnies,

46900-o PIERRE DESJARDINS.

PIERRE DESJARDINS,

46900-o *Director of the Companies Service.*

Révocation de dissolution

Avis

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, en vertu du paragraphe *a*) de l'article 5*f* de la Loi des renseignements sur les compagnies, qu'il a jugé à propos de faire droit à la demande d'intéressés faite dans les délais légaux à l'effet de révoquer la dissolution de

Gendron Mfg. Jewellers Inc., effectué le 20 mai 1972.

Club Sportif Gaulin inc., effectué le 10 juin 1972.

en vertu de ladite loi et qu'il révoque la dissolution desdites compagnies.

En conséquence, lesdites compagnies sont censées n'avoir jamais été dissoutes en vertu de ladite loi, sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et la révocation.

Le directeur du service des compagnies,

46900-o PIERRE DESJARDINS.

Revocation of Dissolution

Notice

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice, pursuant to paragraph (*a*) of section 5*f* of the Companies Information Act, that he deemed it advisable to grant the petition of the interested parties made within the legal time limit, praying to revoke the dissolution of

Gendon Mfg. Jewellers Inc., carried out on May 20, 1972.

Club Sportif Gaulin inc., carried out on June 10, 1972.

pursuant to the said Act and that he revokes the dissolution of the said companies.

Consequently, the said companies are considered as having never been dissolved under the said Act, without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and the revocation.

PIERRE DESJARDINS,

46900-o *Director of the Companies Service.*

Soumissions — Demandes de

Ville de L'Assomption
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Omer Bleau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 210, rue Ste-Anne, L'Assomption, comté de l'Assomption, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 8 août 1972, pour l'achat de $173,500 d'obligations de la ville de l'Assomption, comté de l'Assomption, datées du 1er septembre 1972 et remboursables en série du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1972.

Tableau d'amortissement — $173,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1973	$ 4,500
1er septembre 1974	5,000
1er septembre 1975	5,500
1er septembre 1976	5,500
1er septembre 1977	6,000
1er septembre 1978	7,000
1er septembre 1979	7,500
1er septembre 1980	7,500
1er septembre 1981	8,000
1er septembre 1982	8,500
1er septembre 1983	10,000
1er septembre 1984	10,500
1er septembre 1985	11,500
1er septembre 1986	12,500
1er septembre 1987	13,500
1er septembre 1988	8,500
1er septembre 1989	9,500
1er septembre 1990	10,500
1er septembre 1991	10,500
1er septembre 1992	11,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Tenders — Requests for

Town of L'Assomption
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds' will be received by the undersigned Omer Bleau, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, 210 Ste. Anne Street, L'Assomption, County of L'Assomption, P.Q., until 8:00 o clock p.m., on Tuesday, August 8, 1972, for the purchase of a bond issue of $173,500 for the Town of L'Assomption, County of L'Assomption, dated September 1st, 1972 and redeemable serially from September 1st, 1973 to September 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1st, 1972.

Redemption table — $173,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1973	$ 4,500
September 1, 1974	5,000
September 1, 1975	5,500
September 1, 1976	5,500
September 1, 1977	6,000
September 1, 1978	7,000
September 1, 1979	7,500
September 1, 1980	7,500
September 1, 1981	8,000
September 1, 1982	8,500
September 1, 1983	10,000
September 1, 1984	10,500
September 1, 1985	11,500
September 1, 1986	12,500
September 1, 1987	13,500
September 1, 1988	8,500
September 1, 1989	9,500
September 1, 1990	10,500
September 1, 1991	10,500
September 1, 1992	11,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $11,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédant ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Assomption.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $11,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pou les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de l'Assomption s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 84 — $31,000 — aqueduc et égouts; 97 — $10,000 — voirie; 106 — $13,000 — voirie; 107 — $28,500 — achat d'un garage municipal; 110 — $41,000 — expropriation; 111 — $50,000 — fonds de roulement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 8 août 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 210, rue Ste-Anne, L'Assomption, comté de L'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Assomption (Comté de L'Assomption), ce 10 juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. Omer Bleau.

Hôtel de Ville, 210, rue Ste-Anne,
L'Assomption, (L'Assomption), P.Q.,
Téléphone: 581-4600, code 514. 46917-o

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $11,500, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at L'Assomption.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $11,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of L'Assomption agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued to the following by-laws: 84 — $31,000 — aqueduct and sewers; 97 — $10,000 — roads; 106 — $13,000 — roads; 107 — $28,500 — purchase of a municipal garage; 110 — $41,000 — expropriation; 111 — $50,000 — working capital.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, August 8, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 210 Ste. Anne Street, L'Assomption, County of L'Assomption, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

L'Assomption (County of L'Assomption), July 10, 1972.

Omer Bleau,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 210 Ste. Anne Street,
L'Assomption, (L'Assomption), P.Q.,
Telephone: 581-4600, code 514. 46917

La Commission scolaire régionale Honoré-Mercier

Siège Social: 69, Boulevard St-Joseph,
(St-Jean), P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Dubé, directeur-général, jusqu'à 4 heures 30 de l'après-midi, Bureau administratif, 69, boulevard St-Joseph, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Polyvalente Armand Racicot, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q., jeudi, le 10 août 1972, pour l'achat de $467,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Honoré-Mercier, datées du 1er septembre 1972 et remboursables en série du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1972.

Tableau d'amortissement — $467,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1973	$10,000
1er septembre 1974	11,000
1er septembre 1975	12,000
1er septembre 1976	13,000
1er septembre 1977	14,000
1er septembre 1978	15,000
1er septembre 1979	16,000
1er septembre 1980	17,500
1er septembre 1981	18,500
1er septembre 1982	20,500
1er septembre 1983	22,000
1er septembre 1984	24,000
1er septembre 1985	26,000
1er septembre 1986	28,000
1er septembre 1987	30,000
1er septembre 1988	32,500
1er septembre 1989	35,000
1er septembre 1990	38,000
1er septembre 1991	40,500
1er septembre 1992	43,500

La commission scolaire régionale Honoré-Mercier, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

The Honoré-Mercier Regional School Board

Head Office: 69 St. Joseph Boulevard,
(St. Jean), P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy Dubé, Director General, until 4:30 o'clock p.m., at the Administration Office, 69 St. Joseph Boulevard, St. Jean, County of St. Jean, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the Armand Racicot Polyvalent School, St. Jean, County of St. Jean, P.Q., on Thursday, August 10, 1972, for the purchase of a bond issue of $467,000 for the Honoré-Mercier Regional School Board, dated September 1st, 1972 and redeemable serially from September 1st, 1973 to September 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1st, 1972.

Redemption table — $467,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1973	$10,000
September 1, 1974	11,000
September 1, 1975	12,000
September 1, 1976	13,000
September 1, 1977	14,000
September 1, 1978	15,000
September 1, 1979	16,000
September 1, 1980	17,500
September 1, 1981	18,500
September 1, 1982	20,500
September 1, 1983	22,000
September 1, 1984	24,000
September 1, 1985	26,000
September 1, 1986	28,000
September 1, 1987	30,000
September 1, 1988	32,500
September 1, 1989	35,000
September 1, 1990	38,000
September 1, 1991	40,500
September 1, 1992	43,500

The Honoré-Mercier Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will ask the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sum sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1° 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $43,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $43,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Honoré-Mercier s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 8 juillet 1971 — $215,000 — école préfabriquée de Bedford; 16 septembre 1971 — $252,000 — dépenses d'immobilisations.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 8 heures du soir, jeudi, le 10 août 1972, École polyvalente Armand Racicot, St-Jean, comté de St-Jean, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Jean (Comté de Saint-Jean), ce 10 juillet 0972.

Le directeur-général,
GUY DUBÉ.

Bureau administratif, 69, boulevard St-Joseph,
St-Jean (St-Jean), P.Q.
Téléphone: 348-4951, code 514. 46923-o

2° 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3° 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4° 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $43,500, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Jean.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $43,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Honoré-Mercier Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within sixty days upon, from and after September 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: July 8, 1971 — $215,000 — prefabricated school of Bedford; September 16, 1971 — $252,000 — capital expenditures.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held at 8:00 o'clock p.m., on Thursday, August 10, 1972, in Armand Racicot Polyvalent School, St. Jean, County of St. Jean, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. Jean (County of St. Jean), July 10, 1972.

GUY DUBÉ,
Director General.

Administration Office, 69 St. Joseph Boulevard,
St. Jean (St. Jean), P.Q.
Telephone: 348-4951, code 514. 46923

Paroisse de Saint-Timothée
Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Hallé, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures du soir, Bureau de la corporation, 42, rue St-Albert, (Nitro) Paroisse de St-Timothée, comté de Béauharnois, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École St-André, Rue St-Laurent, Village de St-Timothée, comté de Beauharnois, P.Q., lundi, le 7 août 1972, pour l'achat de $102,000 d'obligations de la paroisse de St-Timothée, comté de Beauharnois, datées du 1er septembre 1972 et remboursables en série du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1972.

Tableau d'amortissement — $102,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1973	$2,500
1er septembre 1974	2,500
1er septembre 1975	2,500
1er septembre 1976	3,000
1er septembre 1977	3,000
1er septembre 1978	3,500
1er septembre 1979	3,500
1er septembre 1980	4,000
1er septembre 1981	4,000
1er septembre 1982	4,500
1er septembre 1983	4,500
1er septembre 1984	5,000
1er septembre 1985	5,500
1er septembre 1986	6,000
1er septembre 1987	6,000
1er septembre 1988	7,000
1er septembre 1989	8,000
1er septembre 1990	8,500
1er septembre 1991	9,000
1er septembre 1992	9,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reportà 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $9,500, et si supérieur à ce

Parish of St. Timothée
County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Hallé, Secretary-Treasurer, until 7:00 o'clock p.m., at the Corporation Office, 42 St. Albert Street, (Nitro) Parish of St. Timothée, County of Beauharnois, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in St. André School, St. Laurent Street, Village of St. Timothée, County of Beauharnois, P.Q., on Monday, August 7, 1972, for the purchase of a bond issue of $102,000 for the Parish of St. Timothée, County of Beauharnois, dated September 1st, 1972, and redeemable serially from September 1st, 1973 to September 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7% nor more than 8%, payable semiannually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1st, 1972.

Redemption table — $102,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1973	$2,500
September 1, 1974	2,500
September 1, 1975	2,500
September 1, 1976	3,000
September 1, 1977	3,000
September 1, 1978	3,500
September 1, 1979	3,500
September 1, 1980	4,000
September 1, 1981	4,000
September 1, 1982	4,500
September 1, 1983	4,500
September 1, 1984	5,000
September 1, 1985	5,500
September 1, 1986	6,000
September 1, 1987	6,000
September 1, 1988	7,000
September 1, 1989	8,000
September 1, 1990	8,500
September 1, 1991	9,000
September 1, 1992	9,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $9,500, and if greater than the latter

dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Nitro.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $9,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de 'lamortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.
chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de St-Timothée s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements nos 6-1971 — $90,000 — aqueduc; 5-1972 (tel que modifié) — $12,000 — coût excédentaire de la construction d'un réservoir.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil qui sera tenue lundi, le 7 août 1972, à 8 heures du soir, École St-André, Rue St-Laurent, Village de St-Timothée, comté de Beauharnois, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Timothée, paroisse (Comté de Beauharnois), ce 10 juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ANDRÉ HALLÉ.

Bureau de la Corporation, 42, rue Albert,
(Nitro) Paroisse de St-Timothée,
Comté de Beauharnois, P.Q.
Téléphone: 371-4013, code 514. 46921-o

Ville de Sainte-Marie
Comté de Beauce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Labbé, secrétaire-trésorier, Centre récréatif, 80, rue St-Antoine, Sainte-Marie, comté de Beauce, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 7 août 1972, pour

amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this sotice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Nitro.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $9,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appaearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of St. Timothée agrees not to bring out now bonds on the Canadian Market with the sixty days upon, from and after September 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-laws Nos.: 6-1971 — $90,000 — aqueduct; 5-1972 (as amended) — $12,000 — additional cost of construction of a reservoir.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council to be held on Monday, August 7, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in St-André School St. Laurent Street, Village of St. T:mothée, County of Beauharnois, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Timothée, Parish (County of Beauharnois), July 10, 1972.

ANDRÉ HALLÉ,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office, 42 St. Albert Street,
(Nitro) Parish of St. Timothée,
County of Beauharnois, P.Q.
Telephone: 371-4013, code 415. 46921

Town of Ste. Marie
County of Beauce

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Labbé Secretary-Treasurer, at the Recreational Centre, 80 St. Antoine Street, Ste. Marie, County of Beauce, P.Q. until 8:00 o'clock p.m., on Monday, August 7, 1972, for the purchase of a bond

l'achat de $160,000 d'obligations de la ville de Sainte-Marie, comté de Beauce, datées du 1er septembre 1972 et remboursables en série du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1972.

Tableau d'amortissement — $160,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1973	$ 3,000
1er septembre 1974	3,000
1er septembre 1975	4,500
1er septembre 1976	5,500
1er septembre 1977	5,500
1er septembre 1978	6,000
1er septembre 1979	6,000
1er septembre 1980	7,000
1er septembre 1981	7,500
1er septembre 1982	7,500
1er septembre 1983	8,500
1er septembre 1984	8,500
1er septembre 1985	9,000
1er septembre 1986	9,000
1er septembre 1987	10,000
1er septembre 1988	10,000
1er septembre 1989	11,500
1er septembre 1990	11,500
1er septembre 1991	13,000
1er septembre 1992	13,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $13,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

issue of $160,000 for the Town of Ste. Marie, County of Beauce, dated September 1st, 1972 and redeemable serially from September 1st, 1973 to September 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7% nor more than 8%, payable semiannually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1st, 1972.

Redemption table — $160,000 — 20 Years

Year	*Capital*
September 1, 1973	$ 3,000
September 1, 1974	3,000
September 1, 1975	4,500
September 1, 1976	5,500
September 1, 1977	5,500
September 1, 1978	6,000
September 1, 1979	6,000
September 1, 1980	7,000
September 1, 1981	7,500
September 1, 1982	7,500
September 1, 1983	8,500
September 1, 1984	8,500
September 1, 1985	9,000
September 1, 1986	9,000
September 1, 1987	10,000
September 1, 1988	10,000
September 1, 1989	11,500
September 1, 1990	11,500
September 1, 1991	13,000
September 1, 1992	13,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $13,500, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Marie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $13,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Sainte-Marie s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 343 — $50,000 — aqueduc et égouts; 345 — $110,000 — achat d'immeubles.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue lundi, le 7 août 1972, à 8 heures du soir, Centre Récréatif, 80, rue St-Antoine, Sainte-Marie, comté de Beauce, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Sainte-Marie (Comté de Beauce), ce 11 juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GÉRARD LABBÉ.

Centre Récréatif, 80, rue St-Antoine,
Sainte-Marie (Beauce), P.Q.
Téléphone: 387-2301, code 418. 46918-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par Ste. Marie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $13,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Ste. Marie agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 343 — $50,000 — aqueduct and sewers; 345 — $110,000 — purchase of property.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, August 7,1972, at 8:00 o'clock p.m., at the Recreational Centre, 80 St. Antoine Street, Ste. Marie, County of Beauce, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Marie (County of Beauce), July 11, 1972.

GÉRARD LABBÉ,
Secretary-Treasurer.

Recreational Centre, 80 St. Antoine Street,
Ste. Marie (Beauce), P.Q.
Telephone: 387-2301, code 418. 46918

Saint-Calixte
Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Julien Charette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Saint-Calixte, comté de Montcalm, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 9 août 1972, pour l'achat de $65,000 d'obligations de la municipalité de Saint-Calixte, comté de Montcalm, datées du 1er septembre 1972 et remboursables en série du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1972.

St. Calixte
County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Julien Charette, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, St. Calixte, County of Montcalm, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, August 9, 1972, for the purchase of a bond issue of $65,000 for the Municipality of St. Calixte, County of Montcalm, dated September 1st, 1972 and redeemable serially from September 1st, 1973 to September 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1st, 1972.

Tableau d'amortissement — $65,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1973	$2,500
1er septembre 1974	3,000
1er septembre 1975	3,500
1er septembre 1976	3,500
1er septembre 1977	4,000
1er septembre 1978	4,000
1er septembre 1979	4,500
1er septembre 1980	4,500
1er septembre 1981	5,500
1er septembre 1982	5,500
1er septembre 1983	1,500
1er septembre 1984	2,000
1er septembre 1985	2,000
1er septembre 1986	2,000
1er septembre 1987	2,500
1er septembre 1988	2,500
1er septembre 1989	2,500
1er septembre 1990	3,000
1er septembre 1991	3,000
1er septembre 1992	3,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $3,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans la présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Calixte.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $3,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Redemption table — $65,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1973	$2,500
September 1, 1974	3,000
September 1, 1975	3,500
September 1, 1976	3,500
September 1, 1977	4,000
September 1, 1978	4,000
September 1, 1979	4,500
September 1, 1980	4,500
September 1, 1981	5,500
September 1, 1982	5,500
September 1, 1983	1,500
September 1, 1984	2,000
September 1, 1985	2,000
September 1, 1986	2,000
September 1, 1987	2,500
September 1, 1988	2,500
September 1, 1989	2,500
September 1, 1990	3,000
September 1, 1991	3,000
September 1, 1992	3,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $3,500 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Calixte.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $3,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Saint-Calixte s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 232 — $35,000 — usine de filtration; 233 — $30,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 9 août 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Saint-Calixte, comté de Montcalm, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Calixte (Comté de Montcalm), ce 10 juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JULIEN CHARETTE.

Hôtel de Ville,
Saint-Calixte (Montcalm), P.Q.
Téléphone: 222-2782, code 514. 46920-o

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Coulombe, greffier, Hôtel de Ville, 1585, rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 7 août 1972, pour l'achat de $1,222,000 d'obligations de la ville de St-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, datées du 1er septembre 1972 et remboursables en série du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1972.

Tableau d'amortissement — $1,222,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1973	$ 11,000
1er septembre 1974	11,000
1er septembre 1975	12,000
1er septembre 1976	13,000
1er septembre 1977	14,000
1er septembre 1978	15,000
1er septembre 1979	18,000
1er septembre 1980	18,000
1er septembre 1981	20,000
1er septembre 1982	22,000
1er septembre 1983	23,000
1er septembre 1984	25,000
1er septembre 1985	27,000

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of St. Calixte agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 232 — $35,000 — filtration plant; 233 — $30,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, August 9, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, St. Calixte, County of Montcalm, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Calixte (County of Montcalm), July 10, 1972.

JULIEN CHARETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
St. Calixte, (Montcalm), P.Q.
Telephone: 222-2782, code 514. 46920

Town of St. Bruno-de-Montarville
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Coulombe, Town Clerk, in the Town Hall, 1585 Montarville Street, St. Bruno-de-Montarville, County of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, August 7, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,222,000 for the Town of St. Bruno-de-Montarville, County of Verchères, dated September 1st, 1972 and redeemable serially from September 1st 1973 to September 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1st, 1972.

Redemption table — $1,222,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1973	$ 11,000
September 1, 1974	11,000
September 1, 1975	12,000
September 1, 1976	13,000
September 1, 1977	14,000
September 1, 1978	15,000
September 1, 1979	18,000
September 1, 1980	18,000
September 1, 1981	20,000
September 1, 1982	22,000
September 1, 1983	23,000
September 1, 1984	25,000
September 1, 1985	27,000

1er septembre 1986	$ 29,000
1er septembre 1987	31,000
1er septembre 1988	34,000
1er septembre 1989	37,000
1er septembre 1990	40,000
1er septembre 1991	43,000
1er septembre 1992	779,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $101,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1992 au montant de $779,000 comprend un solde de $732,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1993	$ 50,000
1er septembre 1994	55,000
1er septembre 1995	59,000
1er septembre 1996	63,000
1er septembre 1997	68,000
1er septembre 1998	74,000
1er septembre 1999	80,000
1er septembre 2000	87,000
1er septembre 2001	95,000
1er septembre 2002	101,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Bruno.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $779,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le

September 1, 1986	$ 29,000
September 1, 1987	31,000
September 1, 1988	34,000
September 1, 1989	37,000
September 1, 1990	40,000
September 1, 1991	43,000
September 1, 1992	779,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $101,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1st, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of September 1st, 1992 in the amount of $779,000 includes a balance of $732,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1993	$ 50,000
September 1, 1994	55,000
September 1, 1995	59,000
September 1, 1996	63,000
September 1, 1997	68,000
September 1, 1998	74,000
September 1, 1999	80,000
September 1, 2000	87,000
September 1, 2001	95,000
September 1, 2002	101,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Bruno.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $779,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par,

1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de St-Bruno-de-Montarville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 733 — $216,000 — bibliothèque; 735 — $400,000 — aréna; 744 (tel que modifié) — $269,000 — aréna; 753 — $337,000 — aréna.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 7 août 1972, Hôtel de Ville, 1585, rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Bruno-de-Montarville (Comté de Verchères), ce 10 juillet 1972.

Le greffier,
M. ROLAND COULOMBE.

Hôtel de Ville, 1585, rue Montarville,
St-Bruno-de-Montarville, (Verchères), P.Q.
Téléphone: 653-2443, code 514. 46919-o

La Commission scolaire Très Saint-Sacrement
Comté de Jacques-Cartier
(Lachine)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Arthur Poirier, secrétaire-trésorier, Bureau administratif, 380, rue Provost, Lachine, comté de Jacques-Cartier, P.Q., jusqu'à 7 heures 30 du soir, mardi, le 8 août 1972, pour l'achat de $200,000 d'obligations de la commission scolaire Très Saint-Sacrement, datées du 1er août 1972 et remboursables en série du 1er août 1973 au 1er août 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er août 1972.

Tableau d'amortissement — $200,000 — 10 ans

Année	*Capital*
1er août 1973	$15,000
1er août 1974	16,000
1er août 1975	17,000
1er août 1976	18,000

on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of St. Bruno-de-Montarville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 733 — $216,000 — library; 735 — $400,000 — arena; 744 (as amended) — $269,000 — arena; 753 — $337,000 — arena.

Tenders will be opened and considered at a public meeting or the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Monday, August 7, 1972, in the Town Hall, 1585 Montarville, St. Bruno-de-Montarville, County of Verchères, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Bruno-de-Montarville (County of Verchères), July 10, 1972.

ROLAND COULOMBE,
Town Clerk.

Town Hall, 1585 Montarville Street,
St. Bruno-de-Montarville (Verchères), P.Q.
Telephone: 653-2443, code 514. 46919

The Très Saint-Sacrement School Board
County of Jacques-Cartier
(Lachine)

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Arthur Poirier, Secretary-Treasurer, in the Administration Office, 380 Provost Street, Lachine, County of Jacques-Cartier, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, August 8, 1972, for the purchase of a bond issue of $200,000 for the Très Saint-Sacrement School Board, dated August 1st, 1972 and redeemable serially from August 1st, 1973 to August 1st, 1982 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from August 1st, 1972.

Redemption table — $200,000 — 10 years

Year	*Capital*
August 1, 1973	$15,000
August 1, 1974	16,000
August 1, 1975	17,000
August 0, 1976	18,000

1er août 1977	$19,000
1er août 1978	21,000
1er août 1979	22,000
1er août 1980	23,000
1er août 1981	24,000
1er août 1982	25,000

La commission scolaire Très Saint-Sacrement, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64) demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire Très Saint-Sacrement s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er août 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 1 mai 1962 — $190,000 — renouvellement d'emprunt; 16 mai 1972 — $10,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mardi, le 8 août 1972, à 7 heures 30 du soir, Bureau administratif, 380, rue Provost, Lachine, comté de Jacques-Cartier, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachine (Comté de Jacques-Cartier), ce 13 juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR POIRIER.

Bureau administratif, 380, rue Provost,
Lachine (Jacques-Cartier), P.Q.
Téléphone: 637-1931, code 514. 46930-o

August 1, 1977	$19,000
August 0, 1978	21,000
August 1, 1979	22,000
August 1, 1980	23,000
August 1, 1981	24,000
August 1, 1982	25,000

The Très Saint-Sacrement School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds will not be considered. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price indicated in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Lachine.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Très Saint-Sacrement School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after August 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following resolutions: May 1st, 1962 — $190,000 — loan renewal; May 16, 1972 — $10,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, August 8, 1972, at 7:30 o'clock p.m., at the Administration Office, 380 Provost Street, Lachine, County of Jacques-Cartier, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lachine (County of Jacques-Cartier), July 13, 1972.

ARTHUR POIRIER,
Secretary-Treasurer.

Administration Office, 380 Provost Street,
Lachine (Jacques-Cartier), P.Q.
Telephone: 637-1931, code 514. 46930

Ville d'Orsainville
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligation » seront reçues par le soussigné Armand Létourneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 4215, Ave des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 9 août 1972, pour l'achat de $1,658,500 d'obligations de la ville d'Orsainville, comté de Chauveau, datées du 1er septembre 1972 et remboursables en série du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1972.

Tableau d'amortissement — $1,658,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1973	$ 11,500
1er septembre 1974	12,000
1er septembre 1975	12,000
1er septembre 1976	15,000
1er septembre 1977	15,000
1er septembre 1978	16,000
1er septembre 1979	17,000
1er septembre 1980	20,000
1er septembre 1981	20,000
1er septembre 1982	22,000
1er septembre 1983	24,000
1er septembre 1984	26,000
1er septembre 1985	27,000
1er septembre 1986	30,000
1er septembre 1987	31,000
1er septembre 1988	35,000
1er septembre 1989	37,000
1er septembre 1990	40,000
1er septembre 1991	41,000
1er septembre 1992	1,207,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans vec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $103,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Town of Orsainville
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Armand Létourneau, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, 4215 des Sauges Avenue, Orsainville, County of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, August 9, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,658,500 for the Town of Orsainville, County of Chauveau, dated September 1st, 1972 and redeemable serially from September 1st, 1973 to September 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7% nor more than 8%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1st, 1972.

Redemption table — $1,658,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1973	$ 11,500
September 1, 1974	12,000
September 1, 1975	12,000
September 1, 1976	15,000
September 1, 1977	15,000
September 1, 1978	16,000
September 1, 1979	17,000
September 1, 1980	20,000
September 1, 1981	20,000
September 1, 1982	22,000
September 1, 1983	24,000
September 1, 1984	26,000
September 1, 1985	27,000
September 1, 1986	30,000
September 1, 1987	31,000
September 1, 1988	35,000
September 1, 1989	27,000
September 1, 1990	40,000
September 1, 1991	41,000
September 1, 1992	1,207,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $103,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into

compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 2012 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1992 au montant de $1,207,000 comprend un solde de $1,166,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1993	$ 29,000
1er septembre 1994	31,000
1er septembre 1995	33,000
1er septembre 1996	36,000
1er septembre 1997	40,000
1er septembre 1998	42,000
1er septembre 1999	45,000
1er septembre 2000	49,000
1er septembre 2001	54,000
1er septembre 2002	55,000
1er septembre 2003	53,000
1er septembre 2004	56,000
1er septembre 2005	60,000
1er septembre 2006	66,000
1er septembre 2007	71,000
1er septembre 2008	75,000
1er septembre 2009	83,000
1er septembre 2010	89,000
1er septembre 2011	96,000
1er septembre 2012	103,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Orsainville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $1,207,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au par le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville d'Orsainville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 186 — $20,000 — renouvellement d'emprunt; 188 — $240 — renouvellement d'emprunt; 190

account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of September 1st, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of September 1st, 1992 in the amount of $1,207,000 includes a balance of $1,166,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1993	$ 29,000
September 1, 1994	31,000
September 1, 1995	33,000
September 1, 1996	36,000
September 1, 1997	40,000
September 1, 1998	42,000
September 1, 1999	45,000
September 1, 2000	49,000
September 1, 2001	54,000
September 1, 2002	55,000
September 1, 2003	53,000
September 1, 2004	56,000
September 1, 2005	60,000
September 1, 2006	66,000
September 1, 2007	71,000
September 1, 2008	75,000
September 1, 2009	83,000
September 1, 2010	89,000
September 1, 2011	96,000
September 1, 2012	103,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Orsainville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $1,207,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Orsainville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after September 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 186 — $20,000 — loan renewal; 188 — $240 — loan renewal; 190 — $57,000 — loan renewal;

— $57,000 — renouvellement d'emprunt; 204 — $10,500 — renouvellement d'emprunt; 411 — $100,000 — aménagement de terrain de jeux; 424 — $491,000 — égouts, voirie, etc.; 426 — $74,500 — aqueduc et égouts; 439 — $47,540 — aqueduc; 440 — $239,700 — garage municipal; 441 — $52,020 — aqueduc et égouts; 442 — $110,000 — voirie; 444 — $141,000 — aqueduc et égouts; 446 — $90,000 — garage municipal; 448 — $225,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mercredi, le 9 août 1972, Hôtel de Ville, 4215, Ave des Sauges, Orsainville, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Orsainville (Comté de Chauveau), ce 13 juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
ARMAND LÉTOURNEAU.

Hôtel de Ville, 4215, Ave des Sauges,
Orsainville (Chauveau), P.Q.
Téléphone: 623-5431, code 418. 46929-o

Ville de Saint-Raymond
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Plamondon, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 375, rue St-Joseph, Case postale 99, St-Raymond, comté de Portneuf, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 8 août 1972, pour l'achat de $132,500 d'obligations de la ville de St-Raymond, comté de Portneuf, datées du 1er septembre 1972 et remboursables en série du 1er septembre 1973 au 1er septembre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1972.

Tableau d'amortissement — $132,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1973	$ 2,500
1er septembre 1974	3,500
1er septembre 1975	3,500
1er Septembre 1976	3,500
1er septembre 1977	3,500
1er septembre 1978	4,500
1er septembre 1979	4,500
1er septembre 1980	5,000
1er septembre 1981	5,000
1er septembre 1982	6,000
1er septembre 1983	6,000

204 — $10,500 — loan renewal; 411 — $100,000 — organization of a playground; 424 — $491,000 — sewers, roads, etc.; 426 — $74,500 — aqueduct and sewers; 439 — $47,540 — aqueduct; 440 — $239,700 — municipal garage; 441 — $52,020 — aqueduct and sewers; 442 — $110,000 — roads; 444 — $141,000 — aqueduct and sewers; 446 — $90,000 — municipal garage; 448 — $225,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Wednesday, August 9, 1972, in the Town Hall, 4215 des Sauges Avenue, Orsainville, County of Chauveau, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Orsainville (County of Chauveau), July 13, 1972.

ARMAND LÉTOURNEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 4215 des Sauges Ave.,
Orsainville (Chauveau), P.Q.
Telephone: 623-5431, code 418. 46929

Town of St. Raymond
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Laurent Plamondon, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, 375 St. Joseph Street, Post Office Box 99, St. Raymond, County of Portneuf, P.Q., until 8 o'clock p.m., on Tuesday, August 8, 1972, for the purchase of a bond issue of $132,500 for the Town of St. Raymond, County of Portneuf, dated September 1st, 1972 and redeemable serially from September 1st, 1973 to September 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from September 1st, 1972.

Redemption table — $132,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1973	2,500
September 1, 1974	3,500
September 1, 1975	3,500
September 1, 1976	3,500
September 1, 1977	3,500
September 1, 1978	4,500
September 1, 1979	4,500
September 1, 1980	5,000
September 1, 1981	5,000
September 1, 1982	6,000
September 1, 1983	6,000

1er septembre 1984	$7,000
1er septembre 1985	7,000
1er septembre 1986	7,500
1er septembre 1987	8,500
1er septembre 1988	9,500
1er septembre 1989	10,000
1er septembre 1990	11,000
1er septembre 1991	12,000
1er septembre 1992	12,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $12,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er septembre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Raymond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $12,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de St-Raymond s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er septembre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 175-71 — $77,500 — aqueduc, égouts, etc.; 179-72 (tel que modifié) — $55,000 — achat d'une pompe de surpression.

September 1, 1984	$7,000
September 1, 1985	7,000
September 1, 1986	7,500
September 1, 1987	8,500
September 1, 1988	9,500
September 1, 1989	10,000
September 1, 1990	11,000
September 1, 1991	12,000
September 1, 1992	12,500

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $12,500, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of September 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Raymond.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $12,500, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of St. Raymond agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within sixty days upon, from and after September 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 175-71 — $77,500 — aqueduct, sewers, etc.; 179-72 (as amended) — $55,000 — purchase of a high-pressure pump.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 8 août 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 375, rue St-Joseph, Case postale 99, St-Raymond, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Raymond (Comté de Portneuf), ce 10 juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
LAURENT PLAMONDON.

Hôtel de Ville, 375, rue St-Joseph, Case postale 99,
St-Raymond, (Portneuf), P.Q.
Téléphone: 337-2422, code 418. 46922-o

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, August 8, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 375 St. Joseph Street, Post Office Box 99, St. Raymond, County of Portneuf, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Raymond (County of Portneuf), July 10, 1972.

LAURENT PLAMONDON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 375 St. Joseph Street, Post Office Box 99,
St. Raymond (Portneuf), P.Q.
Telephone: 337-2422, code 418. 46922

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BONAVENTURE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Bonaventure

No 8422. { BANQUE NOUVELLE-ÉCOSSE, corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires à New-Richmond, comté et district de Bonaventure, demanderesse, *vs* JULES BOUDREAU, résidant à B.P. 3, Carleton, comté et district de Bonaventure, défendeur.

Description

« Un certain terrain ou emplacement situé à Carleton, comté de Bonaventure, dans le premier rang du canton Carleton, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois du lot originaire numéro cinquante et un-A (51-A-3) du cadastre officiel revisé pour le canton Carleton, deuxième division d'enregistrement de Bonaventure, mesurant soixante-trois pieds de largeur par cent pieds de profondeur (63 x 100′) et étant borné comme suit:

Au nord par le lot 51-B-1; au sud par le lot 51-A-4; à l'est par le lot 51-A-4; à l'ouest par le lot 51-A-2, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, y compris les droits de passage existant en faveur dudit terrain. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement, division 2 de Bonaventure, à Carleton, comté et district de Bonaventure, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CAMILIEN BISSON.

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, Qué., 12 juillet 1972. 46956-o

Sheriff's Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BONAVENTURE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Bonaventure

No. 8422. { BANK OF NOVA SCOTIA a lawful corporating having a business place in New Richmond, county and district of Bonaventure, plaintiff, *vs* JULES BOUDREAU residing at P.O. Box 3, Carleton, county and district of Bonaventure, defendant.

Description

"A certain land or emplacement lying situate in Carleton, County of Bonaventure, in the first range of the Township of Carleton, known and designated as being the subdivision number three of the original lot number fifty-one-A (51-A-3) of the official cadastre revised for the Township of Carleton, second registration division of Bonaventure, measuring sixty-three feet in width by one hundred feet in depth (63 x 100′) and is bounded as follows:

On the north by lot 51-B-1; on the south by lot 51-A-4; on the east by lot 51-A-4; on the west by lot 51-A-2, with house thereon erected circumstances and dependencies, including right of way being in favor of the said land".

To be sold "en bloc" at the Registry Office, Division 2 of Bonaventure, at Carleton, County and District of Bonaventure, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST 1972 at TEN o'clock in the forenoon.

CAMILIEN BISSON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
New Carlisle, Qué., July 12, 1972. 46956-o

Canada — Province de Québec
District de Bonaventure

Cour Provinciale, No 3617. { VULCANISATION ST-PASCAL INC., corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires à St-Pascal, district de Kamouraska, demanderesse, *vs* MARIUS LÉVESQUE, domicilié et résidant à NEW-Richmond, district de Bonaventure, défendeur.

1° « Un certain terrain ou emplacement situé à New-Richmond dans le comté de Bonaventure, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cent cinquante-trois (Ptie 153) du premier rang du canton New-Richmond, mesurant vingt pieds (20′) de front ou de largeur sur la rue des Peupliers, par une profondeur de deux cent quinze pieds (215′) mesure anglaise, borné à l'est par le vendeur, à l'ouest par l'acquéreur, au nord par le vendeur, au sud par la rue des Peupliers, tel que ledit terrain se trouve présentement, que l'acquéreur déclare connaître et être satisfait.

2° « Un morceau de terrain situé dans le premier rang du Canton de New-Richmond, étant partie du lot numéro cent cinquante-trois (153 ptie) du cadastre officiel pour le canton susdit, mesurant cent quatre-vingt-dix-neuf (199′) pieds de profondeur sur une largeur de quatre-vingts pieds (80′) borné au nord et à l'est par le restant du même lot appartenant à Raoul Guité, au sud par la route nationale et à l'ouest par une autre partie du même lot appartenant à Eddie Leblanc; avec une maison dessus construite et ses dépendances; sans aucune exception ni réserve; ainsi que tous les meubles meublants et effets mobiliers se trouvant sur les lieux. »

Pour être vendu « séparément », c'est-à-dire les effets immeubles au bureau d'enregistrement, division 1 de Bonaventure, au Palais de justice de New-Carlisle, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT, 1972, à DIX heures de l'avant-midi; les effets meubles seront vendus à la résidence du défendeur Marius Lévesque à New-Richmond, le VINGT et UNIÈME jour d'AOÛT, 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
CAMILIEN BISSON.

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, P.Q., le 13 juillet 1972. 46963-o

Canada — Province of Québec
District of Bonaventure

Provincial Court, No. 3617. { VULCANISATION ST. PASCAL INC., a body politic and corporate, having its place of business in St. Pascal, district of Kamouraska, plaintiff, *vs* MARIUS LÉVESQUE, domiciled and residing in New Richmond, district of Bonaventure, defendant.

1. "A certain land or emplacement situated in New Richmond, county Bonaventure, known and designated as being part of lot number one hundred and fifty-three (Pt. 153) of the first range of New Richmond township, measuring twenty feet (20′) in front or in width on "Des Peupliers" streeet, be a depth of two hundred and fifteen feet (215′), english measure, bounded on the east by the vendor, on the west by the acquirer, on the north by the vendor, on the south by "Des Peupliers" street, as the said land now exists which the purchaser declared to know and be satisfied with.

2. "A piece of land situated in the first range of New Richmond township, being part of lot number one hundred and fifty-three (Pt. 153) of the official cadastre for the said township, measuring one hundred and ninety-nine (199′) feet in depth by a width of eighty feet (80′) bounded on the north and on the east by the residue of the same lot belonging to Raoul Guité, on the south by the main road and on the west by another part of the same lot belonging to Eddie Leblanc; with a house thereon erected and its dependencies; without any exception or reserve; as also all the furnishings and moveable effects which are on the property."

To be sold "separately" that is to say that the immoveable effects will be sold at the Registry Office, 1st Division of Bonaventure at New Carlisle Court House, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST 1972 at TEN o'clock in the forenoon; the moveable effects will be sold at the defendant's residence (Marius Lévesque), New Richmond, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST 1972 at TEN o'clock in the forenoon.

CAMILIEN BISSON,
Sheriff.

Sheriff's Office,
New Carlisle, P.Q., July 13, 1972. 46963

MÉGANTIC

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Mégantic

No 6140. { HENRI BERGERON, entrepreneur, de Plessisville, demandeur *vs* HÔTEL MANOIR DU LAC WILLIAMS INC., compagnie à fonds social, constituée en corporation ayant son siège social à St-Ferdinand, comté de Mégantic, défenderesse.

Une propriété située en la municipalité d'Halifax-Sud, paroisse de St-Ferdinand, comté de Mégantic, du côté nord-est de la route 49 et sur la berge sud-ouest du Lac William, comprenant un terrain connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, comme étant la partie sud-est du lot numéro

MÉGANTIC

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Mégantic

No. 6140. { HENRI BERGERON, contractor, of Plessisville, plaintiff, *vs* HÔTEL MANOIR DU LAC WILLIAMS INC., an incorporated partnership having its head office in St. Ferdinand, County of Mégantic.

A property located in the Municipality of Halifax South, Parish of St. Ferdinand, County of Mégantic, on the northeast side of Highway 49 and on the southwest shore of Lake William, comprising a piece of land known and described on the official cadastre for the Parish of St. Ferdinand, Township of Halifax, as being

six cent dix-huit (P. S.E. No 618), mesurant cent quatre-vingt-trois pieds (183′) de largeur en front sur le chemin Gosford et deux cent cinquante-trois pieds (253′) de largeur en arrière sur le Lac William, par la profondeur qu'il y a du chemin Gosford au Lac William, bornée en front, au sud-cuest, au chemin Gosford, en arrière, au nord-est, au Lac William, d'un côté, au sud-est à une partie du lot numéro six cent dix-neuf appartenant à Georges Baril, et de l'autre côté, au nord-ouest, au résidu dudit lot numéro six cent dix-huit appartenant à T. Antonio Fournier, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, le tout connu sous le nom de « Manoir du Lac », hôtel et motel, avec et y compris le droit de prendre de l'eau dans deux sources situées sur le lot numéro six cent dix-neuf (No 619) du cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax, selon contrat de vente consenti par Napoléon Ruel en faveur de A.H. Visser, devant Me L.A. Paradis, notaire, le 2 juin, 1927, et enregistré au bureau de la division de Mégantic, à Inverness le 23 juillet 1928, sous le No 71976. Ce droit d'eau ayant été constitué à titre de servitude réelle et perpétuelle en faveur de la propriété vendue, y compris l'ameublement, l'équipement, la lingerie, la literie, les fixtures, les appareils et accessoires électriques qui ont été déclarés être incorporés à l'immeuble.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement d'Inverness, comté de Mégantic, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shériff,
Shérif du district, J. L. LALLIER.
Le 12 juillet 1972. 46946-o

the southeast part of lot number six hundred and eighteen (S.E. P. No. 618), measuring one hundred and eighty-three feet (183′) in width in front on Gosford Road and two hundred and fifty-three feet (253′) in width in the rear on Lake William, by the depth that there is from Gosford Road to Lake William, bounded in front, on the southwest, by Gosford Road, in the rear, on the northeast, by Lake William, on one side, on the southeast by part of lot number six hundred and nineteen belonging to Georges Baril, and on the other side, on the northwest, by the remainder of said lot number six hundred and eighteen belonging to T. Antonio Fournier, with the buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies, the whole known by the name of "Manoir du Lac", hotel and motel, with and including the right to take water from the two springs located on lot number six hundred and nineteen (No. 619) on the official cadastre for the Parish of St. Ferdinand, Township of Halifax, according to deed of sale authorized by Napoléon Ruel, in favor of A.H. Visser, before Me L.A. Paradis, notary, on the second of June, nineteen hundred and twenty-seven, and registered in the Division of Mégantic Office, in Inverness, on July 23, 1928, under No. 71976. This right to take water having been established as a real and perpetual servitude in favor of the property sold, including the furniture, equipment, linen and bedding, fixtures, electrical appliances and accessories which have been declared attached to the immovable.

To be sold at the Registry Office of Inverness, County of Mégantic, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

J. L. LALLIER,
District of Mégantic, *Sheriff*.
July 12, 1972. 46946

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour municipale — District de Montréal

No 10201, *Ex-Parte:* 021140. LA CORPORATION DE VILLE MONT-ROYAL, demanderesse, *vs* WENTWORTH DEVELOPMENT, défenderesse.

Un emplacement composé des lots vacants suivants:

Les lots numéros un, deux, trois et quatre du lot originaire numéro six cent quatorze (614-1, 2, 3 et 4). Ce lot a une façade et une ligne arrière de 162.3 pieds. Et la profondeur est de 136 pieds pour le lot numéro 1 et atteint 142 pieds pour le lot numéro 4. La superficie totale est de 22,482 pieds carrés.

Pour être vendu au bureau du shérif, Cour Supérieure, 10 est rue Craig, 4e étage, Chambre 195, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 6 juillet 1972. 46937-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Municipal Court — District of Montreal

No. 10201, *Ex-Parte:* 021140. THE CORPORATION OF TOWN OF MOUNT-ROYAL, plaintiff, *vs* WENTWORTH DEVELOPMENT, defendant.

An emplacement composed of the vacant lots as follow:

The lots numbers one, two, three and four of the original lot number six hundred and fourteenth (614-1, 2, 3 and 4). This lot has a frontage and rear line of 162.3 feet. The depth ranges from 136 feet for lot No. 1 to 142 feet for lot No. 4. Total area is 22,482 sq. ft.

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, the TWENTY-THIRD day of AUGUST 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, July 6, 1972. 46937-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

C.S.M. No 05-000201-72. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son principal établissement au 266 ouest rue St-Jacques, dans la ville et le district de Montréal, demanderesse, *vs* GASTON LAROSE, résidant et domicilié au 8526 Place Verdelle, Ville d'Anjou, dans le district de Montréal, défendeur.

Désignation

« Un emplacement ayant front sur la Place Verdelle, à Ville d'Anjou, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent vingt-quatre (No 424-615) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe, mesurant quarante pieds (40′) de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′), mesure anglaise, et plus ou moins.

Avec maison dessus érigée, portant les numéros civiques 8526 et 8528 de ladite Place Verdelle, et avec les dépendances, droits et accessoires y relatifs.

Tel que le tout se trouve présentement, avec servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement, notamment celles enregistrées à Montréal, sous les Nos 1446276 et 1864093. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre 195, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1972, à DEUX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 6 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46935-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

S.C.M. No. 05-000201-72. { THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally constituted, having its principal place of business at 266 St. James Street West, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* GASTON LAROSE, residing and domiciled at 8526 Place Verdelle, Town of Anjou, in the District of Montreal, defendant.

Designation

"An emplacement fronting on Place Verdelle, in the Town of Anjou, known and described as being lot number six hundred and fifteen of the official subdivision of original lot number four hundred and twenty-four (No. 424-615) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Longue-Pointe, measuring forty feet (40′) in width by ninety feet (90′) in depth, English measure, and more or less.

With a house erected thereon, bearing civic numbers 8526 and 8528 on the said Place Verdelle, and with dependencies, rights and accessories inherent thereto.

As the whole now subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said emplacement, and particularly the ones registered in Montreal, under numbers 1446276 and 1864093."

To be sold at the Sheriff's Office, in the Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, Room 195, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1972, at TWO-THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 6, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46935

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montréal

No 314 709, *Ex-parte:* 18-000496-72. { BANQUE CANADIENNE NATIONALE, demanderesse, *vs* MARCEL LAROCHELLE & AL, défendeurs.

Description

Notamment les droits indivis du défendeur Marcel Larochelle dans l'immeuble ci-après décrit:

« Les droits indivis de Marcel Larochelle dans un emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue Maisonneuve, faisant partie du lopin de terre numéro originaire trois cent quatre-vingt-un (P. No 381) sur le plan et livre de renvoi officiels du Quartier Ste-Marie, mesurant en largeur quarante-sept pieds et neuf pouces en avant sur la rue Maisonneuve et quarante-huit pieds et quatre pouces en arrière, sur la rue Dalcourt, par toute la profondeur dudit emplacement et borné comme suit: devant par la rue Maisonneuve; derrière par la rue Dalcourt (autrefois rue St-Alphonse); d'un

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 314 709, *Ex-parte:* 18-000496-72. { BANK CANADIAN NATIONAL, plaintiff, *vs* MARCEL LAROCHELLE & AL, defendants.

Description

In particular, the undivided rights of the defendant, Marcel Larochelle, in the immoveable hereunder described:

"The undivided rights of Marcel Larochelle on an emplacement located in Montreal, fronting on Maisonneuve Street, part of original tract of land number three hundred and eighty-one (P. No. 381) in the official plan and book of reference for the Ste. Marie Ward, measuring forty-seven feet in width and nine inches in front on Maisonneuve Street and forty-eight feet and four inches in the back, on Dalcourt Street, by the whole depth of said emplacement and bounded as follows: in front by Maisonneuve Street; in the back by Dalcourt Street (formerly St. Alphonse Street); on one side on the

côté au sud-est, par le résidu dudit No 381, appartenant à Wilfrid Giroux ou représentants; et de l'autre côté, au nord-ouest par l'emplacement numéro trois cent quatre-vingt des susdits plan et livre de renvoi officiels; avec tous droits y inhérents et avec tous bâtiments dessus érigés, comprenant deux maisons, l'une de trois étages contenant six logements portant les numéros civiques 1204 à 1210 de la rue Maisonneuve et l'autre de deux étages contenant cinq logements portant les numéros civiques 1199 à 1207 de la rue Dalcourt, à Montréal. Tel que le tout se trouve présentement. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice, 10 est rue Craig, 4e étage, Chambre 195, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 15 juin 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46934-o

southeast, by the remainder of said No. 381, belonging to Wilfrid Giroux or representatives; and on the other side, on the northwest, by emplacement number three hundred and eighty in the hereinabove official plan and book of reference; with all rights attaching thereto and all buildings erected thereon, including two houses, one three-story high containing six apartments bearing civic numbers 1204 to 1210 Maisonneuve Street and the other two stories containing five apartments bearing civic numbers 1199 to 1207 Dalcourt Street, in Montreal. As the whole presently subsists."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court, at the Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1972, at ELEVEN-THIRTY in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 15, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant sheriff.
46934

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montréal

No 380-494. { SUNNYDALE INVESTMENTS INC., demandeur, *vs* MYRA ROSE HICKEY CHADWICK et ROLAND MARSOLAIS, défendeurs.

« *a*) Partie de la subdivision trois du lot original cent quatorze (114 pte 3) des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Pointe aux Trembles mesurant cinq pieds (5′) de largeur par quatre-vingt-quatre pieds (84′) de profondeur, borné en avant, au nord-est, par une partie dudit lot vendu à la cité de Pointe aux Trembles pour l'élargissement de la 8e Avenue, sur un côté au sud-est par une partie du lot 114-4 ci-après décrit, en arrière au sud-est par une partie du lot 113 et de l'autre côté, au nord-est par une autre partie du lot 114-3.

b) Partie de la subdivision quatre du lot original cent quatorze (114-4) des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Pointe aux Trembles, mesurant vingt-huit pieds (28′) en largeur par quatre-vingt-quatre pieds (84′) de profondeur, borné en avant par la 8e Avenue, en arrière au sud-ouest par une partie du lot 113, desdits plans au nord-ouest par une partie du lot 114-3, et au sud-ouest par le lot 114-5 ci-après décrit.

c) Par une bande de terrain faisant partie de la subdivision cinq du lot original cent quatorze (114-5) des plans et livres de référence mesurant deux pieds (2′) en largeur par quatre-vingt-quatre pieds (84′) de profondeur, borné en avant par ladite 8e Avenue, en arrière au sud-ouest par une partie dudit lot 114-4 et au sud-est par une autre partie du lot 114-5.

Avec bâtisses ci-dessus érigées portant le numéro civique 62 de la 8e Avenue. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Cour Supérieure, Palais de Justice, 10 est rue Craig, 4e étage, chambre 195, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 6 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46942-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 380-494. { SUNNYDALE INVESTMENTS INC., plaintiff, *vs* MYRA ROSE HICKEY CHADWICK, and ROLAND MARSOLAIS, defendants.

"(*a*) Part of subdivision three of original lot one hundred and fourteen (114 Pt. 3) in the official plan and book of reference of the Parish of Pointe aux Trembles measuring five feet (5′) in width by eighty-four feet (84′) in depth, bounded in front, on the northeast, by part of said lot sold to the City of Pointe-aux-Trembles for the enlargement of 8th Avenue, on one side on the southeast by part of lot 144-4 hereunder described, in the back on the southeast, by part of lot 113 and on the other side, on the northeast by another part of lot 114-3.

(*b*) Part of subdivision four of original lot one hundred and fourteen (114-4) in the official plan and book of reference of the Parish of Pointe aux Trembles, measuring twenty-eight feet (28′) in width by eighty-four feet (84′) in depth, bounded in front by 8th Avenue, in the rear on the southwest by part of lot 113 of the said plans, on the northwest by part of lot 114-3, and on the southwest by lot 114-5 hereinafter described.

(*c*) By a stretch of land part of subdivision five of original lot one hundred and fourteen (114-5) in the official plans and books of reference, measuring two feet (2′) in width by eighty-four feet (84′) in depth, bounded in front by said 8th Avenue, in the rear on the southwest by part of said lot 114-4 and on the southeast by another part of lot 114-5.

With buildings erected thereon numbered 62 – 8th Avenue."

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, on the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 6, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46942

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-000023-72. { MÉLINE PATENAUDE, demanderesse, *vs* LES HÉRITIERS de Gontran Brassard, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Victoria, en la cité de Jacques Cartier, composé du lot numéro un de la subdivision du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle du lot numéro originaire cent trente-huit (138-298-1) et du lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro originaire cent trente-huit (138-299) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil;

Mesurant trente sept pieds et cinq dixièmes de pied (37.5) de largeur par quatre-vingts pieds (80′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec une maison en bois lambrissée de briques, à deux étages et un sous-sol, et deux logements, portant le numéro 1209 Avenue Victoria, et autres constructions y érigées et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle en arrière dudit emplacement. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 15 juin 1972. 46941-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-000023-72. { MÉLINE PATENAUDE, plaintiff, *vs* THE HEIRS of Gontran Brassard, defendants.

"An emplacement fronting on Victoria Street, in the City of Jacques-Cartier, composed of lot number one of the subdivision of lot number two hundred and ninety-eight of the official subdivision of original lot number one hundred and thirty-eight (138-298-1) and lot number two hundred and ninety-nine of the official subdivision of original lot number one hundred and thirty-eight (138-299) in the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine-de-Longueuil;

Measuring thirty-seven and five-tenths feet (37.5) in width by eighty feet (80′) in depth, English measure and more or less; with a wooden house panelled in brick, with two stories and a basement, and two apartments, numbered 1209 Victoria Avenue, and other constructions erected thereon with a right of way common with all others having a right thereto in the lane at the rear of said emplacement."

To be sold at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, June 15, 1972. 46941

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-813-070-71. { LA LAURENTIENNE, COMPAGNIE MUTUELLE D'ASSURANCE, demanderesse, *vs* ARMAND SAVARD, défendeur, et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Fréchette, en la ville de Longueuil, division d'enregistrement de Chambly, connu et désigné comme étant composé:

a) Du lot numéro sept de la subdivision du lot originaire numéro soixante-trois (63-7), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, ayant une superficie de cinq mille deux cent quatre-vingt-trois pieds carrés et un dixième de pied carré (5,283.1 pi. car.), mesures anglaises.

b) Du lot numéro huit de la subdivision du lot originaire numéro soixante-trois (63-8), auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Antoine de Longueuil, ayant une superficie de cinq mille deux cent quatre-vingt-onze pieds carrés et sept dixièmes de pied carré (5,291.7 pi. car.), mesures anglaises.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment la maison portant le numéro civique 805 de ladite rue Fréchette.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-813-070-71. { THE LAURENTIAN MUTUAL ASSURANCE COMPANY, plaintiff, *vs* ARMAND SAVARD, defendant, and THE REGISTRAR for the Chambly Registration Division, mis en cause.

"An emplacement fronting on Fréchette Street, in the City of Longueuil, Chambly Registration Division, known and described as being composed of:

(*a*) Lot number seven of the subdivision of original lot number sixty-three (63-7), in the official plan and book of reference for the Parish of St. Antoine-de-Longueuil, having a surface area of five thousand two hundred and eighty-three and one-tenth square feet (5,283.1 sq. ft.), English measure.

(*b*) Lot number eight of the subdivision of original lot number sixty-three (63-8), in said official plan and book of reference for the Parish of St. Antoine-de-Longueuil, having a surface area of five thousand feet hundred and ninety-one and seven-tenth square two (5,291.7 sq. ft.), English measure.

With all the buildings erected thereon, particularly the house bearing civic number 805 of said Fréchette Street.

As the whole now subsists with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attaching to said

attachées audit immeuble, sans aucune exception ni réserve de la part de l'emprunteur, et notamment sujet à une servitude de passage en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec et de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, établie aux termes de l'acte enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 286815, en ce qui concerne les lots numéros 63-7 et 8, et une servitude de passage en faveur de la Commission Hydroélectrique de Québec et de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, établie aux termes de l'acte enregistré audit bureau d'enregistrement sous le numéro 301329 en ce qui concerne le lot numéro 63-8. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles-Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 15 juin 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46939-o

immovable, without any exception nor reservation on the part of the borrower, and in particular subject to a servitude of right of way in favour of the Québec Hydro-Electric Commission and of the Bell Telephone Company of Canada, established pursuant to the terms of the deed registered at said Registry Office under number 286815, concerning lots numbers 63-7 and 8, and a servitude of right of way in favour of the Québec Hydro-Electric Commission and of the Bell Telephone Company of Canada, established pursuant to the deed registered at said Registry Office under number 301329 concerning lot number 63-8."

To be sold at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles-Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, June 15, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46939

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 806 927. LA BANQUE ROYALE DU CANADA, demanderesse, *vs* GEORGE SHEINER, défendeur.

Désignation

Un emplacement ayant front sur l'avanue Kenaston, dans la ville de Mont-Royal, mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur sur une profondeur de cent vingt-sept pieds et deux dixièmes (127.2′), mesure anglaise, plus ou moins, comprenant:

a) La partie nord-est de la subdivision numéro cent quatre-vingt quatorze du lot originaire numéro six cent quinze (615, ptie N.E. 194) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant cinq pieds (5′) de largeur sur la profondeur du lot, soit cent vingt-sept pieds et deux dixièmes (127.2′), mesure anglaise, borné en front à l'avenue Kenaston, en arrière à une ruelle (615-192), d'un côté au lot 615-195 et de l'autre côté au résidu du lot 615-194, le tout dans la paroisse de Saint-Laurent.

b) Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent quatre-vingt-quinze du lot originaire numéro six cent quinze (615-195) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Tel que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et circonstances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu au bureau du shérif, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, pièce 195, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 10 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46957

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 806 927. THE ROYAL BANK OF CANADA, plaintiff, *vs* GEORGE SHEINER, defendant.

Description

An emplacement fronting on Kenaston Avenue, in the Town of Mount Royal, measuring a width of seventy-five feet (75′) by a depth of one hundred and twenty-seven feet and two tenths of a foot (127.2′), English measure, more of less, composed of:

(*a*) The north-east part of subdivision number one hundred and ninety-four of original lot number six hundred and fifteen (615 N.E. Pt. 194) on the official blan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring a width of five feet (5′) by the depth of the lot, namely one hundred and twenty-seven feet and two tenths of a foot (127.2′), English measure, bounded in front by Kenaston Avenue, in near by a lane (615-192), on one side by the lot 615-195 and on the other side by the remaining part of the lot 615-194, all of the Parish of Saint-Laurent.

(*b*) An emplacement known and designated as subdivision number one hundred and ninety-five of original lot number six hundred and fifteen (615-195) on the official plan and Book of reference of the Parish of Saint-Laurent.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th floor, Room 195, the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 10, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46957-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 810 323. { LA BANQUE ROYALE DU CANADA, demanderesse, *vs* GEORGE SHEINER, défenderesse.

Désignation

Un emplacement ayant front sur l'avenue Kenaston, dans la ville de Mont-Royal, mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur sur une profondeur de vingt-sept pieds et deux dixièmes (127.2′), mesure anglaise, plus ou moins, comprenant:

a) La partie nord-est de la subdivision numéro cent quatre-vingt-quatorze du lot originaire numéro six cent quinze (615 – ptie N.E. 194) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant cinq pieds (5′) sur la profondeur du lot, soit cent vingt-sept pieds et deux dixièmes (127.2′), mesure anglaise, borné en front à l'avenue Kenaston, en arrière à une ruelle (615-192), d'un côté au lot 615-195 et de l'autre côté au reste du lot 615-194, le tout dans la paroisse de Saint-Laurent.

b) Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision numéro cent quatre-vingt-quinze (615-195) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Tel que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et circonstances, sans exception ni réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu au bureau du shérif, Cour supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est, rue Craig, 4e étage, pièce 195, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 10 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46958

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Québec

No 54-071, *Ex-parte:* 18-000608-72, C.S.M. { TEXACO CANADA LTD., demanderesse, *vs* GILLES CADIEUX, défendeur.

Description

« Le lot 449 subdivision 4, de la paroisse de St-Bruno, district de Montréal; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, Longueuil, P.Q., le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 6 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46940-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 810 323. { ROYAL BANK OF CANADA, plaintiff, *vs* GEORGE SHEINER, defendant.

Description

An emplacement fronting on Kenaston Avenue, in the Town of Mount Royal, measuring a width of seventy-five feet (75′) by a depth of one hundred and twenty-seven feet and two tenths of a foot (127.2′), English measure, more or less, composed of:

(*a*) The northeast part of subdivision number one hundred and ninety-four of original lot number six hundred and fifteen (615 – N.E. pt. 194) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, measuring a width of five feet (5′) by the depth of the lot, namely one hundred and twenty-seven feet and two tenths of a foot (127.2′), English measure, bounded in front by Kenaston Avenue, in rear by a lane (615-192), on one side by the lot 615-195 and on the other side by the remaining part of the lot 615-194, all of the Parish of Saint-Laurent.

(*b*) An emplacement known and designated as subdivision number one hundred and ninety-five of original lot number six hundred and fifteen (615-195) on the official plan and book of reference of the Parish of Saint-Laurent.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve if any kind.

To be sold at the Sheriff's Office, Superior Court, Court House of Montreal, 10 Craig Street East, 4th floor, Room 195, the TWENTY-SECOND day of AUGUST 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 10, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46958-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Québec

No. 54-071, *Ex-parte:* 18-000608-72, S.C.M. { TEXACO CANADA LTD., plaintiff, *vs* GILLES CADIEUX, defendant.

Description

"Lot 449 of subdivision 4, of the Parish of St. Bruno, District of Montreal; with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies."

To be sold at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 6, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46940

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 814,189. { LES ARTISANS, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'ASSURANCE-VIE (autrefois La Société des Artisans), demanderesse, *vs* RENÉ SAVARD, défendeur.

« Un emplacement situé en la Ville de Laval (Ste-Rose), connu et désigné comme étant composé des lots sept et huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quinze (115-7, 8) au cadastre du village incorporé de Ste-Rose;

Contenant chacun desdits lots, cinquante pieds (50′) de largeur, par deux cent quarante-deux pieds (242′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

Avec bâtisses en brique servant de buanderie et autres bâtisses y érigées, ainsi que les machineries et outillages qui y sont installés et immobilisés par destination sur ledit immeuble, et qui y sont attachés à perpétuelle demeure;

Sauf et à distraire la partie des lots 115-7 et 8 cédées à « La Corporation Municipale de la Ville de Ste-Rose », suivant acte devant Me J. A. Auclair, notaire, le 20 janvier, 1961 enregistré à Laval, sous No 154303, telle partie étant de cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cinquante pieds. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 Boul. Je Me Souviens, Laval, P.Q. le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 6 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46933-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-2908-72. { TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au numéro 909 ouest Boulevard Dorchester, en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* MAURICE ROY, résidant et domicilié au numéro 2005 de la rue Tessier en la ville de Laval, (quartier Chomedey) district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame Est, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent soixante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-quatorze (394-663) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, Avec tous les immeubles y érigés et notamment celui portant le numéro 8005 est, rue Notre-Dame, Montréal. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4e étage, Chambre 195, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 10 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46961-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 814,189. { LES ARTISANS, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'ASSURANCE-VIE, (formerly La Société des Artisans), plaintiff, *vs* RENÉ SAVARD, defendant.

"An emplacement located in the City of Laval (Ste. Rose), known and described as composed of lots seven and eight of the official subdivision of original lot number one hundred and fifteen (115-7, 8) of the cadastre of the Incorporated Village of Ste. Rose;

Each of the said lots contains fifty feet (50′) in width by two hundred and forty-two feet (242′) in depth, English measure and more or less;

With brick buildings used as a laundry, and other buildings erected thereon and the machinery and equipment installed thereon and bound by destination to the said immoveable, and which are attached thereto perpetually;

Less and to withdraw the part of lots 115-7 and 8 granted to "The Municipal Corporation of the Town of Ste. Rose", according to a deed executed before Me J. A. Auclair, notary, on January 20, 1961, registered at Laval, under No. 154303, the said part measuring fifty feet in width by a depth of fifty feet."

To be sold in the County of Laval Registry Office, at 155 Je Me Souviens Boulevard, Laval, P.Q., on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1972, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 6, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46933

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 05-2908-72. { GENERAL TRUST OF CANADA, a corporation legally incorporated, having its head office at number 909 Dorchester Boulevard West, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* MAURICE ROY, residing and domiciled at number 2005 of Tessier Street in the City of Laval, (Chomedey Ward), District of Montreal, defendant.

"An emplacement fronting on Notre-Dame Street East, in the City of Montreal, known and described as being lot number six hundred and sixty-three of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety-four (394-663) on the official plan and book of reference for the parish of Longue-Pointe. With all the buildings erected thereon and particularly that bearing number 8005 Notre-Dame Street East, Montreal."

To be sold at the Sheriff's Office, Superior, Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, Room 195, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 10, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46961

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 811-087. { DAME CÉCILE LÉVEILLÉE HOGUE, demanderesse, *vs* MARIE LOUISE HOGUE BÉLAIR & OVILA HOGUE, défendeurs.

« Une terre de culture située dans le Quartier St-François, Ville de Laval, mesurant trois (3) arpents de largeur sur quarante (40) arpents de profondeur, connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-sept (187) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales, avec bâtisse y érigée, à distraire cependant les lots numéros cent quatre-vingt-sept, un à cent quatre-vingt-sept six inclusivement (187-1 à 187-6 incl.) et également à distraire un emplacement situé dans le Quartier St-François, Ville de Laval, connu et désigné comme étant partie du lot numéro cent quatre-vingt-sept (187 ptie) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-François de Sales, mesurant environ cent soixante-cinq pieds (165′) de largeur sur une profondeur de cent pieds (100′), mesures anglaises, plus ou moins, borné en front au nord par le Boulevard Mille Îles, du côté est par la terre de M. Edgar Monette, portant le numéro cent quatre-vingt-six (186) du même cadastre, au sud et de l'autre côté à l'ouest par le résidu dudit lot cent quatre-vingt-sept (187 rés.) avec bâtisse y érigée portant les numéros civiques 3200 et 3202 du Boulevard Mille Îles. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du Comté de Laval, 155 Boulevard Je Me Souviens, Laval, P.Q., le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 6 juillet 1972. 46938-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-817-138-72. { E. SÉGUIN & FILS LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Ville de Laval, district de Montréal, demanderesse, *vs* RELA CONSTRUCTION CO. LTD., corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans la Ville de Laval, district de Montréal, défenderesse.

1° Le lot connu comme étant la subdivision numéro six du lot originaire numéro six cent soixante-dix (670-6) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 1965 boulevard René Laennec, Quartier Vimont, Ville de Laval;

2° Le lot connu comme étant la subdivision numéro sept du lot originaire numéro six cent soixante-dix (670-7) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 1955 boulevard René Laennec, Quartier Vimont, Ville de Laval;

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 811-087. { DAME CÉCILE LÉVEILLÉE HOGUE, plaintiff, *vs* MARIE LOUISE HOGUE BÉLAIR & OVILA HOGUE, defendants.

"A farm situated in St. François Ward, City of Laval, measuring three (3) arpents in width by forty (40) arpents in depth, known and designated under number one hundred and eighty-seven (187) on the official plan and book of reference for the Parish of St. François-de-Sales, with building erected thereon; less and to withdraw, however, lots number one hundred and eighty-seven, one to one hundred and eighty-seven six inclusive (187-1 to 187-6 incl.) and also to withdraw an emplacement located in St. François Ward, City of Laval, known and described as forming part of lot number one hundred and eighty-seven (Pt. 187) on the official plan and book of reference for the Parish of St. François-de-Sales, measuring about one hundred and sixty-five feet (165′) in width by one hundred feet in depth (100′) English Measure, more or less, bounded in front on the north by Mille Îles Boulevard, on the east side by the farm of Mr. Edgar Monette, bearing number one hundred and eighty-six (186) on the same cadastre, on the south and on the other side on the west by the remainder of said lot one hundred and eighty-seven (187 res.), with the building erected thereon bearing civic numbers 3200 and 3202 Mille Îles Boulevard.

To be sold at the Registry Office of the County of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, Laval, P.Q., on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, July 6, 1972. 46938

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-817-138-72. { E. SÉGUIN & FILS LTÉE, a corporation legally incorporated, having its head office in the City of Laval, District of Montreal, plaintiff, *vs* RELA CONSTRUCTION CO. LTD., a corporation legally incorporated, having its principal place of business in the City of Laval, District of Montreal, defendant.

1. The lot known as subdivision number six of original lot number six hundred and seventy (670-6) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Martin, with the buildings erected thereon and bearing civic number 1965 René Laennec Boulevard, Vimont Ward, City of Laval;

2. The lot known as subdivision number seven of original lot number six hundred and seventy (670-7) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Martin, with the buildings erected thereon and bearing civic number 1955 René Laennec Boulevard, Vimont Ward, City of Laval;

3° Le lot connu comme étant la subdivision numéro huit du lot originaire numéro six cent soixante-dix 670-8) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 1945 boulevard René Laennec, Quartier Vimont, Ville de Laval;

4° Les lots connus comme étant les subdivisions Nos. neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, et quinze, du lot originaire numéro six cent soixante-dix (670-9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, avec toutes les bâtisses dessus érigées;

5° Le lot connu comme étant la subdivision numéro trois cent cinquante-deux du lot originaire numéro six cent cinquante-trois (653-352) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, avec les bâtisses dessus érigées et portant le numéro civique 22 boul. St-Elzéar, Quartier Vimont, Ville de Laval.

6° Partie du lot originaire six cent soixante-dix (670 ptie) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, mesurant ladite partie, deux mille cent vingt et un pieds et quatre dixièmes (2,121.4′) dans sa ligne nord-est, deux cent quatre-vingt-onze pieds et six dixièmes (291.6′) dans sa ligne sud-est, deux mille cent quarante-six pieds et huit dixièmes (2,146.8′) dans sa ligne sud-ouest, et deux cent quatre-vingt-huit pieds (288′) dans sa ligne nord-ouest, contenant une superficie totale de seize arpents et trois cent cinquante millièmes d'arpent (16.350 arpents) et borné comme suit: au nord-ouest au boulevard Saint-Elzéar, au nord-est au lot 672, au sud-est au résidu du lot 670, et au sud-ouest au lot 669A et au lot 668A tous dudit cadastre;

7° Le lot numéro six cent soixante-dix A (670A) audits plan et livre de renvoi officiels, contenant une superficie totale de onze arpents et huit millièmes d'arpent (11.008 arpents).

Toutes les mesures ci-dessus indiquées en pieds sont des mesures anglaises et plus ou moins, et toutes les mesures indiquées en arpents sont des mesures françaises et plus ou moins.

Sous réserve d'une servitude en faveur de la Trans-Northern Pipe Line Company, créée en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Laval sous le numéro 85381. Le tout tel qu'indiqué en plus de détails sur un plan préparé par Fernand Lemay, arpenteur-géomètre du Québec, le dix-septième jour de mars mil neuf cent cinquante-neuf, dont une photocopie a été annexée à un acte de vente signé le 6 mai 1969, devant Me Stuart Millowitz, notaire, et enregistré à Laval, le 14 mai 1969, sous le numéro 271290.

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 10 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46962-o

3. The lot known as subdivision number eight of original lot number six hundred and seventy (670-8) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Martin, with the buildings erected thereon and bearing civic number 1945 René Laennec Boulevard, Vimont Ward, City of Laval;

4. The lots known as subdivisions numbers nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen and fifteen, of original lot number six hundred and seventy (670-9, 10, 11, 12, 13, 14 and 15) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Martin, with all the buildings erected thereon;

5. The lot known as subdivision number three hundred and fifty-two of original lot number six hundred and fifty-three (653-352) on the official plan and book of reference for the Parish of St. Martin, with the buildings erected thereon and bearing civic number 22 of St. Elzéar Boulevard, Vimont Ward, City of Laval.

6. Part of original lot six hundred and seventy (Pt. 670) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Martin, measuring the said part, two thousand one hundred and twenty-one feet and four tenths of a foot (2,121.4′) in its northeast line, two hundred and ninety-one feet and six tenths of a foot (291.6′) in its southeast line, two thousand one hundred and forty-six feet and eight tenths of a foot (2,146.8′) in its southwest line, and two hundred and eighty-eigh feet (288′) in its northwest line, containing a total superficial area of sixteen arpents and three hundred and fifty thousandths of an arpent (16.350 arps.) and bounded as follows: to the northwest by Boulevard St. Elzéar, to the northeast by lot 672, to the southeast by the residue of said lot 670, and to the southwest by lot 669A and lot 668A all of said cadastre;

7. Lot number six hundred and seventy A (670A) on the said official plan and book of reference, containing a total superficial area of eleven arpents and eight thousandths of an arpent (11.008 arps).

All the above measurements in feet are English measure and more or less, and all measurements in arpents are French measure and more or less.

Subject to a Servitude in favour of Trans-Northern Pipe Line Company, created in virtue of Deed registered at the Laval Registry Office under the number 85381. The whole as more fully shown on a plan prepared by Fernand Lemay, Québec Land Surveyor, on the seventeenth day of March, nineteen hundred and fifty-nine, a photocopy whereof has been annexed to a deed of Sale intervened on May 6th, 1969, before Me Stuart Millowitz, notary, and registered at Laval on May 14th, 1969, under number 271290.

To be sold separately at Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Blvd., in Laval, the TWENTY-FOURTH day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 10, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46962-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 818-294. { MILBERN WINDOW LTD., un corps politique et consitué, dûment incorporé selon la Loi, et exerçant des affaires sous la raison sociale « Security Window », ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 800, rue Price, Saint-Jérôme, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* PIERRINE CONSTRUCTION CO. LTD., un corps politique et constitué, dûment incorporé selon la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville de Longueuil, au 2160, rue Saint-Georges, défenderesse, et ROLLAND DAIGNEAULT, registrateur de la division d'enregistrement de Chambly, 201, Charles-Lemoyne, Longueuil, et PETER ZULIANI HOLDINGS INC., un corps politique et constitué, dûment incorporé selon la Loi, ayant son siège social au 2160, rue Saint-Georges, et MARIANA HOLDINGS INC., un corps politique et constitué, dûment incorporé selon la Loi, ayant son siège social au 8486, avenue Stuart, Montréal, mises en cause.

A. 1*a*) Les subdivisions mille trente-six et mille trente-sept du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-1036 et 1037) et les subdivisions mille quatre cent trente-deux et mille quatre cent trente-trois du lot originaire cent quarante-trois (143-1432 et 1433) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly.

b) La partie nord-ouest de la subdivision mille trente-huit du lot originaire cent quarante-deux (142-ptie n.-o. 1038) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant quatorze pieds et cinq dixièmes de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pieds et cinq dixièmes, mesure anglaise et bornée en front au nord-est par le lot 142-1037.

c) La partie nord-ouest de la subdivision mille quatre cent trente-quatre du lot originaire numéro cent quarante-trois (143 ptie n.-o. 1434) aux plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant quatorze pieds et cinq dixièmes (14.5′) de largeur sur une profondeur de huit pieds (8′) mesure anglaise et bornée au nord-est par une partie du lot 142-1038 ci-dessus décrit, au sud-est par le résidu dudit lot 143-1434, au sud-ouest par une partie du lot 143-1443-4 et au nord-ouest par le lot 143-1433 tous auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse y érigée et portant le numéro civique 2580, avenue Cartier, et dont le mur sud-est est mitoyen.

2*a*) Les subdivisions mille trente-neuf et mille quarante du lot originaire cent quarante-deux (142-1039 et 1040) et les subdivisions mille quatre cent trente-cinq et mille quatre cent trente-six du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-1435 et 1436) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No 818-294. { MILBERN WINDOW LTD., a body politic and corporate duly incorporated, according to law, and carrying on business under the firm name and style of Security Window having its head office and principal place of business at 800 Price St., St. Jérôme, District de Terrebonne, plaintiff, *vs* PIERRINE CONSTRUCTION CO. LTD., a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the City of Longueuil, at 2160 St. Georges Street, defendant, and ROLLAND DAIGNEAULT, Registrar of the Registration Division of Chambly, 201 Charles Lemoyne, Longueuil, and PETER ZULIANI HOLDINGS INC., a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its head office at 2160 St. George Street, and MARIANA HOLDINGS INC., a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its head office at 8486 Stuart Ave., Montreal, mises en cause.

A. 1(*a*) Subdivisions one thousand thirty-six and one thousand thirty-seven of original lot number one hundred forty-two (142-1036 and 1037) and subdivisions one thousand four hundred thirty-two and one thousand four hundred thirty-three of original lot number one hundred forty three (143-1432 and 1433) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, County of Chambly;

(*b*) The northwest part of subdivision one thousand thirty-eight of original lot number one hundred forty-two (142-N.W. Pt. 1038) on the said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring fourteen point five feet in width by a depth of eighty-nine point five feet english measure and bounded in front to the northeast by lot 142-1037;

(*c*) The northwest part of subdivisions one thousand four hundred thirty-four of original lot number one hundred forty-three (143-N.W. Pt. 1434) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring fourteen point five feet (14.5′) in width by a depth of eight feet (8′) english measure and bounded to the northeast by part of lot 142-1038 hereinabove described, to the southeast by the residue of said lot 143-1434, to the southwest by part of lot 143-1443-4 and to the northwest by lot 143-1433 all on said official plan and book of reference;

With the building thereon erected bearing civic number 2580 Cartier Avenue, the southeast wall whereof is mitoyen;

2(*a*) Subdivisions one thousand and thirty-nine and one thousand and forty of original lot number one hundred forty-two (142-1039 and 1040) and subdivisions one thousand four hundred thirty-five and one thousand four hundred thirty-six of original lot number one hundred and forty-three (143-1435 and 1436) on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, County of Chambly;

b) La partie sud-est de la subdivision mille trente-huit du lot originaire cent quarante-deux (142-ptie s.-e. 1038) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 10.5′ de largeur sur une profondeur de 89.5′ mesure anglaise et bornée en front au nord-est par l'avenue Cartier, au sud-est par le lot 142-1039, au sud-ouest par une partie du lot 143-1434 et au nord-ouest par le résidu du lot 142-1038.

c) La partie nord-ouest de la subdivision mille quarante et un du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-ptie n.o- 1041) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 4 pieds sur une profondeur de 89.5′, mesure anglaise et bornée en front au nord-est par l'avenue Cartier, au sud-est par le résidu du lot 142-1041, au sud-ouest par une partie du lot 143-1437 et au nord-ouest par le lot 142-1040.

d) La partie sud-est de la subdivision mille quatre cent trente-quatre du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-ptie s.-e. 1434) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 10.5 pieds de profondeur sur une largeur de 8 pieds, mesure anglaise et bornée au nord-est par une partie du lot 142-1038, au sud-est par le lot 143-1435, au sud-ouest par une partie du lot 143-1443-4 et au nord-ouest par le résidu du lot 143-1434, et

e) La partie nord-ouest du lot numéro mille quatre cent trente-sept du lot originaire numéro cent quarante-trois-ptie n.-o. 1437) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 4 pieds de largeur sur une profondeur de 8 pieds, mesure anglaise et bornée au nord-est par une partie du lot 142-1041, au sud-est par une partie du lot 143-1437, au sud-ouest par une partie du lot 143-1443-4 et au nord-ouest par le lot 143-1436 tous auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

Avec la bâtisse y érigée et portant le numéro civique 2596, avenue Cartier, et dont le mur nord-ouest est mitoyen.

3*a*) La subdivision mille quarante-deux du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-1042) et la subdivision mille quatre cent trente-huit du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-1438), tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly.

b) La partie sud-est du lot mille quarante et un du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-ptie s.-e. 1041) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant vingt et un pieds de largeur sur une profondeur de 89.5 pieds, mesure anglaise et bornée en front au nord-est par l'avenue Cartier, au sud-est par le lot 142-1042, au sud-ouest par une partie du lot 143-1437 et au nord-ouest par le résidu du lot 142-1041.

c) La partie sud-est du lot mille quatre cent trente-sept du lot originaire cent quarante-trois (143-ptie s.-e. 1437) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil mesurant 21 pieds de largeur sur une profondeur de 8 pieds, mesure anglaise et bornée au nord-est par une partie du lot 142-1041

(*b*) The southeast part of subdivision one thousand thirty-eight of original lot one hundred forty-two (142-S.E. Pt. 1038) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 10.5 feet in width by a depth of 89.5 feet english measure and bounded in front to the northeast by Cartier Avenue, to the southeast by lot 142-1039, to the southwest by part of lot 143-1434 and to the northwest by the residue of lot 142-1038;

(*c*) The northwest part of subdivision one thousand and forty-one of original lot number one hundred forty-two (142-N.W. Pt. 1041) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 4 feet by a depth of 89.5 feet english measure and bounded in front to the northeast by Cartier Avenue, to the southeast by the residue of lot 142-1041, to the southwest by part of lot 143-1437 and to the northwest by lot 142-1040;

(*d*) The southeast part of subdivision one thousand four hundred and thirty-four of original lot number one hundred forty-three (143-S.E. Pt. 1434) on said official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 10.5 feet in depth by a width of 8 feet, english measure and bounded to the northeast by part of lot 142-1038, to the southeast by lot 143-1435, to the southwest by part of lot 143-1443-4 and to the northwest by the residue of lot 143-1434, and

(*e*) The northwest part of lot number one thousand four hundred and thirty-seven of original lot number one hundred and forty-three (143-N.W. Pt. 1437) on said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 4 feet in width by a depth of 8 feet english measure and bounded to the northeast by part of lot 142-1041, to the southeast by part of lot 143-1437, to the southwest by part of lot 143-1443-4 and to the northwest by lot 143-1436 all on said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil.

With the building thereon erected bearing civic number 2596 Cartier Avenue, the northwest wall whereof is mitoyen;

3(*a*) Subdivision one thousand and forty-two of original lot number one hundred and forty-two (142-1042) and subdivision one thousand four hundred and thirty-eight of original lot number one hundred and forty-three (143-1438) all on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, County of Chambly;

(*b*) The southeast part of lot one thousand and forty-one of original lot number one hundred and forty-two (142-S.E. Pt. 1041) on said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring twenty-one feet in width by a depth of 89.5 feet english measure and bounded in front to the northeast by Cartier Avenue, to the southeast by lot 142-1042, to the southwest by part of lot 143-1437 and to the northwest by the residue of lot 142-1041;

(*c*) The southeast part of lot one thousand four hundred and thirty-seven of original lot number one hundred and forty-three (143 S.E. Pt. 1437) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil measuring 21 feet in width by a depth of 8 feet english measure and bounded to the

ci-dessus décrit, au sud-est par le lot 143-1438, au sud-ouest par une partie du lot 143-1443-4, et au nord-ouest par le résidu du lot 143-1437.

d) La partie nord-ouest du lot mille quarante-trois du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-ptie n.-o. 1043) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 18.5 pieds de largeur sur une profondeur de 89.5 pieds, mesure anglaise et bornée en front au nord-est par l'avenue Cartier, au sud-est par le résidu du lot 142-1043, au sud-ouest par une partie du lot 143-1439, et au nord-ouest par le lot 142-1042.

e) La partie nord-ouest de la subdivision mille quatre cent trente-neuf du lot originaire cent quarante-trois (143-ptie n.-o. 1439) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 18.5 pieds de largeur sur une profondeur de 8 pieds, mesure anglaise et bornée au nord-est par une partie du lot 142-1043 ci-dessus décrite, au sud-est par le résidu du lot 143-1439, au sud-ouest par une partie du lot 143-1443-4 et au nord-ouest par le lot 143-1438, tous auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse y érigée et portant le numéro civique 2620, avenue Cartier et dont le mur sud-est est mitoyen.

4*a*) Les subdivisions mille quarante-quatre, mille quarante-cinq et mille quarante-six du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-1044, 1045 et 1046) et les subdivisions mille quatre cent quarante, mille quatre cent quarante et un et mille quatre cent quarante-deux du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-1440, 1441 et 1442) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly.

b) La partie sud-est du lot mille quarante-trois du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-ptie s.-e. 1043) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 6.5 pieds de largeur sur une profondeur de 89.5 pieds, mesure anglaise et bornée en front au nord-est par l'avenue Cartier, au sud-est par le lot 142-1044, au sud-ouest par une partie du lot 143-1439 et au nord-ouest par le résidu du lot 142-1043.

c) La partie sud-est de la subdivision mille quatre cent trente-neuf du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-ptie s.-e. 1439) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 6.5 pieds de largeur sur une profondeur de 8 pieds, mesure anglaise, et bornée au sud-est par le lot 143-1440, au sud-ouest par une partie du lot 143-1443-4 et au nord-ouest par le résidu du lot 143-1439, tous auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse y érigée et portant le numéro civique 2634, avenue Cartier.

5*a*) Les subdivisions mille quatre cent soixante-huit et mille quatre cent soixante-neuf du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-1468 et 1469) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

northeast by part of lot 142-1041 hereinabove described, to the southeast by lot 143-1438, to the southwest by part of lot 143-1443-4, and to the northwest by the residue of lot 143-1437;

(*d*) The northwest part of lot one thousand and forty-three of original lot number one hundred and forty-two (142-N.W. Pt. 1043) on said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 18.5 feet in width by a depth of 89.5 feet english measure and bounded in front to the northeast by Cartier Avenue, to the southeast by the residue of lot 142-1043, to the southwest by part of lot 143-1439, and to the northwest by lot 142-1042;

(*e*) The northwest part of subdivision one thousand four hundred and thirty-nine of original lot one hundred and forty-three (143 N.W. Pt. 1439) on said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 18.5 feet in width by a depth of 8 feet english measure and bounded to the northeast by part of lot 142-1043 hereinabove described, to the southeast by the residue of lot 143-1439, to the southwest by part of lot 143-1443-4 and to the northwest by lot 143-1438 all on said official plan and book of reference.

With the building thereon erected bearing civic number 2620 Cartier Avenue, the southeast wall whereof is mitoyen.

4(*a*) Subdivisions one thousand and forty-four, one thousand and forty-five, and one thousand and forty-six of original lot number one hundred and forty-two (142-1044, 1045 and 1046) and sub-divisions one thousand four hundred anf forty, one thousand four hundred and forty-one and one thousand four hundred and forty-two of original lot number one hundred and forty-three (143-1440, 1441, and 1442) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, County of Chambly;

(*b*) The southeast part of lot one thousand and forty-three of original lot one hundred and forty-two (142 S.E. Pt. 1043) on said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 6.5 feet in width by a depth of 89.5 feet english measure and bounded in front to the northeast by Cartier Avenue, to the southeast by lot 142-1044, to the southwest by part of lot 143-1439 and to the northwest by the residue of lot 142-1043;

(*c*) The southeast part of subdivision one thousand four hundred and thirty-nine of original lot one hundred and forty-three (143 S.E. Pt. 1439) on said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 6.5 feet in width by a depth of 8 feet english measure, and bounded to the southeast by lot 143-1440, to the southwest by part of lot 143-1443-4 and to the northwest by the residue of lot 143-1439 all on said official plan and book of reference.

With the building thereon erected bearing civic number 2634 Cartier Avenue;

5(*a*) Subdivisions one thousand four hundred and sixty-eight and one thousand four hundred and sixty-nine of original lot number one hundred and forty-three (143-1468 and 1469) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil;

b) La partie nord-est de la subdivision mille quatre cent soixante-dix du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-ptie n.-e. 1470) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 15 pieds et 75 centièmes de largeur sur une profondeur de cent un pieds et cinq dixièmes, et bornée en front au sud-est par la rue Maisonneuve (143-1536), au sud-ouest par le résidu dudit lot 143-1470, au nord-ouest par une partie du lot 143-1467-2 et au nord-est par le lot 143-1469, tous auxdits plan et livre de renvoi officiels, et

c) Une partie de la subdivision mille cinquante et un du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-1051) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, mesurant 14.05 pieds de largeur sur une profondeur de 101.5 pieds et bornée en front au sud-est par la rue Maisonneuve (142-1052), au sud-ouest par le lot 143-1468, au nord-ouest par le lot 142-1047 (terrain) et au nord-est par le résidu du lot 142-1051, tous auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse y érigée et portant le numéro civique 1055, rue de Maisonneuve, et dont le mur sud-ouest est mitoyen.

6*a*) Les subdivisions mille quatre cent soixante et onze et mille quatre cent soixante-douze du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-1471 et 1472) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

b) La partie sud-ouest à l'extrémité de la subdivision mille quatre cent soixante-dix du lot originaire numéro cent quarante-trois (143-ptie 1470) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil mesurant 11 pieds de largeur sur une profondeur de 101.5 pieds et bornée en front au sud-est par la rue Maisonneuve (143-1536) au sud-ouest par le lot 143-1471, au nord-ouest par une partie du lot numéro 143-1467-2 et au nord-est par le résidu dudit lot 143-1536 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil.

Avec la bâtisse y érigée et portant le numéro civique 1063, rue Maisonneuve et dont le mur nord-est est mitoyen.

B. 1*a*) Les subdivisions mille quarante-huit, mille quarante-neuf et mille cinquante du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-1048, 1049 et 1050) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly.

b) Une partie du lot numéro mille cinquante et un de la subdivision du lot originaire numéro cent quarante-deux (142-ptie 1051), mesurant deux pieds et trois dixièmes (2.3′) sur une profondeur de 101.5 pieds et bornée au nord-est par le lot 142-1050, au sud-est par la rue Maisonneuve, 142-1051 au sud-ouest par une autre partie dudit lot 142-1051 au nord-ouest par le lot 142-1047 qui est une ruelle, tous auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly.

Avec la bâtisse y érigée et portant le numéro civique 2660, avenue Cartier.

(*b*) The northeast part of subdivision one thousand four hundred and seventy of original lot number one hundred and forty-three (143-Pt. 1470) on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 15 feet and 75 one hundredths of a foot in width by a depth of one hundred and one feet and five-tenths of a foot, and bounded in front to the southeast by Maisonneuve Street (143-1536), to the southwest by the residue of said lot 143-1470, to the northwest by part of lot 143-1467-2 and to the northeast by lot 143-1469, all on said official plan and book of reference, and

(*c*) Part of subdivision one thousand fifty-one of original lot number one hundred and forty-two (142-1051) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, measuring 14.05 feet in width by 101.5 feet in depth and bounded in front to the southeast by Maisonneuve Street (142-1052), to the southwest by lot 143-1468, to the northwest by lot 142-1047 (land), and to the northeast by the residue of lot 142-1051, all on said official plan and book of reference;

With the building thereon erected bearing civic number 1055 de Maisonneuve Street, the southwest wall whereof is mitoyen;

6(*a*) Subdivisions one thousand four hundred seventy-one and one thousand four hundred and seventy-two of original lot number one hundred and forty-three (143-1471 and 1472) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil;

(*b*) The extreme southwest part of sub-division one thousand four hundred and seventy of original lot number one hundred and forty-three (143 Pt. 1470) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil measuring 11 feet in width by 101.5 feet in depth and bounded in front to the southeast by Maisonneuve Street (143-1536) to the southwest by lot 143-1471, to the northwest by part of lot number 143-1467-2 and to the northeast by the residue of said lot 143-1536 on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil.

With the building thereon erected and bearing civic number 1063 Maisonneuve Street, the northeast wall whereof is mitoyen.

B.1 (*a*) Subdivisions one thousand and forty-eight one thousand forty-nine, and one thousand and fifty of original lot No. one hundred and forty-two (142-1048 and 1049 and 1050) on the official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, County of Chambly;

(*b*) Part of lot number one thousand and fifty-one of the subdivision of original lot number one hundred and forty-two (142-Pt. 1051), measuring two point three feet 2.3′ by 101.5 feet in depth and bounded to the northeast by lot 142-1050, to the southeast by Maisonneuve Street, 142-1051 to the southwest by another part of the said lot 142-1051 to the northwest by lot 142-1047 being on a lane all on the said official plan and book of reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil, County of Chambly;

With the building thereon erected bearing civic number 2660 Cartier Avenue.

Pour être vendues « séparément » au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles Lemoyne, édifice Montval, Longueuil, P.Q., le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 10 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46965-o

To be sold "separately" at the Chambly Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, Longueuil, P.Q., on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 10, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46965-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 801-890. BANQUE CANADIENNE NATIONALE, demanderesse, *vs* JEANNETTE COMEAU, défenderesse.

1° « Un emplacement ayant front sur la rue Hamel, en la cité de Montréal, avec une maison à deux étages y érigée, portant le numéro 10170 rue Hamel, et dont les murs de chaque côté sont mitoyens, composé ledit emplacement:

a) d'une lisière de terrain étant l'extrême partie sud-est du lot soixante-seize de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent dix-sept (217-P. S.E.-76) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant ladite lisière, six pouces de largeur par toute la profondeur dudit lot et bornée comme suit: en front, au nord-est, par la rue Hamel, d'un côté au sud-est par l'emplacement ci-après décrit, comme étant la partie nord-ouest dudit lot No 77, de la subdivision officielle du lot originaire 217, à l'arrière, au sud-ouest, par la ruelle, étant le lot 217-86 des plan et livre de renvoi officiels susdits, et au nord-ouest par le résidu dudit lot 217-76 des plan et livre de renvoi officiels susdits.

b) de la partie nord-ouest du lot soixante-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent dix-sept (217 P. N.O. 77) aux plan et livre de renvoi officiels susdits, mesurant ladite partie vingt pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: en front, au nord-est par le lot 217-156, étant la rue Hamel, d'un côté au sud-est par le résidu dudit lot 217-77, en arrière au sud-ouest, par une ruelle, étant le lot 217-86 et au nord-ouest par l'extrême partie sud-est plus haut décrite dudit lot 217-76 des plan et livre de renvoi officiels susdits.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et notamment les servitudes établies sur et en faveur dudit emplacement, aux termes des actes enregistrés sous les numéros 636609 et 636610. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4e étage, Chambre 195, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, le 10 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46955-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 801-890. BANK CANADIAN NATIONAL, plaintiff, *vs* JEANNETTE COMEAU, defendant.

1. "An emplacement fronting on Hamel Street in the City of Montreal, with a two-story house erected thereon, at 10170 Hamel Street, whose walls on each side are common, the said emplacement comprising:

(*a*) a strip of land being the extreme southeast part of lot seventy-six of the official subdivision of original lot number two hundred and seventeen (217-Pt. S.E.- in the official plan and book of reference of the Par-76) ish of Sault-au-Récollet, the said strip measuring six inches in width on the whole depth of the said lot and bounded as follows: in front, on the northeast, by Hamel Street; on the southeast, on one side, by the emplacement hereinafter described, being the northwest part of said lot No. 77 of the official subdivision or original lot 217; in the rear, on the southwest, by the lane, being lot 217-86 in the official plan and book of reference abovementioned, and on the northwest by the remainder of said lot 217-76 in the aforesaid officiel plan and book of reference.

(*b*) the northwest part of lot seventy-seven of the official subdivision of original lot number two hundred and seventeen (217 Pt. N.W. 77) in the aforesaid official plan and book of reference, the said part measuring twenty feet six inches in width by ninety-one feet in depth, the whole English measure and more or less, and bounded as follows: in front, on the northeast by lot 217-156, being Hamel Street; on one side on the southeast by the remainder of said lot 217-77; in the rear, on the southwest, by a lane, being lot 217-86 and on the northwest by the extreme southeast part described above of said lot 217-76 in the aforesaid plan and book of reference.

With all the servitudes active and passive, apparent or unapparent, attached to the said immovable, and notably the servitudes established on and in favor of the said emplacement, under the terms of the deeds registered under numbers 636609 and 636610."

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court of Montreal, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195, the TWENTY-FOURTH day of AUGUST 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 10, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant-Sheriff.
46955-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Fédérale — Division de première instance

No T-827-72
C.S. 18-000581-72. } DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, et dans l'affaire de JEAN SERRENTINO (alias John).

Désignation

Lot No 85-76: Lot de forme irrégulière. Ce lot est borné en front au sud par la rue No 85-78, vers l'ouest par le lot No 85-77, au nord-ouest par le lot No 85-73 et au nord-est par le lot No 85-75. La limite en front de ce lot vers le sud mesure cent vingt-cinq pieds (125′) de longueur. La limite ouest mesure cent six pieds et quarante-quatre centièmes (106.44′) de longueur. La limite nord-ouest mesure cent pieds (100′) de longueur et la limite nord-est mesure cent vingt-cinq pieds et sept dixièmes (125.7′) de longueur. Ce lot contient en superficie douze mille neuf cent trente-quatre pieds carrés et un dixième (12,934.1′) mesure anglaise.

Lot No 85-77: Lot de forme irrégulière. Ce lot est borné en front au nord-ouest par la rue des Érables No 85-7, au nord-est par le lot No 85-73, vers l'est par le lot No 85-76, au sud par la rue No 85-78 et vers l'ouest par la rue No 85-71. La limite en front de ce lot au nord-ouest mesure soixante douze pieds et demi de (72.5′) longueur. La limite nord-est mesure cent trente pieds (130′) de longueur. La limite est mesure cent six pieds et quarante quatre centièmes (106.44′) de longueur. La limite sud mesure cent dix neuf pieds (119′) de longueur et la limite ouest mesure deux cents dix-sept pieds (217′) de longueur. Ce lot contient en superficie vingt-trois mille six cent soixante-seize pieds carrés et huit dixièmes (23,676.8′) mesure anglaise.

Pour être vendu « séparément », au bureau du Shérif, Cour Supérieure, Palais de justice de Montréal, 10 est rue Craig, 4e étage, Chambre 195, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 10 juillet 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
46960-o

Erratum

Trust Général du Canada et *Al. vs* Gérard Coombs et *Al.*

Dans l'avis publié dans l'édition No 27 du 8 juillet 1972 à la page 5698, au 4ième paragraphe, nous aurions dû lire: « au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boul. « Je me souviens », Laval » au lieu de: « au bureau du protonotaire, Cour Supérieure, Palais de Justice, 10 est, rue Craig, 4e étage, chambre 195, »

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Federal Court — Division of first instance

No. T-827-72.
S.C. 18-000581-72 } IN THE CAUSE OF THE INCOME TAX ACT, and in the cause of JEAN SERRENTINO (alias John).

Description

Lot No. 85-76: Lot of irregular configuration. This lot is bounded in front on the south by street No. 85-78, towards the west by lot No. 85-77, on the northwest by lot No. 85-73 and on the northeast by lot 85-75. The front limit of this lot towards the south measures one hundred and twenty-five feet (125′) in length. The west limit measures one hundred and six and forty-four hundredths feet (106.44′) in length. The northwest limit measures one hundred feet (100′) in length and the northeast limit measures one hundred and twenty-five and seven tenths feet (125.7′) in length. This lot contains an area of twelve thousand nine hundred and thirty-four and one tenth square feet (12,934.1′) English measure.

Lot No. 85-77: Lot of irregular configuration. This lot is bounded in front on the northwest by des Érables Street No. 85-7, on the northeast by lot No. 85-73, towards the east by lot No. 85-76, on the south by street No. 85-78 and towards the west by street No. 85-71. The front limit of this lot on the northwest measures seventy-two and one half feet (72.5′) in length. The northeast limit measures one hundred and thirty feet (130′) in length. The east limit measures one hundred and six and forty-four hundredths feet (106.44′) in length. The south limit measures one hundred and nineteen (119′) in length and the west limit measures two hundred and seventeen feet (217′) in length. This lot contains an area of twenty-three thousand six hundred and seventy-six and eight tenths square feet (23,676.8′) English measure.

To be sold separately, at the Sheriff's Office, Superior Court, Montreal Court House, 10 Craig Street East, 4th floor, Room 195, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 10, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
46960

Erratum

General Trust of Canada et *Al. vs* Gérard Coombs et *Al.*

In the notice published with issue No. 27 of July 8, 1972, on page 5698, in the 4th paragraph, it should be read: "at the Registry Office of Laval County, 155 Je Me Souviens Boulevard, Laval", instead of: at the Prothonotary's Office, Superior Court, Court House, 10 Craig Street East, 4th Floor, Room 195,"

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de St-François

Sherbrooke, No 36,683. ESTELLE LABRIE, ménagère, domiciliée en la cité de Sherbrooke, dans le district de St-François, demanderesse, *vs* ANTONIO GILBERT, journalier, domicilié à 421, rue Union, en la cité de Sherbrooke dans le district de St-François, défendeur.

« La subdivision cinq cent vingt-cinq (525) du lot originaire numéro sept (7-525) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier sud pour la cité de Sherbrooke, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, à Sherbrooke, LUNDI, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Palais de Justice, JEAN-GUY BISSON.
Sherbrooke, le 12 juillet 1972.
(Sceau) 46945-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de St-François

No 23-562. J. S. BOURQUE LIMITÉE, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 235 de la rue Galt est, à Sherbrooke, dans le district de St-François, demanderesse, *vs* FERNAND PARENTEAU, résidant à 1350 de la rue Kingston, à Sherbrooke, dans le district de St-François, défendeur.

« Lot 10 A et partie du lot 9 A du quartier est, cité de Sherbrooke avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus en bloc au bureau du shérif, Palais de Justice, à Sherbrooke, P.Q., MARDI, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Palais de Justice, JEAN GUY BISSON.
Sherbrooke, P.Q., le 7 juillet 1972. 46943-o

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 37-353. LÉONARD DURANLEAU, commerçant, domicilié au 136, rue chalifoux, en la cité de Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* JOS GUERTIN, domicilié à Bromptonville, dans le district de St-François, défendeur, et JEAN BOUCHER, domicilié à Sherbrooke, registrateur de la division d'enregistrement de Sherbrooke, mis en cause.

« Partie dudit lot sept cent soixante et quinze aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier est, cité de Sherbrooke, mesurant soixante et cinq pieds et trois dixièmes de largeur en avant rue Vincent et soixante-cinq pieds et sept dixièmes en arrière par cent vingt-neuf pieds dans sa ligne est et cent trente pieds et

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of St. François

Sherbrooke, No. 36,683. ESTELLE LABRIE, housewife, domiciled in the City of Sherbrooke, in the District of St. François, plaintiff, *vs* ANTONIO GILBERT, labourer, domiciled at 421 Union Street, in the City of Sherbrooke, in the District of St. François, defendant.

"Subdivision five hundred and twenty-five (525) of the original lot number seven (7-525) on the official plan and book of reference for the South Ward of the City of Sherbrooke, with the buildings constructed thereon."

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in Sherbrooke, on MONDAY, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JEAN-GUY BISSON,
Court House, *Assistant Sheriff.*
Sherbrooke, July 12, 1972.
(Seal) 46945

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of St. François

No. 23-562. J. S. BOURQUE LIMITÉE, a corporation legally incorporated, having its head office at 235 Galt Street East, Sherbrooke, District of St. François, plaintiff, *vs* FERNAND PARENTEAU, residing at 1350 Kingston Street, Sherbrooke, District of St. François, defendant.

"Lot 10 A and part of lot 9 A of the east ward, City of Sherbrooke, with buildings erected thereon."

To be sold "en bloc" at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, P.Q., on TUESDAY, TWENTY-SECOND day of AUGUST 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JEAN GUY BISSON,
Court House, *Assistant Sheriff.*
Sherbrooke, P.Q., July 7, 1972. 46943

Fieri Facias de Terris

District of St. François

Superior Court, (Sherbrooke), No. 37-353. LÉONARD DURANLEAU, merchant, domiciled at 136 Chalifoux Street, in the City of Sherbrooke, District of St. François, plaintiff, *vs* JOS GUERTIN, domiciled at Bromptonville, District of St. François, defendant, and JEAN BOUCHER, domiciled at Sherbrooke, Registrar for the Sherbrooke Registration Division, mis en cause.

"Part of said lot seven hundred and seventy-five in the official plan and book of reference for the east ward, City of Sherbrooke, measuring sixty-five and three tenths feet in width in front on Vincent Street, and sixty-five and seven tenths feet in the rear by one hundred and twenty-nine feet on its east line and one

vingt-cinq centièmes dans sa ligne ouest, borné au nord par la rue Vincent et à l'est par lot 774 à l'ouest par le lot 776 et au sud par le résidu du lot 775. Maintenant connu comme étant le lot 775-1, (Canton Orford).

Avec bâtisses dessus construites portant le numéro 340 rue Vincent, Sherbrooke. »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, P.Q., MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
JEAN GUY BISSON.

Bureau du Shérif,
District de St-François.
(Sceau)

46944-o

hundred and thirty and twenty-five hundredths feet on its west line, bounded on the north by Vincent Street and on the east by lot 774, on the west by lot 776 and on the south by the remainder of lot 775, now known as lot 775-1, (Township of Orford).

With buildings erected thereon numbered 340 Vincent Street, Sherbrooke."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, P.Q., on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN GUY BISSON,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
District of St. François.
(Seal)

46944

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Trois-Rivières

No. 32,528. LA BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, et une place d'affaires en les cité et district de Trois-Rivières, demanderesse, *vs* FRANÇOIS BOISVERT, financier, résidant autrefois au No. 1266, rue Mont-Royal, Outremont, résidant maintenant au 45, Kelvin, Outremont, district de Montréal, LOUIS FOTEAS, gérant, résidant au 2095, Boul. des Forges, cité et district de Trois-Rivières, CLAUDE SIMARD, industriel, résidant au 1760, des Chenaux, cité et district de Trois-Rivières, defendeurs conjoints et solidaires, et LES PRÉVOYANTS DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, demanderesse sur une deuxième exécution, *vs* ledit FRANCOIS BOISVERT, défendeur.

CLAUDE SIMARD, subrogé aux droits de la BANQUE DE MONTRÉAL, a fait saisir les immeubles suivants, appartenant au défendeur FRANCOIS BOISVERT.

Dans cette cause, une opposition à fin d'annuler a été signifiée au shérif, par le défendeur François Boisvert, le 9 mars 1971 et un deuxième bref de saisie a été émis en date du 18 janvier 1972 dans la cause C.S.T.R. 34,468 LES PRÉVOYANTS DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* J. FRANCOIS BOISVERT, demeurant au numéro 45 de la rue Kelvin, à Outremont, district de Montréal, défendeur.

Le bref de saisie a en conséquence été noté conformément aux dispositions de l'article 666 du Code de Procédures Civiles.

Le deuxième bref porte seulement sur les immeubles suivants:

« Un emplacement situé en la cité de Trois-Rivières, au coin des rues Ste-Julie, Père Frédéric et Nérée Duplessis composé des lots quatorze cent soixante-treize

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Trois-Rivières

No. 32,528. THE BANK OF MONTREAL, a corporation legally constituted, having its head office in the City and District of Montreal, and a place of business in the City and District of Trois-Rivières, plaintiff, *vs* FRANÇOIS BOISVERT, financier, formerly residing at 1266 Mount Royal Street, in Outremont, now residing at 45 Kelvin, Outremont, District of Montreal, LOUIS FOTEAS, manager, residing at 2095 des Forges Boulevard, in the City and District of Trois-Rivières, CLAUDE SIMARD, manufacturer, residing at 1760 des Chenaux, in the City and District of Trois-Rivières, defendants, joint and several, and LES PRÉVOYANTS DU CANADA, a corporation legally constituted, having its head office in the City and District of Montreal, plaintiff, second distrainer, *vs* the said FRANÇOIS BOISVERT, defendant.

CLAUDE SIMARD, surrogated to the rights of the BANK OF MONTREAL, has caused the following immoveables belonging to the defendant, FRANÇOIS BOISVERT, to be attached.

In this cause, a writ of opposition for the purpose of annulment has been delivered to the Sheriff by the defendant, François Boisvert, on March 9, 1971, and a second writ of attachment has been issued on January 18, 1972 in the S.C.T.R. cause No 34,468 — LES PRÉVOYANTS DU CANADA, a corporation legally constituted, having its head office in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* J. FRANÇOIS BOISVERT, residing at number 45 on Kelvin Street, Outremont, District of Montreal, defendant.

The writ of attachment has consequently been issued in conformity with the provisions of section 666 of the Code of Civil Procedure.

The second writ of attachment covers the following immoveables only:

"An emplacement situated in the City of Trois-Rivières, at the corner of Ste. Julie, Père-Frédéric and Nérée-Duplessis Streets, comprising lots one thousand

et quatorze cent soixante-quatorze (1473-1474) des plan et livre de renvoi officiels de la cité de Trois-Rivières;

Avec bâtisses dessus érigés.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble sans réserve. »

Pour être vendu, en vertu du 2e bref, au bureau du Shérif, au Palais de Justice, 250, rue Laviolette, en la cité de Trois-Rivières, le MERCREDI, le TRENTIÈME jour du mois d'AOÛT, 1972.

Trois-Rivières, le 6 juillet 1972.

Le shérif,
PAUL-ÉMILE MARCHAND.

46947-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Trois-Rivières

No 620 (1972) { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique ayant son siège social en l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, district de Québec, requérante, *vs* M. ROBERT BERGERON, Ste-Monique, comté de Nicolet, intimé.

1° Le lot numéro cent quatre-vingt-sept (187) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Monique, comté de Nicolet;

Avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro deux cent onze (211) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Monique, comté de Nicolet.

Sujet ledit lot 187 à une servitude en faveur de « The Shawinigan Water & Power Company » pour lignes de transmission, suivant acte en date du 20 août 1929, enregistré à Nicolet le 7 octobre 1929 sous le numéro 21,678.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Nicolet, à Nicolet, MERCREDI, le SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, PAUL-ÉMILE MARCHAND.
Trois-Rivières, le 12 juillet 1972. 46948-o

four hundred and seventy-three and one thousand four hundred and seventy-four (1473-1474) on the official plan and book of reference of the City of Trois-Rivières;

With the buildings erected thereon.

As the whole now subsists with all servitudes active and passive, apparent or unapparent, without reservation, attaching to the said immoveable."

To be sold, pursuant to the second writ, at the Sheriff's Office, in the Court House, 250 Laviolette Street, in the City of Trois-Rivières, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of the month of AUGUST, 1972.

Trois-Rivières, July 6, 1972.

PAUL-ÉMILE MARCHAND.
46947 *Sheriff.*

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Three Rivers

No. 620 (1972) { THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic having its head office in the Parliament Buildings, in Québec, District of Québec, plaintiff, *vs* M. ROBERT BERGERON, Ste. Monique, County of Nicolet, defendant.

1. Lot number one hundred and eighty-seven (187) of the Official Cadastre for the Parish of Ste. Monique, County of Nicolet.

With all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. Lot number two hundred and eleven (211) of the official cadastre for the Parish of Ste. Monique, County of Nicolet.

The said lot 187 is subject to a servitude in favour of the Shawinigan Water & Power Company for transmission lines, pursuant to a deed dated August 20, 1929, registered in Nicolet on October 7, 1929 under number 21,678.

To be sold at the Nicolet Registration Office, in Nicolet, on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of SEPTEMBER, 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

PAUL-ÉMILE MARCHAND,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Trois-Rivières, July 12, 1972. 46948

Vente pour taxes

Cité de St-Léonard

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus aux enchères, à l'Hôtel de Ville de St-Léonard, 6025 est, boulevard Métropolitain, St-Léonard, le QUINZIÈME jour d'AOÛT 1972, à DIX heures du matin, pour les taxes municipales et/ou scolaires, avec les intérêts, tel que mentionné ci-après, à moins que lesdites taxes, intérêts, ainsi que les frais, ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère.

Sale for taxes

City of St. Léonard

Notice hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the said municipality, that the properties hereinafter described, will be sold by auction at the office of the Council of the City of St. Léonard, 6025 Metropolitan Blvd. east, St. Léonard, on the FIFTEENTH day of AUGUST 1972, at TEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of the municipal and/or school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and cost, be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of proprietors	No Fiche Card No.	Cadastre	Superficie en pi. car. Area Sq. Ft.	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Agri Québec Ltée	425-35	404-119-1	1,782	$1,988.13	$2,210.05
		404-120-1	3,290.5		
		(avec bâtisse–with building)	5,072.5		
Antonio Della Foresta	850-198	400-459	4,730	393.30	148.16
Norman Malus	715-0-1	403-188	598	324.23	18.91
Arthur Rohrlich	153-3	427-643	2,200	1,126.79	933.14
		427-P. 642	1,195.04		

Bornée au sud-est par le lot No 427-648 étant la rue Loyola; au nord-est par une autre partie du lot No 427-642; au nord-ouest par le lot No 427-640; et au sud-ouest par le lot No 427-643. Mesurant 13.58 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest et 88 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest.

Bounded on the southeast by lot No. 427-648 (Loyola Street); on the northeast by another part of lot No. 427-642; on the northwest by lot No. 427-640; and on the southwest by lot No. 427-643. Measuring on its southeast and northwest lines 13.58 feet and on its northeast and southwest lines 88 feet.

		427-P. 644 (avec bâtisse–with building)	296.56		
			3,691.60		

Bornée au sud-est par le lot No 427-648 étant la rue Loyola; au nord-est par le lot No 427-643; au nord-ouest par le lot No 427-640; et au sud-ouest par une autre partie du lot No 427-644. Mesurant 3.37 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest et 88 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest.

Bounded on the southeast by lot No. 427-648 (Loyola Street); on the northeast by lot No. 427-643; on the northwest by lot No. 427-640; and on the southwest by another part of lot No. 427-644. Measuring on its southeast and northwest lines 3.37 feet and on its northeast and southwest lines 88 feet.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont du cadastre de la Paroisse du Sault-au-Récollet.

Lesdites ventes seront en outre faites avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes attachées aux immeubles.

Donné en la cité de St-Léonard, ce 6e jour de juillet 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

46884-28-2-o

The above immoveables are to the official Plan and Reference Book of the Parish of Sault-au-Récollet.

The said sales will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the properties.

Given at the City of St. Léonard, this 6th day of July 1972.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

46884-28-2-o

INDEX No 29

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSEMBLÉE NATIONALE — ***NATIONAL ASSEMBLY***

Assented Bills 5979
Projets de loi sanctionnés 5979

AVIS DIVERS — ***MISCELLANEOUS NOTICES***

Gazette officielle du Québec No 28 (*Erratum*) 5981
Saint-Jérôme, village (*Tirage d'obligations-Drawing of bonds*) 5981
Sherbrooke, cité-city (*Rues et ruelles-Street-Lanes*) 5980

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME ACT***

Demandes: — *Applications*

Belenski, Stanislas 5982
Pniewsky, David Leonard 5982
Reich, Harry Firth 5820
Voskobonik, Israel 5982

COMPAGNIES — LOI DES — ***COMPANIES ACT***

Dissoutes — ***Dissolved***

Clarke Place Investments Inc 5982
Filippone Bros. Inc 5983
Loisirs d'East-Brought Station incorporée 5983
Therfi inc 5983
Trichem Corp 5983

Divers — ***Miscellaneous***

Académie des Ballets de Ste-Foy inc. (*Nom-Name ch.*) 5984
Argon Industrial Corp. (*Nom-Name ch.*) 5984
Collège de Secretaires Sylvia Gill ltée (*Nom ch.*) 5983
Deschênes, Carrier, Bédard, Boulanger & Associés inc. (*Nom-Name ch.*) 5984
Dimanche-Matin ltée (*Nom-Name ch.*) 5984
Imprimerie Montréal-Granby Press ltée (*Nom-Name ch*) 5984
Institut des Ancelles Jésus Maria inc. (*Nom-Name ch.*) 5984
Jojid Corp. (*Nom-Name ch.*) 5985
Loisirs d'Escourt (Les) (*Règl.-By-laws*) 5985
Manseau (Roger) ltée (*Nom-Name ch.*) 5985
Musique Beaudoin inc. (*Nom-Name ch.*) 5985
Roland & Romuald Bissonnette ltée (*Nom-Name ch.*) 5985
Sylvia Gill Secretarial College Ltd. (*Name ch.*) 5983

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A.B. Recreations Inc 5898
A.J. Driving-Range Inc 5898
A & R Mobile Transport Inc 5898
A.S.E. Electric Inc 5899
Agence de parachutisme et de parachutage de La Mauricie inc 5899
Agence d'information civile de Montréal, inc. 5899
Airco Service Inc 5900
Aireautec inc 5900
Allen & fils ltée 5901
Allen & Sons Ltd 5901
Allied Pollution Control Systems Inc 5901
Ambulances Thériault inc 5901
Arpents Verts de Ste-Julie inc. (Les) 5902
Association des Centres de Bénévolat du Québec 5902
Association des étudiants en radiologie médicale du Québec (L') 5902
Association des marchands d'autos Britanniques (L') 5903
Association des techniciens en diététique du Québec 5903
Association of Volunteer Bureaus of Québec 5902
Association Québécoise de propriétaires de voiliers 5904
Association régionale de conservation de la faune des Cantons de l'Est (L') 5904
Association sportive de Ste-Dorothée inc. (L') 5905
Assurances Picard inc 5905
Atelier artisanal C.C. inc. (L') 5905
Atelier de débosselage Massie inc 5906
Auberge du Poulet inc 5906
Autobus St-François ltée 5906
Balboa Limited 5907
Beaupré & Morin inc 5907
Belle Vision (1972) inc. (La) 5907
Bergeron (G.D.) & associés, inc. 5908
Bétons Al-Co inc. (Les) 5908
Blenda Construction Inc 5908
British Automobiles Merchants Association 5903
Broken Wheel Dude Ranch Inc 5909
Brown, Construction (G.) Inc 5909
C.F.M. Québec inc 5909
Camac Continental Food Corporation 5910

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Camping Pont-Rouge limitée 5910
Canadian Tapestry Products Inc 5910
Can-Am Cartways Inc 5911
Carbonneau (Jos. E.) inc 5911
Caron (Camille inc 5911
Cartier Design (Jean) Inc 5912
Casse Croûte Belley inc 5912
Centre Culturel et Sportif Kingston 5913
Centre d'accomodation du camion Ray ltée 5961
Centre de Bénévolat de Farnham inc. (Le) 5913
Centre de distribution Cireca inc 5913
Centre d'équitation d'Alma ltée 5914
Centre Hospitalier Laurentien 5914
Centre des professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée 5915
Centre hippique l'Étrier inc 5915
Centres de camping et plein air Isomar inc 5915
Chez Sybile inc 5916
Club culturel humanitaire Châtelaine (Le) 5916
Club de hockey National de Laval inc. (Le) 5916
Club de l'Âge d'or, Ste Thérèse d'Amos 5917
Club de moto-neige du Lac Ceinture inc 5917
Club de moto-neige St-Louis inc 5917
Club des Montagnards de St-Narcisse inc 5918
Club des Montagnards de St-Philémon 5918
Club des Montagnes de Notre-Dame des Bois (Le) 5919
Club du Fer à Cheval du Québec inc 5919
Club familial L. inc 5919
Club moto-neige Mon Foyer inc 5920
Club optimiste de Touraine inc. (Le) 5920
Club social Bois Joli inc 5920
Cofsky, Denommé, Lemire inc 5921
Conception Jean Cartier inc 5912
Conseil de l'Âge d'Or, région de Laval (Le) 5921
Conseil de l'Âge d'Or, région des Laurentides (Le) 5922
Consolidated Products Limited 5922
Construction L.D.J. inc 5922
Construction R. Poirier ltée 5923
Corleb inc 5923
Corporation de finance Marchal inc 5923
Corporation de gestion Rialto 5962
Corporation financière Inco ltée 5924
Corporation touristique de Chambord, inc. (La) 5924
Danford Lake Investments Inc 5925
Décor stylisé Rijma inc. (Le) 5925
Développement Lac Paul inc 5925
Développements de l'Île St-Joseph inc. (Les) 5926
Dion Automobiles (Jacques) Inc 5926
Doré (Michel) inc 5926
Dreamland Productions Inc 5927
Drumdoecan Limited 5927
Duchesne (L.) inc 5927
Dumoulin Auto Parts Inc 5928
East Printing Inc 5943
Écho Realties Ltd 5928
École d'administration et de secrétariat de la Rive-Sud inc 5929
École de dressage Chartier-Piley inc 5929
École de plongée sous-marine Les Piranhas inc 5929
École des sports de Victoriaville inc. (L') 5930
EF-EF Plastics & Packaging Products Ltd 5930
Encans agricoles (Québec) inc. (Les) 5931
Entreprises A.C.B. inc. (Les) 5931
Entreprises d'Autraie inc. (Les) 5931
Entreprises Émile Royer ltée (Les) 5932
Entreprises G.M.G.A. limitée (Les) 5932
Entreprises Gelimivi inc. (Les) 5932
Entreprises Yves & Foisy inc. (Les) 5933
Équipement Union ltée 5933
Équipements Modernes d'Alma inc 5933
Escale-Dieu, inc. (L') 5934
Fabricants de pâtes du Québec inc 5934
Filion (Laurent) inc 5935
Fondation Cassisamar inc 5935
Fondations Duro inc. (Les) 5935
Friends of St. Michael's Inc. (The) 5936
Frop inc 5936
Galerie des sports (Québec) inc 5936
Galeries des Îles ltée (Les) 5937
Gamache Soudure (Y.) Inc 5937
Garage Kelley inc 5937
Garde paroissiale St-Thomas (Montmagny), inc 5938
Giguère (Fernand) inc 5938
Glitter Plaques (St-Jean) Ltd 5939
Globosco Inc 5939
Granit du Lac St-Jean inc 5939
Graphicode Investments inc 5940
Guay (J. René) inc 5940
Halles de Percé inc. (Les) 5940
Hauterive Jobbing Ltd 5941
Hebel Construction Inc 5941
Hébert (A.) et fils inc 5941
Helumar inc 5942
Imcarpool inc 5942
Immeubles D.D.F. inc. (Les) 5942
Immeubles Écho ltée (Les) 5928
Imprimerie de l'Est inc 5943
Inco Finance Corporation Ltd 5924
Industries G. Collin inc. (Les) 5943
Institut de la Famille de Montréal 5943
Jacques (Léandre) inc 5944
Jardins Anjou (Québec) ltée (Les) 5944
Jean & frères, inc 5944
Kingston Cultural and Sport Center 5913
Kit Films Ltd 5945
Krycon Ltd 5945
L.M. Auto Parts Inc 5945
Lance-O-Matic inc 5946
Laurentides Regional Council of Senior Citizens (The) 5922
Laval Regional Council of Senior Citizens (The) 5921
LeBel et Pageau Construction Inc 5946
Ligue des citoyens de St-Maurice de Thetford Mines inc. (La) 5947
Lux Investments Corporation 5947
Maçonneries Gilles Ouellet inc. (Les) 5947
Marchal Finance Corporation Inc 5923
Marché à viandes Weingold inc 5975

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Marché E. Hamel inc. ... 5948
Marché Sanscartier inc. ... 5948
Martin Place Laurier (Pierre) inc. ... 5948
Materna inc. ... 5949
Mercerie Bouchard & Théroux inc. ... 5949
Métropole Reparations Inc ... 5950
Micene Investment Corp ... 5950
Mini-Golf Cascade inc. ... 5950
Montreal Civil Information Agency, Inc. ... 5899
Morris (Wm.) & fils Mtl. inc. ... 5951
Morris & Sons Mtl. Inc. (Wm.) ... 5951
Murray Bay Marine Terminal Inc. ... 5951
Muskegs du Lac St-Jean, inc. (Les) ... 5952
Noël (Ph.) inc. ... 5952
Norgex inc. ... 5952
P.J.A. Construction Inc ... 5953
Parc auto Laurentien inc. ... 5953
Pâtisserie Pinsonnault inc. (La) ... 5953
Péniche importation & exportation, J. Gaspar & fils inc ... 5954
Pépinière Trans-Canada inc. ... 5954
Pièces d'autos L.M. inc. ... 5945
Pièces d'autos L.M. inc. ... 5945
Piscines Lauzon inc. (Les) ... 5954
Piscines Trevi inc. ... 5955
Piste Victoria de St-Stanislas inc ... 5955
Place St-Louis de France inc ... 5955
Placemac inc. ... 5956
Placements Beauvallon inc. ... 5949
Placements J.R.P. inc. ... 5956
Plaza du sportif d'Alma ltée ... 5957
Plomberie modèle de Sherbrooke inc ... 5957
Polyclar inc. ... 5957
Poly-Plax Corporation ... 5958
Port Cartier Excavation Inc ... 5958
Productions Pays des Rêves inc. ... 5927
Produits de plastique et d'emballage EF-EF ltée ... 5930
Proteau Transport (Gérard) Inc. ... 5958
Pub La Détente inc. ... 5959
Publications Télé-Cinéma (Montréal) inc. (Les) 5959
Québec Association of Medical Radiological Students ... 5902
R.J. Aviation Inc. ... 5959
Rainbow Screen Production Corp. ... 5960
Randex Distributing Co. Inc. ... 5960
Ray Truck Accommodation Centre Ltd ... 5961
Restaurant Guillaume inc. ... 5961
Restaurant La Petite Marmite (Montréal) inc. 5961
Rialto Holding Corporation ... 5962
Roxboro Excavation Inc. ... 5962
Royaume de la Musique Sherbrooke inc. (Le) 5962
Rubber Duckie Production Inc. ... 5963
S.P.P. inc. ... 5963
Ste-Geneviève Mini-Golf inc ... 5963
Ste Julie Green Acres Inc. ... 5902
Scarabelli (Québec) (E.H.) Ltd. ... 5964
School of Administration and Secretary of South Shore Inc ... 5929
Séchoir Lau-Ghis, inc. ... 5964
Sello Construction Ltd ... 5965
Service Airco inc. ... 5900
Service d'entretien et de réparation Sherbrooke inc ... 5965
Service d'imprimerie Duro inc. ... 5965
Service publicitaire du Saguenay (S.P.S.) inc. ... 5966
Shelwol Alloy Castings Inc ... 5966
Sherbrooke Maintenance and Repair Service Inc ... 5965
Skirt Togs Enterprises Ltd. ... 5966
Skisaglac inc ... 5967
Société Kent inc. ... 5967
Société nationale des Québécois de la région de la Capitale (La) ... 5967
Socimco inc. ... 5968
Spectrum Advertising Inc. ... 5968
Suterfo inc. ... 5969
T.R. Centre Putt Inc. ... 5969
Taverne du Petit Quai (Port-Cartier) inc. ... 5969
Taverne Le Picador inc. ... 5970
Telelux inc. ... 5970
Thomson, Tremblay inc ... 5970
Three Stars Roofing Corporation ... 5971
Thursday's Restaurant & Bar Inc ... 5971
Trailer Pool Rental (Québec) Inc ... 5971
Trans-Canada Nursery Inc ... 5954
Transport L.G.C. ltée ... 5972
Transrose Developments Corp. ... 5972
Trevi Pools Inc. ... 5955
Trudel (Gilles) inc. ... 5972
Tubec inc. ... 5973
U.N.I. K. Auto Inc ... 5973
Union Diocésaine des gardes paroissiales du Diocèse de Ste-Anne, inc ... 5973
Union Equipment Ltd. ... 5933
Vap-O-Net Inc. ... 5974
Verilec inc. ... 5974
Villeneuve et associés inc. ... 5975
Weingold Meat Market Inc. ... 5975
Ymoja inc. ... 5975
Zino Construction Inc. ... 5976

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

Alpha Meat Packers Ltd ... 5976
Club de Yacht de Matane inc. ... 5976
Compagnie d'Habitation du Nord inc. ... 5977
D.A.L. Investments Ltd. ... 5977
Guilbault Transport Inc. ... 5977
Lachance Fashion (Guy) Inc. ... 5977
Matane Yacht Club Inc ... 5976
Monseigneur (Bureau à Chose) inc. (Le) ... 5977
C.A. Moreau inc. ... 5978
National Luggage Inc ... 5978
Ranch à Willie inc. (Le) ... 5978
Stanley Towers Apartments Inc ... 5978

Curatelle publique *Public Curatorship*

Successions vacantes: *Vacant Estates:*

Aubé, Vincent ... 5981

MINISTÈRES ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales ***Municipal Affairs***

Ange-Gardien, par. (*Unité de regroupement avec-Regroupment Unit with: Angers, Masson, Buckingham, ville-town, Buckingham, canton-Township, Buckingham, partie Ouest, Buckingham, partie Sud-Est*) 5986
Angers, village (*Unité de regroupement avec-Regroupment Unit with: Ange-Gardien, Masson, Buckingham, ville-town, Buckingham, canton-Township, Buckingham, partie Ouest, Buckingham, partie Sud-Est*) 5986
Buckingham, ville-town (*Unité de regroupement avec-Regroupment Unit with: Ange-Gardien, Masson, Angers, Buckingham, canton-Township, Buckingham, partie Ouest, Buckingham, partie Sud-Est*) 5986
Buckingham, canton-Township (*Unité de regroupement avec-Regroupment Unit with: Ange-Gardien, Angers, Masson, Buckingham, ville-Town, Buckingham, partie Ouest, Buckingham, partie Sud-Est*) 5986
Buckingham, partie ouest, canton-Township (*Unité de regroupement avec-Regroupement Unit with: Ange-Gardien, Angers, Masson, Buckingham, ville-Town Buckingham, canton-Township, Buckingham, partie Sud-Est*). 5986
Buckingham, partie Sud-Est, canton-Township, (*Unité de regroupement avec-Regroupment Unit with: Ange-Gardien, Angers, Masson, Buckingham, ville-Town, Buckingham, canton-Township, Buckingham, partie Ouest*) 5986
Masson, ville-Town (*Unité de regroupement avec-Regroupment Unit with: Ange-Gardien, Angers, Buckingham, ville-Town, Buckingham, canton-Township, Buckingham, partie Ouest, Buckingham, partie Sud-Est*) 5986

Institutions financières compagnies et coopératives ***Financial Institutions Companies and Cooperatives***

Assurance: *Insurance:*

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de la paroisse de St-Philémon, comté de Bellechasse (*Annul.*) 5993

Compagnies de fidéicommis: *Trust Companies*

Compagnie Guaranty Trust du Canada (*Agent*) 5986
Guaranty Trust Company of Canada (*Agent*). 5986

Terres et forêts ***Lands and Forests***

Cadastre: *Cadastre:*

Assomption, paroisse-parish 5987
Chicoutimi, paroisse-parish 5987
Clyde, Canton-township 5986
Saint-Apollinaire, paroisse-parish 5987
Sainte-Flore, paroisse-parish 5987
Saint-Pascal, paroisse-parish 5987

PROCLAMATIONS ***PROCLAMATIONS***

Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Hébécourt, situated in the registration division of Abitibi 5990
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Gendreau, situated in the registration division of Témiscamingue 5988
Coming into force of the official cadastre of a part of the township of Proulx, situated in the registration division of Lac-Saint-Jean-Ouest 5991
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Hébécourt, situé dans la division d'enregistrement d'Abitibi 5990
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Gendreau, situé dans la division d'enregistrement de Témiscamingue 5988
Mise en vigueur du cadastre officiel d'une partie du canton de Proulx, situé dans la division d'enregistrement du Lac-Saint-Jean-Ouest 5991

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES ***COMPANIES INFORMATION ACT***

Financial Service Ltd. (*Erratum*) 5996

Avis de dissolution éventuelle de corporations *Notice of Eventual Dissolution of Corporations*

Aber (L.H.) & Sons Ltd. 5996
Agence d'Assurance Maisonneuve inc. 5996
Argyle Holdings Inc. 5996
Arben Corporation 5996
Arden Construction Co. Ltd. 5996
Ardo Bakeries Ltd. 5996
Ass. de Chasse & Pêche de Plessisville (L') 5996
Association des Propriétaires du district du Lac des Fées inc. 5996
Ass. des Propriétaires du Parc de la Montagne 5996
Assomption Development Corp. (L') 5996
Auto-Moteur inc. 5996
Auxiliaires de l'Hôpital St-Jean-de-Dieu 5996
Beausite inc. 5996
Belgo Lux Handbags Inc. 5996
Bibace (Ronald A.) Ltd 5996
Bom Investment Co. 5996
Bouchard & Néron ltée 5996
Brokers Realty Corporation 5996
Bureau (A.) inc 5996
Canada Coffee and Spice Importing Co. 5996
Canada-Europe Hardware Import Ltd. 5996
Canado Clima inc. 5996
Carro Investment Co. Ltd. 5996
Cartier (Julien) Co. ltée 5996
Centre de Chaussures Iberville inc. (Le) 5996
Champs de Lys Café inc. 5996
Champion Litho inc. 5996
Club de Chasse et Pêche Maska inc. 5996
Club Es-Ski-Mo Jonquière inc. 5996
Club Galland 5996

Avis de dissolution éventuelle de corporations: (*suite*)

Notice of Eventual Dissolution of Corporations: (*continued*)

Club Juvénile de Rivière des Prairies 5996
Club de Ski Rouyn-Noranda 5996
Commission des Sports de Rimouski 5996
Corps Imperial Frontiersmen Victoriaville-Warwick 5996
Delta Corporation 5997
Dulac Chibougamau Mines Ltd. 5997
Duncan Range Iron Mines Limited 5997
Eastern Land Co. Ltd. 5997
Electronic Distributors Supply Inc. 5997
Elmor Corp. 5997
Entreprises Marreault Enterprises Inc. 5997
Estimauville Land Inc. 5997
Explorations St-Laurent ltée (Les) 5997
Fédération des Oeuvres de Charité de Granby inc. (La) 5997
Fides Development Corporation 5997
Fonds Radisson inc. 5997
Forward Development Corporation 5997
Glickstol Holdings Inc. 5997
Golden Triangle (Qué) Investment Co. 5997
Graphic Industries Ltd. 5997
Gravel Electric Ltd. 5997
Gravelle's Service Inc. 5997
Grenet Circle Realty Corp. 5997
Groupes de Placements Sélectifs inc. (Les) ... 5997
Guins Holdings Inc. 5997
Harlaw Investments Ltd. 5997
Hauterive Limited Dividend Inc. 5997
Herben Sales Co. Inc. 5997
Hôtel Chalet St-Luc inc. 5997
Hubert Lake Ungava Nickel Mines Ltd. 5997
Hubertus Heights Limited 5997
Imperial Gardens Inc. 5997
Investar Corporation 5997
Jardin Ste-Thérèse inc. 5997
Kem Construction Ltd. 5997
Lakeshore Music for young People Society ... 5997
Lanctot (J.P.) inc 5997
LaPrairie Shopping Centre Ltd. 5997
Laurentian Gardens Inc. 5997
Leadville Silver Mining Corporation 5997
Lebel (J.B.) ltée 5997
Ligue des Propriétaires de Châteauguay Park inc. 5997
Ligue des Propriétaires de St-Eustache 5997
Loisirs St-Joseph de Rivière-des-Prairies inc. 5997
Mainland Development Corporation 5997
Majorca Investments Inc. 5997
Marcelin ltée 5997
McCoy's Fur Company Limited 5997
Melford Investment Corporation 5997
Metropolitain Junior Hockey League Inc. ... 5997
Messageries de Presse Nord-Sud ltée (Les) ... 5997
Miss Ville St-Laurent Inc. 5997
Montclair Investment Corporation 5997
Montreal-St. Constant Realty Corporation .. 5997
Municipal Taxi Inc. 5997
Nangine (A.) Inc 5997
Nettoyeur Presto Cleaner ltée (Le) 5997
Newtrend Development Corporation 5997
Normandie Bretagne inc. 5997
Nova Development Corp. 5997
Oeuvre des Terrains de Jeux Notre-Dame du Rosaire inc. 5997
Olympia Holdings Ltd. 5997
Painter Circle Realty Corp. 5997
Parksite Garden Inc. 5998
Parkview Estate Inc. 5998
Par-Lal Investments Ltd. 5998
Petits Chanteurs de Cap-de-la-Madeleine (Les) 5998
Pine Hardware & Millwork Ltd. 5998
Préfontaine (F.) Surplus Ltd. 5998
Prêt d'Honneur LaSallien inc. 5998
Québec Insurance Agencies Ltd. 5998
Québec Leaseholds Ltd. 5998
Raydo Construction ltée 5998
Richmar Investments Ltd. 5998
Rivermede Exploration Limited 5998
Roxboro Recreation Center 5998
Sabre Oil Exploration Ltd. 5998
Séville Luncheonette inc. 5998
Société Cinématographique Québécoise 5998
Société de Conservation du Vieux Québec inc. 5998
Sorpento Gardens Ltd. 5998
Subdivisions Inc. 5998
Stationnement Central de Granby inc. 5998
St. Lawrence Chartering Ltd. 5998
Ste. Rose Land Sales Inc. 5998
Sun Valley Lotissement ltée 5998
Supersound Television Inc. 5998
Tazin Mines Québec Limited 5998
Tempered Air Inc. 5998
The 86 Corporation 5998
Town & Country Construction Co. Ltd. 5998
Town & Country Gas & Oil Distributing Co. Ltd. 5998
Tracy Garments Ltd. 5998
Ultra Development Corporation 5998
Van Horne Realty Corp. 5998
Villeneuve ltée (Harry) 5998
Wohl Realty Co. Ltd. 5998

Révocation de dissolution: *Revocation of Dissolution:*

Club Sportif Gaulin Inc. 5998
Gendron Mfg. Jewellers Inc. 5998

Lettres patentes annulées: *Letters Palent Annuled:*

Amis sportifs de Farnham inc. (Les) 5994
Bella Vista Development Corporation 5994
Arsène (J.) Belleville ltée 5994
Bernstein Import Co. Ltd. 5994
Big Missouri Mines Corporation 5994
Biscuits Laur ltée 5994
Blanchard automobile ltée 5994
Canadian Trades Institute Inc. (The) 5994
Chalac Inc. 5994
Cie immobilière de Contrecoeur inc. 5994
Club amateur de chasse & pêche des employés de la Commission de Transport de Mtl. inc. 5994

Lettres patentes annulées: *Letters Patent Annuted:*

(suite) *(continued)*

Club Escoumains 5994
Club Nautique du Lac à la Tortue (Le) 5994
Club Lemoyne inc. 5994
Consolidated Holdings Ltd. 5994
Construction Kennebec cie ltée 5994
Corette Ltd. 5994
Crèmerie Crête inc. 5994
Cresmac Ltd. 5994
Crête D'Hont Inc. 5994
Crevier (Rimouski) ltée 5994
Croinor Pershing Mines Ltd. 5994
Cuddihy (M. R.) Ltd 5994
Damar Construction Corp. 5994
Edgar Donaldson & fils ltée 5994
Dorstal Realties Inc. 5994
Drummond (XM) 5994
Drouin & Drouin ltée 5994
Dufresne (H.) & cie ltée 5994
Duroy ltée 5994
Duskes (S.) & Son Inc 5994
Eastern Airways Ltd. 5994
Eastern Chemicals Ltd. 5994
Eastern Commercial Co. Inc. 5994
Eastern Plumbing & Heating Ltd. 5994
Eastern Townships Electric Ltd. 5994
Eisenberg (B.) Inc. 5994
Electrol Company Ltd. (The) 5994
Embouteilleurs d'eaux gazeuses du Québec 5994
Entreprises Cibec inc. (Les) 5994
Entreprises (B.J.) inc 5994
Entreprises Mitis ltée (Les) 5994
Gordon (Phil.) & Co. ltée. 5994
Hains ltée (Albert) La cie 5994
Hampshire Management Inc. 5994
Handman (Harold) Ltd 5994
Hayeur (Léo) inc 5994
Heatco Inc. 5994
Immeubles de la mer ltée 5994
Kiwanis Club of Rosemère 5994
Laurentian Sales Co. Ltd. 5994
Laval Acceptance Corporation 5994
Lawn Bros. Ltd. 5994
Leader Bowling Ltd. 5994
Leblanc (Émile) ltée 5994
Leonard Realties Inc. 5994
Lessard & Neilson ltée 5994
Lévesque & fils inc. 5994
Librairie du Bon Pasteur 5994
Librairie Le Disque d'Argent inc. 5995
Lido Dress Company 5995
Ligue de la jeunesse féminine de Sherbrooke inc. (La) 5995
Ligue des propriétaires de la cité d'Arvida (La) 5995
Ligue des propriétaires de Rouen (La) 5995
Loisirs de St-Pierre de Sorel 5995
Marmite (La) 5995
McKenna's Hardware Ltd. 5995
McCleod Transportation Ltd. 5995
McOuat (T.) & Son Ltd. 5995
Montreal Water Purifier Ltd. 5995
Montreal Women's Symphony Orchestra 5995
Morin (J.E.F.) ltée 5995
Morton Textiles Ltd. 5995
Navigation de Gaspé & Baie des Chaleurs ltée 5995
New Carlisle Board of Trade (The) 5995
North End Motor Co. Ltd. 5995
Nu-Voque Women's Wear Inc. 5995
Oeuvre des terrains de jeux d'Almaville 5995
Oeuvre des terrains de jeux et loisirs de Mont-Laurier 5995
One Minute Lunch Ltd. 5995
Orbis Trading Co. Inc. 5995
Orcour Gold Mines (1937) Ltd. 5995
Organisation des terrains de jeux de St- Raymond 5995
Osage Oil Exploration Ltd. 5995
Ordre des Gardes Malades de Québec 5995
Paramount Jewellers Inc. 5995
Paramount Mining & Developing Syndicate Ltd. 5995
Peel-Windsor Garage Incorporated 5995
Pepper (Harold F.) Co. Ltd. 5995
Pesner (A.) & Co. Inc. 5995
Placement Marcoux ltée (Les) 5995
Ross Brothers & Company Ltd. 5995
Ross (Henry) Ltd 5995
Roy & Morel Inc. 5995
Royse Acceptance Corporation 5995
Saguenay-Lac St-Jean Structural Steel Works 5995
Ste-Agathe Chalet Inc. 5995
Sun Yuen Social Club Inc. 5995
Syndicat Launayor ltée 5995
Téléphone St-Jean Baptiste de Roxton Falls, La cie 5995
Terrain de jeux de Chambord 5995
Terrain de jeux de parc Ste-Thérèse du Dorbeau inc. 5995
Tétrault & frères ltée 5995
Topeca Club Inc. 5995
Top Styles Inc. 5995
Troiano & Son Inc. 5995
United Car Markets Ltd. 5995
United Radio Stores Ltd. 5995
Union Canadienne des infirmes 5995
Val D'Or Construction Co. 5995
Variety 5¢ to $1.00 Stores Ltd. (The) 5995
Viau (J.A.) limitée 5995
Vogue Bags Ltd. 5995
Walsh (W.F.) Ltd 5995
Watchstraps Inc. 5995
Webster (Thomas) Ltd. 5995
Westmore Construction ltée 5995
White Owl Social Club Inc. 5995
William Barbara Corporation 5995
Wilson (J.J.) Ltd 5996
Windsor Bridge Club Inc. 5996
Yamaska Realty Co. 5996
York Construction Inc. 5996

Société d'habitation du Québec — ***Québec Housing Corporation***

Québec, ville-city (*Programme de rénovation-Renewal programm*) 5988

SOUMISSIONS *TENDERS*

Assomption, ville-town 5999
Honoré-Mercier, c.s.r.-r.s.b. 6001
Orsainville, ville-town 6012
Sainte-Marie, ville-town 6004
St-Bruno-de-Montarville, ville-town 6008
St-Calixte, munic. 6006
St-Timothée, par. 6003
St-Raymond, ville-town 6014
Très St-Sacrement, c.s.-s.b. 6010

VENTES *SALES*

Lar Shérifs *By Sheriffs*

Bonaventure *Bonaventure*

Bank of Nova-Scotia *vs* Boudreau 6016
Banque Nouvelle-Écosse *vs* Boudreau 6016
Vulcanisation St-Pascal Inc. *vs* Lévesque .. 6017

Mégantic *Mégantic*

Bergeron *vs* Hôtel Manoir du Lac William Inc. 6017

Montréal *Montreal*

Artisans, Société coopérative d'Assurance-vie *vs* Savard (Les) 6024
Bank Canadian National *vs* Comeau 6031
Bank Canadian National *vs* Larochelle 6019
Banque canadienne nationale *vs* Comeau 6031
Banque canadienne nationale *vs* Larochelle ... 6019
Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Larose 6019
Banque Royale du Canada *vs* Sheiner 6022
Banque Royale du Canada *vs* Sheiner 6023
Corporation of town of Mount-Royal (The) *vs* Wentworth Development 6018
Corporation de ville Mont-Royal *vs* Wentworth Development 6018
Dans l'affaire de la loi de l'impôt sur le revenu *vs* Dans l'affaire de Jean Serrentino 6032
General Trust of Canada *vs* Coombs et *Al.* (*Erratum*) 6032
General Trust of Canada *vs* Roy 6024
Hogue *vs* Hogue et *al.* 6025
In the cause of the income Tax Act *vs* in the cause of Jean Serrentino 6032
Laurentian Mutual Assurance Company (The) *vs* Savard 6021
Laurentienne Co. Mutuelle d'Assurance (La) *vs* Savard 6021
Milbern Window Ltd. *vs* Pierrine Construction Co. Ltd. 6027
Montreal City and Districts Savings Bank (The) *vs* Larose 6019
Patenaude *vs* Héritiers-Heirs Brassard 6021
Royal Bank of Canada (The) *vs* Sheiner 6022
Royal Bank of Canada (The) *vs* Sheiner 6023
Seguin (E.) & Fils ltée *vs* Rela Construction Co. Ltd. 6025
Sunnydale Investments Inc. *vs* Chadwick & *Al.* 6020
Texaco Canada Ltd. *vs* Cadieux 6023
Trust Général du Canada et *Al. vs* Coombs et *Al.* (*Erratum*) 6032
Trust Général du Canada *vs* Roy 6024

Saint-François *Saint-François*

Bourque ltée *vs* Parenteau 6033
Duranleau *vs* Guertin et *al.* 6033
Labrie *vs* Gilbert 6033

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

Bank of Montreal *vs* Boisvert et *Al.* 6034
Banque de Montréal *vs* Boisvert et *al.* 6034
Office du crédit agricole (L') *vs* Bergeron 6035
Prévoyants du Canada (Les) *vs* Boisvert 6034
Québec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bergeron 6035

Taxes *Taxes*

St-Léonard, cité-city 6035

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1776-72

Québec, le 21 juin 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT le transfert au ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche de certaines terres publiques situées dans la Ville de Matane et la Paroisse de St-Jérôme (Matane)

ATTENDU QU'en vertu d'un acte notarié « de vente, cession et convention » passé le 22 avril 1960 entre le Gouvernement du Québec et Price Brothers & Company, Limited, et d'un autre acte notarié de vente passé le 25 juillet 1962 entre Hammermill Paper Company et ledit Gouvernement, celui-ci est devenu propriétaire d'un important groupe de lots ou de parties de lots situés de chaque côté de la rivière Matane, à l'intérieur des limites de la Ville de Matane et de la Paroisse de St-Jérôme;

ATTENDU QU'une proportion de 65% des terrains ainsi acquis ont été revendus, cédés ou loués à divers concessionnaires, principalement à La Compagnie Internationale de Papier du Canada et à la Corporation municipale de la Ville de Matane, tandis que le résidu vacant formant environ 118 acres fait présentement l'objet, de la part du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche, d'une demande de transfert de régie et d'administration en vue de l'aménagement et du maintien d'une zone de récréation intensive, comportant notamment un terrain de camping et différents aménagements touristiques et équipements connexes, en outre d'une lisière riveraine destinée à assurer la protection et la conservation de la faune aquatique;

ATTENDU QU'après avoir fait contrôler cette demande par l'administrateur régional du ministère, il appert qu'il n'existe aucun empêchement à la réalisation du transfert proposé;

ATTENDU QUE les articles 4 et 41*a* de la Loi des terres et forêts (S.R.Q. 1964, ch. 92, et L.Q. 1969, ch. 58, art. 83) pourvoient à la légalité dudit transfert.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des terres et forêts:

QUE soient transférées, sans autre procédure, au ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche, la régie et

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1776-72

Québec, June 21, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING the transfer to the Minister of Tourism, Fish and Game of certain public lands situate in the town of Matane and in the parish of St-Jérôme (Matane)

WHEREAS pursuant ot a notarial deed of "sale, transfer and agreement", executed on April 22, 1960 between the Government of the Province and Price Brothers & Company Limited, and of another notarial deed of sale executed on July 25, 1962 between Hammermill Paper Company and the said Government, the latter became owner of an important group of lots or parts of lots situate on each side of the Matane River, within the limits of the town of Matane and the parish of St-Jérôme;

WHEREAS a proportion of 65% of the lands thus purchased was resold, transferred or rented to various grantees, principally The Canadian International Paper Company and the Municipal Corporation of the Town of Matane, and the Minister of Tourism, Fish and Game has now requested that control and administration of the remaining land be transferred to him for the purpose of the development and maintenance of an intensive recreation zone, comprising in particular a camping ground and different tourist utilities and ancillary equipment, including a riparian strip for the protection and conservation of aquatic wild-life;

WHEREAS the said request having been referred to the regional administrator of the Department, it appears that there is no obstacle to the proposed transfer;

WHEREAS section 4 of the Lands and Forest Act (R.S.Q. 1964, ch. 92) and section 41*a* of the said Act, inserted therein by section 83 of the Wild-life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58), provide for the legality of such transfer.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of the Lands and Forests:

THAT, without other procedure, the control and administration of all the cadastral subdivisions or parts of

l'administration de toutes les subdivisions cadastrales ou parties de subdivisions cadastrales énumérées ci-après, formant ensemble environ 118 acres, y compris la réserve légale de trois chaînes, aux conditions suivantes:

a) subordonnément aux servitudes déjà existantes, le présent transfert est consenti en vue de l'implantation d'une zone de récréation comportant tous les aménagements fonciers, bâtisses ou structures requis à cette fin. Les terrains qui en font l'objet ne pourront être, en tout ou en partie, vendus, cédés ou loués à des tiers, corporations ou individus, pour quelque fin que ce soit, sans l'intervention du Lieutenant-gouverneur en conseil; la régie et l'administration desdites subdivisions ou parties de subdivisions cacastrales seront rétrocédées au ministre des terres et forêts si celles-ci ne sont pas utilisées, ou si elles cessent d'être utilisées aux fins susdites;

b) pendant la durée dudit transfert, la coupe du bois, la protection contre les incendies forestiers et l'extinction de ceux-ci demeureront sous le contrôle du ministre des terres et forêts. Les représentants de ce ministère auront libre accès à toutes les unités de terrain ayant fait l'objet du transfert, pour y accomplir les devoirs inhérents à leur fonction respective;

c) les représentants du ministère des richesses naturelles et, le cas échéant, les détenteurs de permis délivrés par celui-ci, auront également libre accès aux terrains en question, dans l'exercice de leurs devoirs ou de leurs droits.

Désignation

— Cadastre officiel de la Paroisse de St-Jérôme de Matane —

Subdivision	*Superficie*
131-18	1,850 pi. ca.
132-1-2	2,502 pi. ca.
129-2	2,218 pi. ca.
270-1	2.29 acres
271-1	1.84 acres
272-1	0.95 acre
273-1	2.73 acres
274-1	3.88 acres
275-1	5.17 acres
276-1	8.00 acres
277-1	4.49 acres
277-2	3.84 acres
278-1	1.23 acres
278-2	15.47 acres
278-3	1.95 acres
278-4	1.63 acres
279-2	17.72 acres
279-3	1.12 acres
280-2	7.72 acres
280-3	0.07 acre

cadastral subdivisions listed hereinafter, of 118 acres, more or less, and including the legal reserve of three chains, be transferred to the Minister of Tourism, Fish and Game upon the following conditions:

(*a*) subject to servitudes now in being, this transfer is granted for the purpose of creating a recreation zone comprising all the land development, buildings or structures necessary for such purpose. The land intended therefor shall not be, in whole or in part, sold, transferred or rented to third parties, corporations or individuals, for any purpose whatsoever, without the prior application therefor to the Lieutenant-Governor in Council; the control and administration of the said cadastral subdivisions or parts of subdivisions shall revert to the Minister of Lands and Forests if the said lands are not utilized, or if they cease to be utilized for the aforementioned purpose;

(*b*) during the term of the said transfer, the cutting of wood, the protection against forest fires and their extinguishing, shall remain under the control of the Minister of Lands and Forests. The representatives of the said department shall have free access to all land units comprising the transfer in order to accomplish their respective functions;

(*c*) the representatives of the Department of Natural Resources and, where applicable, the holders of permits issued by the latter, shall also have free access to the lands in question, in the exercise of their duties or their rights.

Description

The official cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane

Subdivision	*Area*
131-18	1,850 sq. ft.
132-1-2	2,502 sq. ft.
129-2	2,218 sq. ft.
270-1	2.29 acres
271-1	1.84 acres
272-1	0.95 acre
273-1	2.73 acres
274-1	3.88 acres
275-1	5.17 acres
276-1	8.00 acres
277-1	4.49 acres
277-2	3.84 acres
278-1	1.23 acres
278-2	15.47 acres
278-3	1.95 acres
278-4	1.63 acres
279-2	17.72 acres
279-3	1.12 acres
280-2	7.72 acres
280-3	0.07 acre

317-2	1.41 acres
318-1	2.94 acres
*318-2	2.28 acres
*319-1	2.15 acres
323-2	6.51 acres
323-1	2.39 acres
325 (partie)	1.0 acre
327 (partie)	0.25 acre
330-2	4.23 acres
330-1	0.39 acre
331-1	0.17 acre
331-2	3.52 acres
332-2	0.06 acre
332-3	3.61 acres
333-2	3.92 acres
279-1	0.28 acre
280-1	0.13 acre
281-1	0.26 acre
285-1	0.28 acre
291-4	
292-4	19,250 pi. ca.

Lisière de quinze (15) pieds de profondeur en bordure de la rivière sur les lots : 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299 et 300 (environ 1.18 acre)

* En ce qui concerne les subdivisions 319-1 et 318-2 identifiées ci-dessus par un astérique, une lisière de 100 pieds de largeur pourra éventuellement en être détachée pour le ministère de la voirie, en vue de l'élargissement de la route.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46902-o

317-2	1.41 acres
318-1	2.94 acres
*318-2	2.28 acres
*319-1	2.15 acres
323-2	6.51 acres
323-1	2.39 acres
325 (part)	1.0 acre
327 (part)	0.25 acre
330-2	4.23 acres
330-1	0.39 acre
331-1	0.17 acre
331-2	3.52 acres
332-2	0.06 acre
332-3	3.61 acres
333-2	3.92 acres
279-1	0.28 acre
280-1	0.13 acre
281-1	0.26 acre
285-1	0.28 acre
291-4	
292-4	19,250 sq. ft.

A strip of fifteen (15) feet in depth bordering the river on lots: 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299 and 300 (1.18 acres more or less).

* With respect to subdivisions 319-1 and 318-2, identified above by an asterisk, a strip of 100 feet in width may eventually be withdrawn therefrom by the Department of Roads for the purpose of widening the road.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46902-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1958-72

(erratum)

Ajouter après l'A.C. 1958-72 publié dans la *Gazette officielle* du 8 juillet 1972 les formules suivantes:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1958-72

(erratum)

Add after O.C. 1958-72 published in the *Québec Official Gazette* of July 8, 1972, the following forms:

PO — 1

Adresser en duplicata à:

L'Office du Crédit agricole du Québec
Service de l'amélioration des fermes
Hôtel du Gouvernement
Québec 4, Québec

Réservé

No du dossier:

No assurance sociale

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS D'OEUFS DE CONSOMMATION

DEMANDE POUR L'OBTENTION D'UN CERTIFICAT

1. *Requérant* _____

(Nom, prénoms ou raison sociale, selon le cas)

_____

(Adresse postale: paroisse, rang ou route rurale, comté)

Marié: Oui ☐ Non ☐ Si oui, nom de l'épouse: _____

Je suis actionnaire d'une corporation: Oui ☐ Non ☐ Si oui, nom de la corporation:

_____

Je suis sociétaire d'une société: Oui ☐ Non ☐ Si oui, raison sociale de cette société:

_____

2. *Description de l'exploitation*

Je suis propriétaire ☐ ou locataire ☐ d'un poulailler. Numéro du lot habité:

Je suis actuellement propriétaire de _____ pondeuses.
(nombre)

Depuis le premier janvier 1970, le nombre maximum de pondeuses dont j'ai été propriétaire a été de (nombre) _____

3. *Demande pour l'obtention d'un certificat*

Je désire bénéficier des avantages de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation et notamment obtenir un certificat m'autorisant à contracter un emprunt en vertu de ladite Loi pour un montant de $

Ce montant représente la totalité ☐ ou partie ☐ de l'ensemble de mes dettes actuelles qui s'établissent comme suit:

Noms et adresses des créanciers	Montants	Causes
TOTAL		

(verso)

LR-912

PO — 1

Send in duplicate to:

The Québec Farm Credit Bureau
Farm Improvement Service
Parliament Buildings
Québec 4, P.Q.

Reserved

File Number:

Social Insurance Number:

THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO CONSUMER-EGG PRODUCERS

APPLICATION FOR A CERTIFICATE

1. *Applicant* _____
(Surname, name or firm name)

_____
(Postal address: Parish, Range or Road, County)

Married: Yes ☐ No ☐ If yes, name of spouse: _____

I own shares in a corporation: Yes ☐ No ☐ If yes, name of corporation:
_____

I own shares in a partnership: Yes ☐ No ☐ If yes, name of partnership:
_____

2. *Description of Enterprise*

I am owner ☐ or tenant ☐ of a hennery. Number of lot occupied :

I presently own _____ laying hens.
(Number)

From January 1, 1970, the maximum number of laying hens which I have owned is : _____
(Number)

3. *Application for a certificate*

I wish to benefit from the Act to promote special credit to consumer-egg producers and in particular to obtain a certificate authorizing me to contract a loan under the said Act in the amount of $ _____

This amount represents all ☐ or part ☐ of my present debts which are as follows:

Name and address of creditors	Amounts	Purposes
TOTAL		

(over)

LR-913

Je déclare que je n'ai pas d'autres dettes que celles indiquées ci-dessus et que je suis un producteur au sens de cette Loi, savoir que je suis directement engagé, à mon propre compte, dans la production d'oeufs de consommation conformément à l'article I des règlements adoptés sous l'empire de ladite Loi.

Je déclare, en outre que mes revenus globaux, provenant de toutes sources, ne m'ont pas permis de combler l'écart entre le coût de production et le prix de vente de mes oeufs de consommation au cours de la période commençant le premier janvier 1970.

4. *Engagement et autorisation*

Je m'engage à fournir tous les renseignements et documents que pourra requérir l'Office du crédit agricole du Québec pour les fins d'émission du certificat et d'obtention d'un emprunt par la suite, et j'autorise ledit Office à communiquer au Ministère de l'agriculture et de la colonisation ainsi qu'à mon prêteur éventuel tous renseignements et documents qu'ils pourraient requérir. Ce prêteur sera probablement:

(Nom et adresse du prêteur éventuel)

J'autorise également mon prêteur à fournir à l'Office du crédit agricole du Québec tous renseignements et documents que ce dernier peut requérir aux mêmes fins.

Si un prêt m'est consenti en vertu de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation:

A) Je m'engage à utiliser le produit du prêt exclusivement aux fins qui seront indiquées sur le certificat;

B) Je m'engage à maintenir mon statut de producteur conformément à ladite loi jusqu'au remboursement total du prêt; advenant un changement de mon statut, j'en aviserai immédiatement mon prêteur;

C) Je m'engage à fournir au prêteur les garanties qui seront prévues sur le certificat et, à cette fin, je nomme par les présentes comme mon mandataire la personne qui fait actuellement fonction de gérant de mon prêteur éventuel pour donner à ce dernier en mon nom telles garanties et pour signer ou endosser et remettre tous actes ou documents s'y rattachant;

D) Je m'engage à ne pas grever, aliéner ou diminuer de quelque façon, sans l'assentiment écrit du prêteur, les animaux, l'équipement ou la machinerie donnés en garantie du prêt et ce, jusqu'au remboursement total du prêt obtenu en vertu de ladite loi;

E) J'autorise également le prêteur, si une garantie hypothécaire ou un nantissement est exigé, à faire les recherches requises, l'inscription ou l'enregistrement approprié et à vérifier à sa satisfaction la valeur des titres et la situation hypothécaire de la garantie immobilière ainsi que les charges grevant la garantie mobilière, et je m'engage à lui en rembourser les frais;

F) J'autorise le prêteur, en cas de défaut de remboursement de ce prêt, à vendre ou à faire vendre publiquement ou privément toute garantie donnée et tous biens sur lesquels elle porte, le produit de chaque vente moins les frais qui en résultent devra être affecté à ma dette sans que ma responsabilité pour le solde n'en soit aucunement diminuée;

G) J'autorise l'Office ainsi que mon prêteur éventuel à effectuer toute enquête y compris la visite de mon exploitation pour toutes fins que de droit en rapport avec le certificat qui pourra être émis en ma faveur ou en rapport avec l'emprunt qui pourra m'être consenti.

I declare that I have no debts other than those mentioned above and that I am a producer within the meaning of the said Act, that is to say, I am directly engaged on my own behalf in the production of consumer-eggs in accordance with section 1 of the Regulation under the Act.

I also declare that my gross revenue from all sources is insufficient to balance production costs with the selling price of my consumer-eggs during the period commencing on January 1, 1970.

4. *Guarantee and Authorization*

I undertake to provide all the necessary information and documents to the Québec Farm Credit Bureau for the insurance of a certificate and subsequent obtainment of a loan and I authorize the said Bureau to send all the necessary information and documents to the Department of Agriculture and Colonization and to my contingent lender. This lender shall probably be:

_____

(Name and address of contingent lender)

I also authorize my lender to provide the Québec Farm Credit Bureau with all the necessary and pertinent information and documents.

If I am granted a loan under the Act to promote special credit to consumer-egg producers:

A) I undertake to use to proceeds of the loan for the purposes stipulated in the certificate;

B) I undertake to retain my status of producer in accordance with the said Act until full repayment of the loan; should my status change, I shall advise my lender immediately thereto;

C) I undertake to furnish the lender the guarantees stipulated in the certificate and, for this purpose, I hereby name as my proxy the person acting as manager to my contingent lender in order to give such guarantees to the latter in my name and to sign or endorse and hand over all deeds or documents attaching thereto;

D) I undertake not to encumber, alienate or diminish in any manner whatsoever, without the written consent of the lender, the poultry, equipment or machinery constituting guarantees in respect of the loan until total repayment of the loan granted under the said Act;

E) I also authorize the lender, where a guarantee must be furnished by hypothec or pledge, to make the necessary searches and pertinent entries or records, and to verify to his satisfaction the value of the deeds and the hypothecary standing of the guarantee on immoveable property as well as the charges encumbering the guarantee on moveable property, and I undertake to reimburse him all expenses;

F) I authorize the Board and also the lender, in case of default of repayment of the loan, to openly or privately sell or cause to be sold any given guarantee and the property relating thereto, the proceeds of each sale less the subsequent expenses to be charged to my debt without any decrease in my responsibility for the balance;

G) I authorize the Bureau and also my contingent lender to conduct any enquiry including a visit of my enterprise for all authorized purposes in respect of the certificate issued in my name or with respect to the loan which may be granted to me.

5. *Déclaration solennelle*

Je soussigné, déclare solennellement que les affirmations faites par moi dans la présente demande pour l'obtention d'un certificat sont, au meilleur de ma connaissance, exactes et véridiques en tout point.

Je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, aux termes de la loi sur la preuve au Canada.

Déclaré devant moi:

À _____

Le _____ jour de _____ 19 ____ _____

(Requérant)

_____

(Personne autorisée à recevoir les serments)

5. *Solemn Declaration*

I, the undersigned, solemnly declare that all the statements made by me in this application for a certificate are true and exact to the best of my knowledge and belief.

I make this solemn declaration believing it to be true, and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath, according to the terms and conditions of the Canada Evidence Act. (R.S.C. 1970 ch. E-10)

Declared before me:

at _____

this_____ day of_____ 19_____ _____

(Applicant)

_____

(Person authorized to take oaths)

PO — 2

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS D'OEUFS DE CONSOMMATION

DÉCLARATION SOLENNELLE
(en vertu de l'article 4 de la Loi)

Canada
Province de Québec
District de _____

Réservé
Numéro du dossier:

Je, soussigné, _____ domicilié à
(Nom, prénoms ou raison sociale, selon le cas)

_____ dans la province de Québec,
(adresse ou siège social)

déclare solennellement ce qui suit:
(1) Que le producteur suivant: _____
(nom du producteur et son adresse)

me doit les montants ci-dessous pour les raisons suivantes:

Raisons	Montants
TOTAL:	

(2) Que les raisons ci-dessus sont conformes aux faits et/ou aux objets livrés au producteur et que leur prix reflète le prix réel comme en font foi les factures ou autres pièces justificatives ci-annexées;

(3) Que je ne détiens aucun nantissement, privilège, lien, cession ou autre charge quelconque, sauf sur les objets suivants:

_____

et je m'engage à les faire disparaître à la faveur du produit du prêt du producteur susmentionné, excepté sur les suivants:

_____

(4) Que les dettes susmentionnées contractées pour la vente d'objets ou pour services rendus ne sont pas antérieures au premier janvier 1970 et qu'elles ne constituent pas un "refinancement" de dettes antérieures;

Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, aux termes de la loi de la preuve au Canada.

Déclaré devant moi

_____
(créancier)

À _____
Province de Québec,
ce ____ jour de _____ _____ 19 ____

_____

_____

_____
(toute personne autorisée à faire prêter le serment)

N.B.: Dans le cas de corporation ou société, signature des représentants dûment autorisés.

LR-918

THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO CONSUMER-EGG PRODUCERS

PO – 2

SOLEMN DECLARATION
(under section 4 of the Act)

Canada
Province of Québec
District of: _____

Reserved

File number:

I, the undersigned, _____ residing at
(Surname, name or firm name)

_____ in the Province of Québec,
(Address or Head Office)

solemnly declare that:

(1) The following producer: _____
(Name and address of producer)

owes me the amounts listed below for the following purposes:

Purposes	Amounts
TOTAL :	

(2) That purposes stated above are in conformity with the goods and/or deliveries made to the producer and that the prices thereof are the true prices as witnessed by the invoices or other supporting documents attached hereto;

(3) That I hold no pledge, priviledge, lien, transfer or other charge whatsoever, except upon the following objects:

_____

and I undertake to liquidate them out of the proceeds of the abovementioned loan, excepting the following:

_____

(4) That the abovementioned debts contracted for the sale of goods or services rendered were not contracted prior to January 1, 1970 and that they do not constitute a "refinancing" of previous debts.

And I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true, and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath, according to the terms and conditions of the Canada Evidence Act. (R.S.C. 1970 ch. E-10)

Declared before me

_____
(Creditor)

at _____ in the _____
Province of Québec
this _____ day of _____ 19__ _____

_____
(Person authorized to take oaths)

N.B.: In the case of a corporation or partnership, signature of duly authorized representatives.

LR-919

PO — 3

$..... Demande no ..... Certificat No .....

.....19.....

Pour valeur reçue, je promets de payer à l'ordre de _____
(Nom de la banque)

à sa succursale de _____

la somme de _____ dollars ($_____)

(ci-après appelée le "principal") par versements mensuels et consécutifs dont les _____ premiers versements seront de _____ dollars $_____)

chacun et dont les autres seront comme suit: _____

_____

_____

Je promets de payer le premier de tous ces versements le premier jour du huitième mois suivant la date d'expiration de la période critique reconnue conformément au paragraphe *e*) de l'article I de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation (L.Q. 1972) sanctionnée le 30 juin 1972.

Je promets en outre de payer mensuellement et régulièrement, avant comme après échéance, l'intérêt au taux de _____% par an, courant d'aujourd'hui, sur le principal impayé, le paiement initial devant s'effectuer le premier jour du premier mois suivant la date d'aujourd'hui et les autres au premier jour de chaque mois par la suite, ces paiements ne devant toutefois comprendre que la moitié de l'intérêt exigible jusqu'à et y compris le paiement du premier jour du septième mois suivant la date d'expiration de ladite période critique.

Les paiements partiels seront d'abord imputés à l'intérêt couru.

Si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru n'est pas payé à la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la Banque. Au cas où le soussigné négligerait de faire l'un quelconque des paiements ci-dessus prévus, le soussigné promet de payer l'intérêt au taux ci-dessus stipulé sur le montant arriéré du principal depuis la date du défaut jusqu'au paiement.

_____

_____

LR-920

PO — 3

$..... Application No..... Certificate No.....

.....19.....

For value received, I promise to pay to the order of_____
(Name of Bank)

at its_____Branch

the sum of_____dollars ($_____)

(hereinafter called the "principal") in monthly and consecutive instalments, the first_____

of which shall be for _____dollars($_____)

and each of the others shall be as follows:_____

_____

_____

I promise to pay the first instalment on the first day of the eighth month following the expiry date of the critical period determined in accordance with paragraph e of section 1 of the Act to promote special credit to consumer-egg producers. (S.Q. 1972, assented to on June 30, 1972).

I also promise to pay regularly and monthly, before and after the due date, interest at the rate of_____% per annum, current today, on the unpaid principal, the initial payment to be made on the first day of the first month following today's date and the others on the first day of each subsequent month, the said payments not comprising, however, more than half of the interest payable up to and including payment on the first day of the month following the expiry date of the said critical period.

Partial payments shall be applied, in the first instance, to accrued interest.

If any instalment on the principal or accrued interest is not paid on the due date, the total amount of principal and accrued interest shall become immediately payable at the discretion of the bank. In case of neglect by the undersigned to make any of the payments prescribed above, the undersigned promises to pay the interest at the rate stipulated above on the unpaid balance of the principal from the date of default until payment.

_____

_____

LR-921

PO — 4

RECONNAISSANCE DE DETTE

$ _____ No du certificat:

Date d'échéance [ ][ ][ ] JR MS AN

No de la demande: [ ]

Folio du compte: [ ]

_____ 19 ___

Je, soussigné, reconnais avoir emprunté et reçu de la Caisse _____

_____

la somme de _____ dollars

et m'engage à lui rembourser cette somme, à son siège social, dans un délai de _____
(Nombre de mois)
à compter de l'expiration du dernier jour du sixième mois suivant la date d'expiration de la période critique reconnue conformément au paragraphe *e*) de l'article I de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation (L.Q. 1972) sanctionnée le 30 juin 1972.

Je m'engage à rembourser le principal de ladite somme par _____ versements mensuels et consécutifs

dont les _____ premiers seront de _____ dollars ($ _____) chacun et dont les

autres seront comme suit: _____

_____

_____

Le premier de tous ces versements deviendra dû le premier jour du huitième mois suivant la fin de ladite période critique.

Je m'engage en outre à payer mensuellement et régulièrement, avant comme après échéance, l'intérêt au taux de _____% l'an, courant d'aujourd'hui, sur le principal impayé de la susdite somme, le paiement initial devant s'effectuer le premier jour du premier mois suivant celui du présent emprunt et les autres au premier jour de chaque mois par la suite, ces paiements ne devant toutefois comprendre que la moitié de l'intérêt exigible jusqu'à et y compris le paiement du premier jour du septième mois suivant la date d'expiration de ladite période critique.

Le défaut de payer à échéance un seul versement de principal ou un seul paiement d'intérêt entraîne l'exigibilité de tout solde dû sur ledit prêt. Si la Caisse est appelée à payer des frais de perception en rapport avec ma dette, je m'engage à les lui rembourser.

Le soussigné se porte caution et consent à la Caisse tous les droits lui résultant des conventions ci-haut auxquelles il souscrit, le tout conjointement et solidairement.

_____ _____
(Signature de la caution) (Signature de l'emprunteur)

_____ _____
(Adresse) (Adresse)

LR-922

PO — 4

ACKNOWLEDGMENT OF DEBT

$ _____ Certificate Number:

Due date: [ ][ ][ ] Day Month Year

Application Number: [ ]

Folio of Account [ ]

_____ 19 _____

I, the undersigned, acknowledge that I have borrowed and received from the Bank _____

_____

the sum of _____ dollars

and undertake to pay back this sum at the head office of this bank, within _____
(Number of months)

effective upon the expiry of the last day of the sixth month following the expiry date of the critical period determined in accordance with paragraph e of section 1 of the Act to promote special credit to consumer-egg producers (S.Q. 1972, assented to on June 30, 1972)

I undertake to repay the principal of the said sum in _____ monthly and consecutive instalments of

which the first _____ shall each be for _____ dollars ($_____) and

the others shall be as follows: _____

_____

_____

The first such instalment shall be due on the first day of the eighth month following the end of the critical period.

I also undertake to pay regularly and monthly, before and after the due date, interest at the rate of _____% per annum, current today, on the unpaid principal of the sum stated above, the initial payment to be made on the first day of the first month following the month of issue of this loan and the others on the first of each subsequent month, the said payments not comprising, however, more than half of the interest payable up to and including payment on the first day of the seventh month following the expiry date of the said critical period.

In default of payment of a single instalment of the principal or a single interest payment on the due date shall entail the immediate payment of the entire balance due on the said loan. If the bank is called upon to pay collection charges in connection with my debt, I undertake to reimburse them the said charges.

The undersigned goes surety and grants to the Bank all rights deriving from the abovementioned agreements to which he has signed, the whole jointly and severally.

_____ (Signature of Surety)

_____ (Signature of borrower)

_____ (Address)

_____ (Address)

LR-923

PO — 5

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS D'OEUFS DE CONSOMMATION

Adresser à:

L'Office du Crédit agricole du Québec
Service de l'amélioration des fermes
Hôtel du Gouvernement
Québec 4, Qué.

AVIS DE DÉBOURSEMENT DU PRÊT

N.B.: Cet avis doit être produit à l'Office du Crédit agricole du Québec:

A) dans les dix jours de la date du déboursement total du prêt, ou

B) si le prêt n'a pas été déboursé en entier, dans les dix jours suivant la date d'expiration du délai indiqué sur le certificat.

_____ _____

(Nom du prêteur) (Adresse postale complète)

_____ _____

(Nom de l'emprunteur) (Adresse postale complète)

Numéro du dossier: _____ Numéro du certificat: _____

Montant du prêt: $ _____ Taux d'intérêt: _____

Date du déboursement:

A) Si déboursé en entier le même jour: _____

B) Si déboursé par tranches à différentes dates:

Dates	*Montants*

Note: Dans les dix jours suivant un remboursement total ou partiel d'un emprunt effectué durant la période critique ou au cours des six mois suivant la fin de ladite période, le prêteur doit en aviser l'Office.

Date: _____ _____

(Gérant)

LR-924

PO — 5

THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO CONSUMER-EGG PRODUCERS

Send to:

The Québec Farm Credit Bureau
Farm Improvement Service
Parliament Buildings
Québec 4, Qué.

NOTICE OF DISBURSEMENT OF LOAN

N.B.: This notice must be sent to the Québec Farm Credit Bureau:

A) Within 10 days of the date of total disbursement of the loan, or

B) If the loan is not disbursed in full, within 10 days following the expiry date mentioned on the certificate.

_____

(Name of lender) (Complete postal address)

_____

(Name of borrower) (Complete postal address)

File number: _____ Certificate number: _____

Amount of loan: $ _____ Rate of interest: _____

Date of disbursement:

A) If disbursed in full on the same day: _____

B) If disbursed in instalments of different dates:

Dates	*Amounts*

N.B.: Within 10 days following total or partial repayment of a loan contracted during the critical period or within the six months following the end of the said period, the lender shall advise the Bureau thereof:

Date: _____ _____

(Manager)

LR-925

PO — 6

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS D'OEUFS DE CONSOMMATION

Adresser à:

L'Office du Crédit agricole du Québec
Service de l'amélioration des fermes
Hôtel du Gouvernement
Québec 4, Qué.

À arrêter au dernier jour de mars et de septembre

_____
(Nom du prêteur)

_____
(Succursale ou adresse)

RAPPORT DÉTAILLÉ SUR TOUS LES PRÊTS EN COURS

Rapport arrêté au _____ 19____

Numéro de la demande	Numéro du dossier	Nom de l'emprunteur) (par ordre alphabétique	Date du prêt	Montant initial du prêt (omettre les cents)	Solde actuel du prêt (omettre les cents)	À remplir dans les cas de défaut seulement						Espace réservé
						Arrérages en		Dernier paiement reçu			Motif du défaut et mesures prises en recouvrement	
						principal (omettre les cents)	intérêt (omettre les cents)	Date	principal (omettre les cents)	intérêt (omettre les cents)		

Nombre global de tous les prêts en cours _____

Nombre des prêts en défaut _____

Laisser un double interligne entre les détails de chaque prêt mais transcrire les motifs du défaut à simple interligne.

Certifié exact:

_____
Gérant

_____
Comptable

LR-926

PO — 6

THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO CONSUMER-EGG PRODUCERS

Send to:

The Québec Farm Credit Bureau
Farm Improvement Service
Parliament Buildings
Québec 4, Qué.

Report made effective on the last day of March and September

_____
(Name of lender)

_____
(Branch or address)

DETAILED STATEMENT OF CURRENT LOANS

Report made effective on_____19_____

Application number	File number	Names of borrowers (in alphabetical order)	Date of loan	Initial amount of loan (omit cents)	Present balance of loan (omit cents)	To be completed in case of default only						Space reserved
						Arrears in		Last payment received			Reason for default and measures taken to recover payment	
						Principal (omit cents)	Interest (omit cents)	Date	Principal (omit cents)	Interest (omit cents)		

(Total number of current loans) _____ Number of loans in default _____ Certified true:

Double-spacing for details of each loan Single-spacing for reasons of default

_____
Manager

_____
Accountant

LR-927

PO - 7

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS D'OEUFS DE CONSOMMATION

Adresser à:

L'Office du Crédit agricole du Québec
Service de l'amélioration des fermes
Hôtel du Gouvernement
Québec 4, Qué.

PRÊT TOTALEMENT REMBOURSÉ

_____
(Nom du prêteur) (Adresse postale complète)

_____
(Nom de l'emprunteur) (Adresse postale complète)

Numéro du dossier : _____ Numéro du certificat: _____

Numéro de la demande: _____ Montant du prêt: $ _____

Solde du prêt remboursé: $_____ Date du remboursement: _____

Date: _____ _____
(Gérant)

PO — 7

THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO CONSUMER-EGG PRODUCERS

Send to:

The Québec Farm Credit Bureau
Farm Improvement Service
Québec 4, Qué.

TOTAL REPAYMENT OF LOAN

_____ _____
(Name of lender) (Complete postal address)

_____ _____
(Name of borrower) (Complete postal address)

File number: _____ Certificate number: _____

Application number: $_____ Amount of loan: $_____

Balance of loan repaid: $_____ Date of Repayment: _____

Date: _____ _____
(Manager)

PO — 8

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS D'OEUFS DE CONSOMMATION

Adresser à:

L'Office du Crédit agricole du Québec
Service de l'amélioration des fermes
Hôtel du Gouvernement
Québec 4, Qué.

ÉTABLISSEMENT DE LA RÉCLAMATION CONCERNANT LE PRÊT EN DÉFAUT

Numéro du dossier	Pour le prêteur		
	No de la succursale ou de fondation	Numéro du certificat	Numéro de la demande

De _____ (Nom du prêteur)

_____ (Succursale)

_____ (Adresse)

_____ (Nom de l'emprunteur)

_____ (Adresse)

_____

L'Office du Crédit agricole du Québec
Hôtel du Gouvernement, Québec

En vertu de la garantie du gouvernement de la province de Québec sous le régime de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation, le soussigné réclame par les présentes le montant de la perte subie par le prêteur susmentionné par suite d'un prêt garanti en vertu de ladite Loi et consenti à l'emprunteur ci-dessus nommé.

(1) Le montant impayé du prêt _____ $

(2) Tous frais taxes ou taxables non perçus ainsi que tous déboursés relatifs aux accessoires à toutes procédures judiciaires ou autres se rapportant au prêt; et $

_____

(3) Les honoraires, dépens et déboursés judiciaires taxables ou non que le prêteur a réellement effectués, qu'il y ait eu litige ou non, en recouvrant ou en tentant de recouvrer le prêt en souffrance _____ $

(4) L'intérêt couru, mais non perçu sur $ _____ calculé au taux de _____ % l'an à compter du _____ jour d _____ 19____ jusqu'à la date où le paiement de la présente réclamation sera approuvé.

PO — 8

THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT TO CONSUMER-EGG PRODUCERS

Send to:

The Québec Farm Credit Bureau
Farm Improvement Service
Parliament Buildings
Québec 4, Qué.

CLAIM RESPECTING A LOAN IN DEFAULT

File Number	On behalf of the lender		
	Number of Branch or establishment	Certificate Number	Application Number

From _____ _____
(Name of lender) (Name of borrower)

_____ _____
(Branch) (Address)

_____ _____
(Address)

The Québec Farm Credit Bureau
Parliament Buildings, Québec.

Pursuant to the guarantee of the Government of the Province of Québec under the Act to promote special credit to consumer-egg producers, the undersigned hereby claims to amount of the loss suffered by the aforementioned lender as a result of a loan guaranteed pursuant to the said Act and granted to the abovementioned borrower.

(1) The unpaid balance of the loan _____ $

(2) All charges levied or to be levied which have not been recovered as well as all disbursements relating or attaching to any judicial proceeding, or any others pertaining to the loan; and _____ $

(3) Legal fees, expenses and disbursements, taxable or non-taxable, which the lender has actually made, whether or not an action has been instituted, in recovering or attempting to recover the overdue loan _____ $

(4) The interest accrued, but not collected on $ _____ calculated at the rate of _____ % per year from the _____ day of _____ 19____ up to the date where payment of this claim is approved.

LR-931

Le soussigné produit par les présentes les pièces suivantes :

A) État indiquant les dates et les montants initiaux des billets ou des reconnaissances de dette en possession du soussigné à l'égard dudit prêt, et les dates et montants des versements du principal et de l'intérêt, respectivement, faits au soussigné par l'emprunteur;

B) État donnant les détails de toute garantie non réalisée ou des jugements non exécutés à l'égard dudit prêt;

C) Récépissés ou chèques acquittés suivant l'état ci-joint, actes de cession ou de nantissement agricole et toutes autres pièces justificatives fournis par l'emprunteur.

De l'avis du fonctionnaire soussigné du prêteur, le solde dudit prêt n'est pas recouvrable de l'emprunteur.

_____
(Nom du prêteur)

_____ 19 ____ Par: _____
(Date) (Gérant)

I.R-932

The undersigned hereby furnishes the following documents:

A) Statement indicating the dates and initial amounts of the promissory notes or acknowledgments of the debt which the undersigned possesses in respect of the said loan, and the dates and amounts of the payment of principal and interest respectively, made by the borrower to the undersigned;

B) Statement indicating the details of non-realized guarantees or judgements not enforced in respect of the said loan;

C) Receipts or cheques paid according to the enclosed statement, farm cession or transfer deeds and any other supporting document furnished by the borrower.

In the opinion of the undersigned representative of the lender, the balance of the said loan cannot be recovered from the borrower.

_____
(Name of the lender)

_____ 19_____ Signed by: _____
(Date) (Manager)

PO — 9

LOI FAVORISANT UN CRÉDIT SPÉCIAL POUR LES PRODUCTEURS D'OEUFS DE CONSOMMATION

Adresser à:

L'Office du Crédit agricole du Québec
Service de l'amélioration des fermes
Hôtel du Gouvernement
Québec 4, Qué.

RÉCÉPISSÉ EN FAVEUR DE L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC

Numéro du dossier	Pour le prêteur		
	No de la succursale ou de fondation	Numéro du certificat	Numéro de la demande

_____ 19____

_____ accuse réception par les présentes du paiement de
(Nom du prêteur)

la somme de ($ _____) _____ dollars effectué par l'Office du Crédit agricole du Québec en conformité de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation, à l'égard de la perte subie par ledit prêteur par suite d'un prêt garanti en vertu de ladite Loi et consenti par ledit prêteur

À _____
(Nom de l'emprunteur)

De _____
(Adresse complète)

_____

et subroge ledit Office dans tous les droits, actions et réclamations que ledit prêteur peut avoir contre l'emprunteur précité, à raison de la créance dont le paiement est ici reconnu.

Le billet ou la reconnaissance de dette de l'emprunteur avec l'endossement sans recours ou le transport sans garantie en faveur du gouvernement de la province de Québec est ci-annexé.

_____
(Nom du prêteur)

Par _____
(Gérant)

_____
(Adresse ou succursale)

LR-934

PO — 9

THE ACT TO PROMOTE SPECIAL CREDIT
TO CONSUMER-EGG PRODUCERS

Send to:

The Québec Farm Credit Bureau
Farm Improvement Service
Parliament Buildings
Québec 4, Qué.

RECEIPT ACKNOWLEDGED TO
THE QUÉBEC FARM CREDIT BUREAU

File Number	On behalf of the lender		
	Number of Branch or Establishement	Certificate Number	Application Number

_____ 19 _____

_____ hereby acknowledges receipt of payment for the sum of
(Name of lender)

($ _____) _____ dollars
made by The Québec Farm Credit Bureau in accordance with the Act to promote special credit to consumer-egg producers, with respect to the loss suffered by the said lender due to a loan guaranteed pursuant to the Act and granted by the said lender.

To _____
(Name of borrower)

From _____
(Address)

_____

and subrogates the said Bureau in all rights, actions and claims instituted by the lender against the borrower, by reason of the debt for which payment is hereby acknowledged.

The promissory note or acknowledgment of debt of the borrower with the endorsement without recourse or the transfer without guarantee in favour of the Government of the Province of Québec is annexed hereto.

_____
(Name of lender)

Signed by _____
(Manager)

_____
(Address or Branch)

LR-935

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC

Certificat autorisant à contracter un emprunt
sous le régime de la Loi favorisant un crédit spécial
aux producteurs d'oeufs de consommation

No du dossier: No du certificat:

L'Office du crédit agricole du Québec autorise

(Nom, prénoms ou raison sociale)

(Adresse ou siège social)

à contracter un emprunt maximum de _____ dollars ($ _____)
sous le régime de la Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation (1972, Loi no 26)

Ledit emprunt sera remboursable dans un délai maximum de _____
(Année ou mois)
à compter du premier jour du septième mois suivant la date de la fin de la période critique déterminée conformément à l'article 1 de ladite loi.

Le produit de l'emprunt devra être utilisé pour payer aux créanciers ci-après nommés les montants indiqués en regard des noms de chacun. (Le déboursement devra être fait au moyen de chèques à l'ordre conjoint du producteur et de chaque créancier).

NOMS ET ADRESSES DES CRÉANCIERS MONTANT

Un montant de _____ dollars ($ _____)
pourra être remis au producteur personnellement conformément au paragraphe *b*) de l'article 4 des règlements adoptés sous l'empire de ladite loi.

Le détenteur du présent certificat devra fournir au prêteur pour assurer le remboursement dudit emprunt les garanties suivantes:

En foi de quoi, le présent certificat est émis sous le sceau de l'Office du crédit agricole du Québec, à Québec, ce

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC

Par:

(Sceau)
N.B.: Ce certificat est non transférable.
Il devient nul après le
46926-o
LR-936

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

Certificate authorizing the contracting of
a loan under the Act to promote special credit
to consumer-egg producers

File number: Certificate number:

The Québec Farm Credit Bureau authorizes

(surname, name or firm name)

(Address or Head Office)

to contract a maximum loan of _____ ($_____)
under the Act to promote special credit to consumer-egg producers (S.Q. 1972).

The said loan shall be repayable within _____
(months or years)
from the first day of the seventh month following the last day of the critical period determined in accordance with section 1 of the said Act.

The proceeds of the loan shall be used to pay the creditors listed below the amounts stipulated for each of them. Repayment shall be by cheque to the joint order of the producer and each creditor)

NAME AND ADDRESS OF CREDITORS AMOUNT

A sum of _____ dollars ($_____)
may be paid directly to the producer in accordance with paragraph b of section 4 of the Regulation under the said Act.

In order to ensure repayment of the said loan the holder of this certificate shall furnish the following guarantees to the lender:

IN WITNESS WHEREOF, this certificate is issued under the seal of the Québec Farm Credit Bureau, in the City of Québec, this

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

Signed by:

(Seal)
N.B.: This certificate is not transferable
It shall become void on

46926-o LR-937

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1967-72

Québec, le 4 juillet 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT un règlement relatif à la disposition des déchets chimiques de nature combustible

ATTENDU QUE l'article 16, paragraphe 11°, de la Loi de l'hygiène publique (S.R.Q. 1964, ch. 161) donne au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des affaires sociales, le pouvoir de faire des règlements pour déterminer la manière dont il peut être disposé des matières de vidange et de rebut et des combustibles;

ATTENDU QUE les déchets chimiques de nature combustible causent des dommages très sérieux et très particulier à l'environnement et qu'il est opportun de les réglementer;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R.Q. 1964, ch. 9 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut confier une partie des fonctions d'un ministre à un autre ministre;

ATTENDU QU'il y a lieu de confier au ministre d'état responsable de la qualité de l'environnement, l'administration et l'application de la règlementation relative à la disposition des déchets ci-haut mentionnés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE le règlement ci-annexé concernant la disposition des déchets chimiques et combustibles soit approuvé et entre en vigueur quinze jours après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec;*

QUE l'administration et l'application de ce règlement soient confiées au ministre d'état responsable de la qualité de l'environnement

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant la disposition des déchets chimiques et combustibles adopté sous l'autorité de la Loi d'hygiène publique.

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent signifient ou désignent:

1) « déchets chimiques »: tout résidu, rebut, boue liquide ou semi-liquide et de nature combustible, composé d'huiles, d'hydrocarbures, de solvants, de polymères ou d'autres produits chimiques tels que reconnus par le ministre;

2) « élimination »: rejet, dépôt, déversement dans l'environnement de déchets chimiques ayant pour objet

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1967-72

Québec, July 4, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council

RESPECTING the Regulation on the disposal of chemical and combustible waste material.

WHEREAS under paragraph 11 of section 16 of the Public Health Act (R.S.Q. 1964, ch. 161), the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs, may make regulations to regulate the manner of disposing of garbage, refuse and filth;

WHEREAS combustible chemical wastes are a particular and very serious pollutant of the environment and it is deemed expedient to regulate such waste disposal;

WHEREAS under section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q. 1964, ch. 9 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may entrust a part of the functions of one Minister to another Minister;

WHEREAS it is expedient to entrust to the Minister without portfolio responsible for the environment the administering and carrying out of the Regulation on the above-mentioned waste disposal;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT the Regulation appended hereto respecting the disposal of chemical and combustible waste material be approved and come into force fifteen days after the day of its publication in the *Québec Official Gazette*;

THAT the duty of administering and carrying out this Regulation be entrusted to the Minister without portfolio responsible for the environment.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation under the Public Health Act respecting the disposal of chemical and combustible waste material.

1. In this Regulation, unless the context indicates a different meaning, the following words and expressions mean:

(1) "chemical waste": any residue, refuse, liquid or semi-liquid sludge, of a combustible nature, composed of oils, hydrocarbons, solvents, polymers or other chemical products so recognized by the Minister;

(2) "waste disposal": the dumping, depositing or discharge in the environment of chemical waste with the

l'assimilation de ceux-ci par l'eau, l'air ou le sol excluant toute forme d'usage reconnu de ceux-ci;

3) « réservoir d'entreposage »: contenant fermé et étanche, fait d'un matériau incombustible, destiné à recevoir temporairement les déchets chimiques;

4) « usine de traitement »: un établissement comportant tout procédé industriel aux fins d'incinérer, de recycler, de détruire, de convertir, de transformer les déchets chimiques;

5) « municipalité »: toute corporation municipale constituée par ou en vertu d'une loi de la législature de même que la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté régionale de l'Outaouais;

6) « ministre »: le ministre d'état responsable de la qualité de l'environnement.

2. Nul ne doit déposer, décharger ou rejeter ni permettre le dépôt, le déchargement ou le rejet pour fins d'élimination de tout déchet chimique dans un endroit autre qu'un site, un réservoir d'entreposage ou une usine de traitement, spécialement approuvés par le ministre pour ces fins.

3. Le ministre peut, pour les fins d'application du présent règlement, diviser le territoire du Québec en autant de régions qu'il le juge à propos et limiter le nombre de sites, de réservoirs d'entreposage ou d'usines de traitement par région.

4. Lorsque le ministre a approuvé pour une région qu'il désigne et pour des fins publiques une ou plusieurs usines de traitement, un ou plusieurs réservoirs d'entreposage, il peut prescrire que tout déchet chimique provenant de cette région y soit déposé, déchargé ou rejeté, à l'exception de ceux qui ne sont pas destinés à l'élimination.

5. Un avis de la prescription prévue à l'article 4 doit être publié, trois fois, à au moins cinq jours d'intervalle, dans un quotidien ou un hebdomadaire de langue française et dans un quotidien ou un hebdomadaire de langue anglaise, circulant dans la région désignée, et une fois dans la *Gazette officielle du Québec*.

6. Tout avis donné en vertu de l'article 5 doit indiquer le nom du propriétaire et de l'exploitant de l'usine de traitement ou du réservoir d'entreposage, l'adresse de ceux-ci, la désignation de la région que ceux-ci doivent désservir, la date de l'entrée en vigueur de la prescription et une mention de la nature des déchets chimiques auxquels s'applique la prescription.

7. Toute approbation d'un site ou d'un mode de disposition autre qu'une usine de traitement ou d'un réservoir d'entreposage pour fins de disposition des déchets chimiques ne peut-être donnée que pour une période n'excédant pas deux ans et aux conditions que détermine le ministre.

8. L'exploitant de toute usine de traitement et de réservoir d'entreposage doit obtenir du ministre un

object of having such waste assimilated in waters, the air or the ground, excluding any form of recognized salvage of such waste;

(3) "storage tank": a closed and sealed container, made of fireproof material, for the temporary storage of chemical waste;

(4) "treatment works": an establishment utilizing an industrial process for incinerating, recycling, destroying, converting or transforming chemical waste;

(5) "municipality": any municipal corporation incorporated by or under an act of parliament, as well as the Montréal Urban Community, The Québec Urban Community and the Outaouais Regional Community;

(6) "Minister": the Minister without portfolio responsible for the environment.

2. No person shall, for the purpose of waste disposal, deposit, discharge or dump, or permit the deposit, discharge or dumping, of any chemical waste in a place other than a site, storage tank or treatment works specifically approved for such purpose by the Minister.

3. The Minister may, for the carrying out of this Regulation, divide the territory of Québec into as many regions as he deems proper and limit the number of sites, storage tanks or treatment works per region.

4. Where the Minister, in the public interest, approves one or more treatment works, or one or more storage tanks for a designated region he may order that all chemical waste from that region be deposited, discharged or dumped at the aforementioned utility, with the exception of waste not intended for disposal.

5. A notice for the order provided for in section 4 shall be published 3 times, at an interval of at least 5 days between each publication, in a daily or weekly French language newspaper, and in a daily or weekly English language newspaper, which have a circulation in the designated region, and once in the *Québec Official Gazette*.

6. A notice issued pursuant to section 5 shall state the name of the owner and operator of the treatment works or of the storage tank, its address, the designation of the region served by such utility, the date of enforcement of the order, and mention of the nature of the chemical waste to which the order applies.

7. The approval of any site or of any disposal unit other than a treatment works or a storage tank for the disposal of chemical waste shall only be granted to cover a period not exceeding 2 years and only upon the conditions laid down by the Minister.

8. The operator of a treatment works or storage tank shall obtain an operating permit from the Minister

permis d'exploitation dont la durée est de deux ans, lequel est renouvelable automatiquement de deux ans en deux ans. Ce permis peut toutefois être cancellé à l'expiration de toute période de deux ans lorsque l'exploitation est contraire aux normes d'administration, d'hygiène et de salubrité déterminées par le ministre, pourvu que celui-ci ait au moins six mois avant la date d'expiration de toute période de deux ans signifié un avis à cet effet à l'exploitant et au propriétaire.

9. Toute demande d'approbation d'un site, d'un réservoir d'entreposage, d'une usine de traitement doit être soumise au ministre ou au directeur du service de l'hygiène du milieu des services de protection de l'environnement et être accompagnée des données suivantes:

a) les terrains qui seront utilisés en indiquant pour chacun d'eux une description conformément à l'article 2168 du Code civil;

b) un plan indiquant les mesures et la superficie des terrains certifié par un arpenteur-géomètre;

c) un relevé technique indiquant la nature du sol et les dangers de contaminations des eaux de surface et souterraines ainsi que des terrains avoisinants dûment certifié par un expert;

d) une copie des plans et devis de l'usine de traitement et du procédé industriel, signée par un architecte ou un ingénieur;

e) un rapport détaillé indiquant la nature et le volume des déchets qu'on propose de recevoir, les modalités d'exploitation, la façon de disposer des résidus et des eaux de décantation;

f) une copie certifiée du règlement de zonage et de construction de la municipalité où sont situés les terrains faisant l'objet de la demande et concernant ceux-ci ainsi qu'un certificat de la municipalité déclarant qu'elle ne s'objecte pas à la demande;

g) toute autre donnée qui peut être exigée par le ministre.

10. Le ministre peut déterminer des normes d'exploitation, d'hygiène et de salubrité concernant les sites, les réservoirs d'entreposage et les usines de traitement pour des déchets chimiques.

11. Il est interdit à tout propriétaire ou exploitant d'une usine de traitement ou d'un réservoir d'entreposage d'accepter livraison de déchets chimiques, à moins de recevoir du producteur un certificat indiquant la quantité des déchets chimiques livrés et la nature de ceux-ci. Le producteur de déchets est tenu de délivrer un tel certificat.

12. Le propriétaire ou l'exploitant d'une usine de traitement ou d'un réservoir d'entreposage doit tenir un registre indiquant, pour chaque type de déchets chimiques, les quantités reçues en gallons, les noms du producteur et du livreur, la date de livraison, le nombre de gallons incinérés, le nombre de gallons en réserve.

which shall be valid for a period of 2 years, and which shall be automatically renewable each 2 years thereafter. The permit may, however, be cancelled at the end of any 2-year period if the operation is not carried on in accordance with the administrative, hygiene and sanitation standards laid down by the Minister, provided the latter gives at least 6 months notice thereof to the owner or operator.

9. An application for the approval of a site, storage tank or treatment works shall be submitted to the Minister or to the Director of the Environmental Hygiene Service, Environment Protection Services, and the following documents or data shall accompany same:

(*a*) a description of the lots to be occupied, in conformity with article 2168 of the Civil Code;

(*b*) a plan certified by a land-surveyor giving the measurements and areas of the lots.

(*c*) a technical brief, duly certified by an expert stating the nature of the ground and the contamination risks to surface or subsurface waters, including a like description of neighbouring lots;

(*d*) a copy of the plans and specifications of the industrial process, signed by an architect or an engineer;

(*e*) a detailed report stating the nature and volume of the waste to be processed, the operational procedures, and the manner of disposal of residue and filtration waters;

(*f*) a certified copy of the zoning and building by-laws of the municipality in which the lots mentioned in the application are located and which are affected thereby, as well as a certificate from the municipality declaring that it has no objection to the granting of the application;

(*g*) any other information which may be required by the Minister.

10. The Minister shall determine the standards of operation, hygiene and sanitation respecting the sites, storage tanks and treatment works for chemical waste.

11. No owner or operator of a treatment works or storage tank shall accept delivery of chemical waste unless he receives a certificate from the producer stating the quantity and nature of the delivered waste. The producer of the waste shall be responsible for the issuance of the said certificate.

12. The owner or operator of a treatment works or a storage tank shall keep a register in which shall be entered the quantities in gallons received for each type of waste, the names of the producer and delivery carrier, the delivery date, the number of gallons incinerated and the number of gallons in reserve.

13. Le ministre, le propriétaire ou l'exploitant d'une usine de traitement ou d'un réservoir d'entreposage approuvé en vertu du présent règlement peut exiger de celui qui y dépose, décharge ou rejette des déchets chimiques une analyse de ceux-ci par un expert dûment qualifié.

14. Tout contrat, convention, entente ayant pour objet la disposition des déchets chimiques doit être par écrit et doit comporter une clause à l'effet que ceux-ci doivent être disposés en conformité du présent règlement. Une copie du contrat doit être expédiée au ministre.

15. Sous réserve de toute disposition de la Loi d'hygiène publique, il est du devoir de toute municipalité d'exécuter et de faire exécuter le présent règlement conformément à l'article 30 de ladite loi.

16. Conformément à l'article 17 de la Loi d'hygiène publique, toute infraction au présent règlement sera punie d'une amende n'excédant pas $20, et d'une amende additionnelle n'excédant pas $20 par jour, pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue.

17. Le présent règlement entre en vigueur quinze jours après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

46903-o

13. The Minister, or the owner or operator of a treatment works or a storage tank approved pursuant to this Regulation, may demand that the person dumping, depositing or discharging chemical waste furnish a certificate of analysis thereof issued by a duly qualified expert.

14. Any contract, covenant or agreement for the disposal of chemical waste shall be in writing and shall contain a clause stating that the said waste shall be disposed of in conformity with this Regulation. A copy of the contract shall be forwarded to the Minister.

15. Subject to any provision of the Public Health Act, it shall be the duty of a municipality to give effect to, or to cause effect to be given to this Regulation, under section 30 of the said Act.

16. Under section 17 of the Public Health Act, every infringement of this Regulation shall be punished by a fine of not more than $20, and by an additional fine of not more than $20 per day for each day above two during which such infringement continues.

17. This Regulation shall come into force fifteen days after the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

46903-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2056-72

Québec, le 12 juillet 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la modification aux règlements nos 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre.

ATTENDU QUE les règlements numéros 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre ont été adoptés par l'arrêté en conseil numéro 3606 du 20 octobre 1971, lequel arrêté en conseil fut publié dans la *Gazette Officielle du Québec* du 30 octobre 1971;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier lesdits règlements numéros 1 et 2;

ATTENDU QU'un projet de modification fut publié dans la *Gazette Officielle du Québec* du 20 mai 1972 conformément à l'article 30 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre et que des corrections audit projet furent publiées dans la Gazette Officielle du 10 juin 1972;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée par les parties et les personnes intéressées aux règlements numéros 1 et 2;

Order in council
Executive Council Chamber

Number 2056-72

Québec, July 12, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the amendment to regulations nos. 1 and 2 respecting the manpower vocational training and qualification act

WHEREAS Regulations Nos. 1 and 2 respecting the vocational training and qualification of manpower have been adopted by Order in Council No. 3606 of October 20, 1971, which Order in Council was published in the *Québec Official Gazette* of October 10, 1971;

WHEREAS there is reason to amend the said Regulations Nos 1 and 2;

WHEREAS a draft of amendment was published in the *Québec Official Gazette* of May 20, 1972, in conformity with section 30 of the Manpower Vocational Training and Qualification Act, and the corrections to the said draft have been published in the *Québec Official Gazette* of June 10, 1972;

WHEREAS no objections have been brought forward by the parties and persons interested in Regulations Nos. 1 and 2;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la main-d'oeuvre:

QUE les règlements numéros 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre soient modifiés en remplaçant les mots « 1er juin 1972 » à l'article 6.01, paragraphe *b* desdits règlements par les suivants: « 1er janvier 1973 ».

QUE la présente modification aux règlements numéros 1 et 2 prenne effet le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle du Québec* conformément à l'article 32 du c. 51 des Lois de 1969.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46964-o

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulations Nos. 1 and 2 respecting the vocational training and qualification of manpower be amended by replacing the words "June 1, 1972" in subsection (*b*) of section 6.01 of the said Regulations by the words "January 1, 1973".

THAT the present amendment to Regulations Nos. 1 and 2 come into force the day of its publication in the *Québec Official Gazette* in conformity with section 32 of chapter 51 of the Acts of 1969.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46964-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2057-72

Québec, le 12 juillet 1972

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT la prolongation du règlement de prélèvement de neuf (9) Comités paritaires régissant le commerce de l'Alimentation dans la Province

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE les règlements de prélèvement des Comités paritaires ci-après mentionnés, soient prolongés aux mêmes taux et conditions jusqu'au 31 octobre 1972.

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1811 du 21 juin 1968, relativement au Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3085 du 15 octobre 1969, relativement au Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Drummondville;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 445 du 18 février 1969, relativement au Comité paritaire du commerce de l'alimentation de Jonquière;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2991 du 8 octobre 1969, relativement au Comité paritaire du Commerce de l'alimentation au détail à Québec:

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1682 du 8 avril 1970, relativement au Comité paritaire de l'alimentation en gros, région de Québec;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1753 du 10 juin 1969, relativement au Comité paritaire de l'alimentation en détail de Sherbrooke et région;

LR-942

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2057-72

Québec, July 12, 1972

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the extension of the levy regulations of nine (9) parity committees governing the food trade in the province.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Labour and Manpower:

THAT the levy regulations of the parity committees hereafter mentioned, be extended at the same rates and on the same conditions until October,31, 1972.

Regulation approved by Order in Council number 1811 of June 21, 1968, respecting The "Comité paritaire de l'Alimentation de Chicoutimi";

Regulation approved by Order in Council number 3085 of October 15, 1969, respecting The Food Trade Parity Committee of Drummondville;

Regulation approved by Order in Council number 445 of February 18, 1969, respecting The "Comité paritaire du commerce de l'alimentation de Jonquière";

Regulation approved by Order in Council number 2991 of October 8, 1969, respecting The Detail Food Trade Parity Committee of Québec;

Regulation approved by Order in Council number 1682 of April 8, 1970, respecting The Wholesale Food Parity Committee, Québec district;

Regulation approved by Order in Council number 1753 of June 10, 1969, respecting The Parity Committee of the Retail Food Trade of Sherbrooke and vicinity;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1754 du 10 juin 1969, relativement au Comité paritaire du commerce de détail d'Asbestos:

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3929 du 10 décembre 1969, relativement au Comité paritaire du commerce de détail de Richmond et Melbourne;

Règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1860 du 26 mai 1971, relativement au Comité paritaire de l'alimentation au détail, région de Montréal.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

46964-o

Regulation approved by Order in Council number 1754 of June 10, 1969, respecting The Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos;

Regulation approved by Order in Council number 3929 of December 10, 1969, respecting The Richmond and Melbourne Retailer Joint Committee;

Regulation approved by Order in Council number 1860 of May 26, 1971, respecting The Parity Committee of the Retail Food Stores, Montreal region.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

46964-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Avis

Modifications au Règlement concernant les quotas d'oeufs de consommation

Prenez avis que lors de sa dernière assemblée tenue à Montréal, le 28 juin 1972, la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé conformément à la Loi des marchés agricoles (S.R.Q. 1964, ch. 120 et am.) le règlement no 1C, dont le texte suit, modifiant le règlement no 1B de la Fédération des producteurs d'oeufs de consommation concernant les quotas d'oeufs de consommation.

Ce règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Régie des Marchés Agricoles
du Québec
(Me) GILLES LE BLANC,
Secrétaire.

FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS D'OEUFS DE CONSOMMATION DU QUÉBEC

Règlement No 1 C modifiant le règlement No 1 B concernant les quotas

1. L'article 16 du règlement no 1 B est amendé en ajoutant, après le paragraphe *b*, le paragraphe suivant:

« *bb*) La vente de tout ou partie d'une exploitation avicole à quelque personne que ce soit, pourvu que:

1) le vendeur:

—soit propriétaire de l'exploitation avicole et des pondeuses

Québec Agricultural Marketing Board

Notice

Amendments to the Regulation respecting consumer-egg quotas

Notice is hereby given that at its last meeting, held in Montreal on June 28, 1972, the Québec Agricultural Marketing Board, pursuant to the Agricultural Marketing Act (R.S.Q. 1964, ch. 120 and amendments) approved Regulation No. 1 C amending Regulation 1B of the Federation of Consumer-egg Producers respecting consumer-egg quotas. The said Regulation No. 1 C is appended hereto.

This Regulation shall come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Québec Agricultural
Marketing Board
By: GILLES LE BLANC, Advocate,
Secretary.

QUÉBEC FEDERATION OF CONSUMER-EGG Producers

Regulation No. 1C amending Regulation No. 1B respecting Quotas

1. Section 16 of Regulation No. 1B is amended by adding, after paragraph *b*, the following paragraph :

"*bb*) the sale of all or part of a poultry-keeping business to any person whatsoever, provided that:

1) the seller:

—is the owner of a poultry-keeping business;

—détienne au moment de la vente un quota individuel pour au moins 10,000 pondeuses
—ait, au moment de la vente, payé toute somme due par lui à la Fédération
—que cette vente se fasse du plein consentement du vendeur;
2) l'acheteur:
—directement ou indirectement, par lui-même, par son associé ou par quelque personne que ce soit ne cumule, par suite de cet achat, un quota individuel excédant 100,000 pondeuses.

Les dispositions de ce paragraphe ne s'appliquent que trente (30) jours après que le vendeur a fait paraître dans le journal *La Terre de Chez-Nous*, un avis à l'effet qu'il offre en vente son exploitation avicole. Copie de cet avis doit, avant qu'il ne paraisse, être expédiée à la Fédération.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent que dans les cas suivants:

a) celui d'une vente survenant par suite du décès ou de l'invalidité permanente d'un producteur ou dans le cas d'une vente faite par une compagnie à fonds social contrôlée par des producteurs ou par une société contrôlée par des producteurs;

b) celui d'une transmission d'exploitation avicole faite par suite de faillite ou par suite de cession de biens d'un producteur ou d'une compagnie à fonds social contrôlée par des producteurs ou d'une société contrôlée par des producteurs. »

2. L'article 17 du règlement numéro 1 B est remplacé par le suivant:

« Le transfert de propriété d'une partie d'une exploitation avicole a comme conséquence de diminuer proportionnellement le quota du cédant et de modifier de la même façon la base d'établissement d'un quota à venir.

Le calcul de la proportion, pour les fins des présentes, est en rapport avec l'espace d'occupation des pondeuses suivant le type d'exploitation du cédant.

Sujet au paragraphe (bb) de l'article 16, aucun transfert de propriété non plus qu'aucune location faite en vertu du paragraphe (i) de l'article 16 du présent règlement ne peuvent avoir pour effet d'entraîner un cumul de quota. Dans le cas d'un transfert de propriétaire, il est toutefois loisible à un cessionnaire de renoncer à son propre quota et, dans ce cas, la Fédération doit lui attribuer un quota égal à celui auquel avait droit le cédant.

Si le cédant dispose de toute son exploitation avicole, il renonce, par le fait même, au droit de prétendre à un quota pour la période en cours et pour toute période à venir. Le quota pour la période en cours est annulé.

À l'exception des dispositions contenues au paragraphe *h* de l'article 16, le cessionnaire ne peut prétendre à

—at the time of sale, holds an individual quota for at least 10,000 laying hens;
—at the time of sale, has paid any sum owing by him to the Federation;
—such sale is made with the full consent of the seller;

2) the purchaser:
—consequent upon such purchase, does not, either directly or indirectly, by himself, through his associate or any person whatsoever, become the holder of an individual overall quota exceeding that for 100,000 laying hens.

The provisions of this paragraph shall only apply thirty (30) days after publication by the seller of a notice of sale of his poultry-keeping business in the newspaper *La Terre de Chez-Nous*. A copy of the said notice must be transmitted to the Federation before the aforementioned publication.

The provisions of this paragraph shall only apply in the following cases:

(*a*) that of a sale resulting from a death or permanent disability of a producer, or of a sale made by a joint stock company controlled by producers, or of a sale by an association controlled by producers :

(*b*) that of conveyance of a poultry-keeping business consequent upon bankruptcy, or consequent upon the property assignment of a producer, or of a joint stock company controlled by producers, or of an association controlled by producers."

2. Section 17 of Regulation No. 1B is replaced by the following:

"The transfer of property of part of a poultry-keeping business shall, as a consequence thereof, proportionately reduce the assignor's quota and similarly modify the basis of the allotment of future quotas.

For the purposes of this Regulation, the calculation of the proportion shall be in accordance with the space occupied by the laying hens dependent upon the type of operation of the assignor.

Subject to paragraph (bb) of section 16, no conveyance of property nor any lease made pursuant to paragraph (i) of section 16 of this Regulation shall result in the apportionment or gain of an additional quota. In the case of an assignment of property, an assignee may surrender his own quota and, in such case, the Federation may allot him a quota equal to that held by the assignor.

If the assignor disposes of all his poultry-keeping business, he thereby surrenders his right to a quota for the period then current and for all future periods. The quota for the current period is cancelled.

With the exception of the provisions of paragraph (*h*) of section 16, the assignee may only claim a quota if the

un quota que si le cédant en possédait un lui-même au cours des deux années précédant le 26 mars 1969. »

3. La SECTION II du règlement numéro 1 B est remplacée par la suivante:

« Dispositions particulières pour l'année 1972

19. Pour l'année 1972, la période où le quota global et les quotas individuels seront en application commencera le 1er janvier 1972 pour se terminer le 31 décembre 1972.

20. Le quota global pour cette période est la production de la période précédente d'après les renseignements fournis par les producteurs sur les formules FPO-1, FPO-3 ainsi que toute autre formule prescrite par la Fédération augmenté dans une proportion de 15% et divisé par le facteur de production arrêté au début de la période expirant le 31 décembre 1971.

21. L'augmentation prévue à l'article précédent est attribuée à la catégorie suivante de producteurs: les producteurs qui détiennent un quota de moins de 20,000 pondeuses. Toutefois, afin d'obtenir une augmentation de quota de moins de 3,000 pondeuses doivent se prévaloir d'une augmentation suffisante pour atteindre un quota minimum de 3,000 pondeuses. Aucun producteur ne peut cependant obtenir une augmentation de quota supérieure à 10,000 pondeuses et le quota d'un producteur après augmentation ne peut excéder 25,000 pondeuses.

Ce sont les quotas individuels en vigueur au 1er janvier 1972 qui déterminent à quelle catégorie chaque producteur appartient.

21*a*. Nonobstant l'article 21, dans les régions situées hors des zones prévues au règlement no 7, l'augmentation prévue à l'article 20 est attribuée au producteur détenant un quota. Aucun producteur ne peut cependant obtenir une augmentation de quota supérieure à 10,000 pondeuses et le quota d'un producteur après augmentation ne peut excéder 25,000 pondeuses.

22. Le producteur qui veut bénéficier d'une augmentation de quota et qui a droit d'y prétendre doit en faire la demande à la Fédération dans les trois (3) mois de l'entrée en vigueur de la présente disposition. Cette demande doit être accompagnée d'une copie du blanc de commande des poussins ou poulettes requis pour atteindre l'augmentation projetée ainsi qu'un engagement de livraison de la part du vendeur avant le 31 décembre 1972 pour des poulettes de vingt semaines et avant le 1er août 1972 pour des poussins d'un jour.

Pour les fins d'application de la présente disposition, la Fédération devra faire parvenir par courrier recommandé à chaque producteur qui a droit à une augmentation selon les renseignements fournis par les producteurs sur les formules FPO-1, FPO-3 ou toute autre formule prescrite par la Fédération, une copie des dispositions particulières du présent règlement pour l'année 1972 dès leur approbation par la Régie des marchés agricoles.

assignor was himself in possession of a quota during the two years preceding March 26, 1969."

3. Division II of Regulation No. 1B is replaced by the following:

"Special Provisions for 1972"

19. In 1972, the total and individual quota periods shall begin on the 1st day of January 1972 and end on December 31, 1972.

20. The total quota for this period shall be the production of the preceding year according to the information supplied by the producers on the FPO-1 and FPO-3 forms, as well as on any other form prescribed by the Federation, increased in the ratio of 15% divided by the production factor adopted at the beginning of the period ending on December 31, 1971.

21. The increase provided for in the preceding section shall be granted to the following category of producers: producers who hold a quota of less than 20,000 laying hens. However, in order to obtain an increase in quota, producers who hold a quota of less than 3,000 laying hens shall increase their number to attain a minimum quota of 3,000 laying hens. No producer can however obtain an increase of quota exceeding 10,000 laying hens and the quota of a producer after the increase shall not exceed 25,000 laying hens.

The individual quota in force on the 1st day of January 1972 shall determine the category to which each producer belongs.

21*a*. Notwithstanding section 21, in the areas outside the zones stipulated in Regulation No. 7, the increase provided for in section 20 shall be granted to a producer who holds a quota. However, no producer shall obtain an increase in quota greater than 10,000 laying hens and a producer's quota after an increase shall not exceed 25,000 laying hens.

22. The producer who wishes to benefit from an increase in quota and who has the right of claim thereto, must apply therefor to the Federation within three (3) months of the coming into force of this provision. This application must be accompanied by a copy of the blank order for chicks or young hens required to attain the intended increase as well as a delivery agreement from the vendor dated prior to December 31, 1972 for twenty-week old hens and prior to August 1st 1972 for one-day old chicks.

For the application of this provision, the Federation shall forward by registered mail to each producer who has the right to an increase according to the information supplied by the producers on the FPO-1 and FPO-3 forms, as well as on any other form, a copy of the special provisions for 1972 of this Regulation as soon as the said forms have been approved by the Québec Agricultural Marketing Board.

23. Seules les personnes mentionnées à l'article 16 pourront, à titre de nouveaux producteurs, obtenir un quota de production et de vente.

24. La Fédération applique un facteur de production de 18 pour la période se terminant le 31 décembre 1972 et ce, tant pour la surveillance et l'application du présent règlement que pour la fixation des quotas pour la période à venir.

24*a*. Nonobstant l'article 4*b* du présent règlement, pour la période à venir, la base d'établissement du quota individuel d'un producteur à qui une augmentation a été attribuée, conformément aux dispositions de la présente section, est son quota individuel pour la période en cours. »

4. L'article 13 du présent règlement no. 1B est amendé en ajoutant à la suite de cet article, l'article suivant:

« 13A. Lorsqu'un producteur n'est pas en production depuis plus d'un an, la Fédération peut annuler son quota après avoir donné au producteur l'occasion de se faire entendre.

La Fédération peut alors attribuer le quota à un autre producteur en donnant priorité aux producteurs de la même zone. »

5. Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi.

46928-o

23. Only persons mentioned in section 16 may, as new producers, obtain a production and sales quota.

24. The Federation shall applya production factor of 18 for the period ending December 31, 1972, the said factor also to apply for the supervision of the application of this regulation and for the determination of the quotas for the coming period.

24*a*. Notwithstanding section 4*b* of this Regulation, the basis for allotment of a producer's individual quota which has been increased for the forthcoming period, pursuant to this Division, shall be his individual quota for the current period.

4. Section 13 of Regulation No. 1B is amended by adding the following section thereto:

"13A. Where a producer has not been in production for a period longer than the preceding year, the Federation may cancel his quota after having given the producer an opportunity to be heard.

The Federation may then allot such quota to another producer, priority being given to another producer in the same zone".

5. This Regulation shall come into force in accordance with the Act.

46928-o

Ministère (s) Travail et Main-d'oeuvre

Avis de modification

Confection pour hommes, garçons et enfants
Province de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour hommes et garçons dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 711 du 30 avril 1963 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

1° Que l'article 4.6 soit radié et remplacé par le suivant:

« 4.6 *Changement des heures de travail*: Nonobstant les dispositions de l'article 4.1, le Comité conjoint peut,

1.R-946

Department (s) Labour and Manpower

Notice of Amendment

Men's, Boys' and Children's Clothing Industry
Province of Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), Mr. Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Clothing Industry in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree number 711 of April 30, 1963 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree :

1. Subsection 4.6 shall be deleted and replaced by the following :

"4.6 *Change of working hours* : Notwithstanding the provisions of subsection 4.1, the Joint Committee may,

sur réception d'une demande écrite d'un employeur accompagnée d'une requête de la majorité de ses employés, accorder un permis spécial autorisant ledit employeur à établir une nouvelle distribution des huit (8) heures régulières de travail d'après laquelle,

a) les employés commencent et terminent leur travail jusqu'à une heure plus tôt chaque jour; et/ou

b) La période du lunch est réduite à pas moins d'une demi-heure (½). »

2° QUE l'article 8.1 *(Taux de salaires minimaux)* soit remplacé en radiant le tableau IV — Vêtements d'enfants et en insérant après le Tableau III — Pantalons non-assortis et avant le Tableau des Taux des Apprentis, le suivant:

upon receipt from an employer of a written request supported by a petition from the majority of his employees, grant a special permit authorizing the said employer to redistribute the eight (8) regular hours of work whereby,

(*a*) employees commence and finish work up to one (1) hour earlier each day; and/or

(*b*) the lunch period is reduced to not less than one-half (½) hour."

2. Subsection 8.1 *(Minimum wage rates)* shall be amended by deleting Schedule IV- Children's Clothing — and inserting after Schedule III- Odd Pants and before the Schedule of Apprentice Rates, the following :

TABLEAU IV — SCHEDULE IV

Vêtements d'enfants — Children's Clothing

1ère partie — Part 1

Taux de salaires horaires minimaux pour les classifications respectives des opérations exécutées dans la confection de Vêtements d'enfants — Hourly minimum rates for the respective classifications of the operations performed in the manufacture of Children's Clothing.

Classification des opérations décrites dans la 2e partie de ce tableau Classification of operations as described in Part 2 of this schedule	À compter de l'entrée en vigueur du présent décret From the present decree's effective date		À compter du 1er janvier 1973 Effective from January 1st, 1973		À compter du 1er juillet 1973 Effective from July 1st, 1973		À compter du 1er janvier 1974 Effective from January 1st, 1974		À compter du 1er juillet 1974 Effective from July 1st, 1974	
Classe — Class	*Zones*		*Zones*		*Zones*		*Zones*		*Zones*	
	1	*2 & 3*	*1*	*2 & 3*	*1*	*2 & 3*	*1*	*2 & 3*	*1*	*2 & 3*
AY	2.60	2.50	2.75	2.65	2.75	2.65	2.90	2.80	3.00	2.90
BY	2.40	2.30	2.55	2.45	2.55	2.45	2.70	2.60	2.80	2.70
CY	2.25	2.18	2.45	2.38	2.45	2.38	2.60	2.53	2.70	2.63
DY	2.15	2.07	2.25	2.17	2.25	2.17	2.35	2.27	2.45	2.37
EY	1.95	1.88	2.02	1.95	2.09	2.02	2.16	2.09	2.23	2.16
FY	1.90	1.86	2.00	1.96	2.00	1.96	2.10	2.06	2.10	2.06
GY	1.80	1.73	1.87	1.80	1.94	1.87	2.01	1.94	2.08	2.01
HY	1.70	1.66	1.80	1.76	1.80	1.76	1.90	1.86	1.90	1.86
IY	1.60	1.57	1.67	1.64	1.74	1.71	1.81	1.78	1.81	1.78

2e partie

Classification des opérations éxécutées dans la confection des vêtements d'enfants.

Classe

AY

Marquer (tracer les patrons sur papier ou tissu y compris tracer le contour du patron sur papier, à la plume ou au crayon, après que les patrons ont été disposés par le marqueur.)

BY

Couper au couteau (tissu)

part 2

Classification of operations performed in the manufacture of Children's clothing

Class

AY

Marking (making lays on paper or cloth which includes tracing outline of pattern on paper by pen or pencil, after lay is made by marker).

BY

Knife cutting (cloth)

CY
Presser pour la finition.
Presser les dessus à la machine à vapeur.
DY
Marquer ou couper au couteau (les doublures, les garnitures ou les deux.)
EY
Faire les échantillons.
Poser les manches.
Coudre les parements sur les devants.
Poser les collets.
Faire les réparations.
FY
Empiler.
GY
Assembler les parties extérieures du vêtement.
Piquer les petits morceaux.
Faire les collets.
Manoeuvrer la machine à rabattre.
Fermer les bas.
Repiquer les coutures.
Manoeuvrer la machine automatique (Reece) à faire les poches à bordure.
Faire les boutonnières ou les oeillets.
Piquer les bords.
HY
Sous-presser, souffler à la vapeur ou thermocoller.
Faufiler les bords.
Coudre la fermeture-éclair sur le devant, le parement ou la doublure.
Coudre la soutache.
Coudre le bas des manches (la doublure au tissu.)
Fixer les poches.
Faire les manches.
Coudre les insignes.
Coudre la fourrure aux manches ou au collet.
Coudre le galon au devant.
Coudre la toile au devant.
Manoeuvrer la machine automatique pour couture longue.
Faire les poches à la machine ordinaire.
Assembler les manches au corps, avant que les coutures de côté ne soient fermées.
IY
Faire les garnitures ou les ganses.
Marquer les boutons ou les boutonnières.
Coudre les labels ou les étiquettes.
Fixer les coussinets des emmanchures, les ganses ou les boutonnières.
Faire les points d'arrêt.
Rogner ou retourner les vêtements ou les petits morceaux.
Manoeuvrer la machine soabar.
Surjeter.
Assortir.

CY
Finish pressing.
Top pressing by steam machine.
DY
Trimming (marking or knife cutting linings and/or trimmings.)
EY
Making samples.
Sewing in sleeves.
Sewing facings to fronts.
Sewing in collars.
Making repairs.
FY
Piling.
GY
Joining seams on shell of garments.
Stitching small parts.
Making collars.
Operating felling machine.
Closing bottom.
Raising seams.
Operating automatic (Reece) welt-pocket machine.

Making buttonholes or eyelets.
Stitching edges.
HY
Underpressing, steamblowing or fusing.
Basting edges.
Sewing zipper to front, facing or lining.

Sewing braid.
Sewing sleeve bottom (lining to shell)
Tacking pockets.
Making sleeves.
Sewing insignia.
Sewing fur to sleeve or collar.
Sewing tape to front.
Sewing canvas to front.
Operating long-seam automatic machine.

Making pockets by plain machine.
Sewing sleeves to body, when sewn into an open coat.

IY
Making trimmings or loops.
Marking buttons or buttonholes.
Sewing labels or tickets.
Tacking armhole pads, straps, loops or buttonholes.

Bar tacking.
Trimming or turning coats or small parts.

Operating soabar machine.
Serging.
Separating.

Finir.
Nettoyer.
Marquer au fil.
Brosser les vêtements.
Examiner.
Faire les doublures.
Coudre les coussinets des emmanchures.
Faire les petits morceaux.
Galonner les épaules et les emmanchures.
Rogner et fixer les emmanchures.
Faire les dessous de collets.
Faire les capuchons.
Poser les boutons.
Coudre le liseré ou le ruban.
Travail d'ordre général, comprenant toutes les menues opérations à la main non autrement classifiées.

3° QUE l'article 8.1 *(Taux de salaires minimaux)* soit amendé, aussi en radiant du Tableau des Taux des Apprentis, les sous-titres « Vêtements de la classe « A », Vêtements de la classe « B », et Pantalons non-assortis. »

4° QUE l'article 8.1-B *(Augmentations générales statutaires additionnelles)* soit modifié en y ajoutant à la fin les sous-paragraphes suivants:

Salariés préposés à la confection de vêtements d'enfants (1972-1973-1974). Tous les employeurs régis par ce décret doivent accorder à tous leurs salariés préposés à la confection de vêtements d'enfants qu'ils soient payés sur une base horaire, hebdomadaire, à la pièce, au rendement ou autre, des augmentations générales statutaires dont les taux et les dates d'entrée en vigueur sont déterminées ci-après. Les employeurs devront aussi accorder à leurs salariés une prime équivalant à cinquante pour cent (50%) desdites augmentations générales pour chaque heure supplémentaire de travail.

(*a*) À compter de la date de publication dans la *Gazette officielle du Québec* du décret de modification, 12 cents l'heure;
(*b*) À compter du 1er janvier 1973, 7 cents l'heure;
(*c*) À compter du 1er juillet 1973, 7 cents l'heure;
(*d*) À compter du 1er janvier 1974, 7 cents l'heure;
(*e*) À compter du 1er juillet 1974, 7 cents l'heure;

Cependant, toute augmentation général accordée par un employeur à ses salariés préposés à la confection de vêtements d'enfants après le 31 décembre 1971, devra, selon le montant accordé, être considérée comme paiement partiel ou entier de l'augmentation de 12 cents l'heure."

5° QUE le paragraphe 15.2 soit radié et remplacé par le suivant:

« 15.2 *Jours fériés et chômés — Vêtements d'enfants*: Nonobstant les dispositions du paragraphe 15.1, les employeurs dont les employés sont préposés principalement à la confection de vêtements d'enfants, ne seront pas tenus d'accorder à leurs salariés la journée de la fête de la reine comme jour férié chômé et payé. »

Finishing.
Cleaning.
Thread marking.
Brushing coats.
Examining.
Making linings.
Sewing shoulder pads.
Marking small parts.
Taping shoulder and armholes.
Trimming and tacking armholes.
Making undercollars.
Making hoods.
Sewing buttons.
Sewing piping or ribbon.
General hand, comprising all minor hand operations not otherwise classified.

3. Subsection 8.1 *(Minimum wage rates)* shall be further amended by deleting in the Schedule of Apprentice Rates the subheadings "Class "A" Garments, Class "B" Garments, Odd Pants."

4. Subsection 8.1-B *(Further general wage increases)* shall be amended by adding at the end thereof the following paragraphs :

"*Employees engaged in the production of children's clothing (1972-1973-1974)* All employers shall give to all their employees engaged in the production of children's clothing, whether they are paid on an hourly, weekly, piece work, incentive or other basis, general wage increases whose rates and effective dates are hereinafter stipulated. Employers shall also give such employees a premium equivalent to fifty per cent (50%) of the said general wage increases for each over-time hour worked.

(*a*) Effective on date of publication of the order in council approving this amendment, 12 cents per hour;
(*b*) Effective on January 1, 1973, 7 cents per hour;
(*c*) Effective on July 1, 1973, 7 cents per hour;
(*d*) Effective on January 1, 1974, 7 cents per hour;
(*e*) Effective on July 1, 1974, 7 cents per hour.

However, any general increase granted by an employer to his employees engaged in the production of children's clothing after December 31st, 1971 shall, according to the amount of the increase granted, be considered as part or full payment of the above-mentioned 12 cents per hour increase."

5. Subsection 15.2 shall be deleted and replaced by the following :

"15.2 *Paid Holidays — Children's Clothing* : Notwithstanding the provisions of subsection 15.1, employers shall not be bound to grant their employees who are principally engaged in the manufacture of children's clothing the Queen's Birthday as a paid holiday."

6° QUE l'article 15 soit modifié en ajoutant les paragraphes suivants:

« 15.20 *Congé de fin d'année — Vêtements d'enfants*: Tous les employeurs doivent accorder à tous leurs salariés préposés à la confection de vêtements d'enfants un congé de fin d'année qui commence à midi le 24 décembre et qui se termine le 2 janvier inclusivement, selon les dispositions des paragraphes 15.21 à 15.25.

15.21 Les employeurs doivent payer à leurs salariés pour le congé de fin d'année, un montant équivalant à 1.6% de leurs salaires bruts pendant la période de douze mois qui se termine le 30 novembre précédant le congé.

15.22 Pour avoir droit au congé de fin d'année, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler le jour régulier de travail qui précède et celui qui suit le congé.

15.23 L'absence au travail le jour qui précède ou le jour qui suit le jour férié, n'a pas pour effet de priver le salarié de son droit à l'indemnité afférente au jour férié, si cette absence est autorisée par la direction ou est due à:

(*a*) un arrêt de travail d'une durée maximale de trente (30) jours précédant immédiatement le jour férié;

(*b*) une maladie d'une durée maximale de huit (8) semaines;

(*c*) un décès parmi les proches parents;

(*d*) une autre raison majeure.

15.24 Si un employeur fait travailler un salarié qui a droit à son congé de fin d'année durant tout ou une partie de ce congé, ce dernier doit toucher le double de son salaire effectif pour chaque heure normale de travail, et le triple de son salaire effectif pour chaque heure supplémentaire de travail. Ce paiement est en plus de la paie du congé de fin d'année due conformément aux dispositions ci-dessus.

15.25 Les employeurs doivent verser aux salariés qui y ont droit, l'indemnité du congé de fin d'année avec la dernière paie régulière précédant immédiatement le jour de Noël.

Si un salarié quitte son emploi durant le congé de fin d'année, ou ne retourne pas au travail après ce congé, pour toute raison autre que celles qui sont énumérées au paragraphe 15.23, l'employeur aura le droit de déduire, des sommes d'argent dues à ce salarié, un montant équivalant au congé de fin d'année payé à ce salarié, un montant équivalant au congé de fin d'année payé à ce dernier. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*,

6. Section 15 shall be amended by adding the following subsections :

"15.20 *Year-end Holiday — Children's Clothing* : All employers shall grant to all their employees engaged in the production of children's clothing a year-end holiday extending from noon on December 24th to January 2nd inclusive, in accordance with the provisions of subsections 15.21 through 15.25.

15.21 Employers shall pay to the employees for their year-end holiday, an amount equivalent to 1.6% of their gross earnings during the 12-month period ended November 30th preceding the holiday."

15.22 To qualify for the year-end holiday an employee must work or stand ready to work the regular working day preceding and the regular working day following the holiday.

15.23 Absence from work on the day preceding or the day following the holiday, shall not deprive the employee of his right to the year-end holiday pay when such absence is authorized by the employer, or is due to :

(*a*) lay-off of not more than 30 day's duration immediately preceding the holiday;

(*b*) illness of not more than eight week's duration;

(*c*) death in the immediate family;

(*d*) any other serious reason.

15.24 Should an employer cause an employee eligible for the year-end holiday to work during the year-end holiday, or during any part thereof, such work shall be paid for at double the regular rate of pay of such employee for each regular hour worked, and at triple the regular rate of pay for each overtime hour worked. This payment is in addition to the year-end holiday pay due in accordance with the foregoing provisions.

15.25 Employers shall give to eligible employees their year-end holiday pay on the regular pay day immediately preceding Christmas Day.

If an employee terminates his employment during the year-end holidays, or fails to return to work after the year-end holiday for any reason other than those enumerated in subsection 15.23, the employer shall have the right to deduct from any monies due to said employee an amount equivalent to the year-end holiday pay given to the employee."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of

le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 juillet 1972
46931-o

Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C. I. R.
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July, 1972.
46931-o

Avis de modification

Cercueils — Province

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication des cercueils dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 101 du 31 janvier 1957 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer tous les noms des parties contractantes de première part par celui de: « L'Association des Manufacturiers de cercueils de la province de Québec ».

2° Ajouter l'alinéa suivant au paragraphe *d*) de l'Article VI (Jours fériés et payés):

« Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, l'éligibilité aux jours de congé en cas d'une absence prolongée résultant d'une mise-à-pied temporaire à cause d'une pénurie de travail, de maladie, d'accident ou de toutes autres raisons, est limitée à une période de trente (30) jours de calendrier précédant la date où lesdits jours de congé sont observés. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère de Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 juillet 1972
46964-o

Notice of amendment

Caskets — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), Mr. Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Caskets in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 101 of January 31, 1957, and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree;

1. All of the names of the contracting parties of the first part shall be replaced by "l'Association des Manufacturiers de cercueils de la province de Québec".

2. The following paragraph shall be added to subsection (*d*) of section VI (Paid holidays):

"Notwithstanding the provisions of the preceding subsection, in the case of an extended absence resulting from a temporary lay-off due to lack of work, sickness, accident or any other reasons, eligibility for holidays is limited to a period of thirty (30) calendar days preceding the date when the said holidays are observed."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL Mireault, C.I.R.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July 22th, 1972
46964-o

Avis de modification

Coiffeurs — Région de Saint-Hyacinthe

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 1010 du 26 septembre 1956 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret :

1° Remplacer le nom de la partie contractante de première part par le suivant : « l'Association patronale des Coiffeurs de Saint-Hyacinthe inc. »

2° Remplacer l'article 116 par le suivant :

« 116. *Salaires minimaux* : Les taux de salaires minimaux sont les suivants :

a) Employés permanents qualifiés :

Classe A : $60 par semaine, plus soixante (60%) pour cent des recettes de son travail excédant $70 pendant la semaine.

Classe B : $55 par semaine, plus cinquante (50%) pour cent des recettes de son travail excédant $65 pendant la semaine.

b) Employés surnuméraires qualifiés :

$12 par jour, plus cinquante (50%) pour cent sur toute recette dépassant le double du salaire gagné.

S'il est engagé à l'heure, sa rémunération est de $1.50 l'heure et un minimum de trois (3) heures doit être rémunéré pour chaque appel.

c) Apprenti :	*Par semaine :*
1er semestre	$40
2e semestre	$42
2e année	$46
3e année	$52

L'apprenti a droit à une commission de quarante (40%) pour cent des recettes de son travail excédant de $10 le salaire déterminé au présent article. »

3° Remplacer l'article 117 par le suivant :

« 117. *Durée du travail* : La semaine normale de travail est de 45 heures réparties selon les horaires suivants :

Zone I

Lundi : jour chômé.

Mardi, mercredi et jeudi : de 8h. à 18h.

Vendredi : de 8h. à 21h.

Samedi : de 8h. à 16h.

Cependant, les salariés ne sont pas tenus de commencer le travail avant 9h. les mardis, mercredis, jeudis

Notice of Amendment

Hairdressers — Saint-Hyacinthe Region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), Mr. Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Men's and Ladies' Hairdressers in the region of St-Hyacinthe, rendered obligatory by Decree No. 1010 of September 26, 1956 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree;

1. The name of the contracting party of the first part shall be replaced by the following : "l'Association patronale des Coiffeurs de Saint-Hyacinthe inc."

2. Section 116 is replaced by the following :

"116. *Minimum wage rates* : minimum wage rates are as follows :

(*a*) *Regular qualified employees* :

Class A : $60. per week, plus sixty percent (60%) of the receipts of his work exceeding $70. during the week.

Class B : $55. per week, plus fifty percent (50%) of the receipts of his work exceeding $65. during the week.

(*b*) *Qualified supernumerary employees* :

$12. per day, plus fifty percent (50%) on all receipts exceeding double the salary earned.

When hired on an hourly basis, the employee shall be paid $1.50 an hour and shall be entitled to at least three (3) hours' wages for each call.

(*c*) *Apprentices :*	*Per week:*
1st six months	$40
2nd six months	$42
2nd year	$46
3rd year	$52

Apprentices are entitled to a forty percent (40%) commission on receipts of their work that exceed the wages herein set forth by $10."

3. Section 117 shall be replaced by the following :

"117. *Standard hours of work* : The standard workweek is 45 hours scheduled accordingly :

Zone I

Monday : holiday.

Tuesday, Wednesday and Thursday : from 8:00 to 18:00 hours.

Friday : from 8:00 to 21:00 hours.

Saturday : from 8:00 to 16:00 hours.

However, employees are not obliged to begin work before 9:00 hours on Tuesdays, Wednesdays, Thurs-

et vendredis, ni de travailler plus de 41 heures par semaine.

Note : La semaine précédant Noël et le premier Jour de l'An, la semaine précédant Pâques ainsi que la semaine durant laquelle plusieurs salons sont en vacances, le salarié pourra travailler quarante-cinq (45) heures, en autant que ses heures supplémentaires seront rémunérées proportionnellement au salaire hebdomadaire qu'il reçoit.

Zone II

Lundi : jour chômé.

Mardi, mercredi et jeudi : de 8h. à 19h.

Vendredi : de 8h. à 21h.

Samedi : de 8h. à 17h.

Le travail commencé sur un client avant l'expiration des heures de travail peut être terminé; cependant, la durée de ce travail ne doit pas excéder quinze (15) minutes dans la zone I et trente (30) minutes dans la zone II. »

4° Radier l'article 118.

5° Remplacer l'article 120 par le suivant :

« 120. *Prix minimaux des services* : Les employeurs professionnels, les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minimaux suivants pour les services ci-dessous mentionnés :

days and Fridays, and neither are they obliged to work more than 41 hours per week.

Note : The week preceding Christmas and New Year's Day, the week preceding Easter as well as the week during which several salons are on vacation, the employee may work forty-five (45) hours, inasmuch as overtime hours are remunerated in proportion to the weekly salary he receives.

Zone II

Monday : holiday.

Tuesday, Wednesday, and Thursday : from 8:00 to 19:00 hours.

Saturday : from 8:00 to 17:00 hours.

The work begun on a customer before the end of working hours may be finished, however, the duration of the work shall not exceed fifteen (15) minutes in Zone I and thirty (30) minutes in Zone II."

4. Section 118 shall be abrogated.

5. Section 120 shall be replaced by the following :

"120. *Minimum prices of services* : Professional employers, employers, artisans and employees shall charge the public the following minimum prices for the services mentioned below :

Coiffeurs pour hommes

	Prix actuels Zones		*Prix demandés* Zones
	I	*II*	*I et II*
Coupe de cheveux ordinaire pour adultes	$1.40	$1.25	$1.75
Coupe de cheveux ordinaire pour enfants moins de quatorze (14) ans	0.85	0.80	1.25
Coupe de cheveux en brosse pour adultes	1.65	1.50	2.00
Coupe de cheveux en brosse pour enfants moins de quatorze (14) ans	1.10	1.00	1.50
Coupe de cheveux au rasoir y compris shampooing et mise en plis	3.50	3.25	4.25
Barbe	1.00	0.90	1.25
Shampooing	0.75	0.75	1.00
Mise en plis	0.75	0.75	1.00
Shampooing colorant	3.25	2.75	3.25
Massage	1.25	1.25	1.50
Flambage de cheveux	0.35	0.35	0.50
Fixatif	0.25	0.25	0.35
Lotion	0.35	0.25	0.50
Tonique	0.35	0.35	0.50
Aiguisage de rasoir	1.00	1.00	1.25
Teinture	4.25	3.25	4.25
Décoloration	2.25	1.75	2.25

Men's Hairdressers

	Present prices Zones I	Zones II	*Prices asked* Zones I and II
Ordinary haircut, adults	$1.40	$1.25	$1.75
Ordinary haircuts, children under 14	0.85	0.80	1.25
Brushcut, adults	1.65	1.50	2.00
Brushcut, children under 14	1.10	1.00	1.50
Razor cut, including shampoo and setting	3.50	3.25	4.25
Shave	1.00	0.90	1.25
Shampoo	0.75	0.75	1.00
Wave (setting)	0.75	0.75	1.00
Colouring shampoo	3.25	2.75	3.25
Massage	1.25	1.25	1.50
Singeing	0.35	0.35	0.50
Hair-setting solution	0.25	0.25	0.35
Lotion	0.35	0.25	0.50
Tonic	0.35	0.35	0.50
Razor honing	1.00	1.00	1.25
Dyeing	4.25	3.25	4.25
Colour-stripping	2.25	1.75	2.25

Note : Les prix minimaux ci-haut mentionnés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche ou toupet fait de cheveux humains ou synthétiques. »

6° Remplacer l'article 122 par le suivant :

« 122. Les taux de salaires minimaux sont les suivants :

a) *Employé permanent (qualifié)* :

Classe « A » : $63 par semaine

Classe « B » : $60 par semaine

b) *Employé surnuméraire (qualifié)* :

$1.50 de l'heure et un minimum de trois (3) heures doit être rémunéré pour chaque appel.

c) *Apprenti* : *Par semaine* :

1er semestre	$40
2e semestre	$42
2e année	$46
3e année	$52

7° *Coiffeurs pour dames* :

Remplacer l'article 123 par le suivant :

« 123 : *Durée du travail* :

Zone I

La semaine normale de travail des employés permanents qualifiés et des apprentis est de 40 heures, réparties de la façon suivante :

Lundi : jour chômé.

Mardi et mercredi : de 9h. à 17h.

Jeudi et vendredi : de 9h. à 21h.

Samedi : de 8h. à 17h.

Note : Durant *juillet* et *août* :

Samedi : de 8h. à 13h.

Note : The minimum prices listed above also apply to work done on a wig or a hairpiece made of human or synthetic hair."

6. Section 122 shall be replaced by the following :

"122. The minimum wage rates are the following :

(*a*) *Regular employee (qualified)* :

Class "A" : $63. per week

Class "B" : $60. per week

(*b*) *Supernumerary employee (qualified)* :

$1.50 per hour and a minimum of three (3) hours pay for each call.

(*c*) *Apprentices* : *Per week:*

1st six months	$40.
2nd six months	$42.
2nd year	$46.
3rd year	$52.

7. *Ladies' hairdressers* :

Section 123 shall be replaced by the following :

"123. *Working hours* :

Zone I

The standard workweek for regular qualified employees and apprentices is 40 hours scheduled in the following manner :

Monday : holiday.

Tuesday and Wednesday : from 9:00 to 17:00 hours.

Thursday and Friday : from 9:00 to 21:00 hours.

Saturday : from 8:00 to 17:00 hours.

Note : During *July* and *August* :

Saturday : from 8:00 to 13:00 hours.

Les veilles de fêtes chômées :
de 9 h. à 21h. Exceptées les veilles de *Noël* et du *premier Jour de l'An* :
de 8h. à 17h.

Note : Le mardi et le mercredi, la durée du travail des employés sera de sept (7) heures.

Toutefois, la durée du travail pourra être, à la discrétion de l'employeur, de huit (8) heures l'un de ces deux jours et de six (6) heures l'autre jour.

Zone II
Lundi : jour chômé.
Mardi et mercredi : de 9h. à 20h.
Jeudi : de 9h. à 21h.
Vendredi : de 9h. à 22h.
Samedi : de 8h. à 17h.

Les veilles de fêtes chômées : de 9h. à 21h., exceptées les veilles de *Noël* et du *premier Jour de l'An* :
de 8h. à 18h.

Exception : Toutefois, dans la zone I, les mardi et mercredi ouvrables compris entre le 17 et le 31 décembre, les heures de travail sont réparties entre 9h. et 21h. »

8° Remplacer l'article 125 par le suivant :

The day before a holiday :
from 9:00 to 21:00 hours, except the day before *Christmas* and the day before *New Year's Day* :
from 8:00 to 17:00 hours.

Note : On Tuesday and Wednesday, working hours for employees shall be seven (7) hours.

However, working hours may, at the discretion of the employer, be eight (8) hours one of the said days and six (6) hours the other of the said two days.

Zone II
Monday : holiday.
Tuesday and Wednesday : from 9:00 to 20:00 hours.
Thursday : from 9:00 to 21:00 hours.
Friday : from 9:00 to 22:00 hours.
Saturday : from 8:00 to 17:00 hours.

The day before a holiday : from 9:00 to 21:00 hours, except the day before *Christmas* and the day before *New Year's Day* :
from 8:00 to 18:00 hours.

Exception : However, in Zone I, working hours on Tuesdays and Thursdays, which are working days falling within the period December 17th to December 31st, are scheduled between 9:00 and 21:00 hours."

8. Section 125 shall be replaced by the following :

	Prix actuels Zones		*Prix demandés* Zones
	I	*II*	*I et II*
Coupe de cheveux pour adultes	$1.50	$1.25	$1.75
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 14 ans	1.25	1.00	1.50
Fossettes	0.50	0.35	0.50
Toupet	0.25	0.25	0.25
Grillage des cheveux	0.50	0.50	0.50
Ondulation permanente :			
À chaud	6.00	6.00	6.00
À froid	7.00	7.00	8.00
Frisettes à permanente :			
À chaud	0.35	0.35	0.35
À froid	0.25	0.25	0.25
Ondulation (mise en plis)	1.75	1.50	2.00
Manucure	1.50	1.25	1.50
Massage	1.50	1.50	1.50
Teinture	5.00	5.00	6.00
Décoloration (1re application)	5.00	5.00	6.00
Retouche de la décoloration	5.00	4.00	6.00
Traitement du cuir chevelu	1.50	1.50	1.50
Shampooing ordinaire	0.75	0.60	1.00
Shampooing à l'huile	1.00	0.75	1.25
Épilation des sourcils	1.00	0.75	1.00
Peignage	1.00	0.75	1.00
Fixatif	0.50	0.35	0.50
Rince (colorant)	1.75	1.50	2.00
Ondulation au fer	2.00	2.00	2.00

	Present prices Zones		*Prices asked* Zones
Haircut, adults	$1.50	$1.25	$1.75
Haircut, children under 14	1.25	1.00	1.50
"Fossettes"	0.50	0.35	0.50
"Toupet"	0.25	0.25	0.25
Singeing	0.50	0.50	0.50
Permanent wave :			
Heat process	6.00	6.00	6.00
Cold process	7.00	7.00	8.00
Curls :			
Heat process	0.35	0.35	0.35
Cold process	0.25	0.25	0.25
Setting	1.75	1.50	2.00
Manicure	1.50	1.25	1.50
Massage	1.50	1.50	1.50
Dyeing	5.00	5.00	6.00
Bleaching (1st application)	5.00	5.00	6.00
Bleach touch-up	5.00	4.00	6.00
Scalp treatment	1.50	1.50	1.50
Ordinary shampoo	0.75	0.60	1.00
Oil shampoo	1.00	0.75	1.25
Depilation of eyebrows	1.00	0.75	1.00
Combing	1.00	0.75	1.00
Hair-setting solution	0.50	0.35	0.50
Colour rinse	1.75	1.50	2.00
Waving (curling iron)	2.00	2.00	2.00

Note : « Les prix minimaux ci-haut déterminés s'appliquent également lorsque le travail est exécuté sur une perruque ou un postiche fait de cheveux humains ou synthétiques. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT, C.R.I.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 22 juillet 1972
46964-o

Note : The prices listed above also apply to work done on a wig or a hairpiece made of human or synthetic hair."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT, C.I.R.,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July 22nd, 1972
46964-o

Avis divers

Université du Québec

Avis par les présentes est donné que l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec a amendé dans le sens suivant les annexes IV, V et VI du règlement général 17.b relatif à l'engagement du personnel de l'Université du Québec, de ses universités constituantes, écoles supérieures et instituts de recherche.

Annexe IV

Plan de classification du personnel professionnel

a) en remplaçant l'article 7.02 par ce qui suit :

« Posséder un diplôme universitaire de premier cycle d'une université reconnue en sciences pures, sciences commerciales ou dans une autre discipline appropriée".

b) en remplaçant l'article 15 par ce qui suit :

Article 15 animateur

15.01 *Attributions* : les animateurs sont par des moyens et méthodes propres à leur profession, chargés :
—d'organiser et surveiller les activités d'ordre social, récréatif et culturel;
—d'éveiller l'intérêt des membres de la communauté en les informant des ressources disponibles;
—de stimuler leur participation en les engageant à partager les responsabilités de leur milieu et les assistant dans leurs initiatives.

15.02 *Conditions spécifiques d'admissibilité* : posséder un diplôme de premier cycle d'une université reconnue en éducation physique, science sociale ou dans une autre discipline universitaire appropriée.

15.03 *Échelle de salaires* : animateur (niveaux 18 et 19).

c) en abrogeant l'article 19, « Attaché d'administration ».

d) en remplaçant les numéros d'articles 20, 20.01, 20.02 et 20.03 par les numéros 19, 19.01, 19.02 et 19.03.

e) en ajoutant les articles suivants après l'article 19 :

Article 20 — Concepteur-graphiste

20.01 *Attributions* : les titulaires de ce poste sont chargés de la conception et de la réalisation des travaux graphiques. Ils agissent à titre de conseiller en matière graphique auprès des directions, services et départements. Ils préparent les devis des imprimés et établissent des relations avec les imprimeurs et fournisseurs.

Ils sont responsables de l'application des normes graphiques établies pour l'utilisation du symbole et de

Miscellaneous Notice

University of Québec

Notice is hereby given that the Board of Governors of the University of Québec has amended as follows Appendices IV, V and VI of General By-law 17.b governing the engagement of staff for the University of Québec, its constituent universities, superior schools and research institutes :

Appendix IV

Classification plan for professional staff

(*a*) Subsection 7.02 is superseded by :

"A first university degree (from a recognized university) in Pure Science, Commerce or some other appropriate university discipline."

(*b*) Section 15 is superseded by :

"Section 15 — Community Development Officer (Animateur)

15.01 *Duties* : Through specific professional methods, community development officers (*animateurs*) :
—organize and supervise social, recreational and cultural activities;
—stimulate the interest of community members by making them aware of available resources;
—promote participation by urgning community members to share the responsibilities inherent to their environment and by seconding their initiatives.

15.02 *Eligibility requirements* : A first university degree (from a recognized university) in Physical Education, Social Sciences or some other appropriate university discipline.

15.03 *Salary scale* : Community development officer (levels 18 and 19)."

(*c*) Section 19 on Administration Specialists is deleted.

(*d*) Sections 20, 20.01, 20.02 and 20.03 are renumbered 19, 19.01, 19.02 and 19.03 respectively.

(*e*) The following sections are added after section 19 :

"Section 20 — Graphic Artist-Designer

20.01 *Duties* : Incumbents are responsible for designing and carrying out graphic art work. They provide advice on graphic art to branches, services and departments; write up specifications for printed matter and maintain liaison between printers and suppliers.

They are entrusted with applying graphic art standards laid down for the use of the University of Québec's symbol and graphic image. They may be expected

l'image graphique de l'Université du Québec. Ils peuvent être appelés à coordonner le travail de collaborateurs tels que photographes, illustrateurs, etc..., et sont responsables de l'acheminement et de la qualité des travaux.

20.02 *Conditions spécifiques d'admissibilité* : posséder un premier diplôme universitaire terminal d'une université reconnue en Design 2-D, en Arts Visuels — option communications graphiques, ou l'équivalent.

20.03 *Échelle de salaires* : concepteur-graphiste (niveaux 18 et 19).

Article 21 — Psychologue

21.01 *Attributions* : les psychologues sont chargés d'étudier le comportement humain et les mécanismes mentaux et de recommander des traitements pour la solution des problèmes d'adaptation.

Ils analysent les effets de l'hérédité, du milieu et d'autres facteurs sur la mentalité et le comportement des individus et préviennent, diagnostiquent et traitent les troubles émotionnels et les troubles de la personnalité, ainsi que les cas d'inadaptation au milieu social et professionnel. Ils mettent au point et appliquent des tests pour mesurer l'intelligence, les capacités, les aptitudes, les attitudes et d'autres caractéristiques humaines; interprètent les données obtenues et font des recommandations, s'il y a lieu. Ils peuvent également assumer les tâches d'animation en santé mentale.

21.02 *Conditions spécifiques d'admissibilité* : posséder un diplôme de deuxième cycle en psychologie d'une université reconnue ou être membre de la Corporation des Psychologues de la Province de Québec.

21.03 *Échelle de salaires* : psychologue (niveaux 22-23).

Article 22 — Agent d'admission et/ou d'inscription

22.01 *Attributions* : les agents d'admission et/ou d'inscription sont dans un registrariat responsable d'appliquer les techniques et méthodes relatives à l'admission et à l'inscription des étudiants.

Dans le domaine de l'admission, les agents évaluent l'admissibilité des candidats par application des critères établis par le Comité de sélection. À ce titre, ils complètent les dossiers, vérifient les équivalences et administrent les tests, s'il y a lieu. Les agents sont appelés à présenter les demandes d'admission et à fournir au Comité de sélection une expertise quant aux études antérieures des candidats. Ils peuvent être appelés à participer au recrutement des étudiants.

Dans le domaine de l'inscription, les agents tiennent à jour le dossier des étudiants. Ils vérifient les dossiers pour fins d'émission des diplômes. Ils peuvent être appelés à participer à l'élaboration des horaires et à l'allocation des locaux. Ils vérifient les choix de cours des étudiants.

LR-958

to co-ordinate the work of related personnel such as photographers, illustrators, and so on, and see to the speed and quality of work produced.

20.02 *Eligibility requirements* : A first and final university degree (from a recognized university) in Design 2-D, Visual Arts with a graphic communication option, or the equivalent.

20.03 *Salary scale* : Graphic Artist-Designer (levels 18 and 19).

Section 21 — Psychologist

21.01 *Duties* : Psychologiests are responsible for studying human behaviour and mental processes and recommending treatment for solving adjustment problems.

They analyse the effects of heredity, environment and other factors on the mind and behaviour of individuals; foresee, diagnose and treat emotional and personality disorders as well as professional and social maladjustments; elaborate and carry out tests to evaluate intelligence, capabilities, aptitudes, attitude and other human characteristics; interpret results and make recommendations as required; may also act as group leaders in mental health sessions.

21.02 *Eligibility requirements* : A graduate degree in Psychology from a recognized university *OR* membership in the Corporation of Psychologists of the Province of Québec.

21.03 *Salary scale* : Psychologist (levels 22-23).

Section 22 — Admissions/Registration Officer

22.01 *Duties* : Admissions/registration officers work in a registrar's office and apply techniques and methods for the admission and registration of students.

In admissions, officers review candidate eligibility by applying criteria set forth by the selection committee. They do so by completing records, checking corresponding credits and administering tests, if required. Officers are expected to submit applications and provide the selection committee with an appraisal of the applicant's former studies. They may be called upon to participate in student recruitment.

Registration phase of the work requires officers to keep up to date records on students. They check records at graduation time and may be expected to set up schedules and allocate facilities; check over courses chosen by students.

Les agents d'admission et/ou d'inscription peuvent également participer à l'élaboration de formulaires, procédures, brochures et dépliants. Ils peuvent assumer d'autres tâches relatives à leurs fonctions.

22.02 *Conditions spécifiques d'admissibilité* : posséder un diplôme de premier cycle en Sciences de l'éducation ou en Sciences de l'administration ou dans une autre discipline universitaire appropriée.

22.03 *Échelle de salaires* : agent d'admission et/ou d'inscription (niveaux 20 et 21).

Annexe V

Plan de classification du personnel de bureau et technique

a) en remplaçant les articles 18.02 et 19.02 par les suivants :

18.02 *Qualifications requises* : avoir obtenu un diplôme d'études collégiales en bibliothéconomie.

19.02 *Qualifications requises* : avoir obtenu un diplôme d'études collégiales en bibliothéconomie et posséder trois (3) années d'expérience pertinente.

b) en reportant l'article 24 « Contremaître : entretien général » et l'article 25 « Chef d'équipe : entretien général » aux articles 30 et 31 de l'annexe VI du règlement 17.b.

c) en remplaçant les numéros d'articles 26, 27, 28, 29 et 30 par les numéros 24, 25, 26, 27 et 28.

d) à l'article 4.02 en remplaçant ce qui suit « posséder l'équivalent en terme de scolarité et d'expérience, soit :

	Scolarité		*Expérience*
	11 ans	et	9 ans
ou	12 ans	et	7 ans
ou	14 ans	et	3 ans

par les mots « avoir obtenu un diplôme de fin d'études secondaires dans un établissement scolaire officiellement reconnu et 9 ans d'expérience, ou posséder 14 ans de scolarité et 3 ans d'expérience. »

e) aux articles 6.02, 7.02, 8.02, 9.02, 10.02, 11.02, 12.02, 14.02, 15.02, 16.02, 17.02, 20.02, 21.02, 25.02, 26.02 et 27.02, en remplaçant les mots « avoir achevé avec succès une 12ième année » ou « avoir achevé avec succès une 11ième année » par les mots « avoir obtenu un diplôme de fin d'études secondaires. »

f) aux articles 5.02 et 24.02, en remplaçant les mots « avoir achevé avec succès la 10ième année » par les mots « avoir obtenu un diplôme de fin d'études secondaires. »

g) aux articles 6.02, 7.02, 15.02 et 17.02, en abrogeant les qualifications requises exigeant d'avoir achevé avec succès une 10ième année d'études dans un établissement scolaire officiellement reconnu.

h) en remplaçant l'article 13.02 par ce qui suit : « avoir obtenu un diplôme de fin d'études secondaires dans un établissement scolaire officiellement reconnu et posséder un minimum de six (6) années d'expérience dans un travail connexe ».

Admissions/registration officers may also help to produce forms, procedures, pamphlets and folders. They may perform other related duties.

22.02 *Eligibility requirements* : A first university degree in Education or Administration or in some other appropriate university discipline.

22.03 *Salary scale* : Admissions/registration officer (levels 20 and 21)."

Appendix V

Classification plan for technical and office staffs

(*a*) Subsections 18.02 and 19.02 are superseded by :

"18.02 *Requirements* : a college diploma in Library Science.

19.02 *Requirements* : a college diploma in Library Science and three (3) years' pertinent experience."

(*b*) In Appendix VI of By-law 17.*b*, sections 24 (Foreman : General maintenance) and 25 (Crew Leader : General) become sections 30 and 31 respectively.

(*c*) Sections 26, 27, 28, 29 and 30 are renumbered 24, 25, 26, 27 and 28 respectively.

(*d*) In subsection 4.02, "have the equivalent requirements in terms of schooling and experience, i.e.,

	Schooling		*Experience*
	11 years	and	9 years
or	12 years	and	7 years
or	14 years	and	3 years

is superseded by : "secondary school graduation in an officially-recognized school and nine (9) years'experience *OR* 14 years' schooling and three (3) years' experience."

(*e*) In subsections 6.02, 7.02, 8.02, 9.02, 10.02, 11.02, 12.02, 14.02, 15.02, 16.02, 17.02, 20.02, 21.02, 25.02, 26.02 and 27.02, the words "successful completion of Grade XII" or "successful completion of Grade XI" are superseded by "a secondary school diploma".

(*f*) In subsection 5.02 and 24.02, the words "successful completion of Grade X" are superseded by "a secondary school diploma".

(*g*) In subsections 6.02, 7.02, 15.02 and 17.02, the requirement for successful completion of Grade X in an officially-recognized school is deleted.

(*h*) Subsection 13.02 is superseded by : "a secondary school diploma from an officially-recognized school and at least six (6) years' experience in related work."

LR-959

i) en remplaçant l'article 23.02 par ce qui suit : « avoir obtenu un diplôme de fin d'études secondaires dans un établissement scolaire officiellement reconnu, posséder au moins trois (3) années d'expérience comme opérateur d'ordinateur et de machines auxiliaires et connaître la langue anglaise si nécessaire. »

Annexe VI

Plan de classification du personnel ouvrier

a) en abrogeant l'article 3.02 « Règles d'avancement »
b) en remplaçant les numéros d'articles 3.03 et 3.04 par les numéros 3.02 et 3.03.
46952-o

(*i*) Subsection 23.02 is superseded by : "a secondary school diploma from an officially-recognized school, at least three (3) years' experience as a computer or peripheral equipment operator, and knowledge of English if required."

Appendix VI

Classification plan for workers

(*a*) Subsection 3.02 (Promotion rules) is deleted.
(*b*) Subsections 3.03 and 3.04 are renumbered 3.02 and 3.03 respectively.
46952-o

INDEX No 29

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

1776 — Transfert au ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche de certaines terres publiques situées dans la Ville de Matane et la Paroisse de St-Jérôme (Matane) 6045
1776 — Transfer to the Minister of Tourism, Fish and Game of certain public lands situated in the town of Matane and in the parish of St-Jérôme (Matane) 6045
1776 — Terres et forêts (S.R.Q. 1964, ch. 92 – L.Q. 1969, ch. 58, art. 83) transfert au ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche de certaines terres publiques situées dans la Ville de Matane et la Paroisse de St-Jérôme (Matane) 6045
1776 — Lands and Forest Act (R.S.Q. 1964, ch. 92 – S.Q. 1969, ch. 58) transfer to the Minister of Tourism, Fish and Game of certain public lands situated in the town of Matane and in the parish of St-Jérôme (Matane) 6045
1958 — Crédit spécial pour les producteurs d'oeufs de consommation (*Erratum*) 6047
1958 — Special credit to consumer-egg producers (*Erratum*) 6047
1967 — Règlement relatif à la disposition des décrets chimiques de nature combustible 6073
1967 — Regulation on the disposal of chemical and combustible waste material 6073
1967 — Exécutif (R.S.Q. 1964, ch. 9 et amendements) règlement relatif à la disposition des déchets chimiques de nature combustible 6073
1967 — Executive Power Act (R.S.Q. 1964, ch. 9 and amendments) Regulation on the disposal of chemical and combustible waste material 6073
1967 — Hygiène publique (S.R.Q. 1964, ch. 161) règlement relatif à la disposition des déchets chimiques de nature combustible 6073
1967 — Public Health Act (R.S.Q. 1964, ch. 161) Regulation on the disposal of chemical and combustible waste material 6073
2056 — Formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (L.Q. ch. 51, art. 32) modification aux règlements nos 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre 6076
2056 — Manpower Vocational Training and Qualification Act (S.Q. 1969, ch. 51, sec. 32) Amendment to regulations Nos. 1 and 2 respecting the manpower vocational training and qualification Act 6076
2056 — Modification aux règlements nos 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la Main-d'Oeuvre 6076
2056 — Amendment to regulations Nos. 1 and 2 respecting the manpower vocational training and qualification Act 6076
2057 — Prolongation du règlement de prélèvement de neuf (9) Comités paritaires régissant le commerce de l'Alimentation dans la Province 6077
2057 — Extension of the levy regulations of nine (9) parity committees governing the food trade in the province 6077

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Université du Québec (*Mod. au règlement No 17b.*) 6092
University of Québec (*Amend. to By-law No. 17b.*) 6092

MINISTÈRES — *DEPARTMENTS*

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Industries et métiers: — *Industry or Trades of:*

Caskets — Province (*Amend.*) 6086
Cercueils — Province (*Mod.*) 6086
Confection pour hommes, garçons et enfants (*Mod.*) 6081
Coiffeurs, région de Saint-Hyacinthe (*Mod.*) 6087
Hairdressers — Saint-Hyacinthe Region (*Amend.*) 6087
Men's, Boys' and Children's Clothing Industry (*mod.*) 6081

Régie des marchés agricoles du Québec — ***Québec Agricultural Marketing Board***

Agricultural Marketing Act (R.S.Q., ch. 120 and amend.) 6078
Consumer-egg quotas (*Amendments to the Regulation*) 6078
Marchés agricoles (S.R.Q. 1964, ch. 120 et amend.) 6078
Quotas d'oeufs de consommation (*Mod. au règlement*) 6078

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL 6045

ASSEMBLÉE NATIONALE 5979

AVIS DIVERS 5980–6092

CHANGEMENT DE NOM 5982

COMPAGNIES:
- Dissoutes 5982
- Divers 5983
- Lettres patentes 5898
- Lettres patentes supplémentaires 5976

CURATELLE PUBLIQUE 5981

MINISTÈRES:
- Affaires municipales 5986
- Institutions financières, compagnies et coopératives 5986–5993
- Terres et forêts 5986
- Travail et main-d'oeuvre 6081

PROCLAMATIONS 5988

RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC 6078

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES:
- Avis de dissolution éventuelle de corporations 5996
- Lettres patentes annulées 5993
- Révocation de dissolution 5998

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC 5988

SOUMISSIONS 5999

VENTES PAR SHÉRIFS 6016

VENTE POUR TAXES 6035

SUMMARY

CHANGE OF NAME ACT 5982

COMPANIES ACT:
- Dissolved 5982
- Letters patent 5898
- Miscellaneous 5983
- Supplementary Letters Patent 5976

COMPANIES INFORMATIONS ACT:
- Letters patent annulled 5993
- Notice of eventual dissolution corporations .. 5996
- Revocation of Dissolution 5998

DEPARTMENTS:
- Financial Institutions Companies and Cooperatives 5986–5993
- Labour and Manpower 6081
- Lands and Forests 5986
- Municipal Affairs 5986

MISCELLANEOUS NOTICES 5980–6092

NATIONAL ASSEMBLY 5979

ORDERS IN COUNCIL 6045

PROCLAMATIONS 5988

PUBLIC CURATORSHIP 5981

QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD 6078

QUÉBEC HOUSING CORPORATION 5988

SALES BY SHERIFFS 6016

SALE FOR TAXES 6035

TENDERS 5999

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

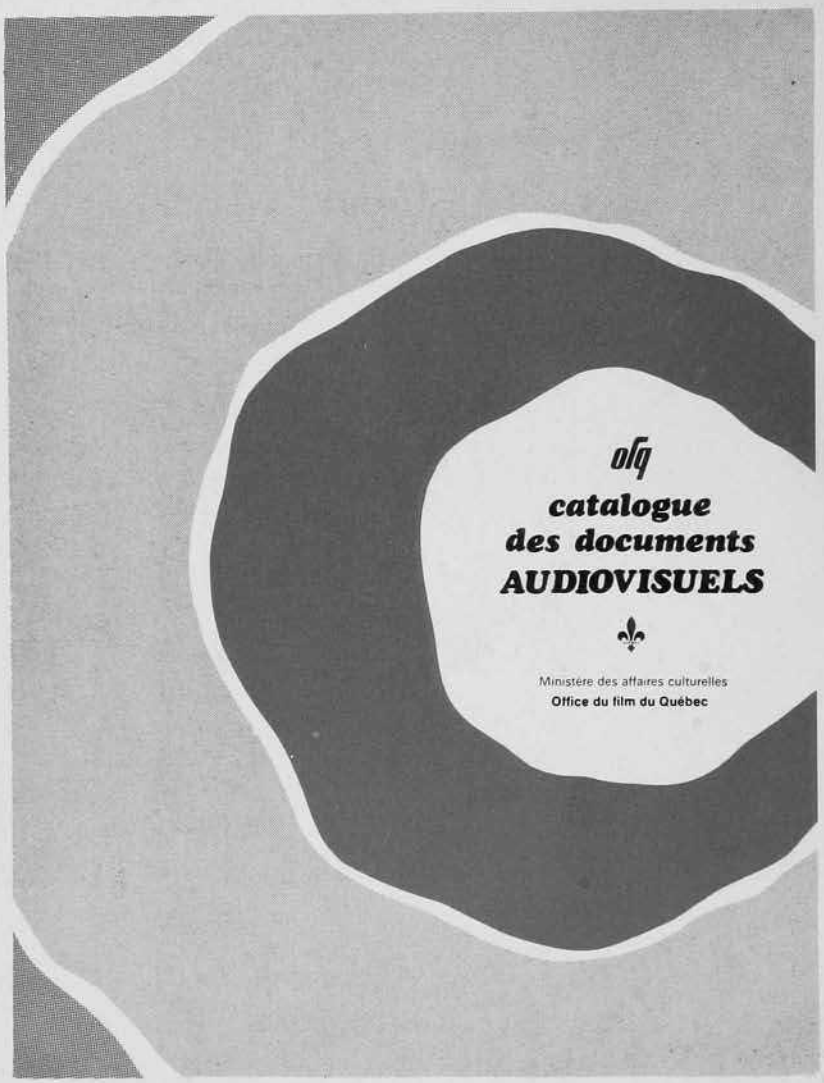
l'Éditeur officiel du Québec
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.



$2

Comptoirs de vente

QUÉBEC :

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél. : 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL :

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél. : 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE :

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

TROIS-RIVIÈRES :

L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél. : 379-2636

Librairie Poirier Enrg.
1505, rue Royale

SHERBROOKE :

La Galerie des Livres inc.
Centre d'Achats Sherbrooke
2305, rue King ouest